

Second Session, Thirty-fifth Parliament,
45-46 Elizabeth II, 1996-97

Deuxième session, trente-cinquième législature,
45-46 Elizabeth II, 1996-97

STATUTES OF CANADA 1997

LOIS DU CANADA (1997)

CHAPTER 15

CHAPITRE 15

An Act to amend certain laws relating to financial
institutions

Loi modifiant la législation relative aux institutions
financières

BILL C-82

ASSENTED TO 25th APRIL, 1997

PROJET DE LOI C-82

SANCTIONNÉ LE 25 AVRIL 1997

SUMMARY

This enactment amends a number of Acts governing financial institutions and the agencies which regulate them. Notable among the amendments are the following:

(a) similar amendments to the *Bank Act*, the *Cooperative Credit Associations Act*, the *Insurance Companies Act* and the *Trust and Loan Companies Act* dealing with

- (i) the self-dealing regime,
- (ii) in-house information services,
- (iii) corporate governance, and
- (iv) technical amendments;

(b) similar amendments to the *Bank Act*, the *Insurance Companies Act* and the *Trust and Loan Companies Act* dealing with protection of customer information, cost of credit disclosure and specialized financing activities;

(c) amendments to the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*, the *Bank Act* and the *Canadian Payments Association Act* to streamline the operations of foreign banks in Canada and allow banks that do not take retail deposits to opt out of Canada Deposit Insurance Corporation coverage;

(d) amendments to the *Insurance Companies Act* respecting the issue of participating shares and the regime governing demutualization of mutual insurance companies; and

(e) technical amendments to the *Bank of Canada Act*, the *Canada Deposit Insurance Corporation Act* and the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act*, and consequential amendments to the *Winding-up and Restructuring Act* and the *Green Shield Canada Act*.

SOMMAIRE

Le texte modifie plusieurs lois régissant les institutions financières et les organismes chargés de les contrôler. Les principales modifications touchent :

a) également la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, la *Loi sur les sociétés d'assurances* et la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* relativement au régime des opérations avec apparentés, aux activités de services d'information, à la régie interne et à des changements d'ordre technique;

b) également la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les sociétés d'assurances* et la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* relativement à la protection des renseignements personnels, la divulgation des coûts de crédit et les activités de financement spécialisé;

c) la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, la *Loi sur les banques* et la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* pour rationaliser les opérations des banques étrangères au Canada et permettre aux banques qui n'acceptent pas de dépôts au détail de se désaffilier de la Société d'assurance-dépôts du Canada;

d) la *Loi sur les sociétés d'assurances* relativement à l'émission d'actions participantes et au régime de démutualisation des sociétés mutuelles d'assurances;

e) la *Loi sur la Banque du Canada*, la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* et la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* relativement à des modifications d'ordre technique, de même que la *Loi sur les liquidations et les restructurations* et la *Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada* relativement à des modifications d'ordre connexe.

45-46 ELIZABETH II

45-46 ELIZABETH II

CHAPTER 15

CHAPITRE 15

An Act to amend certain laws relating to financial institutions

Loi modifiant la législation relative aux institutions financières

[Assented to 25th April, 1997]

[Sanctionnée le 25 avril 1997]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1991, c. 46

BANK ACT

LOI SUR LES BANQUES

1991, ch. 46

1. The portion of subsection 11(1) of the *Bank Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

1. Le paragraphe 11(1) de la *Loi sur les banques* est remplacé par ce qui suit :

Distribution to the public

11. (1) Subject to subsection (2), for the purposes of this Act, a security of a body corporate or an unincorporated entity

11. (1) Sous réserve du paragraphe (2), pour l'application de la présente loi, les valeurs mobilières d'une personne morale ou d'une entité non dotée de la personnalité morale font l'objet d'une souscription publique lorsqu'il a été déposé à leur égard, aux termes d'une loi fédérale, provinciale ou étrangère, un document tel qu'un prospectus, un exposé des faits importants, une déclaration d'enregistrement ou une circulaire d'offre publique d'achat; elles sont de même réputées en avoir fait l'objet lorsqu'elles ont déjà été émises et que le dépôt d'un ou de plusieurs de ces documents serait requis aux termes d'une telle loi si l'émission était en cours.

Souscription publique

2. Section 21 of the Act is replaced by the following:

2. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Sunset provision

21. Banks shall not carry on business after March 31, 2002, except that, if Parliament dissolves after December 31, 2001 and before April 1, 2002, banks may continue to carry on business until the day that is one hundred and eighty days after the first day of the first session of the next Parliament.

21. Les banques ne peuvent exercer leurs activités après le 31 mars 2002; toutefois, si le Parlement est dissous entre le 1^{er} janvier 2002 et le 31 mars de la même année, elles peuvent exercer leurs activités jusqu'à cent quatre-vingts jours après le premier jour de la première session de la législature suivante.

Temporarisation

3. (1) The portion of subsection 39(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

3. (1) Le passage du paragraphe 39(1) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

Transitional

39. (1) Notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, the Minister may, on the recommendation of the Superintendent, by order, grant to a bank in respect of which letters patent were issued under subsection 35(1) permission to

39. (1) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi ou de ses règlements, le ministre peut, par arrêté pris sur recommandation du surintendant, autoriser la banque à laquelle ont été délivrées des lettres patentes en vertu du paragraphe 35(1) à :

Disposition transitoire

a) exercer toute activité précisée dans l'arrêté et interdite par ailleurs par la présente loi mais à laquelle la personne morale prorogée se livrait à la date du dépôt de la demande de lettres patentes;

(2) The portion of subsection 39(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 39(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Durée des exceptions

(2) L'arrêté précise la période de validité de l'autorisation, qui ne peut excéder :

(2) L'arrêté précise la période de validité de l'autorisation, qui ne peut excéder :

Durée des exceptions

(3) Subsections 39(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(3) Les paragraphes 39(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Renewal

(3) Subject to subsection (4), the Minister may, on the recommendation of the Superintendent, by order, renew a permission granted by order under subsection (1) with respect to any matter described in paragraphs (1)(b) to (e) for such further period or periods as the Minister considers necessary.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le ministre peut sur recommandation du surintendant, dans les cas visés aux alinéas (1)*b*) à *e*), accorder, par arrêté, les renouvellements d'autorisation qu'il estime nécessaires.

Renouvellement

Limitation

(4) The Minister shall not grant to a bank any permission

(4) Le ministre ne peut pas délivrer d'autorisation qui serait encore valable plus de dix ans après la date d'obtention par la banque de l'agrément de fonctionnement dans les cas visés aux alinéas (1)*d*) et *e*); dans les cas visés à l'alinéa (1)*b*), il ne peut le faire que s'il est convaincu, sur la foi de la déposition sous serment d'un dirigeant de la banque, que celle-ci sera dans l'incapacité juridique de racheter les titres de créance visés par l'autorisation encore en circulation à l'expiration de ce délai.

Restriction

(*a*) with respect to matters described in paragraph (1)(*b*), that purports to be effective more than ten years after the date of the approval for the bank to commence and carry on business, unless the Minister is satisfied on the basis of evidence on oath provided by an officer of the bank that the bank will not be able at law to redeem at the end of the ten years the outstanding debt obligations to which the permission relates; and

(*b*) with respect to matters described in paragraphs (1)(*d*) and (*e*), that purports to be effective more than ten years after the date of the approval for the bank to commence and carry on business.

4. Section 39.1 of the Act is replaced by the following:

4. L'article 39.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1991, c. 46, s. 574

1991, ch. 46, art. 574

This Act ceases to apply

39.1 Where subsection 39.2(1) or 376.1(1), (2) or (5) or section 402.1 applies in respect of a bank, on the day specified in the letters patent continuing the bank as a company under subsection 33(1) or 234(1) of the *Trust and Loan Companies Act*, this Act ceases to apply to the bank and that Act applies to the company so continued under that Act.

39.1 Dans le cas où les paragraphes 39.2(1) ou 376.1(1), (2) ou (5) ou l'article 402.1 s'appliquent à une banque, la présente loi cesse de s'appliquer à la banque à la date précisée dans les lettres patentes prorogeant la banque comme société, délivrées sous le régime des paragraphes 33(1) ou 234(1), selon le cas, de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, et cette autre loi s'applique à la société prorogée à cette date.

Cessation

Other transfer

39.2 (1) A bank may, with the approval in writing of the Minister, apply for letters patent continuing the bank as a company under subsection 33(1) of the *Trust and Loan Companies Act* or amalgamating and continuing the bank as a company under section 228 and subsection 234(1) of that Act.

39.2 (1) La banque peut, avec l'agrément écrit du ministre, demander des lettres patentes la prorogeant comme société aux termes du paragraphe 33(1) de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* ou des lettres patentes de fusion et prorogation en société aux termes de l'article 228 ou du paragraphe 234(1) de cette loi.

Demande de prorogation

Conditions for approval

(2) No approval referred to in subsection (1) may be given to a bank unless the Minister is satisfied that the application of the bank has been authorized by a special resolution.

(2) Le ministre ne peut donner son agrément que s'il est convaincu que la demande a été autorisée par résolution extraordinaire.

Conditions

1996, c. 6, s. 1

5. (1) The portion of paragraph 40(c) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(c) that is the same as or, in the opinion of the Superintendent, substantially the same as or confusingly similar to, any existing

5. (1) L'alinéa 40c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) qui est identique à la marque de commerce, au nom commercial ou à la dénomination sociale d'une personne morale existant ou qui, selon le surintendant, est à peu près identique à ceux-ci ou leur est similaire au point de prêter à confusion, sauf si, d'une part, la dénomination, la marque ou le nom est en voie d'être changé ou la personne morale est en cours de dissolution et, d'autre part, le consentement de celle-ci à cet égard est signifié au surintendant selon les modalités qu'il peut exiger;

1996, ch. 6, art. 1

1996, c. 6, s. 1

(2) Paragraph 40(d) of the Act is replaced by the following:

(d) that is the same as or, in the opinion of the Superintendent, substantially the same as or confusingly similar to, the known name under or by which any entity carries on business or is identified; or

(2) L'alinéa 40d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) qui est identique au nom sous lequel une entité exerce son activité ou est connue, ou qui, selon le surintendant, est à peu près identique à celui-ci ou lui est similaire au point de prêter à confusion avec lui;

1996, ch. 6, art. 1

6. (1) The portion of subsection 55(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

6. (1) Le passage du paragraphe 55(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Permission to foreign bank subsidiary

55. (1) On the recommendation of the Superintendent, the Minister may, at the same time that an order is made approving the commencement and carrying on of business by a foreign bank subsidiary, by further order, grant the foreign bank subsidiary permission to

55. (1) Sur recommandation du surintendant, le ministre peut, par arrêté, concurremment avec l'ordonnance d'agrément, autoriser une filiale de banque étrangère :

Permission à la filiale de banque étrangère

Extension of permission

(2) Subsection 55(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Permission granted to a bank by order of the Minister under subsection (1) is only for the period specified in the order. That period may not be more than two years, except that the Minister may extend the period by further order on application by the bank. The total of the period and any extensions of it may not, in any case, exceed ten years.

(2) Le paragraphe 55(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'autorisation du ministre est donnée pour la période d'au plus deux ans spécifiée dans l'arrêté. Le ministre, à la demande de la banque concernée, peut, par arrêté, prolonger cette période, mais la durée de l'autorisation — période initiale et prolongations comprises — ne doit en aucun cas dépasser dix ans.

Prorogation de l'autorisation

7. Section 66 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) Notwithstanding subsection (2), a bank may record in the appropriate stated capital account part of the amount of any consideration it receives for shares it issues

7. L'article 66 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) La banque peut porter au compte capital déclaré correspondant une partie seulement du montant de l'apport reçu en contrepartie des actions dans les cas suivants :

Exception

(a) in exchange for

(i) property of a person who immediately before the exchange did not deal with the bank at arm's length within the meaning of the *Income Tax Act*, or

(ii) shares of a body corporate that immediately before the exchange, or because of the exchange, did not deal with the bank at arm's length within the meaning of the *Income Tax Act*; or

(b) under an agreement referred to in subsection 224(1) to shareholders of an amalgamating body corporate who receive the shares in addition to or instead of securities of the amalgamated bank.

a) elle émet les actions en échange :

(i) de biens d'une personne avec qui, avant l'échange, elle avait un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) d'actions d'une personne morale avec laquelle, avant l'échange ou à cause de l'échange, elle avait un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) elle émet les actions aux termes d'une convention visée au paragraphe 224(1) en faveur des actionnaires d'une personne morale fusionnante qui reçoivent les actions en plus ou à la place de valeurs mobilières de la banque issue de la fusion.

Limit on addition to a stated capital account

(4) On the issuance of a share, a bank shall not add to the stated capital account in respect of the share an amount greater than the amount of the consideration it receives for the share.

(4) Au moment de l'émission d'une action, la banque ne peut porter au compte capital déclaré correspondant à l'action un montant supérieur à celui qu'elle a reçu en contrepartie de celle-ci.

Limite

Constraint on addition to a stated capital account

(5) Where a bank that has issued any outstanding shares of more than one class or series proposes to add to a stated capital account that it maintains in respect of a class or series of shares an amount that was not received by the bank as consideration for the issue of shares, the addition must be approved by special resolution unless all the issued and outstanding shares are of not more than two classes of convertible shares referred to in subsection 77(4).

8. Subsection 140(2) of the Act is replaced by the following:

(2) If a meeting of shareholders is adjourned by one or more adjournments for a total of thirty days or more, notice of the continuation of the meeting shall be given as for an original meeting but, unless the meeting is adjourned by one or more adjournments for a total of more than ninety days, subsection 156.04(1) does not apply.

9. Subsection 143(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A bank that solicits proxies shall, in the management proxy circular required by subsection 156.05(1), set out any proposal of a shareholder submitted for consideration at a meeting of shareholders or attach the proposal to the management proxy circular.

10. The Act is amended by adding the following after section 156:

Proxies

156.01 The definitions in this section apply in this section and sections 156.02 to 156.08.

“registrant” means a securities broker or dealer required to be registered to trade or deal in securities under the laws of any jurisdiction.

“solicit” or “solicitation” includes

(a) a request for a proxy, whether or not accompanied by or included in a form of proxy,

(5) Dans les cas où elle a en circulation plus d'une catégorie ou série d'actions, la banque ne peut ajouter au compte capital déclaré pour une catégorie ou série d'actions donnée un montant qu'elle n'a pas reçu en contrepartie de l'émission d'actions que si cette mesure est approuvée par une résolution extraordinaire. La présente disposition ne s'applique pas si toutes les actions en circulation de la banque appartiennent à au plus deux catégories d'actions convertibles visées au paragraphe 77(4).

8. Le paragraphe 140(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) En cas d'ajournement, en une ou plusieurs fois, pour au moins trente jours, avis de la reprise de l'assemblée doit être donné comme pour une nouvelle assemblée; cependant le paragraphe 156.04(1) ne s'applique que lorsque l'ajournement excède quatre-vingt-dix jours.

9. Le paragraphe 143(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La banque qui sollicite des procurations doit faire figurer les propositions des actionnaires à soumettre à l'assemblée dans la circulaire de la direction exigée au paragraphe 156.05(1) ou les y annexer.

10. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 156, de ce qui suit :

Procurations

156.01 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 156.02 à 156.08.

« courtier agréé » Courtier de valeurs mobilières tenu d'être enregistré pour faire le commerce des valeurs mobilières sous le régime de toute loi applicable.

« sollicitation » Sont assimilés à la sollicitation :

a) la demande de procuration assortie ou non d'un formulaire de procuration;

Restriction

Avis

Circulaire de la direction

Définitions

« courtier agréé »
“registrant”

« sollicitation »
“solicit” or
“solicitation”

Notice where adjournment is longer

Management proxy

Definitions

“registrant”
« courtier agréé »

“solicit” or
“solicitation”
« sollicitation »

(b) a request to execute or not to execute a form of proxy or to revoke a proxy,

(c) the sending of a form of proxy or other communication to a shareholder under circumstances reasonably calculated to result in the procurement, withholding or revocation of a proxy, and

(d) the sending of a form of proxy to a shareholder under section 156.04,

but does not include

(e) the sending of a form of proxy in response to an unsolicited request made by or on behalf of a shareholder,

(f) the performance of administrative acts or professional services on behalf of a person soliciting a proxy,

(g) the sending by a registrant of the documents referred to in section 156.07, or

(h) a solicitation by a person in respect of shares of which that person is the beneficial owner.

“solicitation by or on behalf of the management of a bank” means a solicitation by any person pursuant to a resolution or instruction of, or with the acquiescence of, the directors or a committee of the directors of the bank.

“solicitation by or on behalf of the management of a bank”
« sollicitation effectuée par la direction d’une banque ou pour son compte »

Appointing proxyholder

156.02 (1) A shareholder who is entitled to vote at a meeting of shareholders may, by executing a form of proxy, appoint a proxyholder or one or more alternate proxyholders, who are not required to be shareholders, to attend and act at the meeting in the manner and to the extent authorized by the proxy and with the authority conferred by the proxy.

Execution of proxy

(2) A form of proxy shall be executed by a shareholder or by a shareholder’s attorney authorized in writing to do so.

b) la demande de signature ou de non-signature du formulaire de procuration ou de révocation de procuration;

c) l’envoi d’un formulaire de procuration ou de toute communication aux actionnaires, concerté en vue de l’obtention, du refus ou de la révocation d’une procuration;

d) l’envoi d’un formulaire de procuration aux actionnaires conformément à l’article 156.04.

Ne constituent pas une sollicitation :

e) l’envoi d’un formulaire de procuration en réponse à la demande spontanément faite par un actionnaire ou pour son compte;

f) l’accomplissement d’actes d’administration ou de services professionnels pour le compte d’une personne sollicitant une procuration;

g) l’envoi par un courtier agréé des documents visés à l’article 156.07;

h) la sollicitation faite par une personne pour des actions dont elle est le véritable propriétaire.

« sollicitation effectuée par la direction d’une banque ou pour son compte » Sollicitation faite par toute personne, à la suite d’une résolution ou d’instructions ou avec l’approbation du conseil d’administration ou d’un comité de celui-ci.

« sollicitation effectuée par la direction d’une banque ou pour son compte »
“solicitation by or on behalf of the management of a bank”

Nomination d’un fondé de pouvoir

156.02 (1) L’actionnaire habile à voter lors d’une assemblée peut, en remplissant un formulaire de procuration, nommer, parmi des personnes qui peuvent ne pas être actionnaires, un fondé de pouvoir, ainsi que plusieurs suppléants, aux fins d’assister à l’assemblée et d’y agir dans les limites prévues à la procuration.

(2) Le formulaire de procuration doit être rempli et signé par l’actionnaire ou son mandataire autorisé par écrit à cet effet.

Signature du formulaire de procuration

Limit on authority

(3) No appointment of a proxyholder provides authority for the proxyholder to act in respect of the appointment of an auditor or the election of a director unless a nominee proposed in good faith for the appointment or election is named in the form of proxy, a management proxy circular, a dissident's proxy circular or a proposal under subsection 143(1).

(3) La nomination du fondé de pouvoir ne l'autorise pas à participer à la nomination d'un vérificateur ni à l'élection d'un administrateur, sauf si un candidat sérieux à ces postes est proposé dans le formulaire de procuration ou dans une circulaire émanant de la direction ou d'un opposant ou dans une proposition visée au paragraphe 143(1).

Limitation

Required information

(4) A form of proxy must indicate, in bold-face type, that the shareholder by whom or on whose behalf it is executed may appoint a proxyholder, other than a person designated in the form of proxy, to attend and act on the shareholder's behalf at a meeting to which the proxy relates, and must contain instructions as to the manner in which the shareholder may do so.

(4) Le formulaire de procuration doit préciser, en caractère gras, que l'actionnaire par lequel ou pour le compte duquel il est signé peut nommer un fondé de pouvoir autre que celui qui est désigné dans le formulaire pour assister et agir en son nom à l'assemblée visée par la procuration; il doit en outre préciser la façon dont cela se fait.

Renseignements à inclure

Validity of proxy

(5) A proxy is valid only at the meeting in respect of which it is given or at a continuation of the meeting after an adjournment.

(5) La procuration n'est valable que pour l'assemblée visée et toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Validité de la procuration

Revocation of proxy

(6) A shareholder may revoke a proxy

(a) by depositing an instrument in writing executed by the shareholder or by the shareholder's attorney authorized in writing to do so

(i) at the head office of the bank at any time up to and including the last business day before the day of a meeting, or a continuation of the meeting after an adjournment, at which the proxy is to be used, or

(ii) with the chairperson of the meeting on the day of the meeting or a continuation of the meeting after an adjournment; or

(b) in any other manner permitted by law.

(6) L'actionnaire peut révoquer la procuration :

a) en déposant un écrit signé par lui ou par son mandataire autorisé par écrit à cet effet :

(i) soit au siège de la banque au plus tard le dernier jour ouvrable précédant l'assemblée en cause ou la date de reprise en cas d'ajournement,

(ii) soit auprès du président de l'assemblée à la date de son ouverture ou de sa reprise en cas d'ajournement;

b) de toute autre manière autorisée par la loi.

Révocation de la procuration

Deposit of proxies

156.03 The directors may specify, in a notice calling a meeting of shareholders or a continuation of a meeting of shareholders after an adjournment, a time before which executed forms of proxy to be used at the meeting or the continued meeting must be deposited with the bank or its transfer agent. The time specified may not be more than forty-eight hours, excluding Saturdays and holidays, before the meeting or the continued meeting.

156.03 Le conseil d'administration peut, dans l'avis de convocation d'une assemblée ou de la reprise d'une assemblée en cas d'ajournement, préciser une date limite pour la remise des procurations à la banque ou à son agent de transfert. La date limite ne peut être antérieure à la date de l'assemblée ou de la reprise de plus de quarante-huit heures, non compris les samedis et les jours fériés.

Remise des procurations

Mandatory solicitation

156.04 (1) Subject to subsection 140(2) and subsection (2), the management of a bank shall, concurrently with giving notice of a meeting of shareholders, send a form of proxy in prescribed form to each shareholder entitled to receive notice of the meeting.

156.04 (1) Sous réserve du paragraphe (2) et du paragraphe 140(2), la direction de la banque envoie, avec l'avis de l'assemblée des actionnaires, un formulaire de procuration en la forme réglementaire aux actionnaires qui ont le droit de recevoir l'avis.

Sollicitation obligatoire

Exception

(2) If a bank has fewer than fifteen shareholders, the management of the bank is not required to send a form of proxy to the shareholders under subsection (1). For the purpose of this subsection, two or more joint shareholders are counted as one shareholder.

(2) La direction de toute banque de moins de quinze actionnaires n'est pas tenue de leur envoyer le formulaire de procuration. Pour l'application du présent paragraphe, les codétenteurs d'une action sont comptés comme un seul actionnaire.

Exception

Soliciting proxies

156.05 (1) A person shall not solicit proxies unless

(a) in the case of solicitation by or on behalf of the management of a bank, a management proxy circular in prescribed form, either as an appendix to, or as a separate document accompanying, the notice of the meeting, is sent to the auditor or auditors of the bank and to each shareholder whose proxy is solicited; and

(b) in the case of any other solicitation, a dissident's proxy circular in prescribed form stating the purposes of the solicitation is sent to the auditor or auditors of the bank, to each shareholder whose proxy is solicited and to the bank.

156.05 (1) Les procurations ne peuvent être sollicitées qu'à l'aide de circulaires envoyées en la forme réglementaire :

a) sous forme d'annexe ou de document distinct de l'avis de l'assemblée, en cas de sollicitation effectuée par la direction d'une banque ou pour son compte;

b) dans les autres cas, par toute personne en désaccord qui doit y mentionner l'objet de la sollicitation.

Les circulaires sont adressées au vérificateur, aux actionnaires faisant l'objet de la sollicitation et, en cas d'application de l'alinéa b), à la banque.

Sollicitation de procuration

Copy to Superintendent

(2) A person who sends a management proxy circular or dissident's proxy circular shall at the same time file with the Superintendent

(a) in the case of a management proxy circular, a copy of it together with a copy of the notice of meeting, form of proxy and any other documents for use in connection with the meeting; and

(b) in the case of a dissident's proxy circular, a copy of it together with a copy of the form of proxy and any other documents for use in connection with the meeting.

(2) La personne qui envoie une circulaire de sollicitation, soit par la direction, soit par un opposant, doit en même temps adresser au surintendant :

a) dans le premier cas, un exemplaire de la circulaire, accompagné du formulaire de procuration, de l'avis de l'assemblée et de tout autre document utile à l'assemblée;

b) dans le second cas, un exemplaire de la circulaire, accompagné du formulaire de procuration et de tout autre document utile à l'assemblée.

Copie au surintendant

Exemption by Superintendent

(3) On the application of an interested person, the Superintendent may, on any terms that the Superintendent thinks fit, exempt the person from any of the requirements of subsection (1) and section 156.04, and the exemption may be given retroactive effect.

(3) Le surintendant peut, selon les modalités qu'il estime utiles, dispenser, même rétroactivement, toute personne intéressée qui en fait la demande des conditions imposées par le paragraphe (1) et l'article 156.04.

Dispense par le surintendant

Reporting exemptions

(4) The Superintendent shall set out in a periodical available to the public the particulars of each exemption granted under subsection (3) together with the reasons for the exemption.

(4) Le surintendant expose dans un périodique accessible au public les motifs et les détails de chacune des dispenses accordées en vertu du paragraphe (3).

Publication des dispenses

Attendance at meeting

156.06 (1) A person who solicits a proxy and is appointed proxyholder shall attend in person or cause an alternate proxyholder to attend the meeting in respect of which the proxy is valid, and the proxyholder or alternate proxyholder shall comply with the directions of the shareholder who executed the form of proxy.

156.06 (1) La personne nommée fondé de pouvoir après avoir sollicité une procuration doit assister personnellement à chaque assemblée visée, ou s'y faire représenter par son suppléant, et se conformer aux instructions de l'actionnaire qui l'a nommée.

Présence à l'assemblée

Rights of proxyholder

(2) A proxyholder or an alternate proxyholder has the same rights as the appointing shareholder to speak at a meeting of shareholders in respect of any matter, to vote by way of ballot at the meeting and, except where a proxyholder or an alternate proxyholder has conflicting instructions from more than one shareholder, to vote at the meeting in respect of any matter by way of a show of hands.

(2) Au cours d'une assemblée, le fondé de pouvoir ou son suppléant a, en ce qui concerne la participation aux délibérations et le vote par voie de scrutin, les mêmes droits que l'actionnaire qui l'a nommé; cependant, s'il a reçu des instructions contradictoires de ses mandants, il ne peut prendre part à un vote à main levée.

Droits du fondé de pouvoir

Vote by show of hands

(3) Where the chairperson of a meeting of shareholders declares to the meeting that, if a ballot were conducted, the total number of votes attached to shares represented at the meeting by proxy required to be voted against what, to the knowledge of the chairperson, would be the decision of the meeting in relation to any matter or group of matters is less than five per cent of all the votes that might be cast at the meeting on the ballot, unless a shareholder or proxyholder demands a ballot,

(3) Lorsque le président d'une assemblée déclare qu'en cas de scrutin, le total des voix représentées par des fondés de pouvoir ayant instruction de voter contre la décision qui, à sa connaissance, sera prise par l'assemblée sur une question ou un groupe de questions sera inférieur à cinq pour cent des voix qui peuvent être exprimées au cours de ce scrutin, et sauf si un actionnaire ou un fondé de pouvoir exige la tenue d'un scrutin :

Vote à main levée

(a) the chairperson may conduct the vote in respect of that matter or group of matters by way of a show of hands; and

a) le vote peut avoir lieu à main levée;

(b) a proxyholder or alternate proxyholder may vote in respect of that matter or group of matters by way of a show of hands.

b) les fondés de pouvoir et les suppléants peuvent y participer.

Duty of registrant

156.07 (1) Shares of a bank that are registered in the name of a registrant or registrant's nominee and that are not beneficially owned by the registrant shall not be voted unless the registrant sends to the beneficial owner

156.07 (1) Le courtier agréé qui n'est pas le véritable propriétaire des actions inscrites à son nom, ou à celui d'une personne désignée par lui, ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties que sur envoi au véritable propriétaire :

Devoir du courtier agréé

(a) a copy of the notice of the meeting, annual statement, management proxy cir-

a) d'un exemplaire de l'avis de l'assemblée, du rapport annuel, des circulaires de

	<p>cular, dissident's proxy circular and any other documents, other than the form of proxy, that were sent to shareholders by or on behalf of any person for use in connection with the meeting; and</p> <p>(b) a written request for voting instructions, except where the registrant has already received written voting instructions from the beneficial owner.</p>	<p>procuration émanant de la direction ou d'un opposant et de tous autres documents, à l'exception du formulaire de procuration, envoyés par toute personne ou pour son compte, aux actionnaires aux fins de l'assemblée;</p> <p>b) d'une demande écrite d'instructions de vote s'il n'en a pas déjà reçu du véritable propriétaire.</p>	
When documents to be sent	(2) The documents to be sent to the beneficial owner under subsection (1) shall be sent by the registrant without delay after the registrant receives the documents referred to in paragraph (1)(a).	(2) Le courtier agréé doit envoyer les documents visés au paragraphe (1) dans les meilleurs délais après avoir reçu ceux visés à l'alinéa (1)a).	Moment où les documents doivent être envoyés
Where registrant not to vote shares	(3) A registrant shall not vote or appoint a proxyholder to vote shares of a bank registered in the registrant's name or in the name of the registrant's nominee that the registrant does not beneficially own unless the registrant receives voting instructions from the beneficial owner.	(3) Le courtier agréé qui n'est pas le véritable propriétaire des actions d'une banque inscrites à son nom, ou à celui d'une personne désignée par lui, ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties, ni nommer un fondé de pouvoir, que s'il a reçu du véritable propriétaire des instructions relatives au vote.	Conditions d'exercice du droit de vote
Copies	(4) A person by or on behalf of whom a solicitation is made shall, at the request of a registrant, without delay provide the registrant, at the person's expense, with the necessary number of copies of the documents referred to in paragraph (1)(a).	(4) La personne qui fait ou fait faire une sollicitation doit sans délai et à ses propres frais fournir au courtier agréé, sur demande de celui-ci, le nombre nécessaire d'exemplaires des documents visés à l'alinéa (1)a).	Exemplaires
Instructions to registrant	(5) A registrant shall vote or appoint a proxyholder to vote any shares referred to in subsection (1) in accordance with any written voting instructions received from the beneficial owner.	(5) Les droits de vote doivent être exercés par le courtier agréé ou le fondé de pouvoir qu'il nomme à cette fin selon les instructions écrites du véritable propriétaire.	Instructions au courtier agréé
Beneficial owner as proxyholder	(6) If requested by a beneficial owner, a registrant shall appoint the beneficial owner or a nominee of the beneficial owner as proxyholder.	(6) Sur demande du véritable propriétaire, le courtier agréé choisit comme fondé de pouvoir le propriétaire ou la personne qu'il désigne.	Véritable propriétaire nommé fondé de pouvoir
Default of registrant: effect	(7) The failure of a registrant to comply with any of subsections (1) to (6) does not render void any meeting of shareholders or any action taken at the meeting.	(7) L'inobservation de l'un des paragraphes (1) à (6) par le courtier agréé n'annule ni l'assemblée ni les mesures prises lors de celle-ci.	Validité
Right of registrant limited	(8) Nothing in this Part gives a registrant the right to vote shares that the registrant is otherwise prohibited from voting.	(8) La présente partie ne confère nullement au courtier agréé les droits de vote qui lui sont par ailleurs refusés.	Limitation

Restraining order

156.08 (1) If a form of proxy, management proxy circular or dissident's proxy circular contains an untrue statement of a material fact or omits to state a material fact that is required to be contained in it or that is necessary to make a statement contained in it not misleading in light of the circumstances in which the statement is made, an interested person or the Superintendent may apply to a court and the court may make any order it thinks fit, including

- (a) an order restraining the solicitation or the holding of the meeting, or restraining any person from implementing or acting on a resolution passed at the meeting, to which the form of proxy, management proxy circular or dissident's proxy circular relates;
- (b) an order requiring correction of any form of proxy or proxy circular and a further solicitation; and
- (c) an order adjourning the meeting.

Notice of application

(2) Where a person other than the Superintendent is an applicant under subsection (1), the applicant shall give notice of the application to the Superintendent and the Superintendent is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.

11. Subsection 157(3) of the Act is replaced by the following:

Exception

(3) Paragraphs (2)(a) and (b) do not apply to the directors of a bank if

- (a) all the voting shares of the bank are beneficially owned by a Canadian financial institution described in any of paragraphs (a) to (d) of the definition "financial institution" in section 2; and
- (b) the audit committee or conduct review committee of the financial institution performs for and on behalf of the bank all the functions that would otherwise be required to be performed by the audit committee or conduct review committee of the bank under this Act.

1994, c. 47, s. 15

12. Paragraphs 160(e) and (f) of the Act are replaced by the following:

156.08 (1) En cas de faux renseignements sur un fait important — ou d'omission d'un tel fait dont la divulgation était requise ou nécessaire pour éviter que la déclaration ne soit trompeuse eu égard aux circonstances — dans un formulaire de procuration ou dans une circulaire émanant de la direction ou d'un opposant, le tribunal peut, à la demande de tout intéressé ou du surintendant, prendre par ordonnance toute mesure qu'il juge utile, notamment pour :

- a) interdire la sollicitation ou la tenue de l'assemblée ou empêcher qu'il y ait de donner suite aux résolutions adoptées à l'assemblée en cause;
- b) exiger la correction des documents en cause et prévoir une nouvelle sollicitation;
- c) ajourner l'assemblée.

Ordonnance

(2) L'intéressé auteur de la demande doit en aviser le surintendant; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Avis au surintendant

11. Le paragraphe 157(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les alinéas (2)a) et b) ne s'appliquent pas aux administrateurs de la banque lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Exceptions

- a) toutes les actions avec droit de vote sont la propriété effective d'une institution financière canadienne visée à l'un ou l'autre des alinéas a) à d) de la définition de « institution financière » à l'article 2;
- b) le comité de vérification ou de révision de l'institution, selon le cas, exerce pour la banque et en son nom, toutes les attributions qui incombent par ailleurs aux termes de la présente loi à celui de la banque.

12. Les alinéas 160e) et f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch. 47, art. 15

(e) a person who is prohibited by section 388 or 400 from exercising voting rights attached to shares of the bank;

(f) a person who is an officer, director or full time employee of an entity that is prohibited by section 388 or 400 from exercising voting rights attached to shares of the bank;

13. Subsection 163(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Subsection (1) does not apply in prescribed circumstances where all the voting shares of a bank are beneficially owned by a prescribed type of financial institution.

14. Paragraph 168(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) where all the voting shares of the bank that are outstanding are beneficially owned by

- (i) one person,
- (ii) one person and one or more entities controlled by that person, or
- (iii) one or more entities controlled by the same person;

15. (1) Subsections 170(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

170. (1) If, immediately after the time of any purported election or appointment of directors, the board of directors would fail to comply with subsection 159(2) or 163(1) or section 164, the purported election or appointment of all persons purported to be elected or appointed at that time is void unless the directors, within forty-five days after the discovery of the non-compliance, develop a plan, approved by the Superintendent, to rectify the non-compliance.

(2) Subsection 170(4) of the Act is renumbered as subsection 170(2).

16. Subsections 171(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

e) à qui les articles 388 ou 400 interdisent d'exercer des droits de vote attachés à des actions de la banque;

f) qui sont des administrateurs, dirigeants ou employés à temps plein d'une entité à laquelle les articles 388 ou 400 interdisent d'exercer des droits de vote attachés à des actions de la banque;

13. Le paragraphe 163(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas, dans les circonstances prévues par règlement, lorsqu'une catégorie réglementaire d'institutions financières détient la propriété effective de toutes les actions avec droit de vote de la banque.

14. L'alinéa 168(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) lorsque toutes les actions avec droit de vote en circulation de la banque sont détenues en propriété effective par :

- (i) une personne,
- (ii) une personne et une ou plusieurs entités qu'elle contrôle,
- (iii) une ou plusieurs entités contrôlées par la même personne

15. (1) Les paragraphes 170(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

170. (1) Est nulle toute élection ou nomination d'administrateurs après laquelle la composition du conseil ne satisfait pas aux exigences des paragraphes 159(2) ou 163(1) ou de l'article 164 sauf si, dans les quarante-cinq jours qui suivent la découverte de l'inobservation, les administrateurs présentent un plan, approuvé par le surintendant, en vue de remédier au manquement.

(2) Le paragraphe 170(4) de la même loi devient le paragraphe 170(2).

16. Les paragraphes 171(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exception

Exception

Void election or appointment

Nullité de l'élection ou de la nomination

Directors where elections incomplete or void

171. (1) Notwithstanding subsections 166(2) and (3) and paragraphs 168(1)(f) and 172(1)(a), where subsection 170(1) or (2) applies at the close of any meeting of shareholders of a bank, the board of directors shall, until their successors are elected or appointed, consist solely of

(a) where paragraph 170(2)(a) applies, the directors referred to in that paragraph; or

(b) where subsection 170(1) or paragraph 170(2)(b) applies, the persons who were the incumbent directors immediately before the meeting.

Where there is no approved rectification plan

(2) Notwithstanding subsections 166(2) and (3) and paragraphs 168(1)(f) and 172(1)(a), where a plan to rectify the non-compliance referred to in subsection 170(1) has not been approved by the Superintendent by the end of the forty-five day period referred to in that subsection, the board of directors shall, until their successors are elected or appointed, consist solely of the persons who were the incumbent directors immediately before the meeting at which the purported election or appointment referred to in that subsection occurred.

Directors to call meeting

(3) Where subsection (1) or (2) applies, the board of directors referred to in that subsection shall without delay call a special meeting of shareholders to fill the vacancies, where paragraph 170(2)(a) applies, or elect a new board of directors, where subsection 170(1) or paragraph 170(2)(b) applies.

17. Subsection 175(1) of the Act is replaced by the following:

Circulation of statement

175. (1) A bank shall without delay on receipt of a director's statement referred to in subsection 174(1) relating to a matter referred to in paragraph 174(1)(b) or (c), or a director's statement referred to in subsection 174(2), send a copy of it to each shareholder entitled to receive a notice of meetings and to the Superintendent, unless the statement is included in or attached to a management proxy circular required by subsection 156.05(1).

171. (1) Si, à la clôture d'une assemblée quelconque des actionnaires, les paragraphes 170(1) ou (2) s'appliquent, par dérogation aux paragraphes 166(2) et (3) et aux alinéas 168(1)f) et 172(1)a), le conseil d'administration se compose, jusqu'à l'élection ou la nomination des remplaçants :

a) dans les cas d'application de l'alinéa 170(2)a), des administrateurs mentionnés à cet alinéa;

b) dans les cas d'application du paragraphe 170(1) ou de l'alinéa 170(2)b), des administrateurs qui étaient en fonction avant l'assemblée.

(2) Dans le cas où, à l'expiration du délai de quarante-cinq jours visé au paragraphe 170(1), le surintendant n'a approuvé aucun plan visant à remédier au manquement aux dispositions mentionnées à ce paragraphe, le conseil d'administration, par dérogation aux paragraphes 166(2) et (3) et aux alinéas 168(1)f) et 172(1)a), jusqu'à l'élection ou à la nomination des nouveaux administrateurs, est formé uniquement des administrateurs en fonction avant l'assemblée.

(3) Le cas échéant, le conseil d'administration convoque sans délai une assemblée extraordinaire des actionnaires afin soit de pourvoir aux postes encore vacants dans les cas d'application de l'alinéa 170(2)a), soit d'élire un nouveau conseil d'administration dans les cas d'application du paragraphe 170(1) ou de l'alinéa 170(2)b).

17. Le paragraphe 175(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

175. (1) La banque envoie sans délai, au surintendant et aux actionnaires qui doivent recevoir avis des assemblées, copie de la déclaration visée au paragraphe 174(1) concernant une question mentionnée aux alinéas 174(1)b) ou c) ou de la déclaration visée au paragraphe 174(2), sauf si elle figure dans une circulaire de sollicitation de procurations envoyée par la direction conformément au paragraphe 156.05(1).

Administrateurs en cas d'élection incomplète ou nulle

Administrateurs en cas d'élection incomplète ou nulle

Convocation de l'assemblée par les administrateurs

Diffusion de la déclaration

18. The Act is amended by adding the following after section 179:

Additional directors

179.1 (1) The directors of a bank may appoint one or more additional directors where the by-laws of the bank allow them to do so and the by-laws determine the minimum and maximum numbers of directors.

Term of office

(2) A director appointed under subsection (1) holds office for a term expiring not later than the close of the next annual meeting of shareholders of the bank.

Limit on number appointed

(3) The total number of directors appointed under subsection (1) may not exceed one third of the number of directors elected at the previous annual meeting of shareholders of the bank.

19. Section 180 of the Act is replaced by the following:

Meetings required

180. (1) The directors shall meet at least four times during each financial year.

Place for meetings

(2) The directors may meet at any place unless the by-laws provide otherwise.

Notice for meetings

(3) The notice for the meetings must be given as required by the by-laws.

20. The Act is amended by adding the following after section 184:

Resolution outside board meeting

184.1 (1) A resolution in writing signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of directors is as valid as if it had been passed at a meeting of directors.

Filing directors' resolution

(2) A copy of the resolution referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the proceedings of the directors.

Resolution outside committee meeting

(3) A resolution in writing signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of a committee of directors, other than a resolution of the audit committee in carrying out its duties under subsection 194(3) or a resolution of the conduct review committee in carrying out its duties under subsection 195(3), is as valid as if it had been passed at a meeting of that committee.

18. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 179, de ce qui suit :

179.1 (1) Les administrateurs de la banque peuvent nommer des administrateurs supplémentaires si les règlements administratifs en prévoient la possibilité et prévoient également un nombre minimal et maximal d'administrateurs.

(2) Le mandat d'un administrateur ainsi nommé expire au plus tard à la clôture de l'assemblée annuelle qui suit.

(3) Le nombre total des administrateurs ainsi nommés ne peut dépasser le tiers du nombre des administrateurs élus lors de la dernière assemblée annuelle.

19. L'article 180 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

180. (1) Les administrateurs doivent se réunir au moins quatre fois par exercice.

(2) Les administrateurs peuvent, sauf disposition contraire des règlements administratifs, se réunir dans le lieu de leur choix.

(3) L'avis de convocation se donne conformément aux règlements administratifs.

20. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 184, de ce qui suit :

184.1 (1) La résolution écrite, signée de tous les administrateurs habiles à voter en l'occurrence lors de la réunion, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors de la réunion.

(2) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (1) doit être conservé avec les procès-verbaux des réunions des administrateurs.

(3) La résolution écrite, signée de tous les administrateurs habiles à voter en l'occurrence lors de la réunion d'un comité du conseil d'administration — à l'exception d'une résolution du comité de vérification ou du comité de révision, dans le cadre des tâches prévues aux paragraphes 194(3) ou 195(3) —, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors de la réunion.

Nominations entre les assemblées annuelles

Mandat

Limite quant au nombre

Nombre minimal de réunions

Lieu

Avis

Résolution tenant lieu de réunion

Dépôt de la résolution

Résolution tenant lieu de réunion d'un comité

Filing
committee
resolution

(4) A copy of the resolution referred to in subsection (3) shall be kept with the minutes of the proceedings of that committee.

(4) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (3) doit être conservé avec les procès-verbaux des réunions du comité du conseil d'administration.

Dépôt de la
résolution

21. Subsection 186(2) of the Act is replaced by the following:

21. Le paragraphe 186(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Statement to
shareholders

(2) A bank shall attach to the notice of each annual meeting it sends to its shareholders a statement showing, in respect of the financial year immediately preceding the meeting, the total number of directors' meetings and directors' committee meetings held during the financial year and the number of those meetings attended by each director.

(2) La banque joint à l'avis d'assemblée annuelle envoyé à chaque actionnaire un extrait du registre indiquant le nombre total des réunions du conseil d'administration ou de ses comités et le nombre auquel chaque administrateur a assisté au cours de l'exercice précédent.

Envoi aux
actionnaires

22. Paragraph 194(3)(c) of the Act is replaced by the following:

22. L'alinéa 194(3)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) require the management of the bank to implement and maintain appropriate internal control procedures;

c) requérir la direction de mettre en place des mécanismes appropriés de contrôle interne;

(c.1) review, evaluate and approve those procedures;

c.1) revoir, évaluer et approuver ces mécanismes;

23. (1) Paragraphs 195(3)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

23. (1) Les alinéas 195(3)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(a) require the management of the bank to establish procedures for complying with Part XI;

a) requérir la direction de mettre en place des mécanismes visant à l'observation de la partie XI;

(b) review those procedures; and

b) revoir ces mécanismes;

(2) Subsections 195(4) to (7) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 195(4) à (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) A bank shall report to the Superintendent on the mandate and responsibilities of the conduct review committee and the procedures referred to in paragraph (3)(a).

(4) La banque fait rapport au surintendant du mandat et des responsabilités du comité de révision, ainsi que des mécanismes visés à l'alinéa (3)a).

Bank report to
Superintendent

Rapport au
surintendant

Committee
report to
directors

(5) After each meeting of the conduct review committee of the bank, the committee shall report to the directors of the bank on matters reviewed by the committee.

(5) Après chaque réunion, le comité de révision fait rapport aux administrateurs des questions étudiées par ce dernier.

Rapport aux
administrateurs

Directors'
report to
Superintendent

(6) Within ninety days after the end of each financial year, the directors of a bank shall report to the Superintendent on what the conduct review committee did during the year in carrying out its responsibilities under subsection (3).

(6) Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de chaque exercice, les administrateurs de la banque font rapport au surintendant des activités du comité de révision au cours de l'exercice dans le cadre des tâches prévues au paragraphe (3).

Rapport des
administrateurs
au
surintendant

24. Subsection 196(2) of the Act is repealed.

25. Paragraph 198(f) of the Act is replaced by the following:

(f) authorize the payment of a commission on a share issue;

26. (1) The portion of subsection 203(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

203. (1) Where subsection 202(1) applies to a director in respect of a contract, the director shall not be present at any meeting of directors while the contract is being considered at the meeting or vote on any resolution to approve the contract unless the contract is

(2) Section 203 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) An act of the board of directors of a bank, or of a committee of the board of directors, is not invalid because a person acting as a director had ceased under subsection (2) to hold office as a director.

27. Paragraph 230(1)(h) of the Act is replaced by the following:

(h) for the purposes of sections 373, 373.1 and 376.1, where one or more of the applicants was a bank, the amalgamated bank is deemed to have been incorporated on the earliest day that an amalgamating bank was incorporated; and

28. (1) The portion of subsection 231(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

231. (1) Notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, the Minister may, by order, on the recommendation of the Superintendent, grant to a bank in respect of which letters patent were issued under subsection 229(1) permission to

24. Le paragraphe 196(2) de la même loi est abrogé.

25. L'alinéa 198f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) autoriser le versement d'une commission sur une émission d'actions;

26. (1) Le passage du paragraphe 203(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

203. (1) L'administrateur visé au paragraphe 202(1) doit s'absenter de la réunion pendant que le contrat est étudié et ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour le faire approuver, sauf s'il s'agit d'un contrat :

(2) L'article 203 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Les actes du conseil d'administration de la banque ou d'un comité de celui-ci ne sont pas nuls au seul motif que l'une des personnes agissant à titre d'administrateur a cessé, aux termes du paragraphe (2), d'occuper son poste.

27. L'alinéa 230(1)h) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) pour l'application des articles 373, 373.1 et 376.1, lorsqu'un ou plusieurs requérants étaient une banque, la banque issue de la fusion est réputée avoir été constituée en personne morale à la date de constitution de la première banque fusionnante;

28. (1) Le passage du paragraphe 231(1) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

231. (1) Malgré toute disposition contraire de la présente loi ou des règlements, le ministre peut, par arrêté pris sur recommandation du surintendant, autoriser la banque ayant reçu les lettres patentes à :

a) exercer une activité commerciale précisée dans l'arrêté interdite par ailleurs par la présente loi mais qu'exerçaient à la date du dépôt de la demande de lettres patentes une ou plusieurs des personnes morales fusionnantes;

Where director must abstain

Validity of acts

1991, c. 46, s. 576

Transitional

Abstention

Validité des actes de la banque

1991, ch. 46, art. 576

Disposition transitoire

(2) Subsection 231(3) of the Act is replaced by the following:

Renewal

(3) Subject to subsection (4), the Minister may, by order on the recommendation of the Superintendent, renew a permission granted by order under subsection (1) with respect to any matter described in any of paragraphs (1)(b) to (e) for any further period or periods that the Minister considers necessary.

(3) The portion of subsection 231(4) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Limitation

(4) The Minister shall not grant to a bank any permission

(a) with respect to matters described in paragraph (1)(b), that purports to be effective more than ten years after the date of the approval for the bank to commence and carry on business, unless the Minister is satisfied on the basis of evidence on oath provided by an officer of the bank that the bank will not be able at law to redeem at the end of the ten years the outstanding debt obligations to which the permission relates; and

29. Paragraph 238(1)(e) of the English version of the Act is replaced by the following:

(e) particulars of exceptions granted under section 39, 55 or 231 that are from time to time applicable to the bank; and

30. The heading before section 257 and sections 257 to 264 of the Act are repealed.

31. Subsections 266(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

First insider report

266. (1) An insider shall send to the Superintendent an insider report in prescribed form not later than ten days after the later of

(a) the end of the month in which the person became an insider, and

(b) the end of the month in which regulations prescribing the form of an insider report come into force.

(2) Le paragraphe 231(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le ministre peut, par arrêté pris sur recommandation du surintendant, accorder les renouvellements d'autorisation qu'il estime nécessaires en ce qui a trait aux questions visées aux alinéas (1)b) à e).

(3) Le passage du paragraphe 231(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(4) Le ministre ne peut accorder d'autorisation qui serait encore valable plus de dix ans :

Renouvellement

Réserve

29. L'alinéa 238(1)e) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(e) particulars of exceptions granted under section 39, 55 or 231 that are from time to time applicable to the bank; and

30. L'intertitre précédant l'article 257 et les articles 257 à 264 de la même loi sont abrogés.

31. Les paragraphes 266(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

266. (1) L'initié doit envoyer au surintendant, en la forme réglementaire, un rapport d'initié soit dans les dix jours suivant la fin du mois où il l'est devenu, soit, si cette date est postérieure, dans les dix jours suivant la fin du mois où entrent en vigueur les règlements prévoyant la forme du rapport des initiés.

Rapport d'initié

32. The Act is amended by adding the following after section 267:

Exemption by regulation

267.1 Under prescribed circumstances, an insider is exempt from any of the requirements of section 266 or 267.

33. Subsection 308(4) of the Act is replaced by the following:

Accounting principles

(4) The financial statements referred to in subsection (1), paragraph (3)(b) and subsection 310(1) shall, except as otherwise specified by the Superintendent, be prepared in accordance with generally accepted accounting principles, the primary source of which is the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants. A reference in any provision of this Act to the accounting principles referred to in this subsection shall be construed as a reference to those generally accepted accounting principles with any specifications so made.

34. Section 311 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Effect of default

(3) Where a bank is required to comply with subsection (1) and the bank does not comply with that subsection, the annual meeting at which the documents referred to in that subsection are to be considered shall be adjourned until that subsection has been complied with.

35. Section 312 of the Act is replaced by the following:

Copy to Superintendent

312. (1) A bank shall send to the Superintendent a copy of the documents referred to in subsections 308(1) and (3) not later than twenty-one days before

- (a) the date of each annual meeting of shareholders of the bank; or
- (b) the signing of a resolution under paragraph 152(1)(b) in lieu of an annual meeting of shareholders of the bank.

Consent to file later

(2) The Superintendent may give a bank consent in writing to comply with subsection (3) rather than subsection (1) on the condition that the bank's shareholders sign a resolution under paragraph 152(1)(b) in lieu of an annual meeting.

32. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 267, de ce qui suit :

Exemption réglementaire

267.1 L'initié qui se trouve dans les circonstances prévues par règlement peut être exempté des exigences prévues aux articles 266 ou 267.

33. Le paragraphe 308(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Principes comptables

(4) Sauf spécification contraire du surintendant, les rapports et états financiers visés au paragraphe (1), à l'alinéa (3)b) et au paragraphe 310(1) sont établis selon les principes comptables généralement reconnus et principalement ceux qui sont énoncés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés. La mention, dans les autres dispositions de la présente loi, des principes comptables visés au présent paragraphe vaut mention de ces principes, compte tenu de toute spécification faite par le surintendant.

34. L'article 311 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Ajournement de l'assemblée annuelle

(3) En cas d'inobservation de l'obligation prévue au paragraphe (1), l'assemblée est ajournée à une date postérieure à l'exécution de cette obligation.

35. L'article 312 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Envoi au surintendant

312. (1) La banque fait parvenir au surintendant un exemplaire des documents visés aux paragraphes 308(1) et (3) au moins vingt et un jours avant :

- a) la date de chaque assemblée annuelle;
- b) la signature de la résolution visée à l'alinéa 152(1)b) et qui tient lieu d'assemblée annuelle des actionnaires.

Consentement

(2) Dans le cas où une résolution tient lieu d'assemblée annuelle, le surintendant peut consentir par écrit à ce que les documents lui soient envoyés conformément au paragraphe (3).

Later filing

(3) Where the Superintendent has given that consent to a bank and has not notified the bank that the consent has been withdrawn, the bank shall send a copy of the documents referred to in subsections 308(1) and (3) to the Superintendent not later than thirty days after the signing of that resolution.

(3) Tant que le consentement donné par le surintendant n'a pas été retiré, la banque envoie les documents dans les trente jours suivant la signature de la résolution.

Envoi à une date postérieure

36. The Act is amended by adding the following after section 372:

36. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 372, de ce qui suit :

No acquisition of control without approval

372.1 No person shall acquire control, within the meaning of paragraph 3(1)(d), of a bank named in Schedule I and no person shall, without the prior written approval of the Minister, acquire control, within the meaning of that paragraph, of a bank named in Schedule II.

372.1 Il est interdit à une personne d'acquies le contrôle, au sens de l'alinéa 3(1)d), d'une banque figurant à l'annexe I et il est interdit, sans l'agrément préalable, donné par écrit, du ministre, d'acquies le contrôle, au sens du même alinéa, d'une banque figurant à l'annexe II.

Interdiction d'acquies sans l'agrément du ministre

1994, c. 47, s. 17

37. Subsection 373(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

37. Le paragraphe 373(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 47, art. 17

Schedule II banks — first 10 years

373. (1) Subject to section 377, a person may, at any time before the day that is ten years after the day the bank came into existence, have a significant interest in any class of shares of a bank named in Schedule II.

373. (1) Subject to section 377, a person may, at any time before the day that is ten years after the day the bank came into existence, have a significant interest in any class of shares of a bank named in Schedule II.

Schedule II banks — first 10 years

38. The Act is amended by adding the following after section 373:

38. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 373, de ce qui suit :

Exception

373.1 Subject to section 377, a person may, at any time before April 1, 2002, have a significant interest in any class of shares of a bank named in Schedule II if the bank came into existence before June 1, 1992.

373.1 Sous réserve de l'article 377, toute personne peut, avant le 1^{er} avril 2002, détenir un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions d'une banque figurant à l'annexe II et dont la date de constitution est antérieure au 1^{er} juin 1992.

Exception

1991, c. 46, s. 578

39. (1) Subsection 376.1(1) of the Act is replaced by the following:

39. (1) Le paragraphe 376.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 46, art. 578

Continuance under the Trust and Loan Companies Act

376.1 (1) Where, on the day that is ten years after the day a bank named in Schedule II came into existence, a person holds a significant interest in any class of shares of the bank and the person is not permitted by section 373.1, 374 or 375 to hold that interest, the bank shall apply under subsection 31(1) of the *Trust and Loan Companies Act* for letters patent continuing the bank as a company under that Act.

376.1 (1) Lorsque, dix ans après la date de constitution d'une banque figurant à l'annexe II, une personne détient un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions de cette banque, sauf dans les cas autorisés en vertu des articles 373.1, 374 ou 375, la banque doit demander des lettres patentes de prorogation sous le régime du paragraphe 31(1) de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

Prorogation en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

(2) Section 376.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(5) Where, on April 1, 2002, a person holds a significant interest in any class of shares of a bank referred to in section 373.1, the bank shall apply under subsection 31(1) of the *Trust and Loan Companies Act* for letters patent continuing the bank as a company under that Act.

40. (1) Paragraph 379(4)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) result in the acquisition of control of the bank by the person referred to in that subsection;

(2) Paragraph 379(4)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) si la personne contrôle déjà la banque mais que les droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la banque qu'elle-même et les entités qu'elle contrôle détiennent à titre de véritable propriétaire n'excèdent pas cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation, aurait pour effet de porter les droits de vote attachés à l'ensemble de ces actions détenues par la personne et les entités à plus de cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation;

(3) Subsection 379(4) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(c) result in the acquisition of a significant interest in a class of shares of the bank by an entity controlled by the person and the acquisition of that investment is not exempted by the regulations; or

(d) result in an increase in a significant interest in a class of shares of the bank by an entity controlled by the person by a percentage that is greater than the percentage referred to in subsection (2) or (3), whichever applies, and the increase is not exempted by the regulations.

(2) L'article 376.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(5) Lorsque, le 1^{er} avril 2002, une personne détient un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions d'une banque visée à l'article 373.1, la banque doit demander des lettres patentes de prorogation sous le régime du paragraphe 31(1) de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

40. (1) L'alinéa 379(4)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) aurait pour effet la prise de contrôle de la banque par la personne;

(2) L'alinéa 379(4)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) si la personne contrôle déjà la banque mais que les droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la banque qu'elle-même et les entités qu'elle contrôle détiennent à titre de véritable propriétaire n'excèdent pas cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation, aurait pour effet de porter les droits de vote attachés à l'ensemble de ces actions détenues par la personne et les entités à plus de cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation;

(3) Le paragraphe 379(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) aurait pour effet l'acquisition d'un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions de la banque par une entité contrôlée par la personne et que l'acquisition de cet intérêt n'est pas soustraite, par règlement, à l'application du présent alinéa;

d) aurait pour effet l'augmentation — dans un pourcentage supérieur à celui précisé aux paragraphes (2) ou (3), selon le cas applicable — de l'intérêt substantiel d'une entité contrôlée par la personne dans une catégorie d'actions de la banque et que cette augmentation n'est pas soustraite, par règlement, à l'application du présent alinéa.

Continuance
under the
*Trust and
Loan
Companies
Act* — special
case

Cas
particulier de
prorogation

(4) Section 379 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Regulations

(5) The Governor in Council may make regulations

(a) exempting from the application of paragraph (4)(c) the acquisition of a significant interest in a class of shares of the bank by an entity controlled by the person; and

(b) exempting from the application of paragraph (4)(d) an increase in a significant interest in a class of shares of the bank by an entity controlled by the person by a percentage that is greater than the percentage referred to in subsection (2) or (3), whichever applies.

41. Section 388 of the Act is replaced by the following:

Restriction on voting rights

388. (1) Where, with respect to any bank named in Schedule II, a particular person contravenes section 372.1 or subsection 377(1) or fails to comply with an undertaking referred to in subsection 386(2), no person, and no entity controlled by the particular person, shall, in person or by proxy, exercise any voting rights

(a) that are attached to shares of the bank beneficially owned by the particular person or any entity controlled by the particular person; or

(b) that are subject to an agreement entered into by the particular person, or any entity controlled by the particular person, pertaining to the exercise of the voting rights.

Subsection (1) ceases to apply

(2) Subsection (1) shall cease to apply in respect of a person

(a) where the person contravened subsection 377(1), when the shares to which the contravention relates have been disposed of;

(b) where the person contravened section 372.1, when the person ceases to control the bank within the meaning of paragraph 3(1)(d); and

(c) where the person failed to comply with an undertaking referred to in subsection 386(2), when the bank complies with section 381.

(4) L'article 379 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Règlements

(5) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) soustraire à l'application de l'alinéa (4)c) l'acquisition d'un intérêt substantiel d'une catégorie d'actions de la banque par une entité contrôlée par la personne;

b) soustraire à l'application de l'alinéa (4)d) l'augmentation — dans un pourcentage supérieur à celui précisé aux paragraphes (2) ou (3), selon le cas applicable — de l'intérêt substantiel d'une entité contrôlée par la personne dans une catégorie d'actions de la banque.

41. L'article 388 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Limites au droit de vote

388. (1) En cas de manquement à l'article 372.1 ou au paragraphe 377(1) ou à l'engagement visé au paragraphe 386(2) relativement à une banque figurant à l'annexe II, il est interdit à quiconque, et notamment à une entité contrôlée par l'auteur du manquement, d'exercer, personnellement ou par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoir, les droits de vote :

a) soit qui sont attachés aux actions de la banque détenues à titre de véritable propriétaire par l'auteur du manquement ou par l'entité qu'il contrôle;

b) soit dont l'exercice est régi aux termes d'une entente conclue par l'auteur du manquement ou par l'entité qu'il contrôle.

(2) Le paragraphe (1) cesse de s'appliquer dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) il y a eu aliénation des actions ayant donné lieu à la contravention du paragraphe 377(1);

b) si le manquement concerne l'article 372.1, l'auteur du manquement cesse de contrôler la banque, au sens de l'alinéa 3(1)d);

c) si le manquement concerne l'engagement visé au paragraphe 386(2), la banque se conforme à l'article 381.

Cessation d'application du paragraphe (1)

42. (1) Paragraph 410(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) hold, manage and otherwise deal with real property;

(2) Subsection 410(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):

(c.1) in Canada, engage in the activities in which an information services corporation, within the meaning of subsection 464(1), may engage, if before engaging in those activities the bank obtains the Minister's written approval for it to engage in those activities;

(c.2) engage in the activities in which a specialized financing corporation, as defined in subsection 464(1), may engage, if before engaging in those activities the bank obtains the Minister's written approval for it to engage in those activities;

(3) Paragraphs 410(3)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) respecting what a bank may or may not do with respect to the carrying on of the activities referred to in paragraphs (1)(b) to (c.2); and

(b) imposing terms and conditions in respect of

(i) the provision of financial services referred to in paragraph 409(2)(a) that are financial planning services,

(ii) the provision of services referred to in paragraph 409(2)(c), and

(iii) the carrying on of the activities referred to in paragraphs (1)(b) to (c.2).

43. Section 413 of the Act is replaced by the following:

413. (1) A bank shall not accept deposits in Canada unless

(a) it is a member institution, as defined in section 2 of the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*; or

(b) it has been authorized under subsection 26.03(1) of that Act to accept deposits without being a member institution, as defined in section 2 of that Act.

42. (1) L'alinéa 410(1)a de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) détenir ou gérer des biens immeubles ou effectuer toutes opérations à leur égard;

(2) Le paragraphe 410(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) exercer au Canada toute activité que peut exercer une société d'information, au sens du paragraphe 464(1), à la condition d'obtenir, avant de l'exercer, l'autorisation écrite du ministre;

c.2) exercer toute activité que peut exercer une société de financement spécial, au sens du paragraphe 464(1), à la condition d'obtenir, avant de l'exercer, l'autorisation écrite du ministre;

(3) Le paragraphe 410(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir ce que la banque peut ou ne peut pas faire dans le cadre de l'exercice des activités visées aux alinéas (1)b) à c.2) et assortir de conditions cet exercice et la prestation des services financiers visés à l'alinéa 409(2)a) qui sont des services de planification financière ou des services visés à l'alinéa 409(2)c).

Règlements

43. L'article 413 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

413. (1) Il est interdit à la banque d'accepter des dépôts au Canada, sauf :

a) si elle est une institution membre au sens de l'article 2 de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*;

b) si, n'étant pas une institution membre, elle a été autorisée à le faire au titre du paragraphe 26.03(1) de cette loi.

Conditions pour accepter des dépôts

Restriction on deposit taking

Restriction on affiliation	(2) A bank to which paragraph (1)(b) applies shall not be affiliated with any member institution, as defined in section 2 of the <i>Canada Deposit Insurance Corporation Act</i> .	(2) Pour l'application de l'alinéa (1)b), la banque ne peut être du même groupe qu'une institution membre.	Banque du même groupe
Deposits that fall below \$150,000	(3) A bank to which paragraph (1)(b) applies shall ensure that, on each day that is at least thirty days after the bank receives the authorization referred to in that paragraph, $A/B \leq 0.01$ where A is the sum of all amounts each of which is the sum of all the deposits held by the bank at the end of a day in the preceding thirty days each of which deposits is less than \$150,000 and payable in Canada; and B is the sum of all amounts each of which is the sum of all deposits held by the bank at the end of a day in those preceding thirty days and payable in Canada.	(3) La banque visée à l'alinéa (1)b) doit s'assurer que les dépôts payables au Canada qu'elle détient satisfont en tout temps, après le trentième jour suivant l'autorisation visée à cet alinéa, à l'équation suivante : $A/B \leq 0,01$ où : A représente le total de la somme de tous les dépôts de moins de 150 000 \$, calculée sur une base quotidienne, détenus par cette banque durant les trente derniers jours; B le total de la somme de tous les dépôts détenus par cette banque, calculée sur une base quotidienne, pour chacun de ces trente jours.	Obligation de la banque
Exchange rate	(4) For the purpose of subsection (3), the rate of exchange that shall be applied on any day in determining the amount in Canadian dollars of a deposit in a currency of a country other than Canada shall be determined in accordance with rules prescribed under subsection 26.03(2) of the <i>Canada Deposit Insurance Corporation Act</i> .	(4) Le taux de change applicable pour déterminer le montant en dollars canadiens d'un dépôt fait en devises étrangères est déterminé conformément aux règles visées au paragraphe 26.03(2) de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> .	Taux de change
Definition of "deposit"	(5) For the purpose of subsection (3), "deposit" has the meaning that would be given to it by the schedule to the <i>Canada Deposit Insurance Corporation Act</i> for the purposes of deposit insurance if that schedule were read without reference to subsections 2(2), (5) and (6) of that schedule.	(5) Dans le paragraphe (3), « dépôt » s'entend au sens que lui donne, dans le cadre de l'assurance-dépôts, l'annexe de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , exception faite des paragraphes 2(2), (5) et (6) de celle-ci.	Sens de « dépôt »
Notice before opening account	413.1 (1) Before a bank to which paragraph 413(1)(b) applies opens a deposit account in Canada, the bank shall give the person requesting the opening of the account (a) a notice in writing that the deposit will not be insured by the Canada Deposit Insurance Corporation; and (b) such other information as may be prescribed.	413.1 (1) La banque visée à l'alinéa 413(1)b) doit, avant d'ouvrir un compte de dépôt au Canada, aviser par écrit la personne qui en fait la demande du fait que ses dépôts ne seront pas assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada et lui communiquer toute l'information réglementaire.	Avis écrit de la banque
Other notice	(2) A bank to which paragraph 413(1)(b) applies shall, in accordance with such regulations as may be made,	(2) Elle doit également, afin d'informer le public, afficher, de la façon prévue par règlement, dans ses succursales au Canada, des avis indiquant que les dépôts qu'elle	Avis publics

(a) post notices in its branches in Canada to inform the public that deposits with the bank are not insured by the Canada Deposit Insurance Corporation; and

(b) include in its advertisements notices to inform the public that deposits with the bank are not insured by the Canada Deposit Insurance Corporation.

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations respecting notices for the purpose of subsection (2).

44. Subsection 414(2) of the Act is replaced by the following:

Exception

(2) Paragraph (1)(a) does not apply where the person on whose behalf the bank has undertaken to guarantee the payment or repayment is a subsidiary of the bank.

45. Subsection 416(5) of the Act is repealed.

46. Subsection 418(2) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b), by adding the word “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) a loan secured by a mortgage where

(i) the mortgage is taken back by the bank on a property disposed of by the bank, including where the disposition is by way of a realization of a security interest, and

(ii) the mortgage secures payment of an amount payable to the bank for the property.

47. (1) Subparagraph 427(7)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) the prescribed amount

(2) Subsection 427(8) of the Act is repealed.

48. Section 445 of the Act is replaced by the following:

445. (1) Subject to subsection (2), a bank shall not open a deposit account in the name of a customer unless, at or before the time the account is opened, the bank provides the individual who requests the opening of the account with

détient ne sont pas assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada et publier, de la même façon, cette information dans sa publicité.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les avis prévus au paragraphe (2).

44. Le paragraphe 414(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans les cas où le tiers visé au paragraphe (1) est une filiale de la banque garante, celle-ci peut garantir une somme qui n'est pas fixe.

45. Le paragraphe 416(5) de la même loi est abrogé.

46. Le paragraphe 418(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) au prêt garanti par une hypothèque consentie à la banque en garantie du paiement du prix de vente d'un bien qu'elle aliène, y compris par suite de l'exercice d'un droit hypothécaire.

47. (1) Le sous-alinéa 427(7)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) le montant prévu par règlement,

(2) Le paragraphe 427(8) de la même loi est abrogé.

48. L'article 445 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

445. (1) La banque ne peut ouvrir un compte de dépôt au nom d'un client sauf si, avant l'ouverture du compte ou lors de celle-ci, elle fournit à la personne qui en demande l'ouverture :

Règlements

Exception

Déclaration à l'ouverture d'un compte de dépôt

Disclosure required on opening a deposit account

- (a) a copy of the account agreement with the bank;
- (b) information about all charges applicable to the account;
- (c) information about how the customer will be notified of any increase in those charges and of any new charges applicable to the account;
- (d) information about the bank's procedures relating to complaints about the application of any charge applicable to the account; and
- (e) such other information as may be prescribed.

- a) une copie de l'entente relative au compte;
- b) les renseignements sur tous les frais liés au compte;
- c) les renseignements sur la notification de l'augmentation des frais ou de l'introduction de nouveaux frais;
- d) les renseignements sur la procédure d'examen des réclamations relatives au traitement des frais à payer pour le compte;
- e) tous autres renseignements prévus par règlement.

Exception

(2) Where a deposit account is not a personal deposit account and the amount of a charge applicable to the account cannot be established at or before the time the account is opened, the bank shall, as soon as is practicable after the amount is established, provide the customer in whose name the account is kept with a notice of the amount of the charge.

(2) Si le montant des frais liés à un compte de dépôt, autre qu'un compte de dépôt personnel, ne peut être déterminé avant son ouverture ou lors de celle-ci, la banque avise le titulaire du compte dès que possible après que ce montant a été déterminé.

Exception

Manner of providing information

(3) The agreement or information to be provided under subsection (1) or (2) shall be provided in writing or in such manner as may be prescribed.

(3) L'entente et les renseignements visés aux paragraphes (1) ou (2) doivent être fournis par écrit ou selon les modalités fixées par règlement.

Modalités de fourniture

Information can be obtained in writing

(4) Whether or not the manner of providing the agreement or information is prescribed under subsection (3), the manner of providing the agreement or information to the individual shall be to provide it in writing if, at or before the time the account is opened, the individual requests the bank to provide it in writing.

(4) Indépendamment de l'existence des modalités réglementaires, l'entente et les renseignements sont fournis par écrit si la personne le demande avant l'ouverture du compte ou lors de celle-ci.

Fourniture par écrit

Individual to be informed

(5) At or before the time the account is opened, the bank shall inform the individual that the agreement and the information will be provided in writing at the individual's request.

(5) La banque est tenue, avant l'ouverture du compte ou lors de celle-ci, d'informer la personne du fait qu'elle peut exiger que l'entente et les renseignements lui soient fournis par écrit.

Avis à la personne qui fait la demande

49. Sections 449 and 450 of the Act are replaced by the following:

49. Les articles 449 et 450 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Definition of "cost of borrowing"

449. For the purposes of this section and sections 449.1 to 456, "cost of borrowing" means, in respect of a loan made by a bank,

449. Pour l'application du présent article et des articles 449.1 à 456, « coût d'emprunt » s'entend, à l'égard d'un prêt consenti par la banque, des intérêts ou de l'escompte applicables, ainsi que des frais afférents payables par l'emprunteur à la banque ou à toute personne de qui celle-ci reçoit des frais directement ou indirectement et qui en font partie selon les

Définition de « coût d'emprunt »

- (a) the interest or discount applicable to the loan; and
- (b) such charges in connection with the loan as are payable by the borrower to the bank,

or to any person from whom the bank receives any charges directly or indirectly, and as are prescribed to be included in the cost of borrowing.

For those purposes, however, “cost of borrowing” does not include prescribed charges.

Rebate of borrowing costs

449.1 (1) Where a bank makes a loan in respect of which the disclosure requirements of section 450 apply, and the loan is not secured by a mortgage on real property and is required to be repaid either on a fixed future date or by instalments, the bank shall, if there is a prepayment of the loan, rebate to the borrower a portion of the charges included in the cost of borrowing in respect of the loan.

Exception

(2) The charges to be rebated do not include the interest or discount applicable to the loan.

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations governing the rebate of charges under subsection (1). The rebate shall be made in accordance with those regulations.

Disclosing borrowing costs

450. (1) A bank shall not make a loan to a natural person that is repayable in Canada unless the cost of borrowing, as calculated and expressed in accordance with section 451, and other prescribed information have, in the prescribed manner and at the prescribed time, been disclosed by the bank to the borrower.

Non-application

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a loan that is of a prescribed class of loans.

50. (1) Subparagraph 452(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) any terms and conditions relating to that right, including the particulars of the circumstances in which the borrower may exercise that right, and

(2) Subsection 452(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) and by adding the following after paragraph (b):

(c) at such time and in such manner as may be prescribed, any changes respecting the cost of borrowing or the loan agreement as may be prescribed;

règlements. Sont toutefois exclus du coût d’emprunt les frais prévus par règlement.

449.1 (1) La banque qui consent un prêt à l’égard duquel l’article 450 s’applique, qui n’est pas garanti par une hypothèque immobilière et qui est remboursable à une date fixe ou en plusieurs versements doit, si le prêt est remboursé avant échéance, consentir une remise d’une partie des frais compris dans le coût d’emprunt.

Remise d’une partie du coût d’emprunt

(2) Ne sont pas compris parmi les frais qui doivent faire l’objet d’une remise les intérêts et l’escompte applicables au prêt.

Exception

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les remises prévues au paragraphe (1). Le cas échéant, les remises doivent être consenties conformément aux règlements.

Règlements

450. (1) La banque ne peut accorder à une personne physique de prêt remboursable au Canada sans lui faire connaître, au moment et en la forme réglementaires, le coût d’emprunt, calculé et exprimé en conformité avec l’article 451, et sans lui communiquer les autres renseignements prévus par règlement.

Divulgence du coût d’emprunt

(2) Le paragraphe (1) ne s’applique pas aux catégories de prêts prévues par règlement.

Exceptions

50. (1) Le sous-alinéa 452(1)(a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) les conditions d’exercice de ce droit, y compris des précisions sur les cas où peut se faire cet exercice,

(2) Le paragraphe 452(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :

c) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d’emprunt ou à l’accord relatif au prêt;

d) des précisions sur tous autres droits ou obligations de l’emprunteur;

(d) particulars of any other rights and obligations of the borrower; and

(e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

(3) Subsection 452(2) of the Act is replaced by the following:

(1.1) A bank shall, in accordance with the regulations, at such time and in such manner as may be prescribed, provide prescribed information in any application forms or related documents that it prepares for the issuance of credit, payment or charge cards and provide prescribed information to any person applying to it for a credit, payment or charge card.

(2) Where a bank issues or has issued a credit, payment or charge card to a natural person, the bank shall, in addition to disclosing the costs of borrowing in respect of any loan obtained through the use of the card, disclose to the person, in accordance with the regulations,

(a) any charges or penalties described in paragraph (1)(b);

(b) particulars of the person's rights and obligations;

(c) any charges for which the person becomes responsible by accepting or using the card;

(d) at such time and in such manner as may be prescribed, such changes respecting the cost of borrowing or the loan agreement as may be prescribed; and

(e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

(3) Where a bank enters into or has entered into an arrangement, including a line of credit, for the making of a loan in respect of which the disclosure requirements of section 450 apply and the loan is not a loan in respect of which subsection (1) or (2) applies, the bank shall, in addition to disclosing the costs of borrowing, disclose to the person to whom the loan is made, in accordance with the regulations,

e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

(3) Le paragraphe 452(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) La banque fournit, conformément aux règlements, au moment et en la forme réglementaires, les renseignements réglementaires dans les formulaires de demande et autres documents relatifs à l'émission de cartes de paiement, de crédit ou de débit et les renseignements réglementaires à toute personne qui lui demande une carte de paiement, de crédit ou de débit.

(2) La banque qui délivre ou a délivré une carte de paiement, de crédit ou de débit à une personne physique doit lui communiquer, outre le coût d'emprunt en ce qui concerne tout emprunt obtenu par elle au moyen de cette carte, l'information suivante, conformément aux règlements :

a) les frais et pénalités visés à l'alinéa (1)b);

b) les droits et obligations de l'emprunteur;

c) les frais qui lui incombent pour l'acceptation ou l'utilisation de la carte;

d) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d'emprunt ou à l'accord relatif au prêt;

e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

(3) La banque qui conclut ou a conclu un arrangement, y compris l'ouverture d'une ligne de crédit, pour l'octroi d'un prêt à l'égard duquel l'article 450, mais non les paragraphes (1) et (2) du présent article, s'applique, doit communiquer à l'emprunteur, outre le coût d'emprunt, l'information suivante, conformément aux règlements :

a) les frais et pénalités visés à l'alinéa (1)b);

b) les droits et obligations de l'emprunteur;

Disclosure in credit card applications

Disclosure re credit cards

Additional disclosure re other loans

Communication dans les demandes de carte de crédit

Communication concernant les cartes de crédit

Autres formes de prêts

- (a) any charges or penalties described in paragraph (1)(b);
- (b) particulars of the person's rights and obligations;
- (c) any charges for which the person is responsible under the arrangement;
- (d) at such time and in such manner as may be prescribed, such changes respecting the cost of borrowing under the arrangement as may be prescribed; and
- (e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

51. Sections 453 and 454 of the Act are replaced by the following:

452.1 Where a bank makes a loan in respect of which the disclosure requirements of section 450 apply and the loan is secured by a mortgage on real property, the bank shall disclose to the borrower, at such time and in such manner as may be prescribed, such information as may be prescribed respecting the renewal of the loan.

453. No person shall authorize the publication, issue or appearance of any advertisement in Canada relating to arrangements referred to in subsection 452(3), loans, credit cards, payment cards or charge cards, offered to natural persons by a bank, and purporting to disclose prescribed information about the cost of borrowing or about any other matter unless the advertisement contains such information as may be required by the regulations, in such form and manner as may be prescribed.

454. The Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the manner in which, and the time at which, a bank shall disclose to a borrower
 - (i) the cost of borrowing,
 - (ii) any rebate of the cost of borrowing, and
 - (iii) any other information relating to a loan, arrangement, credit card, payment card or charge card referred to in section 452;

- c) les frais qui incombent à l'emprunteur;
- d) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d'emprunt;
- e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

51. Les articles 453 et 454 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

452.1 La banque doit, dans les cas où elle consent un prêt à l'égard duquel l'article 450 s'applique et qui est garanti par une hypothèque immobilière, communiquer à l'emprunteur, au moment et dans la forme réglementaires, les renseignements réglementaires concernant le renouvellement du prêt.

453. Nul ne peut autoriser la publication, la diffusion ou la parution au Canada d'une annonce publicitaire concernant les arrangements visés au paragraphe 452(3), les prêts ou les cartes de paiement, de crédit ou de débit offerts par la banque aux personnes physiques et censée donner des renseignements réglementaires sur le coût d'emprunt ou sur d'autres sujets si cette annonce ne donne pas les renseignements précisés par règlement dans la forme réglementaire.

454. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) régir les modalités de temps et de forme applicables à la communication que doit faire une banque à l'emprunteur du coût d'emprunt, de toute remise éventuelle sur celui-ci et de tout autre renseignement relatif aux prêts, arrangements ou cartes de paiement, de crédit ou de débit visés à l'article 452;
- b) régir la teneur de toute déclaration destinée à communiquer le coût d'emprunt

Renewal statement

Disclosure in advertising

Regulations re borrowing costs

Renseignements concernant le renouvellement

Divulgence dans la publicité

Règlements relatifs au coût d'emprunt

(b) respecting the contents of any statement disclosing the cost of borrowing and other information required to be disclosed by a bank to a borrower;

(c) respecting the manner of calculating the cost of borrowing;

(d) respecting the circumstances under which the cost of borrowing is to be expressed as an amount in dollars and cents;

(e) specifying any class of loans that are not to be subject to section 449.1 or subsection 450(1) or 452(1) or (3) or section 452.1 or 453 or the regulations or any specified provisions of the regulations;

(f) respecting the manner in which and the time at which any rights, obligations, charges or penalties referred to in sections 449.1 to 453 are to be disclosed;

(g) prohibiting the imposition of any charge or penalty referred to in section 452 or providing that the charge or penalty, if imposed, will not exceed a prescribed amount;

(h) respecting the nature or amount of any charge or penalty referred to in paragraph 452(1)(b), (2)(a) or (3)(a) and the costs of the bank that may be included or excluded in the determination of the charge or penalty;

(i) respecting the method of calculating the amount of rebate of the cost of borrowing, or the portion of the cost of borrowing referred to in subparagraph 452(1)(a)(ii);

(j) respecting advertisements made by a bank regarding arrangements referred to in subsection 452(3), loans, credit cards, payment cards or charge cards;

(k) respecting the renewal of loans; and

(l) respecting such other matters or things as are necessary to carry out the purposes of sections 449.1 to 453.

52. Paragraph 455(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) establish procedures for dealing with complaints made by customers of the bank about

et les autres renseignements que la banque est tenue de communiquer;

c) régir le mode de calcul du coût d'emprunt;

d) prévoir les cas où le coût d'emprunt doit être exprimé sous forme d'un montant en dollars et en cents;

e) prévoir les catégories de prêts soustraites à l'application de l'article 449.1, des paragraphes 450(1) ou 452(1) ou (3), des articles 452.1 ou 453 ou de tout ou partie des règlements;

f) régir les modalités de temps et de forme applicables à la communication des droits, obligations, frais ou pénalités visés aux articles 449.1 à 453;

g) interdire les frais ou pénalités visés à l'article 452 ou en fixer le plafond;

h) régir la nature ou le montant des frais ou pénalités visés aux alinéas 452(1)b), (2)a) ou (3)a) et du coût supporté par la banque qui peuvent être inclus ou exclus du calcul des frais ou pénalités;

i) régir le mode de calcul de la remise mentionnée au sous-alinéa 452(1)a)(ii);

j) régir les annonces que font les banques concernant les arrangements visés au paragraphe 452(3), les prêts ou les cartes de paiement, de crédit ou de débit;

k) régir le renouvellement des prêts;

l) prévoir toute autre mesure d'application des articles 449.1 à 453.

52. L'alinéa 455(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) d'établir une procédure d'examen des réclamations de ses clients relatives :

(i) the application of charges applicable to deposit accounts, arrangements referred to in subsection 452(3) or payment, credit or charge cards with the bank, or

(ii) the disclosure of or manner of calculating the cost of borrowing in respect of a loan made by the bank;

53. Subsection 456(1) of the Act is replaced by the following:

456. (1) If a customer of a bank has a complaint about a deposit account, an arrangement referred to in subsection 452(3), a payment, credit or charge card or the disclosure of or manner of calculating the cost of borrowing in respect of a loan, the bank shall, in the prescribed manner, provide the customer with prescribed information on how to contact the Office of the Superintendent of Financial Institutions.

54. Paragraph 458(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) that is made for business purposes and the principal amount of which is more than \$100,000 or such other amount as may be prescribed.

55. Section 459 of the Act is replaced by the following:

459. The Governor in Council may make regulations

(a) requiring a bank to establish procedures regarding the collection, retention, use and disclosure of any information about its customers or any class of customers;

(b) requiring a bank to establish procedures for dealing with complaints made by a customer about the collection, retention, use or disclosure of information about the customer;

(c) respecting the disclosure by a bank of information relating to the procedures referred to in paragraphs (a) and (b);

(d) requiring a bank to designate the officers and employees of the bank who are responsible for

(i) au traitement des frais à payer pour leur compte de dépôt, pour les arrangements visés au paragraphe 452(3) ou pour leur carte de crédit, de débit ou de paiement,

(ii) à la divulgation ou au mode de calcul du coût d'emprunt à l'égard d'un prêt consenti par elle;

53. Le paragraphe 456(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

456. (1) La banque est tenue de remettre, conformément au règlement, à ses clients qui présentent des réclamations relativement à leurs comptes de dépôt, aux arrangements visés au paragraphe 452(3), à leurs cartes de crédit, de débit ou de paiement, ou à la divulgation ou au mode de calcul du coût d'emprunt à l'égard d'un prêt les renseignements — fixés par règlement — sur la façon de communiquer avec le Bureau du surintendant des institutions financières.

54. L'alinéa 458(3)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) consentis à des fins commerciales et dont le capital excède cent mille dollars ou tout autre montant fixé par règlement.

55. L'article 459 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

459. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) obliger les banques à établir des règles concernant la collecte, la conservation, l'usage et la communication des renseignements sur leurs clients ou catégories de clients;

b) obliger les banques à établir des règles sur la façon de traiter les plaintes d'un client quant à la collecte, la conservation, l'usage et la communication des renseignements le concernant;

c) régir la communication par les banques des renseignements sur les règles mentionnées aux alinéas a) et b);

d) obliger les banques à désigner au sein de leur personnel les responsables de la mise en oeuvre des règles mentionnées à l'alinéa

Contacting
Superin-
tendent

Communica-
tion avec le
surintendant

Regulations re
customer
information

Règlements

- (i) implementing the procedures referred to in paragraph (b), and
 - (ii) receiving and dealing with complaints made by a customer of the bank about the collection, retention, use or disclosure of information about the customer;
- (e) requiring a bank to report information relating to
- (i) complaints made by customers of the bank about the collection, retention, use or disclosure of information, and
 - (ii) the actions taken by the bank to deal with the complaints; and
- (f) defining “information”, “collection” and “retention” for the purposes of paragraphs (a) to (e) and the regulations made under those paragraphs.

- b), ainsi que de la réception et du traitement des plaintes mentionnées à cet alinéa;
- e) obliger les banques à faire rapport des plaintes visées à l’alinéa b) et des mesures prises à leur égard;
- f) définir, pour l’application des alinéas a) à e) et de leurs règlements d’application, les termes « collecte », « conservation » et « renseignements ».

Restriction on tied selling

459.1 (1) A bank shall not impose undue pressure on, or coerce, a person to obtain a product or service from a particular person, including the bank and any of its affiliates, as a condition for obtaining a loan from the bank.

459.1 (1) Il est interdit à la banque d’exercer des pressions indues pour forcer une personne à obtenir un produit ou service auprès d’une personne donnée, y compris elle-même ou une de ses filiales, pour obtenir un prêt de la banque.

Restrictions —
ventes liées

Favourable loan tied to other sale

(2) For greater certainty, a bank may offer to make a loan to a person on more favourable terms or conditions than the bank would otherwise offer to a borrower, where the more favourable terms and conditions are offered on the condition that the person obtain another product or service from any particular person.

(2) Il demeure entendu que la banque peut offrir à une personne de lui consentir un prêt à des conditions plus favorables qu’à ses autres emprunteurs si celle-ci obtient un produit ou service auprès d’une personne donnée.

Prêt à des conditions plus favorables

Favourable other sale tied to loan

(3) For greater certainty, a bank or one of its affiliates may offer a product or service to a person on more favourable terms or conditions than the bank or affiliate would otherwise offer, where the more favourable terms and conditions are offered on the condition that the person obtain a loan from the bank.

(3) Il demeure entendu que la banque ou ses filiales peuvent offrir un produit ou service à des conditions plus favorables que celles qu’elles offriraient par ailleurs si la personne obtient un prêt auprès de la banque.

Produit ou service à des conditions plus favorables

Bank approval

(4) A bank may require that a product or service obtained by a borrower from a particular person as security for a loan from the bank meet with the bank’s approval. That approval shall not be unreasonably withheld.

(4) La banque peut exiger qu’un produit ou service obtenu par un emprunteur auprès d’une personne donnée en garantie d’un prêt qu’elle lui consent soit approuvé par elle. L’approbation ne peut être refusée sans justification.

Approbation

Regulations

(5) The Governor in Council may make regulations

(a) specifying types of conduct or transactions that shall be considered undue pressure or coercion for the purpose of subsection (1); and

(b) specifying types of conduct or transactions that shall be considered not to be undue pressure or coercion for the purpose of subsection (1).

56. (1) Paragraphs (b) and (c) of the definition “information services corporation” in subsection 464(1) of the Act are replaced by the following:

(b) providing advisory or other services in the design, development or implementation of information management systems, or

(c) designing, developing or marketing computer software,

(2) The portion of the definition “special purpose computer hardware” in subsection 464(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

“special purpose computer hardware” means computer equipment that is integral to the provision of

“special purpose computer hardware”
« matériel informatique spécial »

57. (1) Subsection 466(1) of the Act is replaced by the following:

466. (1) Subject to subsections (2) to (3.1), no bank shall acquire or increase a substantial investment in any entity, other than an entity referred to in section 468 or 469.

Restriction on substantial investments

(2) Paragraph 466(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) an acquisition of shares or ownership interests in the entity by

(i) a financial institution or specialized financing corporation that is controlled by the bank, or

Règlements

(5) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, préciser des comportements qui constituent ou non l'exercice de pressions indues.

56. (1) Les alinéas b) et c) de la définition de « société d'information », au paragraphe 464(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

b) soit en la prestation de services consultatifs ou autres en matière de conception, de développement ou de mise sur pied de systèmes de gestion de l'information;

c) soit en la conception, en le développement ou en la commercialisation de logiciels.

(2) Le passage de la définition de « matériel informatique spécial » précédant l'alinéa a), au paragraphe 464(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« matériel informatique spécial » Matériel informatique indispensable à la prestation :

« matériel informatique spécial »
“special purpose computer hardware”

57. (1) Le paragraphe 466(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

466. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (3.1), il est interdit à la banque d'acquérir ou d'augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité, autre que celle visée aux articles 468 ou 469.

Intérêt de groupe financier

(2) L'alinéa 466(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) soit d'actions ou de titres de participation de l'entité par soit une institution financière ou une société de financement spécial que contrôle la banque, soit une entité que contrôle une institution financière ou une société de financement spécial que contrôle la banque.

(ii) an entity controlled by a financial institution or specialized financing corporation that is controlled by the bank.

(3) The portion of subsection 466(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) A bank may acquire or increase a substantial investment in an entity by way of

Exception: temporary investments, realizations and loan workouts

(4) Section 466 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) A bank may acquire or increase a substantial investment in an entity as permitted by paragraph 410(1)(c.2).

Exception: specialized financing corporation type investment

58. (1) Paragraph 468(1)(l) of the Act is replaced by the following:

(l) a financial holding corporation that does not have a substantial investment in any entity other than in

- (i) a body corporate referred to in this subsection,
- (ii) an entity referred to in subsection (1.1),
- (iii) a real property holding vehicle referred to in subsection (2), or
- (iv) any other entity in which a financial institution or specialized financing corporation controlled by the financial holding corporation has a substantial investment;

(2) Section 468 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) Subject to Part XI and any terms and conditions that may be imposed by the Minister, a bank may, with the approval of the Minister, acquire or increase a substantial investment in an entity that is not a body corporate if the activities of the entity are the same as or substantially similar to those of a body corporate referred to in any of paragraphs (1)(b) to (n).

Other permitted substantial investments

(3) Le passage du paragraphe 466(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) La banque peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité :

Exception : placements temporaires

(4) L'article 466 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) La banque peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité dans la mesure prévue à l'alinéa 410(1)(c.2).

Exception — société de financement spécial

58. (1) L'alinéa 468(1)(l) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

l) une société de portefeuille qui n'a pas d'intérêt de groupe financier dans une entité, à l'exception d'un intérêt de groupe financier :

- (i) dans une personne morale visée au présent paragraphe,
- (ii) dans une entité visée au paragraphe (1.1),
- (iii) dans une société d'opérations immobilières visée au paragraphe (2),
- (iv) dans toute entité dans laquelle une institution financière ou une société de financement spécial contrôlée par la société de portefeuille a un intérêt de groupe financier;

(2) L'article 468 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Sous réserve de la partie XI et des conditions que peut imposer le ministre, la banque peut, avec l'autorisation de celui-ci, acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité qui n'est pas une personne morale, dans le cas où celle-ci exerce les mêmes ou à peu près les mêmes activités que celles qu'exercent les personnes morales énumérées aux alinéas (1)(b) à (n).

Intérêt dans une entité qui n'est pas une personne morale

Exception

(1.2) Subsection (1.1) does not apply to the acquisition or increase of a substantial investment in a real property holding vehicle.

(3) Subsection 468(3) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) and by adding the following after paragraph (a):

(a.1) in the case of a body corporate referred to in paragraph (1)(n) that carries on one or more of the businesses or activities engaged in or carried on by bodies corporate referred to in any of paragraphs (1)(b), (c), (k) and (l),

- (i) the bank controls the body corporate or would thereby acquire control of the body corporate, or
- (ii) the bank is permitted by regulations made under paragraph 474(a) to acquire or increase the substantial investment;

(4) Subsection 468(3) of the Act is amended by adding the word “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) in the case of a body corporate referred to in paragraph (1)(n) that carries on one or more of the businesses or activities engaged in or carried on by bodies corporate referred to in any of paragraphs (1)(d), (k) and (m), the bank obtains the prior written approval of the Minister on the recommendation of the Superintendent.

(5) Subsections 468(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

(4) Notwithstanding paragraphs (3)(a) and (a.1), a bank need not control a foreign institution or other body corporate incorporated elsewhere than in Canada in which it has a substantial investment, and that it would otherwise be required by one of those paragraphs to control, if the laws or customary business practices of the country under the laws of which the foreign institution or body corporate was incorporated do not permit the bank to control the foreign institution or body corporate.

(6) Subsections 468(6) and (7) of the Act are replaced by the following:

Control not required

(1.2) Le paragraphe (1.1) ne s'applique pas à l'acquisition ou à l'augmentation d'un intérêt de groupe financier dans une société d'opérations immobilières.

(3) Le paragraphe 468(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) dans le cas où la personne morale est visée à l'alinéa (1)n) et exerce une ou plusieurs des activités exercées par les personnes morales énumérées aux alinéas (1)b), c), k) et l) :

- (i) soit la banque la contrôle ou la contrôlerait de ce fait,
- (ii) soit la banque est autorisée en vertu des règlements d'application de l'alinéa 474a) à acquérir ou à augmenter son intérêt de groupe financier;

(4) Le paragraphe 468(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) dans le cas où la personne morale est visée à l'alinéa (1)n) et exerce une ou plusieurs des activités exercées par les personnes morales énumérées aux alinéas (1)d), k) et m), la banque obtient au préalable l'autorisation écrite du ministre, donnée sur recommandation du surintendant.

(5) Les paragraphes 468(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Par dérogation aux alinéas (3)a) et a.1), il n'est pas nécessaire que la banque contrôle l'institution étrangère ou toute autre personne morale constituée à l'étranger dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier et dont ces alinéas exigent qu'elle ait le contrôle si les lois ou les pratiques commerciales du pays sous le régime des lois duquel l'institution étrangère ou la personne morale ont été constituées lui interdisent d'en détenir le contrôle.

Exception

Contrôle non requis

(6) Les paragraphes 468(6) et (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Foreign investments

(6) Notwithstanding paragraph (3)(b), a bank named in Schedule II may acquire or increase a substantial investment in an entity referred to in subsection (1) or (2) that is incorporated or formed elsewhere than in Canada only if the bank obtains the prior written approval of the Minister.

(6) Par dérogation à l'alinéa (3)b), la banque figurant à l'annexe II ne peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité visée aux paragraphes (1) ou (2) constituée en personne morale ou formée à l'étranger que si elle obtient au préalable l'autorisation écrite du ministre.

Investissements étrangers

Approval for indirect investments

(7) For the purposes of paragraphs (3)(b) and (c), where a bank obtains the prior written approval of the Minister for the bank to acquire or increase a substantial investment in a financial institution or a specialized financing corporation and through that acquisition or increase the bank indirectly acquires or increases a substantial investment in another body corporate referred to in any of paragraphs (1)(d), (k) and (m), and that indirect acquisition or increase is disclosed to the Minister in writing before that approval is obtained, the bank is deemed to have obtained the prior written approval of the Minister for that indirect acquisition or increase.

(7) Pour l'application des alinéas (3)b) et c), la banque qui reçoit l'autorisation du ministre pour l'acquisition ou l'augmentation d'un intérêt de groupe financier dans une institution financière ou une société de financement spécial est réputée avoir reçu cette autorisation pour l'acquisition ou l'augmentation d'un intérêt de groupe financier qu'elle se trouve de ce fait à faire indirectement dans une autre personne morale visée aux alinéas (1)d), k) ou m), à la condition d'avoir informé le ministre de cette acquisition ou augmentation indirecte avant d'obtenir l'autorisation.

Présomption d'agrément

Acquisition of legal control without control in fact

(8) A bank shall not, without the prior written approval of the Minister, acquire control of a body corporate, as authorized by subparagraph (3)(a)(i), unless it also acquires control of the body corporate within the meaning of paragraph 3(1)(d).

(8) La banque ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, acquérir le contrôle d'une personne morale, dans le cas où l'acquisition est autorisée par le sous-alinéa (3)a)(i), sans l'acquérir également au sens de l'alinéa 3(1)d).

Acquisition du contrôle sans contrôle de fait

Giving up control in fact

(9) A bank that acquires control of a body corporate, as authorized by subparagraph (3)(a)(i), shall not, without the prior written approval of the Minister, give up control of the body corporate within the meaning of paragraph 3(1)(d) while continuing to control the body corporate.

(9) La banque qui acquiert le contrôle d'une personne morale, dans le cas où l'acquisition est autorisée par le sous-alinéa (3)a)(i), ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, se départir du contrôle au sens de l'alinéa 3(1)d) tout en continuant de la contrôler d'une autre façon.

Abandon du contrôle de fait

Giving up control

(10) A bank that controls a body corporate referred to in paragraph (3)(a) may give up control of the body corporate and keep a substantial investment in the body corporate if

(a) the bank is permitted to do so by regulations made under paragraph 474(b); and

(b) the bank has the prior written approval of the Superintendent.

(10) La banque qui contrôle une personne morale visée à l'alinéa (3)a) peut renoncer au contrôle tout en maintenant un intérêt de groupe financier si elle y est autorisée par règlement pris en vertu de l'alinéa 474b) et si le surintendant lui a donné au préalable son autorisation écrite.

Aliénation d'actions

59. (1) The portion of subsection 472(1) of the Act after paragraph (d) is replaced by the following:

59. (1) Le passage du paragraphe 472(1) de la même loi suivant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

but the bank shall, within five years after acquiring the shares or ownership interests, do all things necessary to ensure that the bank does not have a substantial investment in any entity referred to in paragraphs (a) to (d).

(2) Subsections 472(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Transitional

(2) Notwithstanding subsection (1), where on September 27, 1990 a bank that was in existence immediately before June 1, 1992, had an investment in an entity that is a substantial investment within the meaning of section 10 and the bank later increases that substantial investment by way of an investment made under subsection (1), the bank shall, within five years after increasing the substantial investment, do all things necessary to ensure that its substantial investment in the entity is no greater than it was on September 27, 1990.

Extension

(3) The Superintendent may, in the case of any particular bank, extend the period of five years referred to in subsections (1) and (2) for any further period or periods, and on any terms and conditions, that the Superintendent considers necessary.

(3) Section 472 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Exception

(6) Where under subsection (1) a bank acquires a substantial investment in an entity that it would otherwise be permitted to acquire or increase under section 468, the bank may continue to hold the substantial investment if the approval in writing of the Minister is obtained before the end of the period referred to in subsection (1) or (2), including any extension of it granted under subsection (3).

60. Subsections 473(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

Disposition

(2) Subject to subsection 73(2), where a bank acquires a substantial investment in an entity by way of the realization of a security interest held by the bank, the bank shall, within five years after the day on which the substantial investment is acquired, do all things necessary to ensure that the bank no

La banque doit cependant prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination de tout intérêt de groupe financier dans les entités visées aux alinéas a) à d) dans les cinq ans suivant l'acquisition des actions ou des titres de participation.

(2) Les paragraphes 472(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Disposition
transitoire

(2) Par dérogation au paragraphe (1), la banque qui existait le 1^{er} juin 1992 et détenait le 27 septembre 1990 un intérêt dans une entité constituant un intérêt de groupe financier au sens de l'article 10 et qui augmente par la suite cet intérêt au moyen d'un placement visé au paragraphe (1) doit prendre les mesures nécessaires pour annuler l'augmentation dans les cinq ans suivant cette date.

Prolongation

(3) Le surintendant peut accorder à une banque une ou plusieurs prolongations du délai prévu aux paragraphes (1) et (2) de la durée et aux conditions qu'il estime indiquées.

(3) L'article 472 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Exception

(6) La banque qui acquiert un intérêt de groupe financier dans une entité qu'elle serait par ailleurs autorisée à acquérir ou à augmenter en vertu de l'article 468 peut continuer à le détenir si elle obtient l'autorisation écrite du ministre avant l'expiration du délai prévu aux paragraphes (1) ou (2) et prolongé, le cas échéant, aux termes du paragraphe (3).

60. Les paragraphes 473(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Aliénation

(2) Sous réserve du paragraphe 73(2), la banque qui acquiert, du fait de la réalisation d'une sûreté, un intérêt de groupe financier dans une entité doit prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination de cet intérêt dans les cinq ans suivant son acquisition.

longer has a substantial investment in the entity.

Transitional

(3) Notwithstanding subsection (2), where on September 27, 1990 a bank that was in existence immediately before June 1, 1992, had an investment in an entity that is a substantial investment within the meaning of section 10 and the bank later increases that substantial investment by way of a realization of a security interest under subsection (1), the bank shall, within five years after increasing the substantial investment, do all things necessary to ensure that its substantial investment in the entity is no greater than it was on September 27, 1990.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), la banque qui existait le 1^{er} juin 1992 et détenait le 27 septembre 1990 un intérêt dans une entité constituant un intérêt de groupe financier au sens de l'article 10 et qui augmente par la suite cet intérêt du fait de la réalisation d'une sûreté doit prendre les mesures nécessaires pour annuler l'augmentation dans les cinq ans suivant cette date.

Disposition
transitoire

Extension

(4) The Superintendent may, in the case of any particular bank, extend the period of five years referred to in subsections (2) and (3) for any further period or periods, and on any terms and conditions, that the Superintendent considers necessary.

(4) Le surintendant peut accorder à une banque une ou plusieurs prolongations du délai de cinq ans visé aux paragraphes (2) et (3) de la durée et aux conditions qu'il estime indiquées.

Prolongation

61. (1) Paragraph 474(a) of the English version of the Act is replaced by the following:

(a) for the purposes of subsection 468(3), permitting the acquisition or increase of substantial investments;

(2) Paragraph 474(b) of the Act is replaced by the following:

(b) for the purposes of subsection 468(10), permitting a bank to give up control of a body corporate; and

62. (1) Paragraph 475(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) for a period of five years after the day on which the loan, investment or interest was acquired, in the case of a loan, investment or interest, other than an interest in real property.

(2) Subsection 475(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Subsection (1) does not apply to an investment or interest described in that subsection if the investment or interest is defined by a regulation made under section 477 to be an interest in real property and

Exception

61. (1) L'alinéa 474a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) for the purposes of subsection 468(3), permitting the acquisition or increase of substantial investments;

(2) L'alinéa 474b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) autoriser une banque à renoncer au contrôle pour l'application du paragraphe 468(10);

62. (1) L'alinéa 475(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas d'un prêt, d'un placement ou d'un autre intérêt, pendant cinq ans suivant la date où il a été fait ou acquis.

(2) Le paragraphe 475(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux placements et intérêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 477, sont considérés comme des intérêts immobiliers et que la banque ou filiale :

Exceptions

(a) the bank or the subsidiary acquired the investment or interest as a result of the realization of a security interest securing a loan that was defined by a regulation made under section 477 to be an interest in real property; or

(b) the bank or the subsidiary acquired the investment or interest under section 472 as a result of a default referred to in that section in respect of a loan that was defined by a regulation made under section 477 to be an interest in real property.

63. Paragraph 478(d) of the Act is replaced by the following:

(d) all ownership interests in unincorporated entities, other than ownership interests acquired under section 468 in entities in which the bank has a substantial investment,

64. Subparagraph 479(a)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) ownership interests in an unincorporated entity, other than ownership interests acquired under section 468 in an entity in which the bank has a substantial investment, or

65. Section 481 of the Act is renumbered as subsection 481(1) and is amended by adding the following:

(2) The bank may continue to hold the substantial investment after the end of the period referred to in subsection 471(1) or (2) that applies in respect of the investment, including any extension of the period granted

a) soit a acquis du fait de la réalisation d'une sûreté garantissant des prêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 477, sont considérés comme des intérêts immobiliers;

b) soit a acquis, dans le cadre de l'article 472, du fait de défauts visés à cet article à l'égard de prêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 477, sont considérés comme des intérêts immobiliers.

63. Le passage de l'article 478 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

478. Il est interdit à la banque — et celle-ci doit l'interdire à ses filiales réglementaires — de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale des actions participantes, à l'exception des actions participantes des personnes morales visées à l'article 468 dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier, et des titres de participation dans des entités non constituées en personne morale, à l'exception des titres de participation acquis en vertu de l'article 468 dans des entités dans lesquelles la banque détient un intérêt de groupe financier, détenus par celle-ci et ses filiales réglementaires à titre de véritable propriétaire excède — ou excéderait de ce fait — soixante-dix pour cent de son capital réglementaire :

64. Le sous-alinéa 479a)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) des titres de participation dans une entité non constituée en personne morale, à l'exception des titres de participation acquis en vertu de l'article 468 dans une entité dans laquelle elle détient un intérêt de groupe financier,

65. L'article 481 de la même loi devient le paragraphe 481(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) La banque peut continuer à détenir l'intérêt de groupe financier après l'expiration de la période visée aux paragraphes 471(1) ou (2), y compris de toute prolongation de celle-ci obtenue dans le cadre du paragraphe

Limites
relatives à
l'acquisition
d'actions

Agrément

under subsection 471(4), with the approval in writing of the Minister obtained before the end of that period or extended period.

66. Subsection 482(1) of the Act is replaced by the following:

482. (1) A bank shall not at any time, without the prior written approval of the Superintendent, directly or indirectly acquire assets from a person, or directly or indirectly transfer assets to a person, if

$$A + B > C$$

where

A is the value of the assets;

B is the total value of all assets that the bank directly or indirectly acquired from, or directly or indirectly transferred to, that person in the twelve months ending immediately before that time; and

C is ten per cent of the total value of the assets of the bank, as shown in the last annual financial statement of the bank prepared before that time.

Assets
transactions

Exception

(1.1) Subsection (1) does not apply to

(a) assets that are debt obligations that are

(i) guaranteed by any financial institution other than the bank,

(ii) fully secured by deposits with any financial institution, including the bank, or

(iii) fully secured by debt obligations that are guaranteed by any financial institution other than the bank;

(b) assets that are debt obligations issued

(i) by, or by any agency of,

(A) the Government of Canada,

(B) the government of a province,

(C) a municipality, or

(D) the government of a foreign country or any political subdivision of a foreign country, or

(ii) by a prescribed international agency;

471(4), si elle obtient l'agrément écrit du ministre avant l'expiration de la période ou de la prolongation.

66. Le paragraphe 482(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

482. (1) Il est interdit à la banque, sans l'autorisation écrite du surintendant, d'acquérir directement ou indirectement des éléments d'actif auprès d'une personne ou de céder directement ou indirectement des éléments d'actif à une personne si :

$$A + B > C$$

où :

A représente la valeur des éléments d'actif;

B la valeur de tous les éléments d'actif que la banque a acquis auprès de cette personne ou cédés à celle-ci pendant la période de douze mois précédant la date d'acquisition ou de cession;

C dix pour cent de la valeur de l'actif total de la banque figurant dans le dernier rapport annuel établi avant la date d'acquisition ou de cession.

Opérations
sur l'actif

Exception

(1.1) Cette interdiction ne s'applique toutefois pas :

a) aux éléments d'actif qui consistent en titres de créance :

(i) soit garantis par une institution financière, sauf la banque,

(ii) soit pleinement garantis par des dépôts auprès d'une institution financière, y compris la banque,

(iii) soit pleinement garantis par des titres de créance garantis par une institution financière, sauf la banque;

b) aux éléments d'actif qui consistent en titres de créance émis :

(i) par les entités suivantes, ou un de leurs organismes :

(A) le gouvernement du Canada,

(B) le gouvernement d'une province,

(C) une municipalité,

(D) le gouvernement d'un pays étranger ou d'une de ses subdivisions politiques,

(c) assets that are debt obligations that are guaranteed by, or fully secured by securities issued by, a government, a municipality or an agency referred to in paragraph (b);

(d) assets that are debt obligations that are widely distributed, as that expression is defined by the regulations;

(e) assets that are debt obligations of an entity controlled by the bank; or

(f) a transaction or series of transactions by the bank with another financial institution as a result of the bank's participation in one or more syndicated loans with that financial institution.

67. The Act is amended by adding the following before section 486:

485.1 For the purposes of this Part, a "senior officer" of a body corporate is a person who is

(a) a director of the body corporate who is a full-time employee of the body corporate;

(b) the chief executive officer, chief operating officer, president, secretary, treasurer, controller, chief financial officer, chief accountant, chief auditor or chief actuary of the body corporate;

(c) a natural person who performs functions for the body corporate similar to those performed by a person referred to in paragraph (b);

(d) the head of the strategic planning unit of the body corporate;

(e) the head of the unit of the body corporate that provides legal services or human resources services to the body corporate; or

(f) any other officer reporting directly to the body corporate's board of directors, chief executive officer or chief operating officer.

68. (1) Paragraph 486(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(ii) par un organisme international prévu par règlement;

c) aux éléments d'actif qui consistent en titres de créance garantis par un gouvernement, une municipalité ou un organisme visé à l'alinéa b) ou pleinement garantis par des titres émis par eux;

d) aux éléments d'actif qui consistent en titres de créance qui sont largement distribués, au sens des règlements;

e) aux éléments d'actif qui consistent en titres de créances d'une entité contrôlée par la banque;

f) aux opérations ou séries d'opérations intervenues entre la banque et une autre institution financière à la suite de la participation de la banque et de l'institution à la syndication de prêts.

67. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 486, de ce qui suit :

485.1 Pour l'application de la présente partie, « cadre dirigeant » d'une personne morale s'entend :

a) de l'administrateur de la personne morale qui est un employé à temps plein de celle-ci;

b) de la personne exerçant les fonctions de premier dirigeant, de directeur de l'exploitation, de président, de secrétaire, de trésorier, de contrôleur, de directeur financier, de comptable en chef, de vérificateur en chef ou d'actuaire en chef de la personne morale;

c) de toute personne physique exerçant pour la personne morale des fonctions semblables à celles qui sont visées à l'alinéa b);

d) du chef du groupe de planification stratégique de la personne morale;

e) du chef du service juridique ou du service des ressources humaines de la personne morale;

f) de tout autre dirigeant relevant directement du conseil d'administration, du premier dirigeant ou du directeur de l'exploitation de la personne morale.

68. (1) L'alinéa 486(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Definition of "senior officer"

Définition de « cadre dirigeant »

(b) is a director or senior officer of the bank or of a body corporate that controls the bank or is acting in a similar capacity in respect of an unincorporated entity that controls the bank;

(2) Paragraph 486(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) is an entity that is controlled by a person referred to in any of paragraphs (a) to (c);

(3) Paragraphs 486(1)(f) to (h) of the Act are replaced by the following:

(f) is an entity in which the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a person who controls the bank has a substantial investment; or

(g) is a person, or a member of a class of persons, designated under subsection (3) or (4) as, or deemed under subsection (5) to be, a related party of the bank.

(4) Subsection 486(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Where an entity in which a bank has a substantial investment would, but for this subsection, be a related party of the bank only because a person who controls the bank controls the entity or has a substantial investment in the entity, and the person does not control the entity or have a substantial investment in the entity otherwise than through the person's controlling interest in the bank, the entity is not a related party of the bank.

(5) Subsections 486(6) to (8) of the Act are replaced by the following:

(6) The Superintendent may, by order, designate a class of non-voting shares of a bank for the purpose of this subsection. If a class of non-voting shares of a bank is so designated, a person is deemed, notwithstanding paragraph (1)(a), not to be a related party of the bank if the person would otherwise be a related party of the bank only because the person has a significant interest in that class.

b) est un administrateur ou un cadre dirigeant de la banque, ou d'une personne morale qui la contrôle, ou exerce des fonctions similaires à l'égard d'une entité non constituée en personne morale qui contrôle la banque;

(2) L'alinéa 486(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) est une entité contrôlée par une personne visée à l'un des alinéas a) à c);

(3) Les alinéas 486(1)f) à h) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

f) est une entité dans laquelle le conjoint — ou un enfant de moins de dix-huit ans — d'une personne qui contrôle la banque a un intérêt de groupe financier;

g) est une personne, ou appartient à une catégorie de personnes, désignée — au titre des paragraphes (3) ou (4) — ou considérée — au titre du paragraphe (5) — comme telle.

(4) Le paragraphe 486(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'entité dans laquelle une banque a un intérêt de groupe financier n'est toutefois pas apparentée à la banque du seul fait qu'une personne qui contrôle la banque contrôle également l'entité ou a dans l'entité un intérêt de groupe financier, pourvu que cette personne n'exerce de contrôle ou n'ait un intérêt de groupe financier que parce qu'elle contrôle la banque.

(5) Les paragraphes 486(6) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(6) Le surintendant peut, par ordonnance, désigner une catégorie d'actions sans droit de vote pour l'application du présent paragraphe. Le cas échéant, une personne est réputée, par dérogation à l'alinéa (1)a), ne pas être apparentée à la banque si elle lui est par ailleurs apparentée en raison uniquement du fait qu'elle détient un intérêt substantiel dans cette catégorie d'actions.

Exception — subsidiaries and substantial investments of banks

Exception — filiales et banques avec intérêt de groupe financier

Holders of exempted shares

Exemption

Determina-
tion of
substantial
investment

(7) For the purpose of determining whether an entity or a person has a substantial investment for the purposes of paragraph (1)(e) or (f), the references to “control” and “controlled” in section 10 shall be construed as references to “control, within the meaning of section 3, determined without regard to paragraph 3(1)(d)” and “controlled, within the meaning of section 3, determined without regard to paragraph 3(1)(d)”, respectively.

(7) Lorsqu’il s’agit de déterminer si une personne ou une entité détient un intérêt de groupe financier pour l’application des alinéas (1)e) ou f), la mention de « contrôle » à l’article 10 vaut mention de « contrôle », au sens de l’article 3, abstraction faite de l’alinéa 3(1)d).

Intérêt de
groupe
financier

Determina-
tion of
control

(8) For the purposes of paragraph (1)(d), “controlled” means “controlled, within the meaning of section 3, determined without regard to paragraph 3(1)(d)”.

(8) Pour l’application de l’alinéa (1)d), « contrôlée » s’entend au sens de l’article 3, abstraction faite de l’alinéa 3(1)d).

Contrôle

1991, c. 48,
par. 494(d)

69. Subsections 487(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

69. Les paragraphes 487(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1991, ch. 48,
al. 494d)

Exception for
holding body
corporate

(4) A holding body corporate of a bank is not a related party of the bank where the holding body corporate is

(4) La société mère de la banque n’est pas apparentée à celle-ci si la société mère est :

Société
mère —
exception

(a) a Canadian financial institution that is referred to in any of paragraphs (a) to (d) of the definition “financial institution” in section 2; or

a) une institution financière canadienne visée aux alinéas a) à d) de la définition de « institution financière » à l’article 2;

(b) a central cooperative credit society for which an order has been made under subsection 473(1) of the *Cooperative Credit Associations Act*.

b) une centrale ayant fait l’objet de l’ordonnance prévue au paragraphe 473(1) de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*.

Substantial
investment —
related party
exception

(5) Where a holding body corporate of a bank is, because of subsection (4), not a related party of the bank, any entity in which the holding body corporate has a substantial investment is not a related party of the bank if no related party of the bank has a substantial investment in the entity otherwise than through the control of the holding body corporate.

(5) Dans les cas où, en raison du paragraphe (4), la société mère n’est pas apparentée à la banque, l’entité dans laquelle la société mère a un intérêt de groupe financier n’est pas apparentée à la banque si aucun apparenté de la banque n’a un intérêt de groupe financier dans l’entité autrement que par l’effet du contrôle de la société mère.

Exception

70. Subsection 495(3) of the Act is replaced by the following:

70. Le paragraphe 495(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Service
corporations

(3) Notwithstanding subsection 489(2), a bank is deemed not to have indirectly entered into a transaction in respect of which this Part applies if the transaction is entered into by a service corporation, as defined in subsection 464(1), that is controlled by the bank and the transaction is on terms and conditions at least as favourable to the bank as market terms and conditions, as defined in subsection 501(2).

(3) Par dérogation au paragraphe 489(2), la banque est réputée ne pas avoir effectué indirectement une opération visée par la présente partie si l’opération est effectuée par une société de services, au sens du paragraphe 464(1), contrôlée par la banque et que l’opération a été effectuée à des conditions au moins aussi favorables pour la banque que les conditions du marché au sens du paragraphe 501(2).

Société de
services

71. (1) Paragraphs 496(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) a natural person who is a related party of the bank only because the person is

(i) a director or a senior officer of the bank or of an entity that controls the bank, or

(ii) the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a director or senior officer of the bank or of an entity that controls the bank; or

(b) an entity that is a related party of the bank only because the entity is controlled by

(i) a director or senior officer of the bank or of an entity that controls the bank, or

(ii) the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a director or senior officer referred to in subparagraph (i).

(2) Subsection 496(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A bank may, with respect to a related party of the bank referred to in subsection (1) who is a full-time senior officer of the bank, make, take an assignment of or otherwise acquire a loan to the related party only if the aggregate principal amount of all outstanding loans to the related party that are held by the bank and its subsidiaries, together with the principal amount of the proposed loan, does not exceed the greater of twice the annual salary of the related party and \$100,000.

(3) Subsections 496(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

(4) Notwithstanding section 501, a bank may make a loan, other than a margin loan, to a senior officer of the bank on terms and conditions more favourable to the officer than those offered to the public by the bank if those terms and conditions have been approved by the conduct review committee of the bank.

(5) Notwithstanding section 501, a bank may make a loan referred to in paragraph 491(b) to the spouse of a senior officer of the bank on terms and conditions more favourable to the spouse of that officer than those offered

Loans to full-time officers

Preferred terms — loan to officer

Preferred terms — loan to spouse of officer

71. (1) Les alinéas 496(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) soit la personne physique en cause est :

(i) un administrateur ou un cadre dirigeant de la banque ou d'une entité qui la contrôle,

(ii) le conjoint, ou un enfant de moins de dix-huit ans, d'un administrateur ou d'un cadre dirigeant de la banque ou d'une entité qui la contrôle;

b) soit l'entité en cause est contrôlée par :

(i) un administrateur ou un cadre dirigeant de la banque ou d'une entité qui la contrôle,

(ii) le conjoint, ou un enfant de moins de dix-huit ans, de cet administrateur ou de ce cadre dirigeant.

(2) Le paragraphe 496(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cas où l'apparenté visé au paragraphe (1) est un cadre dirigeant à temps plein de la banque, celle-ci ne peut lui consentir ou en acquérir un prêt, notamment par cession, que si le total du principal de tous les prêts qu'elle-même et ses filiales lui ont déjà consentis et du principal du prêt envisagé n'excède pas cent mille dollars ou, s'il est supérieur, le double du traitement annuel du cadre dirigeant.

(3) Les paragraphes 496(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Par dérogation à l'article 501, la banque peut consentir un prêt — à l'exception du prêt sur marge — à un cadre dirigeant à des conditions plus favorables que celles du marché, pourvu qu'elles soient approuvées par son comité de révision.

(5) Par dérogation à l'article 501, la banque peut consentir au conjoint de l'un de ses cadres dirigeants le prêt visé à l'alinéa 491b) à des conditions plus favorables que celles du marché, pourvu qu'elles soient approuvées par son comité de révision.

Prêts au cadre dirigeant

Conditions plus favorables — prêt à un cadre dirigeant

Conditions plus favorables — prêt au conjoint

to the public by the bank if those terms and conditions have been approved by the conduct review committee of the bank.

Preferred terms — other financial services

(6) Notwithstanding section 501, a bank may offer financial services, other than loans or guarantees, to a senior officer of the bank, or to the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a senior officer of the bank, on terms and conditions more favourable than those offered to the public by the bank if

(a) the financial services are offered by the bank to employees of the bank on those favourable terms and conditions; and

(b) the conduct review committee of the bank has approved the practice of making those financial services available on those favourable terms and conditions to senior officers of the bank or to the spouses, or the children under eighteen years of age, of senior officers of the bank.

72. Subparagraph 497(1)(d)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) where the related party is a full-time senior officer of the bank, loans to the related party that are permitted by subsection 496(2),

73. Section 498 of the Act is replaced by the following:

Margin loans

498. The Superintendent may establish terms and conditions with respect to the making by a bank of margin loans to a director or senior officer of the bank.

74. Sections 502 and 503 of the Act are repealed.

75. Section 505 of the Act is replaced by the following:

Notice to Superintendent

505. Where a bank has entered into a transaction that the bank is prohibited by this Part from entering into or where a bank has entered into a transaction for which approval is required under subsection 497(1) without having obtained the approval, the bank shall, on becoming aware of that fact, notify the Superintendent without delay.

(6) Par dérogation à l'article 501, la banque peut offrir des services financiers, à l'exception de prêts ou de garanties, à l'un de ses cadres dirigeants, ou à son conjoint ou enfant de moins de dix-huit ans, à des conditions plus favorables que celles du marché si :

Conditions plus favorables — autres services financiers

a) d'une part, elle offre ces services à ses employés aux mêmes conditions;

b) d'autre part, son comité de révision a approuvé, de façon générale, la prestation de ces services à des cadres dirigeants, ou à leurs conjoints ou enfants âgés de moins de dix-huit ans, à ces conditions.

72. L'alinéa 497(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) le principal de tous les prêts en cours qu'elle-même et ses filiales détiennent à l'égard de la personne concernée, à l'exception des prêts visés à l'alinéa 491b) et, dans le cas d'un cadre dirigeant à temps plein, au paragraphe 496(2);

73. L'article 498 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

498. Le surintendant peut fixer des conditions relativement aux prêts sur marge consentis par la banque à ses administrateurs ou cadres dirigeants.

Prêts sur marge

74. Les articles 502 et 503 de la même loi sont abrogés.

75. L'article 505 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

505. La banque qui effectue une opération interdite aux termes de la présente partie, ou qui n'a pas obtenu l'approbation prévue au paragraphe 497(1), est tenue, dès qu'elle prend connaissance de l'interdiction ou du défaut d'approbation, d'en aviser le surintendant.

Avis au surintendant

76. (1) The portion of subsection 507(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) For the purposes of the definition “non-bank affiliate of a foreign bank” in subsection (1) and section 518, a foreign bank is deemed to have a substantial investment in a Canadian entity if

(2) Subsection 507(6) of the Act is replaced by the following:

(6) Where the Minister makes an order under subsection (4) or (5), the Minister shall publish in the *Canada Gazette* a notice of the making of the order.

77. Subsection 510(3) of the Act is replaced by the following:

(3) The Superintendent may, by order, cancel the registration of a representative office of a foreign bank if

- (a) the foreign bank requests the Superintendent to cancel the registration; or
- (b) the Superintendent is of the opinion that the representative office is not being operated, or the personnel of that office are not conducting themselves, in accordance with the rules prescribed for the purposes of paragraph 509(a).

78. Paragraph 513(2)(b) of the Act is replaced by the following:

- (b) issued by another person resident in Canada and guaranteed or accepted by
 - (i) a foreign bank subsidiary of the foreign bank,
 - (ii) a Canadian financial institution in which a foreign bank subsidiary of the foreign bank has a substantial investment, or
 - (iii) a financial institution that is a non-bank affiliate of the foreign bank.

79. Section 514 of the Act is replaced by the following:

76. (1) Le paragraphe 507(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour l'application de la définition de « établissement affilié à une banque étrangère » au paragraphe (1) et de l'article 518, la banque étrangère est réputée détenir un intérêt de groupe financier dans une entité canadienne quand soit elle-même et une ou plusieurs entités liées à elle, soit une ou plusieurs de ces entités, détiendraient, si elles étaient une seule et même personne, un intérêt de groupe financier dans l'entité canadienne.

(2) Le paragraphe 507(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Le ministre publie dans la *Gazette du Canada* avis de la prise de l'arrêté visé aux paragraphes (4) ou (5).

77. Le paragraphe 510(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le surintendant peut, par ordonnance, annuler l'immatriculation d'un bureau de représentation d'une banque étrangère dans les cas suivants :

- a) la banque le demande;
- b) il estime que le fonctionnement du bureau ou la conduite de son personnel ne respecte pas les règles visées à l'alinéa 509a).

78. L'alinéa 513(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- b) par une autre personne résidant au Canada, et garantis ou acceptés par :
 - (i) soit une filiale — figurant à l'annexe II — de la banque étrangère,
 - (ii) soit une institution financière canadienne dans laquelle cette filiale a un intérêt de groupe financier,
 - (iii) soit une institution financière qui est un établissement affilié à la banque étrangère.

79. L'article 514 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Deemed substantial investment

Publication

1996, c. 6, s. 9

Cancellation of registration

Présomption d'intérêt de groupe financier

Publication

1996, ch. 6, art. 9

Annulation de l'immatriculation

Non-bank affiliates — prohibited activities

514. (1) A non-bank affiliate of a foreign bank shall not, in Canada,

- (a) engage in the business of accepting deposit liabilities; or
- (b) represent to the public that any instrument issued by the non-bank affiliate is a deposit or that any liability incurred by the non-bank affiliate is a deposit.

Disclosure of status

(2) A non-bank affiliate of a foreign bank that carries on as part of its business the provision of financial services shall not borrow money in Canada from the public without disclosing that

- (a) the non-bank affiliate is not a member institution of the Canada Deposit Insurance Corporation;
- (b) the liability incurred by the non-bank affiliate through the borrowing is not a deposit; and
- (c) the non-bank affiliate is not regulated as a financial institution in Canada.

Manner of disclosure

(3) The disclosure shall be

- (a) in a prospectus, information circular or other offering document related to the borrowing or in a similar document related to the borrowing or, if there is no such document, in a statement delivered to the lender; or
- (b) in any other manner that may be prescribed.

Exception for certain borrowings

(4) Subsection (2) does not apply

- (a) to a borrowing of a prescribed class or type or to a borrowing in prescribed circumstances or in a prescribed manner; or
- (b) except as may be provided in any regulations that may be made by the Governor in Council, to a borrowing
 - (i) from a person in an amount of \$100,000 or more, or
 - (ii) through the issue of instruments in denominations of \$100,000 or more.

514. (1) Il est interdit à un établissement affilié à une banque étrangère, au Canada :

- a) d'accepter des dépôts dans le cadre de son activité commerciale;
- b) de déclarer au public que les instruments qu'il émet ou les dettes qu'il contracte sont des dépôts.

Interdiction : établissements affiliés à une banque étrangère

(2) L'établissement affilié à une banque étrangère dont une partie des activités consiste à fournir des services financiers ne peut contracter un emprunt au Canada auprès du public sans communiquer l'information suivante :

- a) il n'est pas une institution membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada;
- b) la dette que constitue l'emprunt n'est pas un dépôt;
- c) il n'est pas réglementé au Canada au même titre qu'une institution financière.

Obligation de communication

(3) La communication doit se faire :

- a) soit dans un prospectus, une circulaire d'information, une offre ou un document semblable relatif à l'emprunt ou, en l'absence d'un tel document, dans une déclaration remise au prêteur;
- b) soit selon les modalités fixées par règlement.

Modalités de communication

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas :

- a) aux emprunts appartenant à une catégorie ou à un genre prévus par règlement et aux emprunts contractés dans les circonstances prévues par règlement ou de la manière prévue par règlement;
- b) sauf disposition contraire des règlements, aux emprunts de 100 000 \$ ou plus contractés auprès d'une personne et aux emprunts contractés par l'émission de titres dont la valeur nominale est de 100 000 \$ ou plus.

Exclusion de certains emprunts

Exception —
trust or loan
company

(5) The restrictions on a non-bank affiliate of a foreign bank under subsections (1) and (2) do not apply where the non-bank affiliate is a trust or loan corporation incorporated under an Act of Parliament or of the legislature of a province.

(5) Les restrictions prévues aux paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas si l'établissement affilié à une banque étrangère est une société de fiducie ou de prêt constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale.

Exception —
société de
fiducie et de
prêt

Exception —
insurance
company or
securities
dealer

(6) The restrictions on a non-bank affiliate of a foreign bank under subsection (2) do not apply where the non-bank affiliate is

(6) Les restrictions prévues au paragraphe (2) ne s'appliquent pas si l'établissement affilié à une banque étrangère est une société d'assurances constituée en vertu d'une loi fédérale ou provinciale ou une institution financière visée à l'alinéa g) de la définition de ce terme à l'article 2.

Exception —
société
d'assurances
ou courtier de
valeurs
mobilières

(a) an insurance company incorporated under an Act of Parliament or of the legislature of a province; or

(b) a financial institution that is described in paragraph (g) of the definition "financial institution" in section 2.

80. Section 515 of the Act is repealed.

80. L'article 515 de la même loi est abrogé.

81. Section 517 of the Act is repealed.

81. L'article 517 de la même loi est abrogé.

82. (1) Subsections 518(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

82. (1) Les paragraphes 518(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Investment
restriction

518. (1) Where shares in a foreign bank subsidiary are owned by a foreign bank, by a foreign bank and one or more entities associated with the foreign bank, or by one or more entities associated with a foreign bank, the foreign bank and any entity associated with it shall not acquire or hold a substantial investment in

518. (1) Si une banque étrangère ou une banque étrangère et une ou plusieurs entités liées à elle, ou encore une ou plusieurs de ces entités détiennent à titre de propriétaire des actions d'une filiale de banque étrangère, la banque étrangère et toute entité liée à elle ne peuvent acquérir ou détenir un intérêt de groupe financier dans :

Restrictions

(a) any bank other than the foreign bank subsidiary; or

a) une banque autre que la filiale en question;

(b) any other Canadian entity other than a financial institution that is described in paragraph (b), (d) or (g) of the definition "financial institution" in section 2.

b) une entité canadienne autre qu'une institution financière au sens des alinéas b), d) ou g) de la définition de ce terme à l'article 2.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply where the foreign bank holds a substantial investment in a Canadian entity only because a substantial investment in the Canadian entity is held

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où la banque étrangère ne détient un intérêt de groupe financier dans l'entité canadienne que parce qu'un intérêt de groupe financier est détenu :

Exception

(a) as permitted by Part IX, by a foreign bank subsidiary of the foreign bank;

a) conformément à la partie IX, par sa filiale figurant à l'annexe II;

(b) as permitted by Part IX of the *Trust and Loan Companies Act*, by a trust or loan company incorporated under that Act that is a subsidiary of the foreign bank;

b) conformément à la partie IX de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, par une société de fiducie ou de prêt constituée en

(c) as permitted by Part IX of the *Insurance Companies Act*, by an insurance company incorporated under that Act that is a subsidiary of the foreign bank; or

(d) as permitted by consent of the Governor in Council under subsection 521(1).

(2) Paragraph 518(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) either

(i) the shares or ownership interests were held at the time of the making of the application for the incorporation or acquisition of the foreign bank subsidiary of the foreign bank, and the application was accompanied by written evidence to that effect, or

(ii) the shares or ownership interests were acquired subsequent to the incorporation or acquisition of the foreign bank subsidiary of the foreign bank, and the Minister, by order, approved an application requesting permission for the shares or ownership interests to be held.

(3) Subsections 518(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

(4) An order of the Minister made under paragraph (3)(b) may be subject to such terms and conditions as the Minister considers appropriate.

(5) The Minister may, by further order, revoke or vary an order made under paragraph (3)(b).

(5.1) The revocation or variation comes into effect three months after the day the further order is made, except that if the Minister and the entity to which the order relates agree that the revocation or variation is to take effect at some other time, the revocation or variation takes effect at that other time.

(6) Where the Minister makes an order for the purposes of paragraph (3)(b) or makes an order under subsection (5), the Minister shall publish in the *Canada Gazette* a notice of the making of the order.

vertu de cette loi et qui est une filiale de la banque étrangère;

c) conformément à la partie IX de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, par une société d'assurances constituée en vertu de cette loi et qui est une filiale de la banque étrangère;

d) conformément au consentement visé au paragraphe 521(1).

(2) L'alinéa 518(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) d'autre part :

(i) soit les actions ou titres de participation en question étaient détenus au moment où la demande de constitution en personne morale ou d'acquisition de la filiale figurant à l'annexe II a été présentée, et la demande était accompagnée des documents justificatifs,

(ii) soit les actions ou titres de participation en question ont été acquis après la constitution en personne morale ou l'acquisition de la filiale figurant à l'annexe II, et le ministre a approuvé, par arrêté, une demande visant à autoriser leur détention.

(3) Les paragraphes 518(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Le ministre peut assortir l'arrêté visé à l'alinéa (3)b) des modalités qu'il estime indiquées.

(5) Le ministre peut, par arrêté, annuler ou modifier l'arrêté visé à l'alinéa (3)b).

(5.1) L'annulation ou la modification prend effet trois mois après la date de l'arrêté, sauf si l'entité et le ministre conviennent d'une autre date.

(6) Le ministre publie dans la *Gazette du Canada* avis de la prise de l'arrêté visé à l'alinéa (3)b) ou au paragraphe (5).

Terms and conditions

Revocation or variation of order

Effective date

Publication

Modalités

Annulation ou modification des arrêtés

Date de prise d'effet

Publication

83. Subsection 519(2) of the Act is replaced by the following:

Permission to hold shares acquired in realization of security

(2) Where a foreign bank acquires shares or ownership interests in a Canadian entity through a realization of security for any loan or advance made by the foreign bank or any other debt or liability to the foreign bank, those shares or ownership interests are deemed, for the purpose of subsection 518(1), not to have been acquired by the foreign bank and not to be owned by it for a period of five years from the day they are so acquired and for such additional period or periods as the Minister may, by order, specify.

84. (1) The portion of subsection 521(1) of the Act before subparagraph (b)(i) is replaced by the following:

Consent required

521. (1) Unless the consent of the Governor in Council, by order, is obtained, a foreign bank shall not directly or indirectly

(a) establish a new Canadian business, within the meaning of the *Investment Canada Act*, whose principal activity in Canada is an activity referred to in any of subparagraphs 518(3)(a)(i) to (v);

(b) acquire shares of or ownership interests in a Canadian entity whose principal activity in Canada is an activity referred to in any of subparagraphs 518(3)(a)(i) to (v) in such number

(2) Subsection 521(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b), by adding the word “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) hold shares of or ownership interests in a Canadian entity whose principal activity in Canada is an activity referred to in any of subparagraphs 518(3)(a)(i) to (v) in such

83. Le paragraphe 519(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Présomption

(2) Les actions ou titres de participation d'une entité canadienne acquis par une banque étrangère au moyen de la réalisation d'une garantie afférente à un prêt, à une avance ou à une autre créance sont réputés, pour l'application du paragraphe 518(1), ne pas avoir été acquis par la banque ni être détenus par elle pendant une période de cinq ans à compter de leur acquisition ou pendant la ou les périodes additionnelles que le ministre fixe par arrêté.

84. (1) Le passage du paragraphe 521(1) de la même loi précédant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

Consentement

521. (1) La banque étrangère ne peut, directement ou indirectement, sauf consentement du gouverneur en conseil donné par décret :

a) créer une nouvelle entreprise canadienne au sens de la *Loi sur Investissement Canada* dont l'activité principale au Canada est l'une des activités prévues aux sous-alinéas 518(3)a)(i) à (v);

b) acquérir un nombre d'actions ou de titres de participation d'une entité canadienne ayant pour principale activité au Canada l'une de celles visées aux sous-alinéas 518(3)a)(i) à (v) tel que l'entité devient un établissement affilié à une banque étrangère ou, dans le cas où elle l'est déjà, que le pourcentage, soit de ses actions en circulation d'une catégorie ou série, soit de ses titres de participation détenus par la banque étrangère après l'acquisition est supérieur au pourcentage antérieur;

(2) Le paragraphe 521(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) détenir un nombre d'actions ou de titres de participation d'une entité canadienne ayant pour principale activité au Canada l'une de celles visées aux sous-alinéas 518(3)a)(i) à (v) tel que l'entité devient un établissement affilié à une banque étrangère, si les actions ou titres ont été acquis, à la fois :

number that the Canadian entity is a non-bank affiliate of the foreign bank, if those shares or ownership interests were acquired by the foreign bank

(i) before the foreign bank became a foreign bank or when the Canadian entity's principal activity in Canada was not an activity described in one of those subparagraphs, and

(ii) after the coming into force of this paragraph.

(3) Subsection 521(2) of the Act is replaced by the following:

(1.01) Without limiting the generality of subsection (1), where an activity prohibited by that subsection is carried out by a nominee or agent of a foreign bank or by an entity that is controlled by a foreign bank, the foreign bank is deemed to have indirectly carried out the activity.

(1.02) The consent of the Governor in Council under subsection (1) may be subject to such terms and conditions as the Governor in Council may impose in the order.

(1.03) Subject to subsections (1.04) and (1.05), after a foreign bank obtains consent under subsection (1) to do something described in any of paragraphs (1)(a) to (d), the foreign bank may do anything described in any of those paragraphs without seeking further consent under that subsection. This subsection applies for the purpose of determining what a foreign bank may do after the coming into force of this subsection even if the consent under subsection (1) was obtained before that coming into force.

(1.04) Subsection (1.03) does not apply to allow a foreign bank, without consent under subsection (1), to acquire or hold a substantial investment in an entity described in any of paragraphs (b) to (g) of the definition "financial institution" in section 2.

(i) avant que la banque étrangère ne devienne une banque étrangère ou alors que l'activité principale de l'entité au Canada n'était pas l'une de celles visées à ces sous-alinéas,

(ii) après l'entrée en vigueur du présent alinéa.

(3) Le paragraphe 521(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.01) La banque étrangère est notamment réputée avoir indirectement exercé les activités interdites par le paragraphe (1) si celles-ci ont été exercées par un de ses délégués ou mandataires ou par une entité qu'elle contrôle.

(1.02) Le gouverneur en conseil peut assortir le consentement visé au paragraphe (1) des modalités qu'il estime indiquées.

(1.03) Sous réserve des paragraphes (1.04) et (1.05), le consentement accordé — même avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe — pour l'un ou l'autre des actes visés aux alinéas (1)a) à d) vaut pour tous les actes visés à ces alinéas, postérieurs à cette entrée en vigueur.

(1.04) Le paragraphe (1.03) n'a pas pour effet de soustraire la banque étrangère à l'obligation d'obtenir le consentement visé au paragraphe (1) pour acquérir ou détenir un intérêt de groupe financier dans l'une ou l'autre des entités visées aux alinéas b) à g) de la définition de « institution financière » à l'article 2.

Activity carried out by agent

Terms and conditions

Where further consent not required

Exception

Activités des délégués ou mandataires

Modalités

Portée du consentement

Exception

Further exception	(1.05) Subsection (1.03) does not apply to a foreign bank designated in an order that was made under subsection (1.06) and that has not been revoked under subsection (1.08).	(1.05) Le paragraphe (1.03) ne s'applique pas à la banque étrangère qui est soustraite à son application par arrêté pris en application du paragraphe (1.06) et non annulé dans le cadre du paragraphe (1.08).	Autre exception
Designation order	(1.06) The Minister may, by order, designate a foreign bank as a foreign bank to which subsection (1.03) does not apply. That order may be subject to any terms and conditions that the Minister considers appropriate.	(1.06) Le ministre peut, par arrêté, soustraire une banque étrangère à l'application du paragraphe (1.03) et assortir l'arrêté des modalités qu'il estime indiquées.	Arrêté
Where order may be made	(1.07) That order may be made only if (a) the Minister is of the opinion, after consulting with the Superintendent, that (i) the foreign bank's principal activity is the provision of services that would be permitted by this Act if they were provided by a bank in Canada, and (ii) the foreign bank is regulated as a bank in the country under whose laws it was incorporated or in any country in which it carries on business; or (b) the foreign bank is affiliated with a foreign bank to which paragraph (a) applies.	(1.07) L'arrêté ne peut être pris que dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) le ministre, après consultation du surintendant, estime que : (i) d'une part, la principale activité de la banque étrangère consiste à fournir des services qui seraient autorisés par la présente loi s'ils étaient fournis par une banque au Canada, (ii) d'autre part, la banque étrangère est réglementée à titre de banque dans le pays sous le régime des lois duquel elle a été constituée ou dans un pays où elle exerce ses activités; b) la banque étrangère appartient au groupe d'une banque étrangère à laquelle l'alinéa a) s'applique.	Cas où peut se prendre l'arrêté
Revocation or variation of order	(1.08) The Minister may, by further order, revoke or vary an order under subsection (1.06).	(1.08) Le ministre peut, par arrêté, modifier ou annuler l'arrêté visé au paragraphe (1.06).	Annulation ou modification de l'arrêté
Effective date	(1.09) The revocation or variation comes into effect three months after the day the further order is made, except that if the Minister and the foreign bank to which the order relates agree that the revocation or variation is to take effect at some other time, the revocation or variation takes effect at that other time.	(1.09) L'annulation ou la modification prend effet trois mois après la date de l'arrêté, sauf si la banque étrangère et le ministre conviennent d'une autre date.	Prise d'effet
Publication	(1.1) Where the Minister makes an order under subsection (1.06) or (1.08), the Minister shall publish in the <i>Canada Gazette</i> a notice of the making of the order.	(1.1) Le ministre publie dans la <i>Gazette du Canada</i> avis de la prise de l'arrêté visé aux paragraphes (1.06) ou (1.08).	Publication
Exception to consent requirement	(2) Subsection (1) does not apply where a foreign bank holds a substantial investment in a Canadian entity only because a substantial investment in the Canadian entity is held	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où la banque étrangère ne détient un intérêt de groupe financier dans l'entité canadienne que parce qu'un intérêt de groupe financier est détenu :	Exception

(a) as permitted by Part IX, by a foreign bank subsidiary of the foreign bank;

(b) as permitted by Part IX of the *Trust and Loan Companies Act*, by a trust or loan company incorporated under that Act that is a subsidiary of the foreign bank; or

(c) as permitted by Part IX of the *Insurance Companies Act*, by an insurance company incorporated under that Act that is a subsidiary of the foreign bank.

a) conformément à la partie IX, par sa filiale figurant à l'annexe II;

b) conformément à la partie IX de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, par une société de fiducie ou de prêt constituée en vertu de cette loi et qui est une filiale de la banque étrangère;

c) conformément à la partie IX de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, par une société d'assurances constituée en vertu de cette loi et qui est une filiale de la banque étrangère.

Publication

(3) Where the Governor in Council makes an order under subsection (1), the Minister shall publish in the *Canada Gazette* a notice of the making of the order.

(3) Le ministre publie dans la *Gazette du Canada* avis de la prise du décret visé au paragraphe (1).

Publication

85. Paragraph 522(d) of the Act is replaced by the following:

(d) the acquisition or holding by a foreign bank of all or substantially all of the assets of a Canadian entity whose principal activity in Canada is an activity referred to in any of subparagraphs 518(3)(a)(i) to (v).

85. L'alinéa 522d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) l'acquisition ou la détention par une banque étrangère de la totalité ou quasi-totalité de l'actif d'une entité canadienne ayant pour principale activité au Canada l'une de celles visées aux sous-alinéas 518(3)a)(i) à (v).

86. Subsection 523(2) of the Act is repealed.

86. Le paragraphe 523(2) de la même loi est abrogé.

87. Paragraph 531(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to any government agency or body that regulates or supervises financial institutions, for purposes related to that regulation or supervision,

(a.01) to any other agency or body that regulates or supervises financial institutions, for purposes related to that regulation or supervision,

87. L'alinéa 531(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) à une agence ou à un organisme gouvernemental qui régleme ou supervise des institutions financières, à des fins liées à la réglementation ou à la supervision;

a.01) à une autre agence ou à un autre organisme qui régleme ou supervise des institutions financières, à des fins liées à la réglementation ou à la supervision;

1996, c. 6,
s. 15

88. (1) Paragraph 538(1)(a) of the Act is replaced by the following

(a) take control, for a period not exceeding sixteen days, of the assets of the bank and the assets under its administration; or

(2) Subparagraph 538(1)(b)(i) of the English version of the Act is replaced by the following:

(i) take control, for a period exceeding sixteen days, of the assets of the bank and the assets under its administration,

1996, c. 6,
s. 15

88. (1) L'alinéa 538(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) prendre le contrôle pendant au plus seize jours de l'actif de la banque et des éléments d'actif qu'elle administre;

(2) Le sous-alinéa 538(1)(b)(i) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) take control, for a period exceeding sixteen days, of the assets of the bank and the assets under its administration,

1996, ch. 6,
art. 151996, ch. 6,
art. 15

1996, c. 6,
s. 15**(3) Paragraph 538(1.1)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) in the opinion of the Superintendent, a practice or state of affairs exists in respect of the bank that may be materially prejudicial to the interests of the bank's depositors or creditors or the owners of any assets under the bank's administration;

1996, c. 6,
s. 15**(4) Paragraph 538(1.1)(d) of the Act is replaced by the following:**

(d) any asset appearing on the books or records of the bank or held under its administration is not, in the opinion of the Superintendent, satisfactorily accounted for;

89. The Act is amended by adding the following after section 555:

555.1 (1) Anything that is required by a provision of this Act to be published in the *Canada Gazette* or to be published in any other way may, instead of being published in that way, be published in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

Alternative
means of
publication

(2) Anything that is required by a provision of this Act to be summarized in a publication may instead be summarized and published in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

Alternative
means of
publishing
summaries

(3) Any condition under a provision of this Act that something be published in the *Canada Gazette* or in any other way is satisfied if that thing is published instead in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

Publication
conditions

(4) Where a provision of this Act provides for consequences to follow the publication of something in the *Canada Gazette* or in any other manner, the same consequences follow the publication of that thing in any other manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

Other
consequences**90. Section 559 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):**

(a.1) prescribing the way in which anything that is required or authorized by this Act to be prescribed shall be determined;

(3) L'alinéa 538(1.1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) où, à son avis, il existe une pratique ou une situation qui risque de porter un préjudice réel aux intérêts de ses déposants ou créanciers, ou aux propriétaires des éléments d'actif qu'elle administre;

1996, ch. 6,
art. 15**(4) L'alinéa 538(1.1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

d) dont un élément d'actif figurant dans ses livres ou qu'elle administre n'est pas, à son avis, correctement pris en compte;

1996, ch. 6,
art. 15**89. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 555, de ce qui suit :**

555.1 (1) Tout document dont une disposition de la présente loi prévoit la publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, peut être publié selon tout autre mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

Autres modes
de publicité

(2) Les renseignements qui, aux termes d'une disposition de la présente loi, doivent faire l'objet de résumés à publier dans le cadre d'une publication peuvent être résumés, et le résumé publié, selon le mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

Autres modes
de
publication
des résumés

(3) Toute exigence de publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, prévue par une disposition de la présente loi est satisfaite par la publication selon le mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

Exigences de
publication

(4) Toute conséquence, prévue par une disposition de la présente loi, découlant de la publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, découle de la même façon du mode de publication prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

Autres
conséquences**90. L'article 559 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :**

91. (1) Paragraph 565(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) in any document giving or purporting to give security on property to a bank under section 426 or 427,

(2) The portion of subsection 565(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Every person who, having possession or control of property mentioned in or covered by any warehouse receipt, bill of lading or any security given to a bank under section 426 or 427, and having knowledge of the receipt, bill of lading or security, without the consent of the bank in writing before the loan, advance, debt or liability thereby secured has been fully paid

(3) Paragraph 565(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) any security on property given to a bank under section 426 or 427,

(4) The portion of subsection 565(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) Every bank that acquires or holds any warehouse receipt or bill of lading or any document signed and delivered to the bank giving or purporting to give to the bank security on property under section 426 or 427, to secure the payment of any debt, liability, loan or advance, is guilty of an offence unless

(5) Paragraph 565(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the debt, liability, loan or advance was contracted or made on the written promise or agreement that a warehouse receipt, bill of lading or security under section 426 or 427 would be given to the bank; or

a.1) préciser la façon de déterminer ce qui peut ou doit faire l'objet d'une mesure réglementaire;

91. (1) L'alinéa 565(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) dans un document conférant ou visant à conférer à une banque une garantie sur des biens, en vertu des articles 426 ou 427.

(2) Le passage du paragraphe 565(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Commet une infraction quiconque, ayant la possession ou la garde de biens visés dans un récépissé d'entrepôt ou un connaissement, ou affectés à une garantie donnée à la banque sous le régime des articles 426 ou 427, et ayant connaissance de l'existence du récépissé d'entrepôt, du connaissement ou de la garantie, sans le consentement écrit de la banque, avant que le prêt, l'avance, la dette ou l'obligation ainsi garanti ait été complètement acquitté :

(3) L'alinéa 565(3)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) une garantie sur des biens, donnée aux termes des articles 426 ou 427,

(4) Le passage du paragraphe 565(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(4) Commet une infraction toute banque qui acquiert ou détient un récépissé d'entrepôt ou un connaissement, ou tout autre document signé et remis à la banque conférant à celle-ci ou visant à lui conférer une garantie prévue aux articles 426 ou 427, pour assurer l'acquittement d'une dette, d'une obligation, d'un prêt ou d'une avance, sauf si, selon le cas :

(5) L'alinéa 565(4)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la dette, l'obligation, l'avance ou le prêt sont intervenus sur une promesse ou un accord, établis par écrit et prévoyant qu'un récépissé d'entrepôt, un connaissement ou une garantie prévue aux articles 426 ou 427 seraient donnés à la banque;

Wilfully disposing of or withholding goods covered by security

Acquisition of warehouse receipts, bills of lading, etc.

Aliénation ou retenue d'effets couverts par une garantie

Acquisition de récépissés d'entrepôt, de connaissements, etc.

92. Paragraphs 566(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) in the case of a natural person, liable
- (i) on summary conviction, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding twelve months, or to both, or
 - (ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both; and
- (b) in the case of an entity, liable
- (i) on summary conviction, to a fine not exceeding \$500,000, or
 - (ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$5,000,000.

93. Section 567 of the Act is replaced by the following:

567. Where an entity commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the entity who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and liable on summary conviction or on conviction on indictment to the punishment provided under paragraph 566(1)(a) for the offence, whether or not the entity has been prosecuted or convicted.

Liability of officers, directors, etc.

R.S., c. B-2

BANK OF CANADA ACT

94. Paragraph 6(4)(d) of the Bank of Canada Act is replaced by the following:

- (d) except as authorized by or under any Act of Parliament, is a director, partner, officer, employee or shareholder of an institution referred to in any of paragraphs 10(2)(a) to (e); or

95. (1) Subsection 10(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

10. (1) The directors shall be selected from various occupations.

Selection of directors

92. Le paragraphe 566(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- 566. (1)** Quiconque commet une infraction prévue aux articles 561 à 565 est passible :
- a) s'il s'agit d'une personne physique :
- (i) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de un an, ou de l'une de ces peines,
 - (ii) par mise en accusation, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines;
- b) s'il s'agit d'une entité :
- (i) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 500 000 \$,
 - (ii) par mise en accusation, d'une amende maximale de 5 000 000 \$.

Infractions générales à la loi

93. L'article 567 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

567. En cas de perpétration par une entité d'une infraction à la présente loi, ceux de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par mise en accusation, la peine prévue à l'alinéa 566(1)(a), que l'entité ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Responsabilité pénale

L.R., ch. B-2

LOI SUR LA BANQUE DU CANADA

94. L'alinéa 6(4)d) de la Loi sur la Banque du Canada est remplacé par ce qui suit :

- d) sauf autorisation prévue sous le régime d'une loi fédérale, ne pas être administrateur, associé, dirigeant, employé ou actionnaire d'une institution mentionnée au paragraphe 10(2);

95. (1) Le paragraphe 10(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. (1) The directors shall be selected from various occupations.

Selection of directors

(2) The portion of subsection 10(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) No person is eligible for appointment as a director if that person is a director, partner, officer or employee of any of the following institutions:

(3) Subsection 10(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(b) a clearing house or participant, as defined in section 2 of the *Payment Clearing and Settlement Act*;

(4) Subsection 10(2) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (c), by adding the word “or” at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

(e) an institution that controls, or is controlled by, an institution referred to in any of paragraphs (a) to (d).

(5) Subsection 10(3) of the Act is replaced by the following:

(2.1) For the purpose of paragraph (2)(e),

(a) an institution controls a body corporate if securities of the body corporate to which are attached more than fifty per cent of the votes that may be cast to elect directors of the body corporate are beneficially owned by the institution and the votes attached to those securities are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the body corporate;

(b) an institution controls a trust, fund or partnership (other than a limited partnership) or an unincorporated association or organization, if more than fifty per cent of the ownership interests, however designated, into which the trust, fund, partnership, association or organization is divided are beneficially owned by the institution and the institution is able to direct the business and affairs of the trust, fund, partnership, association or organization; and

(2) Le passage du paragraphe 10(2) de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Les fonctions d’administrateur sont incompatibles avec la qualité d’administrateur, d’associé, de dirigeant ou d’employé de l’une des institutions suivantes :

(3) Le paragraphe 10(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa a), de ce qui suit :

b) une chambre de compensation ou un établissement participant, au sens de l’article 2 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements*;

(4) Le paragraphe 10(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa d), de ce qui suit :

e) les institutions qui contrôlent une de celles mentionnées aux alinéas a) à d) ou qui sont contrôlées par elle.

(5) Le paragraphe 10(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2.1) Pour l’application de l’alinéa (2)e), a le contrôle d’une institution :

a) dans le cas d’une personne morale, l’institution qui a la propriété effective de titres de celle-ci lui conférant plus de cinquante pour cent des droits de vote dont l’exercice lui permet d’élire la majorité des administrateurs de la personne morale;

b) dans le cas d’une fiducie, d’un fonds, d’une société de personnes, à l’exception d’une société en commandite, d’une organisation ou association non dotée de la personnalité morale, l’institution qui en détient, à titre de véritable propriétaire, plus de cinquante pour cent des titres de participation — quelle qu’en soit la désignation — et qui a la capacité d’en diriger tant l’activité commerciale que les affaires internes;

c) dans le cas d’une société en commandite, le commandité.

Ineligible persons

Incompatibilité

Control

Contrôle

(c) the general partner of a limited partnership controls the limited partnership.

Restriction on share ownership

(3) Any person who beneficially owns a share in an institution referred to in any of paragraphs (2)(a) to (e) at the time of being appointed director of the Bank shall dispose of that beneficial ownership interest within three months after the appointment. A director of the Bank shall not otherwise beneficially own a share of an institution referred to in any of those paragraphs.

(3) L'administrateur qui détient, à titre de véritable propriétaire, des actions dans une des institutions visées au paragraphe (2) doit s'en départir dans les trois mois qui suivent sa nomination. L'administrateur ne peut autrement être le véritable propriétaire d'une action dans une des institutions visées au paragraphe (2).

Restrictions

96. Subsections 15(1) and (2) of the English version of the Act are replaced by the following:

Officers and employees

15. (1) Such officers and employees may be employed as in the opinion of the Executive Committee may be necessary.

96. Les paragraphes 15(1) et (2) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

15. (1) Such officers and employees may be employed as in the opinion of the Executive Committee may be necessary.

Officers and employees

Pension fund

(2) The Board may by by-law establish a pension fund for the officers and employees of the Bank and their dependants and may contribute to it out of the funds of the Bank. The pension fund shall be invested in such manner as may be provided by the by-laws of the Bank.

(2) The Board may by by-law establish a pension fund for the officers and employees of the Bank and their dependants and may contribute to it out of the funds of the Bank. The pension fund shall be invested in such manner as may be provided by the by-laws of the Bank.

Pension fund

97. Section 16 of the Act is replaced by the following:

Oath of directors and staff

16. Before a person starts to act as a director, officer or employee of the Bank, the person shall take an oath, or make a solemn affirmation, of fidelity and secrecy before a commissioner for taking affidavits. The oath or solemn affirmation must be in the form set out in Schedule I.

97. L'article 16 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

16. Avant d'entrer en fonctions, les administrateurs, cadres et employés de la Banque sont tenus de prêter le serment de fidélité et de secret professionnel figurant à l'annexe I ou de faire la déclaration solennelle figurant à l'annexe I, devant un commissaire aux serments.

Serment ou déclaration solennelle

98. (1) Section 18 of the Act is amended by adding the following after paragraph (g):

(g.1) buy and sell any other securities, treasury bills, obligations, bills of exchange or promissory notes in accordance with the policies, standards and procedures established by the Bank under section 19;

98. (1) L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :

g.1) acheter et vendre des valeurs ou titres, des bons du Trésor, des obligations, des effets — lettres de change ou billets à ordre — en conformité avec les principes, normes et procédures établis par elle en vertu de l'article 19;

1992, c. 1, s. 142(1) (Sch. V, item 6(2))

(2) Paragraph 18(l) of the Act is replaced by the following:

(l) accept deposits from the Government of Canada and pay interest on those deposits;

(2) L'alinéa 18l) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

l) accepter des dépôts effectués par le gouvernement du Canada et verser des intérêts à leur égard;

1992, ch. 1, par. 142(1), ann. V, par. 6(2)

(l.1) accept deposits from any bank or other member of the Canadian Payments Association;

(l.2) pay interest on the deposits referred to in paragraph (l.1) if the money deposited is to be used for the purpose of making loans or advances referred to in paragraph (h);

(l.3) accept deposits from the government of any province or from any corporation or agency of the Government of Canada;

(3) Paragraphs 18(n) to (p) of the Act are replaced by the following:

(n) acquire, hold, lease or dispose of real property;

(o) accept deposits of money that are authorized or required by an Act of Parliament to be transferred to the Bank, and, in accordance with that Act, pay interest on money so deposited and pay out money to any person entitled to it under that Act; and

(p) carry on any business activity that is incidental to or consequential on something the Bank is allowed or required to do by this Act.

99. The Act is amended by adding the following after section 18:

19. (1) The Bank shall establish policies, standards and procedures in accordance with which it may buy and sell securities or instruments referred to in paragraph 18(g.1). Those policies, standards and procedures must be consistent with the ones that a reasonable and prudent person would apply in respect of a portfolio of investments to avoid undue risks.

(2) The Bank shall cause the policies, standards and procedures established under subsection (1) to be published in the *Canada Gazette*.

100. Subsection 22(1) of the Act is replaced by the following:

22. (1) The Bank is not liable in respect of any unpaid debt in respect of which a federal financial institution has made a payment to the Bank under the relevant Act in respect of the federal financial institution if

l.1) accepter des dépôts effectués par une banque ou par un établissement membre de l'Association canadienne des paiements;

l.2) verser des intérêts à l'égard des dépôts visés à l'alinéa l.1), lorsque ceux-ci sont destinés à servir de prêts ou d'avances au titre de l'alinéa h);

l.3) accepter des dépôts effectués par le gouvernement d'une province ou par une société ou un organisme d'État fédéral;

(3) Les alinéas 18n) à p) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

n) acheter ou louer et détenir des biens immeubles et les aliéner par la suite;

o) accepter les dépôts transférés conformément à une loi fédérale, verser les intérêts correspondants et faire les paiements prévus par cette loi;

p) exercer les autres activités commerciales autorisées ou exigées par la présente loi ou liées à son application.

99. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 18, de ce qui suit :

19. (1) La Banque établit, en vue de régir l'achat et la vente, par elle, de valeurs ou d'instruments visés à l'alinéa 18g.1), des principes, des normes et des procédures sur le modèle de ceux qu'une personne prudente mettrait en oeuvre dans la gestion d'un portefeuille de placements et de prêts afin d'éviter des risques de perte indus.

(2) Elle fait publier ces principes, normes et procédures dans la *Gazette du Canada*.

100. Le paragraphe 22(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

22. (1) Les actions visant une dette impayée pour laquelle un versement a été effectué à la Banque par une institution financière fédérale en application de la loi pertinente se prescri-

1992, c. 1, s. 142(1) (Sch. V, item 6(2))

Investment policies

Policies to be published

1991, c. 46, s. 582

Time limit for unpaid debts

1992, ch. 1, par. 142(1), ann. V, par. 6(2)

Principes de placement

Publication

1991, ch. 46, art. 582

Prescription applicable à une dette

(a) the amount paid to the Bank was less than \$500; and

(b) at least twenty years have gone by since the later of

(i) the last time a transaction took place on the books of the federal financial institution in respect of the unpaid debt, and

(ii) the last time a statement of account was requested of or acknowledged to the federal financial institution by the former creditor in respect of the unpaid debt.

Time limit for instruments

(1.1) The Bank is not liable in respect of any instrument in respect of which a federal financial institution has made a payment to the Bank under the relevant Act in respect of the federal financial institution if

(a) the amount paid to the Bank was less than \$500; and

(b) no payment has been made in respect of the instrument for at least twenty years after the day the instrument was issued or accepted.

Time limit for liquidation claims

(1.2) The Bank is not liable in respect of any claim against a liquidator in respect of the winding-up of a federal financial institution if

(a) the amount of the claim has been paid to the Minister and by the Minister to the Bank under the relevant Act in respect of the federal financial institution;

(b) the amount paid to the Bank was less than \$500; and

(c) at least twenty years have gone by since the later of

(i) the last time a transaction took place on the books of the federal financial institution in respect of the subject-matter of the claim, and

(ii) the last time a statement of account was requested of or acknowledged to the federal financial institution by the former creditor in respect of the subject-matter of the claim.

vent par vingt ans si le montant versé à la Banque était inférieur à cinq cents dollars, le point de départ de cette période étant la date de la dernière opération inscrite aux livres de l'institution fédérale en question ou, si celle-ci lui est postérieure, la date où le créancier a pour la dernière fois, soit demandé un état de compte, soit accusé réception de celui-ci.

(1.1) Les actions visant des effets impayés pour lesquels un versement a été effectué à la Banque par une institution financière fédérale en application de la loi pertinente se prescrivent par vingt ans si le montant versé à la Banque était inférieur à cinq cents dollars et si durant cette période, commençant à la date d'émission ou d'acceptation des effets, aucun versement n'a été fait à leur égard.

Prescription applicable à des effets

(1.2) Les actions visant le montant non distribué en rapport avec la liquidation d'une institution financière fédérale pour laquelle un montant a été versé à la Banque par le liquidateur par l'intermédiaire du ministre en application de la loi pertinente se prescrivent par vingt ans si le montant versé à la Banque était inférieur à cinq cents dollars, le point de départ de cette période étant la date de la dernière opération inscrite aux livres de l'institution fédérale en question ou, si celle-ci lui est postérieure, la date où le créancier a pour la dernière fois, soit demandé un état de compte, soit accusé réception de celui-ci.

Prescription applicable à une créance contre le syndic

101. Paragraph 23(b) of the English version of the Act is replaced by the following:

(b) purchase, or make loans on the security of, its own shares or the shares of any bank, except the Bank for International Settlements;

102. Subsection 24(1) of the Act is replaced by the following:

24. (1) The Bank shall act as fiscal agent of the Government of Canada.

Fiscal agent of Canadian Government

Charge for acting

(1.1) With the consent of the Minister, the Bank may charge for acting as fiscal agent of the Government of Canada.

103. The Act is amended by adding the following after section 24:

24.1 (1) In this section, “financial institution” has the same meaning as in section 3 of the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act*.

Definition of “financial institution”

Information requirement

(2) A financial institution shall provide the Bank with such information as the Bank may require, at such times and in such form as the Bank may require.

Limitation

(3) A financial institution shall not be required under subsection (2) to provide the Bank with information about the accounts or affairs of any particular person.

104. Subsections 29(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

29. (1) The Bank shall, as soon as practicable after the close of business on Wednesday of each week, make up and transmit to the Minister in the form of Schedule II a balance sheet as at the close of business on that day.

Weekly balance sheet

Monthly balance sheet

(2) The Bank shall, on or before the seventh day of each month,

(a) make up and transmit to the Minister, in the form of Schedule II, a balance sheet as at the last business day of the preceding month; and

(b) provide to the Minister in the form of Schedule III, information regarding the Bank’s investments in securities issued or guaranteed by the Government of Canada.

101. L’alinéa 23b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) purchase, or make loans on the security of, its own shares or the shares of any bank, except the Bank for International Settlements;

102. Le paragraphe 24(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

24. (1) La Banque remplit les fonctions d’agent financier du gouvernement du Canada.

Agent financier du gouvernement canadien

Honoraires

(1.1) La Banque peut, avec le consentement du ministre, exiger des honoraires pour remplir de telles fonctions.

103. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 24, de ce qui suit :

24.1 (1) Pour l’application du présent article, « institution financière » s’entend au sens de l’article 3 de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*.

Définition de « institution financière »

(2) L’institution financière fournit à la Banque, aux dates et en la forme précisées, les renseignements qu’elle exige.

Information demandée par la Banque

(3) Elle ne peut être requise, aux termes du présent article, de fournir des renseignements concernant les comptes ou affaires d’un particulier.

Exception

104. Les paragraphes 29(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

29. (1) Tous les mercredis, dans les meilleurs délais après la fermeture de ses bureaux, la Banque transmet au ministre, en la forme prévue à l’annexe II, son bilan à l’heure de fermeture.

État hebdomadaire

(2) Au plus tard le 7 du mois, la Banque transmet au ministre, en la forme prévue à l’annexe II, son bilan au dernier jour ouvrable du mois précédent, ainsi que, en la forme prévue à l’annexe III, les renseignements sur ses placements en valeurs ou titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada.

État mensuel

105. Subsection 30(2) of the Act is replaced by the following:

Financial statements to Minister

(2) Within two months after the end of each financial year, the Bank shall send to the Minister its audited financial statements for the financial year, in the form prescribed by the by-laws of the Bank.

Signing of statements

(2.1) The financial statements must be signed by the Governor or the Deputy Governor and the Chief Accountant or Acting Chief Accountant of the Bank.

Other information

(2.2) The financial statements must be accompanied by any summary or report by the Governor that the Governor considers desirable or that is required by the Minister. A copy of the signed and audited financial statements must without delay be published in the *Canada Gazette*.

106. Paragraph 35(1)(c) of the English version of the Act is replaced by the following:

(c) the duties and conduct of officers and employees of the Bank;

107. Schedule I to the Act is replaced by the following:

105. Le paragraphe 30(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans les deux premiers mois de chaque exercice, la Banque fait parvenir au ministre, en la forme prescrite par règlement administratif, un état de compte certifié pour l'exercice précédent.

(2.1) L'état de compte est signé par le gouverneur ou le sous-gouverneur et par le chef comptable ou son suppléant.

(2.2) Il est assorti éventuellement des résumés ou rapports que le gouverneur peut juger opportun de présenter ou que le ministre peut exiger et, une fois signé et certifié, il est publié sans délai dans la *Gazette du Canada*.

106. L'alinéa 35(1)(c) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) the duties and conduct of officers and employees of the Bank;

107. L'annexe I de la même loi est remplacée par ce qui suit :

État de compte

Signature

Autres renseignements

SCHEDULE I
(Section 16)

OATH OR SOLEMN AFFIRMATION OF
OFFICE

I,, do solemnly swear (*or affirm*) that I will faithfully and to the best of my judgment and ability perform the duties that are required of me as a director (*officer or employee, as the case may be*) of the Bank of Canada and that relate to any office or position in the Bank held by me.

I also solemnly swear (*or affirm*) that I will not communicate any information relating to the affairs of the Bank to any person not legally entitled to the information, that I will not allow information relating to the affairs of the Bank to be communicated to any person not legally entitled to it, and that I will not allow any person to inspect or have access to any books or documents belonging to or in the possession of the Bank and relating to the business of the Bank unless that person is legally entitled to inspect those books or documents or to have access to them.

108. The heading “STATEMENT OF ASSETS AND LIABILITIES AS AT, 19...” in Schedule II to the Act is replaced by the following:

BALANCE SHEET
AS AT

109. The portion of the French version of Schedule II to the Act after section 6 is amended by replacing the expression “état” with the expression “bilan”, with such modifications as the circumstances require.

110. Schedule II to the Act is amended by repealing, under the column heading “ASSETS”, paragraph 4(f) and by renumbering, under the column heading “ASSETS”, paragraph 4(g) as paragraph 4(f).

R.S., c. C-3

CANADA DEPOSIT INSURANCE CORPORATION ACT

1996, c. 6,
s. 24

111. The portion of subsection 10.1(3) of the English version of the *Canada Deposit Insurance Corporation Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

ANNEXE I
(article 16)

SERMENT PROFESSIONNEL OU
DÉCLARATION SOLENNELLE

Moi,, je jure (*ou déclare solennellement*) que je remplirai bien et fidèlement les fonctions attachées à l’emploi (*ou au poste*) que j’occupe à la Banque du Canada.

Je jure (*ou je déclare solennellement*) en outre que je ne communiquerai, ni ne laisserai communiquer, aucun renseignement sur les affaires de la Banque à quiconque n’y a pas droit, ni ne lui permettrai l’accès aux documents appartenant à cette dernière ou en sa possession, et se rapportant à ses affaires.

108. L’intertitre « ÉTAT DE L’ACTIF ET DU PASSIF AU19.... », à l’annexe II de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

BILAN AU

109. Dans le passage de l’annexe II de la version française de la même loi suivant l’article 6, « état » est remplacé par « bilan », avec les adaptations nécessaires.

110. L’alinéa 4f) de la colonne intitulée « ACTIF », à l’annexe II de la même loi, est abrogé, et l’alinéa 4g) devient l’alinéa 4f).

LOI SUR LA SOCIÉTÉ D’ASSURANCE-DÉPÔTS DU
CANADA

L.R., ch. C-3

111. Le passage du paragraphe 10.1(3) de la version anglaise de la *Loi sur la Société d’assurance-dépôts du Canada* précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 6,
art. 24

Total
indebtedness

(3) The total principal indebtedness outstanding at any time in respect of borrowings under this section shall not exceed

112. Section 14 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.5):

(2.51) The interest referred to in subsection (2.3) or (2.5) in relation to a deposit held by a member institution shall be determined in accordance with rules prescribed by the by-laws if a payment to be made by the member institution in respect of the deposit is to be determined, in whole or in part, by reference in any way to

- (a) the market price of a security, commodity or financial instrument;
- (b) the exchange rate between any two currencies;
- (c) a reference rate determined by reference to any one or more of those prices or rates; or
- (d) any other kind of variable index or reference point that may be described in rules prescribed by the by-laws.

113. The Act is amended by adding the following after section 14:

14.1 (1) The Corporation may sell to the liquidator of a member institution appointed under the *Winding-up and Restructuring Act* any information that was gathered or produced at the expense of the Corporation, if that expense is not one that may be recovered by the Corporation from the member institution under subsection 14(2.8).

(2) Any amount paid by the liquidator for that information is deemed for the purpose of section 94 of the *Winding-up and Restructuring Act* to be a cost incurred in the winding-up of the member institution.

114. The Act is amended by adding the following after section 26:

(3) The total principal indebtedness outstanding at any time in respect of borrowings under this section shall not exceed

112. L'article 14 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.5), de ce qui suit :

(2.51) Les intérêts visés aux paragraphes (2.3) et (2.5) sont déterminés, le cas échéant, en conformité avec les règles prévues par les règlements administratifs lorsque l'obligation de l'institution membre est fonction, en tout ou en partie, soit de la valeur marchande d'une valeur mobilière, d'une denrée ou d'un instrument financier, soit du taux de change applicable entre deux devises, soit d'un taux établi en fonction de cette valeur ou de ce taux de change, soit d'un indice ou d'une valeur de référence prévus par ces règles.

113. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 14, de ce qui suit :

14.1 (1) La Société peut vendre au liquidateur d'une institution membre nommé en vertu de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* l'information collectée ou produite à ses frais lorsque ceux-ci ne sont pas recouvrables auprès de l'institution membre au titre du paragraphe 14(2.8).

(2) Le montant payé par le liquidateur fait partie des frais de liquidation d'une institution membre pour l'application de l'article 94 de cette loi.

114. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 26, de ce qui suit :

Total
indebtednessIntérêts
payables sur
les dépôtsVente de
renseigne-
mentsCoûts de
liquidationInterest on
index-linked
depositsSale of
information to
liquidatorPayment part
of winding-up
costs

BANKS WITHOUT DEPOSIT INSURANCE

BANQUES SANS POLICE D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Interpretation

26.01 For the purposes of sections 26.02 to 26.06, “deposit” has the meaning that would be given to it by the schedule, for the purposes of deposit insurance, if the schedule were read without reference to subsections 2(2), (5) and (6) of the schedule.

26.01 Dans les articles 26.02 à 26.06, « dépôt » s’entend au sens que lui donne l’annexe, dans le cadre de l’assurance-dépôts, exception faite des paragraphes 2(2), (5) et (6) de celle-ci.

Sens de « dépôt »

Application

26.02 A bank may apply to the Corporation for authorization to accept deposits payable in Canada without being a member institution. The application must be in a form that is acceptable to the Corporation and must contain such information as the Corporation may require.

26.02 Toute banque peut demander l’autorisation à la Société, d’une manière qui agréée à celle-ci, d’accepter des dépôts payables au Canada sans avoir la qualité d’institution membre.

Demande à la Société pour accepter des dépôts

Granting of application

26.03 (1) Subject to section 26.04, the Corporation may give that authorization if

26.03 (1) Sous réserve de l’article 26.04, la Société peut donner l’autorisation si les conditions suivantes sont réunies :

Conditions préalables à l’autorisation

(a) the bank is not affiliated with any member institution;

a) la banque n’est pas du même groupe qu’une institution membre;

(b) the sum of all the deposits held by the bank that are less than \$150,000 and payable in Canada is less than one per cent of the sum of all the deposits held by the bank that are payable in Canada;

b) la somme des dépôts payables au Canada de moins de 150 000 \$ représente moins de un pour cent de la somme de tous les dépôts payables au Canada détenus par la banque;

(c) the bank has informed all its depositors, in accordance with such rules as may be prescribed by the by-laws,

c) la banque a informé chaque déposant, en conformité avec les règles prévues par les règlements administratifs :

(i) that the bank has applied to become authorized to accept deposits without being a member institution,

(i) du fait qu’elle a présenté la demande visée à l’article 26.02,

(ii) that after the bank receives that authorization, no deposit with the bank will be insured in whole or in part by the Corporation, and

(ii) que les dépôts ne seront pas, une fois l’autorisation obtenue, assurés par la Société,

(iii) that the bank’s obligation to repay the deposit to the depositor will be assumed by a member institution if an option referred to in subparagraph (d)(i) or (ii) is not exercised;

(iii) du fait qu’une autre institution membre aura l’obligation de lui rembourser ses dépôts, faute par lui d’exercer une des options prévues aux sous-alinéas d)(i) ou (ii);

(d) in respect of each deposit that is held by the bank, the bank has

d) la banque a, à l’égard de tous les dépôts d’un déposant :

(i) obtained from the depositor an acknowledgement in writing that the deposit will no longer be insured in whole or in part by the Corporation after the bank receives authorization to accept deposits without being a member institution,

(i) soit obtenu une reconnaissance écrite de sa part selon laquelle ses dépôts ne seront pas, une fois la banque autorisée, assurés par la Société,

(ii) soit payé au déposant, à la demande de ce dernier, un montant représentant le principal et les intérêts afférents au dépôt

	<p>(ii) at the request in writing of the depositor, paid to the depositor the principal amount of the deposit and interest determined in accordance with rules prescribed by the by-laws, or</p> <p>(iii) except where the depositor has requested that the deposit be paid to the depositor as provided under subparagraph (ii), obtained from a member institution an agreement in writing to assume the bank's liability in relation to the deposit on the same terms and conditions; and</p> <p>(e) the bank has paid to the Corporation a fee determined in accordance with rules prescribed by the by-laws.</p>	<p>calculés en conformité avec les règles prévues par les règlements administratifs,</p> <p>(iii) soit obtenu, à moins que le déposant ne se soit prévalu du sous-alinéa (ii), qu'une autre institution membre prenne en charge par écrit tous ses dépôts aux mêmes conditions;</p> <p>e) la banque a versé les droits prévus par règlements administratifs.</p>	
Exchange rate	(2) For the purpose of subsection (1), the rate of exchange that shall be applied on any day in determining the amount in Canadian dollars of a deposit in a currency of a country other than Canada shall be determined in accordance with rules prescribed by the by-laws.	(2) Le taux de change applicable pour déterminer le montant en dollars canadiens d'un dépôt fait en devises étrangères est déterminé conformément aux règles prévues par les règlements administratifs.	Taux de change
Minister to be informed	26.04 (1) Before giving an authorization under subsection 26.03(1), the Corporation must inform the Minister that it proposes to give the authorization.	26.04 (1) La Société doit, avant d'agréer la demande d'une banque, informer le ministre de ses intentions.	Avis au ministre
Minister may prevent authorization	(2) If the Minister is of the opinion that giving the authorization would not be in the public interest, the Minister may, within thirty days after being informed about the proposal to give the authorization, direct the Corporation not to give the authorization.	(2) S'il croit l'autorisation contraire à l'intérêt public, le ministre peut, dans les trente jours après en avoir été informé par la Société, ordonner à celle-ci de ne rien faire.	Veto du ministre
Authorization after 30 days	(3) If the Minister does not issue that direction within those thirty days, the Corporation may then give the authorization under subsection 26.03(1).	(3) Faute par le ministre de se prononcer dans les trente jours, la Société peut procéder à l'autorisation.	Autorisation automatique
Fees by-law	26.05 A by-law prescribing rules for the purpose of paragraph 26.03(1)(e) is not effective unless it has been approved in writing by the Minister.	26.05 L'agrément écrit du ministre est un préalable à la prise d'effet de tout règlement administratif prescrivant des droits pour l'application de l'alinéa 26.03(1)e).	Frais réglementaires
Deposits not insured	26.06 After a bank has been authorized under subsection 26.03(1) to accept deposits without being a member institution, no deposit with the bank is insured in whole or in part by the Corporation.	26.06 Les dépôts faits auprès d'une banque autorisée au titre du paragraphe 26.03(1) ne sont pas assurés par la Société.	Dépôts non assurés

R.S., c. C-21

CANADIAN PAYMENTS ASSOCIATION ACT

LOI SUR L'ASSOCIATION CANADIENNE DES
PAIEMENTS

L.R., ch. C-21

115. Subsection 30(1) of the *Canadian Payments Association Act* is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) be authorized under subsection 26.03(1) of the *Canada Deposit Insurance Corporation Act* to accept deposits without being a member institution of the Canada Deposit Insurance Corporation;

115. Le paragraphe 30(1) de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) être autorisé, n'étant pas une institution membre, à accepter des dépôts en vertu du paragraphe 26.03(1) de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*;

1991, c. 48

COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS ACT

LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE
CRÉDIT

1991, ch. 48

116. Section 22 of the *Cooperative Credit Associations Act* is replaced by the following:

22. Associations shall not carry on business after March 31, 2002, except that if Parliament dissolves after December 31, 2001 and before April 1, 2002, associations may continue to carry on business until the day that is one hundred and eighty days after the first day of the first session of the next Parliament.

116. L'article 22 de la *Loi sur les associations coopératives de crédit* est remplacé par ce qui suit :

22. Les associations ne peuvent exercer leurs activités après le 31 mars 2002; toutefois, si le Parlement est dissous entre le 1^{er} janvier 2002 et le 31 mars de la même année, elles peuvent exercer leurs activités jusqu'à cent quatre-vingts jours après le premier jour de la première session de la législature suivante.

Sunset
provisionTemporari-
sation1996, c. 6,
s. 49

117. (1) The portion of paragraph 35(1)(c) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(c) that is the same as or, in the opinion of the Superintendent, substantially the same as or confusingly similar to, any existing

117. (1) L'alinéa 35(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) qui est identique à la marque de commerce, au nom commercial ou à la dénomination sociale d'une personne morale existant ou qui, selon le surintendant, est à peu près identique à celle-ci ou lui est similaire au point de prêter à confusion, sauf si, d'une part, la dénomination, la marque ou le nom est en voie d'être changé ou la personne morale est en cours de dissolution et, d'autre part, le consentement de celle-ci à cet égard est signifié au surintendant selon les modalités qu'il peut exiger;

1996, ch. 6,
art. 491996, c. 6,
s. 49

(2) Paragraph 35(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) that is the same as or, in the opinion of the Superintendent, substantially the same as or confusingly similar to, the known name under or by which any entity carries on business or is identified; or

(2) L'alinéa 35(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) qui est identique au nom sous lequel une entité exerce son activité ou est connue, ou qui, selon le surintendant, est à peu près identique à celui-ci ou lui est similaire au point de prêter à confusion avec lui;

1996, ch. 6,
art. 49

118. Section 75 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Exception

(2.1) Notwithstanding subsection (2), an association may record in the appropriate stated capital account part of the amount of any consideration it receives for shares it issues

(a) in exchange for

(i) property of a person who immediately before the exchange did not deal with the association at arm's length within the meaning of the *Income Tax Act*, or

(ii) shares of a body corporate that immediately before the exchange, or because of the exchange, did not deal with the association at arm's length within the meaning of the *Income Tax Act*; or

(b) under an agreement referred to in subsection 227(1) to shareholders of an amalgamating body corporate who receive the shares in addition to or instead of securities of the amalgamated association.

Limit on addition to a stated capital account

(2.2) On the issuance of a share, an association shall not add to the stated capital account in respect of the share an amount greater than the amount of the consideration it receives for the share.

Constraint on addition to a stated capital account

(2.3) Where an association that has issued any outstanding shares of more than one class or series proposes to add to a stated capital account that it maintains in respect of a class or series of shares an amount that was not received by the association as consideration for the issue of shares, the addition must be approved by special resolution unless all the issued and outstanding shares are of not more than two classes of convertible shares referred to in subsection 84(4).

119. Subsection 148(2) of the Act is replaced by the following:

Notice of meeting continued after adjournment

(2) If a meeting is adjourned by one or more adjournments for a total of thirty days or more, notice of the continuation of the meeting shall be given as for an original meeting but, unless the meeting is adjourned by one or more

118. L'article 75 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Exception

(2.1) L'association peut porter au compte capital déclaré correspondant une partie seulement du montant de l'apport reçu en contrepartie des actions dans les cas suivants :

a) elle émet les actions en échange :

(i) de biens d'une personne avec qui, avant l'échange, elle avait un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) d'actions d'une personne morale avec laquelle, avant l'échange ou à cause de l'échange, elle avait un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) elle émet les actions aux termes d'une convention visée au paragraphe 227(1) en faveur des actionnaires d'une personne morale fusionnante qui reçoivent les actions en plus ou à la place de valeurs mobilières de l'association issue de la fusion.

Limite

(2.2) Au moment de l'émission d'une action, l'association ne peut porter au compte capital déclaré correspondant à l'action un montant supérieur à celui qu'elle a reçu en contrepartie de celle-ci.

Restriction

(2.3) Dans les cas où elle a en circulation plus d'une catégorie ou série d'actions, l'association ne peut ajouter au compte capital déclaré pour une catégorie ou série d'actions donné un montant qu'elle n'a pas reçu en contrepartie de l'émission d'actions que si cette mesure est approuvée par une résolution extraordinaire. La présente disposition ne s'applique pas si toutes les actions en circulation de l'association appartiennent à au plus deux catégories d'actions convertibles visées au paragraphe 84(4).

119. Le paragraphe 148(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Avis

(2) En cas d'ajournement, en une ou plusieurs fois, pour au moins trente jours, avis de la reprise de l'assemblée doit être donné comme pour une nouvelle assemblée; cependant le paragraphe 166.04(1) ne s'applique

adjournments for a total of more than ninety days, subsection 166.04(1) does not apply.

120. The Act is amended by adding the following after section 166:

Proxies

Definitions

166.01 The definitions in this section apply in this section and in sections 166.02 to 166.08.

“registrant”
« *courtier agréé* »

“registrant” means a securities broker or dealer required to be registered to trade or deal in securities under the laws of any jurisdiction.

“solicit” or
“solicitation”
« *sollicitation* »

“solicit” or “solicitation” includes

(a) a request for a proxy, whether or not accompanied by or included in a form of proxy,

(b) a request to execute or not to execute a form of proxy or to revoke a proxy,

(c) the sending of a form of proxy or other communication to a shareholder under circumstances reasonably calculated to result in the procurement, withholding or revocation of a proxy, and

(d) the sending of a form of proxy to a shareholder under section 166.04,

but does not include

(e) the sending of a form of proxy in response to an unsolicited request made by or on behalf of a shareholder,

(f) the performance of administrative acts or professional services on behalf of a person soliciting a proxy,

(g) the sending by a registrant of the documents referred to in section 166.07, or

(h) a solicitation by a person in respect of shares of which that person is the beneficial owner.

que lorsque l’ajournement excède quatre-vingt-dix jours.

120. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 166, de ce qui suit :

Procurations

Définitions

166.01 Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 166.02 à 166.08.

« *courtier agréé* »
“*registrant*”

« *courtier agréé* » Courtier de valeurs mobilières tenu d’être enregistré pour faire le commerce des valeurs mobilières sous le régime de toute loi applicable.

« *sollicitation* » Sont assimilés à la sollicitation :

« *sollicitation* »
“*solicit*” or
“*solicitation*”

a) la demande de procuration assortie ou non d’un formulaire de procuration;

b) la demande de signature ou de non-signature du formulaire de procuration ou de révocation de procuration;

c) l’envoi d’un formulaire de procuration ou de toute communication aux actionnaires, concerté en vue de l’obtention, du refus ou de la révocation d’une procuration;

d) l’envoi d’un formulaire de procuration aux actionnaires conformément à l’article 166.04.

Ne constituent pas une sollicitation :

e) l’envoi d’un formulaire de procuration en réponse à la demande spontanément faite par un actionnaire ou pour son compte;

f) l’accomplissement d’actes d’administration ou de services professionnels pour le compte d’une personne sollicitant une procuration;

g) l’envoi par un courtier agréé des documents visés à l’article 166.07;

h) la sollicitation faite par une personne pour des actions dont elle est le véritable propriétaire.

“solicitation by or on behalf of the management of an association”
« sollicitation effectuée par la direction d’une association ou pour son compte »

Appointing proxyholder

“solicitation by or on behalf of the management of an association” means a solicitation by any person pursuant to a resolution or instruction of, or with the acquiescence of, the directors or a committee of the directors of the association.

166.02 (1) A shareholder who is entitled to vote at a meeting of shareholders may, by executing a form of proxy, appoint a proxyholder or one or more alternate proxyholders, who are not required to be shareholders, to attend and act at the meeting in the manner and to the extent authorized by the proxy and with the authority conferred by the proxy.

Execution of proxy

(2) A form of proxy shall be executed by a shareholder or by a shareholder’s attorney authorized in writing to do so.

Limit on authority

(3) No appointment of a proxyholder provides authority for the proxyholder to act in respect of the appointment of an auditor or the election of a director unless a nominee proposed in good faith for the appointment or election is named in the form of proxy, a management proxy circular, a dissident’s proxy circular or a proposal under subsection 152(1).

Required information

(4) A form of proxy must indicate, in bold-face type, that the shareholder by whom or on whose behalf it is executed may appoint a proxyholder, other than a person designated in the form of proxy, to attend and act on the shareholder’s behalf at a meeting to which the proxy relates, and must contain instructions as to the manner in which the shareholder may do so.

Validity of proxy

(5) A proxy is valid only at the meeting in respect of which it is given or at a continuation of the meeting after an adjournment.

Revocation of proxy

(6) A shareholder may revoke a proxy
(a) by depositing an instrument in writing executed by the shareholder or by the shareholder’s attorney authorized in writing to do so

« sollicitation effectuée par la direction d’une association ou pour son compte » Sollicitation faite par toute personne, à la suite d’une résolution ou d’instructions ou avec l’approbation du conseil d’administration ou d’un comité de celui-ci.

166.02 (1) L’actionnaire habile à voter lors d’une assemblée peut, en remplissant un formulaire de procuration, nommer, parmi des personnes qui peuvent ne pas être actionnaires, un fondé de pouvoir, ainsi que plusieurs suppléants, aux fins d’assister à l’assemblée et d’y agir dans les limites prévues à la procuration.

(2) Le formulaire de procuration doit être rempli et signé par l’actionnaire ou son mandataire autorisé par écrit à cet effet.

(3) La nomination du fondé de pouvoir ne l’autorise pas à participer à la nomination d’un vérificateur ni à l’élection d’un administrateur, sauf si un candidat sérieux à ces postes est proposé dans le formulaire de procuration ou dans une circulaire émanant de la direction ou d’un opposant ou dans une proposition visée au paragraphe 152(1).

(4) Le formulaire de procuration doit préciser, en caractère gras, que l’actionnaire par lequel ou pour le compte duquel il est signé peut nommer un fondé de pouvoir autre que celui qui est désigné dans le formulaire pour assister et agir en son nom à l’assemblée visée par la procuration; il doit en outre préciser la façon dont cela se fait.

(5) La procuration n’est valable que pour l’assemblée visée et toute reprise de celle-ci en cas d’ajournement.

(6) L’actionnaire peut révoquer la procuration :

a) en déposant un écrit signé par lui ou par son mandataire autorisé par écrit à cet effet :

« sollicitation effectuée par la direction d’une association ou pour son compte »
“solicitation by or on behalf of the management of an association”

Nomination d’un fondé de pouvoir

Signature du formulaire de procuration

Limitation

Renseignements à inclure

Validité de la procuration

Révocation de la procuration

(i) at the head office of the association at any time up to and including the last business day before the day of a meeting, or a continuation of the meeting after an adjournment, at which the proxy is to be used, or

(ii) with the chairperson of the meeting on the day of the meeting or a continuation of the meeting after an adjournment; or

(b) in any other manner permitted by law.

Deposit of proxies

166.03 The directors may specify, in a notice calling a meeting of shareholders or a continuation of a meeting of shareholders after an adjournment, a time before which executed forms of proxy to be used at the meeting or the continued meeting must be deposited with the association or its transfer agent. The time specified may not be more than forty-eight hours, excluding Saturdays and holidays, before the meeting or the continued meeting.

Mandatory solicitation

166.04 (1) Subject to subsection 148(2) and subsection (2), the management of an association shall, concurrently with giving notice of a meeting of shareholders, send a form of proxy in prescribed form to each shareholder entitled to receive notice of the meeting.

Exception

(2) If an association has fewer than fifteen shareholders, the management of the association is not required to send a form of proxy to the shareholders under subsection (1). For the purpose of this subsection, two or more joint shareholders are counted as one shareholder.

Soliciting proxies

166.05 (1) A person shall not solicit proxies unless

(a) in the case of solicitation by or on behalf of the management of an association, a management proxy circular in prescribed form, either as an appendix to, or as a separate document accompanying, the notice of the meeting is sent to the auditor of the association and to each shareholder whose proxy is solicited; and

(b) in the case of any other solicitation, a dissident's proxy circular in prescribed form stating the purposes of the solicitation

(i) soit au siège de l'association au plus tard le dernier jour ouvrable précédant l'assemblée en cause ou la date de reprise en cas d'ajournement,

(ii) soit auprès du président de l'assemblée à la date de son ouverture ou de sa reprise en cas d'ajournement;

b) de toute autre manière autorisée par la loi.

Remise des procurations

166.03 Le conseil d'administration peut, dans l'avis de convocation d'une assemblée ou de la reprise d'une assemblée en cas d'ajournement, préciser une date limite pour la remise des procurations à l'association ou à son agent de transfert. La date limite ne peut être antérieure à la date de l'assemblée ou de la reprise de plus de quarante-huit heures, non compris les samedis et les jours fériés.

Sollicitation obligatoire

166.04 (1) Sous réserve du paragraphe (2) et du paragraphe 148(2), la direction de l'association envoie, avec l'avis de l'assemblée des actionnaires, un formulaire de procuration en la forme réglementaire aux actionnaires qui ont le droit de recevoir l'avis.

Exception

(2) La direction de toute association de moins de quinze actionnaires n'est pas tenue d'envoyer le formulaire de procuration aux actionnaires. Pour l'application du présent paragraphe, les codétenteurs d'une action sont comptés comme un seul actionnaire.

Sollicitation de procuration

166.05 (1) Les procurations ne peuvent être sollicitées qu'à l'aide de circulaires envoyées en la forme réglementaire :

a) sous forme d'annexe ou de document distinct de l'avis de l'assemblée, en cas de sollicitation effectuée par la direction d'une association ou pour son compte;

b) dans les autres cas, par toute personne en désaccord qui doit y mentionner l'objet de la sollicitation.

Les circulaires sont adressées au vérificateur, aux actionnaires faisant l'objet de la sollicitation et, en cas d'application de l'alinéa b), à l'association.

is sent to the auditor of the association, to each shareholder whose proxy is solicited and to the association.

Copy to Superintendent

(2) A person who sends a management proxy circular or dissident's proxy circular shall at the same time file with the Superintendent

(a) in the case of a management proxy circular, a copy of it together with a copy of the notice of meeting, form of proxy and any other documents for use in connection with the meeting; and

(b) in the case of a dissident's proxy circular, a copy of it together with a copy of the form of proxy and any other documents for use in connection with the meeting.

Exemption by Superintendent

(3) On the application of an interested person, the Superintendent may, on any terms that the Superintendent thinks fit, exempt the person from any of the requirements of subsection (1) and section 166.04, and the exemption may be given retroactive effect.

Reporting exemptions

(4) The Superintendent shall set out in a periodical available to the public the particulars of each exemption granted under subsection (3) together with the reasons for the exemption.

Attendance at meeting

166.06 (1) A person who solicits a proxy and is appointed proxyholder shall attend in person or cause an alternate proxyholder to attend every meeting in respect of which the proxy is valid, and the proxyholder or alternate proxyholder shall comply with the directions of the shareholder who executed the form of proxy.

Rights of proxyholder

(2) A proxyholder or an alternate proxyholder has the same rights as the appointing shareholder to speak at a meeting of shareholders in respect of any matter, to vote by way of ballot at the meeting and, except where a proxyholder or an alternate proxyholder has conflicting instructions from more than one shareholder, to vote at the meeting in respect of any matter by way of a show of hands.

(2) La personne qui envoie une circulaire de sollicitation, soit par la direction, soit par un opposant, doit en même temps adresser au surintendant :

a) dans le premier cas, un exemplaire de la circulaire, accompagné du formulaire de procuration, de l'avis de l'assemblée et de tout autre document utile à l'assemblée;

b) dans le second cas, un exemplaire de la circulaire, accompagné du formulaire de procuration et de tout autre document utile à l'assemblée.

Copie au surintendant

(3) Le surintendant peut, selon les modalités qu'il estime utiles, dispenser, même rétroactivement, toute personne intéressée qui en fait la demande des conditions imposées par le paragraphe (1) et l'article 166.04.

Dispense par le surintendant

(4) Le surintendant expose dans un périodique accessible au public les motifs et les détails de chacune des dispenses accordées en vertu du paragraphe (3).

Publication des dispenses

166.06 (1) La personne nommée fondé de pouvoir après avoir sollicité une procuration doit assister personnellement à chaque assemblée visée, ou s'y faire représenter par son suppléant, et se conformer aux instructions de l'actionnaire qui l'a nommé.

Présence à l'assemblée

(2) Au cours d'une assemblée, le fondé de pouvoir ou son suppléant a, en ce qui concerne la participation aux délibérations et le vote par voie de scrutin, les mêmes droits que l'actionnaire qui l'a nommé; cependant, s'il a reçu des instructions contradictoires de ses mandants, il ne peut prendre part à un vote à main levée.

Droits du fondé de pouvoir

Vote by show
of hands

(3) Where the chairperson of a meeting of shareholders declares to the meeting that, if a ballot were conducted, the total number of votes represented at the meeting by proxy required to be voted against what, to the knowledge of the chairperson, would be the decision of the meeting in relation to any matter or group of matters is less than five per cent of all the votes that might be cast at the meeting on the ballot, unless a shareholder or proxyholder demands a ballot,

(a) the chairperson may conduct the vote in respect of that matter or group of matters by way of a show of hands; and

(b) a proxyholder or alternate proxyholder may vote in respect of that matter or group of matters by way of a show of hands.

Duty of
registrant

166.07 (1) Shares of an association that are registered in the name of a registrant or registrant's nominee and that are not beneficially owned by the registrant shall not be voted unless the registrant sends to the beneficial owner

(a) a copy of the notice of the meeting, annual statement, management proxy circular, dissident's proxy circular and any other documents, other than the form of proxy, that were sent to shareholders by or on behalf of any person for use in connection with the meeting; and

(b) a written request for voting instructions, except where the registrant has already received written voting instructions from the beneficial owner.

When
documents to
be sent

(2) The documents to be sent to the beneficial owner under subsection (1) shall be sent by the registrant without delay after the registrant receives the documents referred to in paragraph (1)(a).

Where
registrant not
to vote shares

(3) A registrant shall not vote or appoint a proxyholder to vote shares of an association registered in the registrant's name or in the name of the registrant's nominee that the registrant does not beneficially own unless the registrant receives voting instructions from the beneficial owner.

(3) Lorsque le président d'une assemblée déclare qu'en cas de scrutin, le total des voix représentées par des fondés de pouvoir ayant instruction de voter contre la décision qui, à sa connaissance, sera prise par l'assemblée sur une question ou un groupe de questions sera inférieur à cinq pour cent des voix qui peuvent être exprimées au cours de ce scrutin, et sauf si un actionnaire ou un fondé de pouvoir exige la tenue d'un scrutin :

a) le vote peut avoir lieu à main levée;

b) les fondés de pouvoir et les suppléants peuvent y participer.

Vote à main
levée

166.07 (1) Le courtier agréé qui n'est pas le véritable propriétaire des actions inscrites à son nom, ou à celui d'une personne désignée par lui, ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties que sur envoi au véritable propriétaire :

a) d'un exemplaire de l'avis de l'assemblée, du rapport annuel, des circulaires de procuration émanant de la direction ou d'un opposant et de tous autres documents, à l'exception du formulaire de procuration, envoyés par toute personne ou pour son compte, aux actionnaires aux fins de l'assemblée;

b) d'une demande écrite d'instructions de vote s'il n'en a pas déjà reçu du véritable propriétaire.

(2) Le courtier agréé doit envoyer les documents visés au paragraphe (1) dans les meilleurs délais après avoir reçu ceux visés à l'alinéa (1)a).

(3) Le courtier agréé qui n'est pas le véritable propriétaire des actions d'une association inscrites à son nom, ou à celui d'une personne désignée par lui, ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties, ni nommer un fondé de pouvoir, que s'il a reçu du véritable propriétaire des instructions relatives au vote.

Devoir du
courtier agréé

Moment où
les
documents
doivent être
envoyés

Conditions
d'exercice du
droit de vote

Copies	<p>(4) A person by or on behalf of whom a solicitation is made shall, at the request of a registrant, without delay provide the registrant, at that person's expense, with the necessary number of copies of the documents referred to in paragraph (1)(a).</p>	<p>(4) La personne qui fait ou fait faire une sollicitation doit sans délai et à ses propres frais fournir au courtier agréé, sur demande de celui-ci, le nombre nécessaire d'exemplaires des documents visés à l'alinéa (1)a).</p>	Exemplaires
Instructions to registrant	<p>(5) A registrant shall vote or appoint a proxyholder to vote any shares referred to in subsection (1) in accordance with any written voting instructions received from the beneficial owner.</p>	<p>(5) Les droits de vote doivent être exercés par le courtier agréé ou le fondé de pouvoir qu'il nomme à cette fin selon les instructions écrites du véritable propriétaire.</p>	Instructions au courtier agréé
Beneficial owner as proxyholder	<p>(6) If requested by a beneficial owner, a registrant shall appoint the beneficial owner or a nominee of the beneficial owner as proxyholder.</p>	<p>(6) Sur demande du véritable propriétaire, le courtier agréé choisit comme fondé de pouvoir le propriétaire ou la personne qu'il désigne.</p>	Véritable propriétaire nommé fondé de pouvoir
Default of registrant — effect	<p>(7) The failure of a registrant to comply with any of subsections (1) to (6) does not render void any meeting of shareholders or any action taken at the meeting.</p>	<p>(7) L'inobservation de l'un des paragraphes (1) à (6) par le courtier agréé n'annule ni l'assemblée ni les mesures prises lors de celle-ci.</p>	Validité
Right of registrant limited	<p>(8) Nothing in this Part gives a registrant the right to vote shares that the registrant is otherwise prohibited from voting.</p>	<p>(8) La présente partie ne confère nullement au courtier agréé les droits de vote qui lui sont par ailleurs refusés.</p>	Limitation
Restraining order	<p>166.08 (1) If a form of proxy, management proxy circular or dissident's proxy circular contains an untrue statement of a material fact or omits to state a material fact that is required to be contained in it or that is necessary to make a statement contained in it not misleading in light of the circumstances in which the statement is made, an interested person or the Superintendent may apply to a court and the court may make any order it thinks fit including,</p> <p>(a) an order restraining the solicitation or the holding of the meeting, or restraining any person from implementing or acting on a resolution passed at the meeting, to which the form of proxy, management proxy circular or dissident's proxy circular relates;</p> <p>(b) an order requiring correction of any form of proxy or proxy circular and a further solicitation; and</p> <p>(c) an order adjourning the meeting.</p>	<p>166.08 (1) En cas de faux renseignements sur un fait important — ou d'omission d'un tel fait dont la divulgation était requise ou nécessaire pour éviter que la déclaration ne soit trompeuse eu égard aux circonstances — dans un formulaire de procuration ou dans une circulaire émanant de la direction ou d'un opposant, le tribunal peut, à la demande de tout intéressé ou du surintendant, prendre par ordonnance toute mesure qu'il juge utile, notamment pour :</p> <p>a) interdire la sollicitation ou la tenue de l'assemblée ou empêcher qu'il y ait de donner suite aux résolutions adoptées à l'assemblée en cause;</p> <p>b) exiger la correction des documents en cause et prévoir une nouvelle sollicitation;</p> <p>c) ajourner l'assemblée.</p>	Ordonnance

Notice of application

(2) Where a person other than the Superintendent is an applicant under subsection (1), the applicant shall give notice of the application to the Superintendent and the Superintendent is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.

(2) L'intéressé auteur de la demande doit en aviser le surintendant; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Avis au surintendant

121. (1) Subsection 177(1) of the Act is replaced by the following:

121. (1) Le paragraphe 177(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Void election or appointment

177. (1) If, immediately after the time of any purported election or appointment of directors, the board of directors would fail to comply with subsection 169(2) or section 171, the purported election or appointment of all persons purported to be elected or appointed at that time is void unless the directors, within forty-five days after the discovery of the non-compliance, develop a plan, approved by the Superintendent, to rectify the non-compliance.

177. (1) Est nulle toute élection ou nomination d'administrateurs après laquelle la composition du conseil ne satisfait pas aux exigences des paragraphes 169(2) ou de l'article 171 sauf si, dans les quarante-cinq jours qui suivent la découverte de l'inobservation, les administrateurs présentent un plan, approuvé par le surintendant, en vue de remédier au manquement.

Nullité de l'élection ou de la nomination

(2) The portion of subsection 177(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 177(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Failure to appoint or elect minimum

(2) Where, at the close of a meeting of members or shareholders of an association, the members or shareholders have failed to appoint or elect the number or minimum number of directors required by this Act or the by-laws of the association, the purported appointment or election of directors at the meeting

(2) Si, à la clôture d'une assemblée des associés ou des actionnaires, n'a pas été nommé ou élu le nombre fixe ou minimal d'administrateurs requis par la présente loi ou les règlements administratifs de l'association, la nomination ou l'élection des administrateurs est :

Nomination ou élection incomplète

122. (1) The portion of subsection 178(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

122. (1) Le passage du paragraphe 178(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Directors where appointment or elections incomplete or void

178. (1) Notwithstanding subsections 174(2) and (3) and paragraph 179(1)(a), if section 177 applies at the close of any meeting of members or shareholders of an association, the board of directors shall, until such time as their successors are appointed or elected, consist solely of

178. (1) Si, à la clôture d'une assemblée quelconque des associés ou des actionnaires, l'article 177 s'applique, par dérogation aux paragraphes 174(2) et (3) et à l'alinéa 179(1)(a), le conseil d'administration se compose, jusqu'à l'élection ou la nomination des remplaçants :

Administrateurs en cas de nomination ou d'élection incomplète ou nulle

(2) Subsection 178(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 178(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Where there is no approved rectification plan

(1.1) Notwithstanding subsections 174(2) and (3) and paragraph 179(1)(a), where a plan to rectify the non-compliance referred to in subsection 177(1) has not been approved by the Superintendent by the end of the forty-five day period referred to in that subsection, the

(1.1) Dans le cas où, à l'expiration du délai de quarante-cinq jours visé au paragraphe 177(1), le surintendant n'a approuvé aucun plan visant à remédier au manquement aux dispositions mentionnées à ce paragraphe, le conseil d'administration, par dérogation aux

Absence d'approbation du plan

board of directors shall, until their successors are elected or appointed, consist solely of the persons who were the incumbent directors immediately before the meeting at which the purported election or appointment referred to in that subsection occurred.

Directors to call meeting

(2) Where subsection (1) or (1.1) applies, the board of directors referred to in that subsection shall without delay call a special meeting of members or shareholders to fill the vacancies, where paragraph 177(2)(a) applies, or elect a new board of directors, where subsection 177(1) or paragraph 177(2)(b) applies.

123. Subsection 182(2) of the Act is replaced by the following:

Exception

(2) An association is not required to comply with subsection (1) in respect of shareholders if the statement is included in or attached to a management proxy circular required by paragraph 166.05(1)(a).

124. Section 185 of the Act is replaced by the following:

Meetings required

185. (1) The directors shall meet at least four times during each financial year.

Place for meetings

(2) The directors may meet at any place unless the by-laws provide otherwise.

Notice for meetings

(3) The notice for the meetings must be given as required by the by-laws.

125. The Act is amended by adding the following after section 189:

Resolution outside board meeting

189.1 (1) A resolution in writing signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of directors is as valid as if it had been passed at a meeting of directors.

Filing directors' resolution

(2) A copy of the resolution referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the proceedings of the directors.

paragraphes 174(2) et (3) et à l'alinéa 179(1)a), jusqu'à l'élection ou à la nomination des nouveaux administrateurs, est formé uniquement des administrateurs en fonction avant l'assemblée.

(2) Si les paragraphes (1) ou (1.1) s'appliquent, le conseil d'administration convoque sans délai une assemblée extraordinaire des actionnaires afin soit de pourvoir aux postes encore vacants dans les cas d'application de l'alinéa 177(2)a), soit d'élire un nouveau conseil d'administration dans les cas d'application du paragraphe 177(1) ou de l'alinéa 177(2)b).

123. Le paragraphe 182(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Convocation de l'assemblée par les administrateurs

(2) L'association n'est pas tenue de se conformer au paragraphe (1) si, dans le cas d'un actionnaire, la déclaration figure dans une circulaire de sollicitation de procurations envoyée par la direction conformément à l'alinéa 166.05(1)a).

Exception

124. L'article 185 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

185. (1) Les administrateurs doivent se réunir au moins quatre fois par exercice.

Nombre minimal de réunions

(2) Les administrateurs peuvent, sauf disposition contraire des règlements administratifs, se réunir dans le lieu de leur choix.

Lieu

(3) L'avis de convocation se donne conformément aux règlements administratifs.

Avis

125. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 189, de ce qui suit :

189.1 (1) La résolution écrite, signée de tous les administrateurs habiles à voter en l'occurrence lors de la réunion, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors de la réunion.

Résolution tenant lieu de réunion

(2) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (1) doit être conservé avec les procès-verbaux des réunions des administrateurs.

Dépôt de la résolution

Resolution
outside
committee
meeting

(3) A resolution in writing signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of a committee of directors, other than a resolution of the audit committee in carrying out its duties under subsection 199(3) or a resolution of the conduct review committee in carrying out its duties under subsection 200(3), is as valid as if it had been passed at a meeting of that committee.

(3) La résolution écrite, signée de tous les administrateurs habiles à voter en l'occurrence lors de la réunion d'un comité du conseil d'administration — à l'exception d'une résolution du comité de vérification et du comité de révision dans le cadre des tâches prévues aux paragraphes 199(3) ou 200(3) —, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors de la réunion.

Résolution
tenant lieu de
réunion d'un
comité

Filing
committee
resolution

(4) A copy of the resolution referred to in subsection (3) shall be kept with the minutes of the proceedings of that committee.

(4) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (3) doit être conservé avec les procès-verbaux des réunions du comité du conseil d'administration.

Dépôt de la
résolution

126. (1) Subsection 199(2) of the Act is replaced by the following:

126. (1) Le paragraphe 199(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Membership

(2) None of the members of the audit committee may be

(2) Les membres du comité de vérification ne peuvent être ni des employés de l'association ou de ses filiales, ni des dirigeants de l'association ou de ses filiales qui participent à la gestion quotidienne de l'une ou des autres.

Restriction

(a) employees of the association or of a subsidiary of the association; or

(b) officers of the association or of a subsidiary of the association who are involved in the day-to-day operation of the association or subsidiary.

(2) Paragraph 199(3)(c) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 199(3)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) require the management of the association to implement and maintain appropriate internal control procedures;

c) requérir la direction de mettre en place des mécanismes appropriés de contrôle interne;

(c.1) review, evaluate and approve those procedures;

c.1) revoir, évaluer et approuver ces mécanismes;

127. (1) Subsection 200(2) of the Act is replaced by the following:

127. (1) Le paragraphe 200(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Membership

(2) None of the members of the conduct review committee may be

(2) Les membres du comité de révision ne peuvent être ni des employés de l'association ou de ses filiales, ni des dirigeants de l'association ou de ses filiales qui participent à la gestion quotidienne de l'une ou des autres.

Restriction

(a) employees of the association or of a subsidiary of the association; or

(b) officers of the association or of a subsidiary of the association who are involved in the day-to-day operation of the association or subsidiary.

(2) Paragraphs 200(3)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(2) Les alinéas 200(3)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(a) require the management of the association to establish procedures for complying with Part XII;

a) requérir la direction de mettre en place des mécanismes visant à l'observation de la partie XII;

(b) review those procedures; and

b) revoir ces mécanismes;

(3) Subsections 200(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

(4) An association shall report to the Superintendent on the mandate and responsibilities of the conduct review committee and the procedures referred to in paragraph (3)(a).

(5) After each meeting of the conduct review committee of an association, the committee shall report to the directors of the association on matters reviewed by the committee.

(6) Within ninety days after the end of each financial year, the directors of an association shall report to the Superintendent on what the conduct review committee did during the year in carrying out its responsibilities under subsection (3).

128. Paragraph 202(g) of the Act is replaced by the following:

(g) authorize the payment of a commission on a share issue;

129. (1) The portion of subsection 207(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

207. (1) Where subsection 206(1) applies to a director in respect of a contract, the director shall not be present at any meeting of directors while the contract is being considered at the meeting or vote on any resolution to approve the contract unless the contract is

(2) Section 207 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) An act of the board of directors of an association or of a committee of the board of directors is not invalid because a person acting as a director had ceased under subsection (2) to hold office as a director.

130. The heading before section 252 and sections 252 to 259 of the Act are repealed.

(3) Les paragraphes 200(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) L'association fait rapport au surintendant du mandat et des responsabilités du comité de révision, ainsi que des mécanismes visés à l'alinéa (3)a).

(5) Après chaque réunion, le comité de révision fait rapport aux administrateurs des questions étudiées par ce dernier.

(6) Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de chaque exercice, les administrateurs de l'association font rapport au surintendant des activités du comité de révision au cours de l'exercice dans le cadre des tâches prévues au paragraphe (3).

128. L'alinéa 202g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

g) autoriser le versement d'une commission sur une émission d'actions;

129. (1) Le passage du paragraphe 207(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

207. (1) L'administrateur visé au paragraphe 206(1) doit s'absenter de la réunion pendant que le contrat est étudié et ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour le faire approuver, sauf s'il s'agit d'un contrat :

(2) L'article 207 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Les actes du conseil d'administration d'une association ou d'un comité de celui-ci ne sont pas nuls au seul motif que l'une des personnes agissant à titre d'administrateur a cessé, aux termes du paragraphe (2), d'occuper son poste.

130. L'intertitre précédant l'article 252 et les articles 252 à 259 de la même loi sont abrogés.

Association report to Superintendent

Committee report to directors

Directors report to Superintendent

Where director must abstain

Validity of acts

Rapport au surintendant

Rapport aux administrateurs

Rapport des administrateurs au surintendant

Abstention

Validité des actes de l'association

131. Subsections 261(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

First insider report

261. (1) An insider shall send to the Superintendent an insider report in prescribed form not later than ten days after the later of

- (a) the end of the month in which the person became an insider, and
- (b) the end of the month in which regulations prescribing the form of an insider report come into force.

132. The Act is amended by adding the following after section 262:

262.1 Under prescribed circumstances, an insider is exempt from any of the requirements of section 261 or 262.

133. Subsection 292(4) of the Act is replaced by the following:

Accounting principles

(4) The financial statements referred to in subsection (1), paragraph (3)(b) and subsection 294(1) shall, except as otherwise specified by the Superintendent, be prepared in accordance with generally accepted accounting principles, the primary source of which is the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants. A reference in any provision of this Act to the accounting principles referred to in this subsection shall be construed as a reference to those generally accepted accounting principles with any specifications so made.

134. Section 295 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Effect of default

(3) Where an association is required to comply with subsection (1) and the association does not comply with that subsection, the annual meeting at which the documents referred to in that subsection are to be considered shall be adjourned until that subsection has been complied with.

135. Section 296 of the Act is replaced by the following:

131. Les paragraphes 261(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

261. (1) L'initié doit envoyer au surintendant, en la forme réglementaire, un rapport d'initié soit dans les dix jours suivant la fin du mois où il l'est devenu, soit, si cette date est postérieure, dans les dix jours suivant la fin du mois où entrent en vigueur les règlements prévoyant la forme du rapport des initiés.

Rapport d'initié

132. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 262, de ce qui suit :

262.1 L'initié qui se trouve dans les circonstances prévues par règlement peut être exempté des exigences prévues aux articles 261 ou 262.

Exemption réglementaire

133. Le paragraphe 292(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Sauf spécification contraire du surintendant, les rapports et états financiers visés au paragraphe (1), à l'alinéa (3)b) et au paragraphe 294(1) sont établis selon les principes comptables généralement reconnus et principalement ceux qui sont énoncés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés. La mention, dans les autres dispositions de la présente loi, des principes comptables visés au présent paragraphe vaut mention de ces principes, compte tenu de toute spécification faite par le surintendant.

Principes comptables

134. L'article 295 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) En cas d'inobservation de l'obligation prévue au paragraphe (1), l'assemblée est ajournée à une date postérieure à l'exécution de cette obligation.

Ajournement de l'assemblée annuelle

135. L'article 296 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Copy to
Superin-
tendent

296. (1) An association shall send to the Superintendent a copy of the documents referred to in subsections 292(1) and (3) not later than twenty-one days before

- (a) the date of each annual meeting of members of the association; or
- (b) the signing of a resolution under paragraph 161(1)(b) in lieu of an annual meeting of members of the association.

Consent to file
later

(2) The Superintendent may give an association consent in writing to comply with subsection (3) rather than subsection (1) on the condition that the association's shareholders or members sign a resolution under paragraph 161(1)(b) in lieu of an annual meeting.

Later filing

(3) Where the Superintendent has given that consent to an association and has not notified the association that the consent has been withdrawn, the association shall send a copy of the documents referred to in subsections 292(1) and (3) to the Superintendent not later than thirty days after the signing of that resolution.

136. Section 356 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Exception

(4) Subsection (1) does not apply if the purchase or other acquisition of shares or the acquisition of control referred to in that subsection would

- (a) result in the acquisition of a significant interest in a class of shares of the association by an entity controlled by the person and the acquisition of that investment is not exempted by the regulations; or
- (b) result in an increase in a significant interest in a class of shares of the association by an entity controlled by the person by a percentage that is greater than the percentage referred to in subsection (2) or (3), whichever applies, and the increase is not exempted by the regulations.

Regulations

(5) The Governor in Council may make regulations

- (a) exempting from the application of paragraph (4)(a) the acquisition of a significant interest in a class of shares of the

296. (1) L'association fait parvenir au surintendant un exemplaire des documents visés aux paragraphes 292(1) et (3) au moins vingt et un jours avant :

- a) la date de chaque assemblée annuelle;
- b) la signature de la résolution visée à l'alinéa 161(1)b) et qui tient lieu d'assemblée annuelle des actionnaires.

Envoi au
surintendant

(2) Dans le cas où une résolution tient lieu d'assemblée annuelle, le surintendant peut sentir par écrit à ce que les documents lui soient envoyés conformément au paragraphe (3).

Consente-
ment

(3) Tant que le consentement donné par le surintendant n'a pas été retiré, l'association envoie les documents dans les trente jours suivant la signature de la résolution.

Envoi à une
date
postérieure

136. L'article 356 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où l'acquisition d'actions ou du contrôle dont il traite :

Exception

a) aurait pour effet l'acquisition d'un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions de l'association par une entité contrôlée par la personne et que l'acquisition de cet intérêt n'est pas soustraite, par règlement, à l'application du présent alinéa;

b) aurait pour effet l'augmentation — dans un pourcentage supérieur à celui précisé aux paragraphes (2) ou (3), selon le cas applicable — de l'intérêt substantiel d'une entité contrôlée par la personne dans une catégorie d'actions de l'association et que cette augmentation n'est pas soustraite, par règlement, à l'application du présent alinéa.

(5) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) soustraire à l'application de l'alinéa (4)a) l'acquisition d'un intérêt substantiel d'une catégorie d'actions de l'association par une entité contrôlée par la personne;

association by an entity controlled by the person; and

(b) exempting from the application of paragraph (4)(b) an increase in a significant interest in a class of shares of the association by an entity controlled by the person by a percentage that is greater than the percentage referred to in subsection (2) or (3), whichever applies.

137. Paragraph 375(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) providing financial services to one or more entities each of which is

- (i) a member of the association,
- (ii) an entity in which an association has a substantial investment as allowed by section 390,
- (iii) a cooperative credit society,
- (iv) a cooperative corporation, or
- (v) an entity controlled by an entity described by any of subparagraphs (i) to (iv); and

138. (1) Paragraph 376(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) hold, manage and otherwise deal with real property;

(2) Subsection 376(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (e) and by replacing paragraph (f) with the following:

(f) provide management, investment, administrative, advisory, educational, promotional, technical, research and consultative services to the entities described in paragraph 375(1)(a); and

(g) provide to any person referred to in paragraph 375(1)(a) the services and products that an information services corporation, as defined in subsection 386(1), may provide, if before providing those services and products the association obtains the Minister’s written approval for it to provide those services and products.

(3) Subsection 376(3) of the Act is replaced by the following:

b) soustraire à l’application de l’alinéa (4)b l’augmentation — dans un pourcentage supérieur à celui précisé aux paragraphes (2) ou (3), selon le cas applicable — de l’intérêt substantiel d’une entité contrôlée par la personne dans une catégorie d’actions de l’association.

137. L’alinéa 375(1)a de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) de services financiers aux entités suivantes :

- (i) un membre de l’association,
- (ii) une entité dans laquelle une association a un intérêt de groupe financier en vertu de l’article 390,
- (iii) une coopérative de crédit,
- (iv) une coopérative,
- (v) une entité que contrôle une entité visée à l’un ou l’autre des sous-alinéas (i) à (iv);

138. (1) L’alinéa 376(1)a de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) détenir ou gérer des biens immeubles ou effectuer toutes opérations à leur égard;

(2) L’alinéa 376(1)f de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) offrir des services en matière d’administration, de placement, de conseil, d’éducation, de formation, de recherche et de consultation, et des services administratifs et techniques aux entités visées à l’alinéa 375(1)a);

g) fournir aux personnes visées à l’alinéa 375(1)a) les services et produits que peut fournir une société d’information, au sens du paragraphe 386(1), à la condition d’obtenir, avant de les fournir, l’autorisation écrite du ministre.

(3) Le paragraphe 376(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations

(a) respecting what an association may or may not do with respect to the provision of services and products referred to in paragraph (1)(g); and

(b) imposing terms and conditions in respect of the provision of investment counselling and portfolio management services and the provision of services and products referred to in paragraph (1)(g).

139. Subsection 379(2) of the Act is replaced by the following:

Exception

(2) Paragraph (1)(a) does not apply where the person on whose behalf the association has undertaken to guarantee a payment or repayment is a subsidiary of the association.

140. (1) Subparagraphs (a)(iv) and (v) of the definition “commercial loan” in subsection 386(1) of the Act are replaced by the following:

(iv) a loan that is secured by a mortgage on real property, where

(A) the mortgage is on residential property and the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, does not exceed 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired, or

(B) the mortgage is on real property other than residential property and

(I) the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, does not exceed 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired, and

(II) at the time the loan is made or acquired the property provides an annual income sufficient to pay all annual expenses related to the property, including the payments

Règlements

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir ce que l'association peut ou ne peut pas faire dans le cadre de l'exercice des activités visées à l'alinéa (1)g) et assortir de conditions la prestation de services de conseil en placement et de gestion de portefeuille, ainsi que la fourniture des produits et services visés à cet alinéa.

139. Le paragraphe 379(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(2) Dans les cas où le tiers visé au paragraphe (1) est une filiale de l'association garante, celle-ci peut garantir une somme qui n'est pas fixe.

140. (1) Les sous-alinéas a)(iv) et (v) de la définition de « prêt commercial », au paragraphe 386(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

(iv) garanti par une hypothèque immobilière :

(A) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble résidentiel et que la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble ne dépasse pas soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt,

(B) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble autre que résidentiel et que :

(I) d'une part, la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble ne dépasse pas soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt,

(II) d'autre part, à la date de l'octroi ou de l'acquisition du

owing under the mortgage and the mortgages having an equal or prior claim against the property,

(v) a loan that is secured by a mortgage on real property, where

(A) the mortgage is on residential property and

(I) the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, exceeds 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired, and

(II) repayment of the amount of the loan that exceeds 75% of the value of the property is guaranteed or insured by a government agency or private insurer approved by the Superintendent, or

(B) the mortgage is on real property other than residential property and

(I) the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, exceeds 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired,

(II) repayment of the amount of the loan that exceeds 75% of the value of the property is guaranteed or insured by a government agency or private insurer approved by the Superintendent, and

(III) at the time the loan is made or acquired, the property provides an annual income sufficient to pay all annual expenses related to the property, including the payments owing under the mortgage and the mortgages having an equal or prior claim against the property,

prêt, l'immeuble rapporte des revenus suffisants pour couvrir les dépenses annuelles y afférentes, notamment les paiements relatifs à l'hypothèque ou à toute autre hypothèque de rang égal ou supérieur,

(v) garanti par une hypothèque immobilière :

(A) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble résidentiel et que, d'une part, la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble dépasse soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt, d'autre part, le remboursement de la portion qui excède soixante-quinze pour cent est garanti ou assuré par un organisme gouvernemental ou un assureur privé agréés par le surintendant,

(B) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble autre que résidentiel et si les conditions suivantes sont réunies :

(I) la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble dépasse soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt,

(II) le remboursement de la portion qui excède soixante-quinze pour cent est garanti ou assuré par un organisme gouvernemental ou un assureur privé agréés par le surintendant,

(III) l'immeuble rapporte, à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt, des revenus suffisants pour couvrir les dépenses annuelles y afférentes, notam-

(2) Paragraph (b) of the definition “commercial loan” in subsection 386(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of subparagraph (iv), by replacing the word “and” at the end of subparagraph (v) with the word “or” and by adding the following after subparagraph (v):

(vi) debt obligations of an entity controlled by the association, and

(3) Paragraph (c) of the definition “commercial loan” in subsection 386(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of subparagraph (i) and by replacing subparagraph (ii) with the following:

(ii) shares or ownership interests of an entity controlled by the association, or

(iii) participating shares;

(4) Paragraphs (b) and (c) of the definition “information services corporation” in subsection 386(1) of the Act are replaced by the following:

(b) providing advisory or other services in the design, development or implementation of information management systems, or

(c) designing, developing or marketing computer software,

(5) Paragraphs (a) to (c) of the definition “service corporation” in subsection 386(1) of the Act are replaced by the following:

(a) an association,

(b) an entity in which an association has a substantial investment,

ment les paiements relatifs à l’hypothèque ou à toute autre hypothèque de rang égal ou supérieur,

(2) L’alinéa b) de la définition de « prêt commercial », au paragraphe 386(1) de la même loi, est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (v), de ce qui suit :

(vi) des titres de créance d’une entité qu’elle contrôle;

(3) L’alinéa c) de la définition de « prêt commercial », au paragraphe 386(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

c) placement dans des actions d’une personne morale ou des titres de participation d’une entité non constituée en personne morale, à l’exception :

(i) des actions et titres qui sont largement distribués au sens des règlements,

(ii) des actions et titres de participation d’une entité contrôlée par l’association,

(iii) des actions participantes.

(4) Les alinéas b) et c) de la définition de « société d’information », au paragraphe 386(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

b) soit en la prestation de services consultatifs ou autres en matière de conception, de développement ou de mise sur pied de systèmes de gestion de l’information;

c) soit en la conception, en le développement ou en la commercialisation de logiciels.

(5) Les alinéas a) à c) de la définition de « société de services », au paragraphe 386(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

a) une association;

(c) a financial institution that is affiliated with an association,

b) une entité dans laquelle une association détient un intérêt de groupe financier;

c) une institution financière faisant partie du même groupe qu'une association;

(6) Paragraphs (e) and (f) of the definition “service corporation” in subsection 386(1) of the Act are replaced by the following:

(e) any other Canadian financial institution incorporated or formed by or under an Act of Parliament that has a substantial investment in the body corporate,

(f) an entity in which any Canadian financial institution referred to in paragraph (e) has a substantial investment,

(6) Les alinéas e) et f) de la définition de « société de services », au paragraphe 386(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

e) une autre institution financière canadienne constituée en personne morale ou formée sous le régime d'une loi fédérale qui détient en elle un intérêt de groupe financier;

f) une entité dans laquelle une institution financière canadienne visée à l'alinéa e) détient un intérêt de groupe financier;

(7) The definition “service corporation” in subsection 386(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph (h):

(i) a cooperative credit society, and

(j) a financial institution in which a cooperative credit society has a substantial investment

(7) La définition de « société de services », au paragraphe 386(1) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :

i) une coopérative de crédit;

j) une institution financière dans laquelle une coopérative de crédit détient un intérêt de groupe financier.

(8) The portion of the definition “special purpose computer hardware” in subsection 386(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

“special purpose computer hardware” means computer equipment that is integral to the provision of

(8) Le passage de la définition de « matériel informatique spécial » précédant l'alinéa a), au paragraphe 386(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« matériel informatique spécial » Matériel informatique indispensable à la prestation :

“special purpose computer hardware”
« matériel informatique spécial »

« matériel informatique spécial »
“special purpose computer hardware”

141. (1) Paragraph 388(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) an acquisition of shares or ownership interests in the entity by

(i) a financial institution or specialized financing corporation that is controlled by the association, or

(ii) an entity controlled by a financial institution or specialized financing corporation that is controlled by the association.

141. (1) L'alinéa 388(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) soit d'actions ou de titres de participation de l'entité par soit une institution financière ou une société de financement spécial que contrôle l'association, soit une entité que contrôle une institution financière ou une société de financement spécial que contrôle l'association.

(2) The portion of subsection 388(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) An association may acquire or increase a substantial investment in an entity by way of

Exception: temporary investments, realizations and loan workouts

142. (1) Paragraph 390(1)(l) of the Act is replaced by the following:

(l) a financial holding corporation that does not have a substantial investment in any entity, other than in

- (i) a body corporate referred to in this subsection,
- (ii) an entity referred to in subsection (1.1),
- (iii) a real property holding vehicle referred to in subsection (2), or
- (iv) any other entity in which a financial institution or specialized financing corporation controlled by the financial holding corporation has a substantial investment;

(2) Paragraph 390(1)(m) of the Act is replaced by the following:

(m) a body corporate

- (i) whose activities are ancillary to the business of the association or of a financial institution that is its subsidiary, and
- (ii) that does not provide services to any person other than the association and the persons referred to in subsection 375(1); or

(3) Section 390 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) Subject to Part XII and any terms and conditions that may be imposed by the Minister, an association may, with the approval of the Minister, acquire or increase a substantial investment in an entity that is not a body corporate if the activities of the entity are the same as or substantially similar to those of a body corporate referred to in any of paragraphs (1)(b) to (n).

Other permitted substantial investments

(2) Le passage du paragraphe 388(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) L'association peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité :

Exception : placements temporaires

142. (1) L'alinéa 390(1)(l) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

l) une société de portefeuille qui n'a pas d'intérêt de groupe financier dans une entité, à l'exception d'un intérêt de groupe financier :

- (i) dans une personne morale visée au présent paragraphe,
- (ii) dans une entité visée au paragraphe (1.1),
- (iii) dans une société d'opérations immobilières visée au paragraphe (2),
- (iv) dans toute autre entité dans laquelle une institution financière ou une société de financement spécial contrôlée par la société de portefeuille a un intérêt de groupe financier;

(2) L'alinéa 390(1)(m) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

m) une personne morale dont l'activité est afférente à celle de l'association ou d'une institution financière qui en est la filiale et qui ne fournit de services qu'à l'association et aux personnes mentionnées au paragraphe 375(1);

(3) L'article 390 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Sous réserve de la partie XII et des conditions que peut imposer le ministre, l'association peut, avec l'autorisation de celui-ci, acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité qui n'est pas une personne morale, dans le cas où celle-ci exerce les mêmes ou à peu près les mêmes activités que celles qu'exercent les personnes morales énumérées aux alinéas (1)(b) à (n).

Intérêt dans une entité qui n'est pas une personne morale

Exception

(1.2) Subsection (1.1) does not apply to the acquisition or increase of a substantial investment in a real property holding vehicle.

(4) Subsection 390(3) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) in the case of a body corporate referred to in paragraph (1)(n) that carries on one or more of the businesses or activities engaged in or carried on by bodies corporate referred to in any of paragraphs (1)(b), (c), (k) and (l),

(i) the association controls the body corporate or would thereby acquire control of the body corporate, or

(ii) the association is permitted by regulations made under paragraph 396(a) to acquire or increase the substantial investment;

(5) Subsection 390(3) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b), by adding the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) in the case of a body corporate referred to in paragraph (1)(n) that carries on one or more of the businesses or activities engaged in or carried on by bodies corporate referred to in any of paragraphs (1)(d), (k) and (m), the association obtains the prior written approval of the Minister on the recommendation of the Superintendent.

(6) Subsections 390(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

(4) Notwithstanding paragraphs (3)(a) and (a.1), an association need not control a foreign institution or other body corporate incorporated elsewhere than in Canada in which it has a substantial investment, and that it would otherwise be required by one of those paragraphs to control, if the laws or customary business practices of the country under the laws of which the foreign institution or body corporate was incorporated do not permit the association to control the foreign institution or body corporate.

Control not required

(1.2) Le paragraphe (1.1) ne s'applique pas à l'acquisition ou à l'augmentation d'un intérêt de groupe financier dans une société d'opérations immobilières.

(4) Le paragraphe 390(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) dans le cas où la personne morale est visée à l'alinéa (1)n) et exerce une ou plusieurs des activités exercées par les personnes morales énumérées aux alinéas (1)b), c), k) et l) :

(i) soit l'association la contrôle ou la contrôlerait de ce fait,

(ii) soit l'association est autorisée en vertu des règlements d'application de l'alinéa 396a) à acquérir ou à augmenter son intérêt de groupe financier;

(5) Le paragraphe 390(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) dans le cas où la personne morale est visée à l'alinéa (1)n) et exerce une ou plusieurs des activités exercées par les personnes morales énumérées aux alinéas (1)d), k) et m), l'association obtient au préalable l'autorisation écrite du ministre, donnée sur recommandation du surintendant.

(6) Les paragraphes 390(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Par dérogation aux alinéas (3)a) et a.1), il n'est pas nécessaire que l'association contrôle l'institution étrangère ou toute autre personne morale constituée à l'étranger dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier et dont ces alinéas exigent qu'elle ait le contrôle si les lois ou les pratiques commerciales du pays sous le régime des lois duquel l'institution étrangère ou la personne morale ont été constituées lui interdisent d'en détenir le contrôle.

Exception

Contrôle non requis

Approval for indirect investments

(5) For the purposes of paragraphs (3)(b) and (d), where an association obtains the prior written approval of the Minister for the association to acquire or increase a substantial investment in a financial institution or a specialized financing corporation and through that acquisition or increase the association indirectly acquires or increases a substantial investment in another body corporate referred to in any of paragraphs (1)(d), (k) and (m), and that indirect acquisition or increase is disclosed in writing to the Minister before that approval is obtained, the association is deemed to have obtained the prior written approval of the Minister for that indirect acquisition or increase.

(5) Pour l'application des alinéas (3)b) et d), l'association qui reçoit l'autorisation du ministre pour l'acquisition ou l'augmentation d'un intérêt de groupe financier dans une institution financière ou une société de financement spécial est réputée avoir reçu cette autorisation pour l'acquisition ou l'augmentation d'un intérêt de groupe financier qu'elle se trouve de ce fait à faire indirectement dans une autre personne morale visée aux alinéas (1)d), k) ou m), à la condition d'avoir informé le ministre de cette acquisition ou augmentation indirecte avant d'obtenir l'autorisation.

Présomption d'agrément

Acquisition of legal control without control in fact

(6) An association shall not, without the prior written approval of the Minister, acquire control of a body corporate, as authorized by subparagraph (3)(a)(i), unless it also acquires control of the body corporate within the meaning of paragraph 3(1)(e).

(6) L'association ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, acquérir le contrôle d'une personne morale, dans le cas où l'acquisition est autorisée par le sous-alinéa (3)a)(i), sans l'acquérir également au sens de l'alinéa 3(1)e).

Acquisition du contrôle sans contrôle de fait

Giving up control in fact

(7) An association that acquires control of a body corporate, as authorized by paragraph (3)(a)(i), shall not, without the prior written approval of the Minister, give up control of the body corporate within the meaning of paragraph 3(1)(e) while continuing to control the body corporate.

(7) L'association qui acquiert le contrôle d'une personne morale, dans le cas où l'acquisition est autorisée par le sous-alinéa (3)a)(i), ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, se départir du contrôle au sens de l'alinéa 3(1)e tout en continuant de la contrôler d'une autre façon.

Abandon du contrôle de fait

Giving up of control

(8) An association that controls a body corporate referred to in paragraph (3)(a) may give up control of the body corporate and keep a substantial investment in the body corporate if

(a) the association is permitted to do so by regulations made under paragraph 396(b); and

(b) the association has the prior written approval of the Superintendent.

(8) L'association qui contrôle une personne morale visée à l'alinéa (3)a) peut renoncer au contrôle tout en maintenant un intérêt de groupe financier si elle y est autorisée par règlement pris en vertu de l'alinéa 396b) et si le surintendant lui a donné au préalable son autorisation écrite.

Aliénation d'actions

143. (1) The portion of subsection 394(1) of the Act after paragraph (d) is replaced by the following:

but the association shall, within five years after acquiring the shares or ownership interests, do all things necessary to ensure that the association does not have a substantial investment in any entity referred to in paragraphs (a) to (d).

143. (1) Le passage du paragraphe 394(1) de la même loi suivant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

L'association doit cependant prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination de tout intérêt de groupe financier dans les entités visées aux alinéas a) à d) dans les cinq ans suivant l'acquisition des actions ou des titres de participation.

(2) Subsections 394(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Transitional

(2) Notwithstanding subsection (1), where on September 27, 1990 an association had an investment in an entity that is a substantial investment within the meaning of section 12 and the association later increases that substantial investment by way of an investment made under subsection (1), the association shall, within five years after increasing the substantial investment, do all things necessary to ensure that its substantial investment in the entity is no greater than it was on September 27, 1990.

Disposition transitoire

(2) Les paragraphes 394(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Par dérogation au paragraphe (1), l'association qui détenait le 27 septembre 1990 un intérêt dans une entité constituant un intérêt de groupe financier au sens de l'article 12 et qui augmente par la suite cet intérêt au moyen d'un placement visé au paragraphe (1) doit prendre les mesures nécessaires pour annuler l'augmentation dans les cinq ans suivant cette date.

Extension

(3) The Superintendent may, in the case of any particular association, extend the period of five years referred to in subsections (1) and (2) for any further period or periods, and on any terms and conditions, that the Superintendent considers necessary.

Prolongation

(3) Le surintendant peut accorder à une association une ou plusieurs prolongations du délai prévu aux paragraphes (1) et (2) de la durée et aux conditions qu'il estime indiquées.

Exception

(4) Where under subsection (1) an association acquires a substantial investment in an entity that it would otherwise be permitted to acquire or increase under section 390, the association may continue to hold the substantial investment if the approval in writing of the Minister is obtained before the end of the period referred to in subsection (1) or (2), including any extension of it granted under subsection (3).

Exception

(4) L'association qui acquiert un intérêt de groupe financier dans une entité qu'elle serait par ailleurs autorisée à acquérir ou à augmenter en vertu de l'article 390 peut continuer à le détenir si elle obtient l'agrément écrit du ministre avant l'expiration du délai prévu aux paragraphes (1) ou (2) et prolongé, le cas échéant, aux termes du paragraphe (3).

144. Subsections 395(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

Disposition

(2) Subject to subsection 81(2), where an association acquires a substantial investment in an entity by way of the realization of a security interest held by the association, the association shall, within five years after the day on which the substantial investment is acquired, do all things necessary to ensure that the association no longer has a substantial investment in the entity.

144. Les paragraphes 395(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe 81(2), l'association qui acquiert, du fait de la réalisation d'une sûreté, un intérêt de groupe financier dans une entité doit prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination de cet intérêt dans les cinq ans suivant son acquisition.

Aliénation

Transitional

(3) Notwithstanding subsection (2), where on September 27, 1990 an association had an investment in an entity that is a substantial investment within the meaning of section 12 and the association later increases that substantial investment by way of the realization of a security interest under subsection (1), the

Disposition transitoire

(3) Par dérogation au paragraphe (2), l'association qui détenait le 27 septembre 1990 un intérêt dans une entité constituant un intérêt de groupe financier au sens de l'article 12 et qui augmente par la suite cet intérêt du fait de la réalisation d'une sûreté doit prendre les mesures nécessaires pour annuler l'augmentation dans les cinq ans suivant cette date.

association shall, within five years after increasing the substantial investment, do all things necessary to ensure that its substantial investment in the entity is no greater than it was on September 27, 1990.

Extension

(4) The Superintendent may, in the case of any particular association, extend the period of five years referred to in subsections (2) and (3) for any further period or periods, and on any terms and conditions, that the Superintendent considers necessary.

145. (1) Paragraph 396(a) of the English version of the Act is replaced by the following:

(a) for the purposes of subsection 390(3), permitting the acquisition or increase of substantial investments;

(2) Paragraph 396(b) of the Act is replaced by the following:

(b) for the purposes of subsection 390(8), permitting an association to give up control of a body corporate; and

146. (1) Paragraph 397(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) for a period of five years after the day on which the loan, investment or interest was acquired, in the case of a loan, investment or interest, other than an interest in real property.

(2) Subsection 397(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Subsection (1) does not apply to an investment or interest described in that subsection if the investment or interest is defined by a regulation made under section 402 to be an interest in real property and

(a) the association or the subsidiary acquired the investment or interest as a result of the realization of a security interest securing a loan that was defined by a regulation made under section 402 to be an interest in real property; or

(b) the association or the subsidiary acquired the investment or interest under section 394 as a result of a default referred to in that section in respect of a loan that was

Exception

(4) Le surintendant peut accorder à une association une ou plusieurs prolongations du délai de cinq ans visé aux paragraphes (2) et (3) de la durée et aux conditions qu'il estime indiquées.

Prolongation

145. (1) L'alinéa 396(a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) for the purposes of subsection 390(3), permitting the acquisition or increase of substantial investments;

(2) L'alinéa 396(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) autoriser une association à renoncer au contrôle pour l'application du paragraphe 390(8);

146. (1) L'alinéa 397(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas d'un prêt, d'un placement ou d'un autre intérêt, pendant cinq ans suivant la date où il a été fait ou acquis.

(2) Le paragraphe 397(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux placements et intérêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 402, sont considérés comme des intérêts immobiliers et que l'association ou filiale :

a) soit a acquis du fait de la réalisation d'une sûreté garantissant des prêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 402, sont considérés comme des intérêts immobiliers;

b) soit a acquis, dans le cadre de l'article 394, du fait de défauts visés à cet article à l'égard de prêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 402, sont considérés comme des intérêts immobiliers.

Exceptions

defined by a regulation made under section 402 to be an interest in real property.

147. Paragraph 403(d) of the Act is replaced by the following:

(d) all ownership interests in unincorporated entities, other than ownership interests acquired under section 390 in entities in which the association has a substantial investment,

148. Section 405 of the Act is renumbered as subsection 405(1) and is amended by adding the following:

(2) The association may continue to hold the substantial investment after the end of the period referred to in subsection 393(1) or (2) that applies in respect of the investment, including any extension of the period granted under subsection 393(4), with the approval in writing of the Minister obtained before the end of that period or extended period.

149. (1) Subsection 406(1) of the Act is replaced by the following:

406. (1) An association shall not at any time, without the prior written approval of the Superintendent, directly or indirectly acquire assets from a person, or directly or indirectly transfer assets to a person, if

$$A + B > C$$

where

A is the value of the assets;

B is the total value of all assets that the association directly or indirectly acquired from, or directly or indirectly transferred to, that person in the twelve months ending immediately before that time; and

147. Le passage de l'article 403 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

403. Il est interdit à l'association — et celle-ci doit l'interdire à ses filiales réglementaires — de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale des actions participantes, à l'exception des actions participantes des personnes morales visées à l'article 390 dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier, et des titres de participation dans des entités non constituées en personne morale, à l'exception des titres de participation acquis en vertu de l'article 390 dans des entités dans lesquelles l'association détient un intérêt de groupe financier, détenus par celle-ci et ses filiales réglementaires à titre de véritable propriétaire excède — ou excéderait de ce fait — trente-cinq pour cent de son capital réglementaire :

148. L'article 405 de la même loi devient le paragraphe 405(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) L'association peut continuer à détenir l'intérêt de groupe financier après l'expiration de la période visée aux paragraphes 393(1) ou (2), y compris de toute prolongation de celle-ci obtenue dans le cadre du paragraphe 393(4), si elle obtient l'agrément écrit du ministre avant l'expiration de la période ou de la prolongation.

149. (1) Le paragraphe 406(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

406. (1) Il est interdit à l'association, sans l'autorisation écrite du surintendant, d'acquérir directement ou indirectement des éléments d'actif auprès d'une personne ou de céder directement ou indirectement des éléments d'actif à une personne si :

$$A + B > C$$

où :

A représente la valeur des éléments d'actif;

B la valeur de tous les éléments d'actif que l'association a acquis auprès de cette personne ou cédés à celle-ci pendant la période

Limites
relatives à
l'acquisition
d'actions

Agrément

Opérations
sur l'actif

Approved
holding of
investment

Assets
transactions

C is ten per cent of the total value of the assets of the association, as shown in the last annual financial statement of the association prepared before that time.

Meaning of
“total assets”

(1.1) For the purpose of subsection (1), “total assets” of the association has the meaning that it is given by section 400.

(2) Section 406 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Exception

(3) Subsection (1) does not apply to

(a) an asset that is a debt obligation referred to in subparagraphs (b)(i) to (vi) of the definition “commercial loan” in subsection 386(1); or

(b) a transaction or series of transactions by an association with another financial institution as a result of the association’s participation in one or more syndicated loans with that financial institution.

150. The Act is amended by adding the following before section 410:

Definition of
“senior officer”

409.1 For the purposes of this Part, a “senior officer” of a body corporate is a person who is

(a) a director of the body corporate who is a full-time employee of the body corporate;

(b) the chief executive officer, chief operating officer, president, secretary, treasurer, controller, chief financial officer, chief accountant, chief auditor or chief actuary of the body corporate;

(c) a natural person who performs functions for the body corporate similar to those performed by a person referred to in paragraph (b);

(d) the head of the strategic planning unit of the body corporate;

(e) the head of the unit of the body corporate that provides legal services or human resources services to the body corporate; or

(f) any other officer reporting directly to the body corporate’s board of directors, chief executive officer or chief operating officer.

de douze mois précédant la date d’acquisition ou de cession;

C dix pour cent de la valeur de l’actif total de l’association figurant dans le dernier rapport annuel établi avant la date d’acquisition ou de cession.

(1.1) Pour l’application du paragraphe (1), « actif total » s’entend au sens de l’article 400.

(2) L’article 406 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) L’interdiction prévue au paragraphe (1) ne s’applique toutefois pas :

a) aux éléments d’actif qui consistent en titres de créance visés aux sous-alinéas b)(i) à (vi) de la définition de « prêt commercial » au paragraphe 386(1);

b) aux opérations ou séries d’opérations intervenues entre l’association et une autre institution financière à la suite de la participation de l’association et de l’institution à la syndication de prêts.

150. La même loi est modifiée par adjonction, avant l’article 410, de ce qui suit :

409.1 Pour l’application de la présente partie, « cadre dirigeant » d’une personne morale s’entend :

a) de l’administrateur de la personne morale qui est un employé à temps plein de celle-ci;

b) de la personne exerçant les fonctions de premier dirigeant, de directeur de l’exploitation, de président, de secrétaire, de trésorier, de contrôleur, de directeur financier, de comptable en chef, de vérificateur en chef ou d’actuaire en chef de la personne morale;

c) de toute personne physique exerçant pour la personne morale des fonctions semblables à celles qui sont visées à l’alinéa b);

d) du chef du groupe de planification stratégique de la personne morale;

e) du chef du service juridique ou du service des ressources humaines de la personne morale;

Sens de
« actif total »

Exception

Définition de
« cadre dirigeant »

151. (1) Paragraph 410(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) is a director or senior officer of the association;

(2) Paragraphs 410(1)(d) to (g) of the Act are replaced by the following:

(d) is an entity that is controlled by a person referred to in any of paragraphs (a) to (c); or

(e) is a person, or a member of a class of persons, designated under subsection (2) or (3) as, or deemed under subsection (4) to be, a related party of the association.

(3) Subsections 410(5) to (7) of the Act are replaced by the following:

(5) The Superintendent may, by order, designate a class of non-voting shares of an association for the purpose of this subsection. If a class of non-voting shares of an association is so designated, a person is deemed, notwithstanding paragraph (1)(a), not to be a related party of the association if the person would otherwise be a related party of the association only because the person has a significant interest in that class.

(6) For the purposes of paragraph (1)(d), “controlled” means “controlled, within the meaning of section 3, determined without regard to paragraph 3(1)(e)”.

152. Subsection 419(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Notwithstanding subsection 413(2), an association is deemed not to have indirectly entered into a transaction in respect of which this Part applies if the transaction is entered into by a service corporation, as defined in subsection 386(1), that is controlled by the association and the transaction is on terms and conditions at least as favourable to the association as market terms and conditions, as defined in subsection 425(2).

f) de tout autre dirigeant relevant directement du conseil d’administration, du premier dirigeant ou du directeur de l’exploitation de la personne morale.

151. (1) L’alinéa 410(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) est un administrateur ou un cadre dirigeant de l’association;

(2) Les alinéas 410(1)(d) à (g) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

d) est une entité contrôlée par une personne visée à l’un des alinéas a) à c);

e) est une personne, ou appartient à une catégorie de personnes, désignée — au titre des paragraphes (2) ou (3) — ou considérée — au titre du paragraphe (4) — comme telle.

(3) Les paragraphes 410(5) à (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) Le surintendant peut, par ordonnance, désigner une catégorie d’actions sans droit de vote pour l’application du présent paragraphe. Le cas échéant, une personne est réputée, par dérogation à l’alinéa (1)a), ne pas être apparentée à l’association si elle lui est par ailleurs apparentée en raison uniquement du fait qu’elle détient un intérêt substantiel dans cette catégorie d’actions.

(6) Pour l’application de l’alinéa (1)d), « contrôlée » s’entend au sens de l’article 3, abstraction faite de l’alinéa 3(1)e).

152. Le paragraphe 419(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Par dérogation au paragraphe 413(2), l’association est réputée ne pas avoir effectué indirectement une opération visée par la présente partie si l’opération est effectuée par une société de services, au sens du paragraphe 386(1), contrôlée par l’association et que l’opération a été effectuée à des conditions au moins aussi favorables pour l’association que les conditions du marché au sens du paragraphe 425(2).

Exemption

Determination of control

Service corporations

Exemption

Contrôle

Société de services

153. (1) Paragraphs 420(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) a natural person who is a related party of the association only because the person is

- (i) a director or a senior officer of the association, or
- (ii) the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a director or senior officer of the association; or

(b) an entity that is a related party of the association only because the entity is controlled by

- (i) a director or senior officer of the association, or
- (ii) the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a director or senior officer of the association.

(2) Subsection 420(2) of the Act is replaced by the following:

(2) An association may, with respect to a related party of the association referred to in subsection (1) who is a full-time senior officer of the association, make, take an assignment of or otherwise acquire a loan to the related party only if the aggregate principal amount of all outstanding loans to the related party that are held by the association and its subsidiaries, together with the principal amount of the proposed loan, does not exceed the greater of the annual salary of the related party and \$50,000.

(3) Subsections 420(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

(4) Notwithstanding section 425, an association may make a loan, other than a margin loan, to a senior officer of the association on terms and conditions more favourable to the officer than market terms and conditions, as defined in subsection 425(2), if those terms and conditions of the loan have been approved by the conduct review committee of the association.

(5) Notwithstanding section 425, an association may offer financial services, other than loans or guarantees, to a senior officer of the association, on terms and conditions more favourable than market terms and conditions, as defined in subsection 425(2), if

153. (1) Les alinéas 420(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) soit la personne physique en cause est :

- (i) un administrateur ou un cadre dirigeant de l'association ou d'une entité qui la contrôle,
- (ii) le conjoint, ou un enfant de moins de dix-huit ans, d'un administrateur ou d'un cadre dirigeant de l'association ou d'une entité qui la contrôle;

b) soit l'entité en cause est contrôlée par :

- (i) un administrateur ou un cadre dirigeant de l'association ou d'une entité qui la contrôle,
- (ii) le conjoint, ou un enfant de moins de dix-huit ans, de cet administrateur ou de ce cadre dirigeant.

(2) Le paragraphe 420(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cas où l'apparenté visé au paragraphe (1) est un cadre dirigeant à temps plein de l'association, celle-ci ne peut lui consentir ou en acquérir un prêt, notamment par cession, que si le total du principal de tous les prêts qu'elle-même et ses filiales lui ont déjà consentis et du principal du prêt envisagé n'excède pas cinquante mille dollars ou, s'il est supérieur, le double du traitement annuel du cadre dirigeant.

(3) Les paragraphes 420(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Par dérogation à l'article 425, l'association peut consentir un prêt — à l'exception du prêt sur marge — à un cadre dirigeant à des conditions plus favorables que les conditions du marché, au sens du paragraphe 425(2), pourvu qu'elles soient approuvées par son comité de révision.

(5) Par dérogation à l'article 425, l'association peut offrir des services financiers, à l'exception de prêts ou de garanties, à l'un de ses cadres dirigeants, à des conditions plus favorables que les conditions du marché, au sens du paragraphe 425(2), si :

Loans to full-time senior officers

Preferred terms — loan to senior officer

Preferred terms — other financial services

Prêt au cadre dirigeant

Conditions plus favorables — prêt à un cadre dirigeant

Conditions plus favorables — autres services financiers

(a) the financial services are offered by the association to employees of the association on those favourable terms and conditions; and

(b) the conduct review committee of the association has approved the practice of making those financial services available on those favourable terms and conditions to senior officers of the association.

154. Subparagraph 421(1)(d)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) where the related party is a full-time senior officer of the association, loans to the related party that are permitted by subsection 420(2),

155. Section 422 of the Act is replaced by the following:

422. The Superintendent may establish terms and conditions with respect to the making by an association of margin loans to a senior officer of the association.

156. Sections 426 and 427 of the Act are repealed.

157. Section 429 of the Act is replaced by the following:

429. If an association has entered into a transaction that the association is prohibited by this Part from entering into, or an association has entered into a transaction for which approval is required under subsection 421(1) without having obtained the approval, the association shall, on becoming aware of that fact, notify the Superintendent without delay.

158. Paragraph 435(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to any government agency or body that regulates or supervises financial institutions, for purposes related to that regulation or supervision,

(a.1) to any other agency or body that regulates or supervises financial institutions, for purposes related to that regulation or supervision, and

a) d'une part, elle offre ces services à ses employés aux mêmes conditions;

b) d'autre part, son comité de révision a approuvé, de façon générale, la prestation de ces services à des cadres dirigeants à ces conditions.

154. L'alinéa 421(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) le principal de tous les prêts en cours qu'elle-même et ses filiales détiennent à l'égard de la personne concernée, à l'exception des prêts visés à l'article 415 et, dans le cas d'un cadre dirigeant à temps plein, au paragraphe 420(2);

155. L'article 422 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

422. Le surintendant peut fixer des conditions relativement aux prêts sur marge consentis par l'association à ses cadres dirigeants.

156. Les articles 426 et 427 de la même loi sont abrogés.

157. L'article 429 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

429. L'association qui effectue une opération interdite aux termes de la présente partie, ou qui n'a pas obtenu l'approbation prévue au paragraphe 421(1), est tenue, dès qu'elle prend connaissance de l'interdiction ou du défaut d'approbation, d'en aviser le surintendant.

158. L'alinéa 435(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) à une agence ou à un organisme gouvernemental qui régleme ou supervise des institutions financières, à des fins liées à la réglementation ou à la supervision;

a.1) à une autre agence ou à un autre organisme qui régleme ou supervise des institutions financières, à des fins liées à la réglementation ou à la supervision;

Margin loans

Notice to Superintendent

Prêts sur marge

Avis au surintendant

159. The Act is amended by adding the following after section 459:

Alternative means of publication

459.1 (1) Anything that is required by a provision of this Act to be published in the *Canada Gazette* or to be published in any other way may, instead of being published in that way, be published in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

Alternative means of publishing summaries

(2) Anything that is required by a provision of this Act to be summarized in a publication may instead be summarized and published in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

Publication conditions

(3) Any condition under a provision of this Act that something be published in the *Canada Gazette* or in any other way is satisfied if that thing is published instead in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

Other consequences

(4) Where a provision of this Act provides for consequences to follow the publication of something in the *Canada Gazette* or in any other manner, the same consequences follow the publication of that thing in any other manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

160. Section 463 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) prescribing the way in which anything that is required or authorized by this Act to be prescribed shall be determined;

161. Paragraphs 466(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) in the case of a natural person, liable

(i) on summary conviction, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding twelve months, or to both, or

(ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both; and

(b) in the case of an entity, liable

159. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 459, de ce qui suit :

Autres modes de publicité

459.1 (1) Tout document dont une disposition de la présente loi prévoit la publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, peut être publié selon tout autre mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

Autres modes de publication des résumés

(2) Les renseignements qui, aux termes d'une disposition de la présente loi, doivent faire l'objet de résumés à publier dans le cadre d'une publication peuvent être résumés, et le résumé publié, selon le mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

Exigences de publication

(3) Toute exigence de publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, prévue par une disposition de la présente loi est satisfaite par la publication selon le mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

Autres conséquences

(4) Toute conséquence, prévue par une disposition de la présente loi, découlant de la publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, découle de la même façon du mode de publication prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

160. L'article 463 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) préciser la façon de déterminer ce qui peut ou doit l'objet d'une mesure réglementaire;

161. Le paragraphe 466(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

466. (1) Quiconque commet une infraction prévue à l'article 465 est passible :

Infractions générales à la loi

a) s'il s'agit d'une personne physique :

(i) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de un an, ou de l'une de ces peines,

(ii) par mise en accusation, d'une amende maximale de 500 000\$ et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines;

- (i) on summary conviction, to a fine not exceeding \$500,000, or
- (ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$5,000,000.

162. Section 467 of the Act is replaced by the following:

467. Where an entity commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the entity who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and liable on summary conviction or on conviction on indictment to the punishment provided under paragraph 466(1)(a) for the offence, whether or not the entity has been prosecuted or convicted.

163. Subsection 474(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

- (a.1) paragraphs 167(2)(a) and (b),

b) s'il s'agit d'une entité :

- (i) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 500 000 \$,
- (ii) par mise en accusation, d'une amende maximale de 5 000 000 \$.

162. L'article 467 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

467. En cas de perpétration par une entité d'une infraction à la présente loi, ceux de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par mise en accusation, la peine prévue à l'alinéa 466(1)a), que l'entité ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

163. Le paragraphe 474(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

474. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), l'ordonnance a pour effet d'assimiler la centrale à une association pour l'application des paragraphes 16(1), (3) et (4), des alinéas 167(2)a) et b), des articles 199, 200 et 291 à 317, à l'exception du paragraphe 291(2), et des parties IX à XV et XVII, à l'exception du paragraphe 375(3) et des sous-alinéas 443(1)b)(v) et (2)a)(v) et, pour l'application de ce dernier sous-alinéa, du paragraphe 443(3). À ces fins et avec les adaptations nécessaires, elle lui confère les attributions mentionnées dans ces dispositions, tout en l'y assujettissant.

Liability of officers, directors, etc.

Responsabilité pénale

1992, c. 56

GREEN SHIELD CANADA ACT

LOI SUR L'ASSOCIATION PERSONNALISÉE LE BOUCLIER VERT DU CANADA

1992, ch. 56

1996, c. 6, s. 165

164. (1) The portion of subsection 17(1) of the *Green Shield Canada Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

17. (1) Subject to any other provision of this Act, the following provisions of the *Insurance Companies Act*, as amended or enacted by *An Act to amend certain laws relating to financial institutions*, enacted during the second session

164. (1) Le passage du paragraphe 17(1) de la *Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

17. (1) Les dispositions ci-après énumérées de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, dans leur version modifiée ou édictée par la *Loi modifiant la législation relative aux institutions financières*, sanctionnée au cours de la

Application of the *Insurance Companies Act*

1996, ch. 6, art. 165

Applicabilité de la *Loi sur les sociétés d'assurances*

of the thirty-fifth Parliament, together with any regulations made under or for the purposes of those provisions, apply to the Association, with such modifications as the circumstances require:

(2) Paragraph 17(1)(e) of the Act is replaced by the following:

(e) sections 160 to 162 and 165 to 167, subsection 168(1), sections 170 to 172, subsections 174(1) and (3) to (6), subsection 174(7) (except the reference in it to subsection 173(4)), subsections 175(1) and (4), sections 177 and 189 to 194, subsection 195(1), sections 196 and 202 to 206, paragraphs 207(a), (b), (c), (h) and (i), sections 208 to 215, paragraphs 216(2)(d) and (e), subsections 217(1) and (2), paragraphs 217(3)(a) and (c), sections 218 to 223, 244, 254 to 256 and 260, subsections 261(1) and (2) and 262(1) to (6), sections 266 to 268, paragraphs 269(a) and (b), sections 270, 278, 279 and 330, subsections 331(1) and (2), paragraphs 331(3)(b) and (c), subsection 331(4), sections 332 to 357 and 359.1 to 380, paragraph 381(1)(a), subsection 381(2) and sections 382 to 406 of Part VI;

deuxième session de la trente-cinquième législature, ainsi que les règlements pris sous son empire, s'appliquent à l'Association, avec les adaptations que la situation de celle-ci exige, sous réserve des autres dispositions de la présente loi :

(2) L'alinéa 17(1)e de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) les articles 160 à 162 et 165 à 167, le paragraphe 168(1), les articles 170 à 172, les paragraphes 174(1), (3) à (6), le paragraphe 174(7) — à l'exception du renvoi au paragraphe 173(4) qu'il comporte —, les paragraphes 175(1) et (4), les articles 177 et 189 à 194, le paragraphe 195(1), les articles 196 et 202 à 206, les alinéas 207a), b), c), h) et i), les articles 208 à 215, les alinéas 216(2)d) et e), les paragraphes 217(1) et (2), les alinéas 217(3)a) et c), les articles 218 à 223, 244, 254 à 256 et 260, les paragraphes 261(1) et (2) et 262(1) à (6), les articles 266 à 268, les alinéas 269a) et b), les articles 270, 278, 279 et 330, les paragraphes 331(1) et (2), les alinéas 331(3)b) et c), le paragraphe 331(4), les articles 332 à 357 et 359.1 à 380, l'alinéa 381(1)a), le paragraphe 381(2) et les articles 382 à 406 de la partie VI;

1991, c. 47

INSURANCE COMPANIES ACT

165. (1) The definitions “actuary”, “life company” and “society” in subsection 2(1) of the *Insurance Companies Act* are replaced by the following:

“actuary”
« *actuaire* »

“actuary” means a Fellow of the Canadian Institute of Actuaries;

“life company”
« *société d'assurance-vie* »

“life company” means a company or a provincial company that is permitted to insure risks falling within the class of life insurance, other than a company or a provincial company that is also permitted to insure risks falling within any other class of insurance other than accident and sickness insurance, accident insurance, personal accident insurance, sickness insurance and loss of employment insurance;

“society”
« *société de secours* »

“society” means a body corporate referred to in subsection 13(2) that is a fraternal benefit society;

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

165. (1) Les définitions de « actuaire », « société d'assurance-vie » et « société de secours », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« actuaire » *Fellow* de l'Institut canadien des actuaires.

« société d'assurance-vie » Société ou société provinciale autorisée à garantir des risques dans la branche assurance-vie, à l'exclusion de celle qui est également autorisée à garantir des risques dans toute branche autre que l'assurance accidents et maladie, l'assurance accidents et maladie, l'assurance accidents corporels, l'assurance-maladie et l'assurance perte d'emploi.

« société de secours » Personne morale visée au paragraphe 13(2) qui est une société de secours mutuel.

1991, ch. 47

« actuaire »
“*actuary*”

« société d'assurance-vie »
“*life company*”

« société de secours »
“*society*”

(2) Paragraphs (a) and (b) of the definition “complainant” in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:

(a) a registered holder or beneficial owner, and a former registered holder or beneficial owner, of a security of the company or any of its affiliates,

(a.1) a policyholder entitled to vote at a meeting of policyholders or shareholders and policyholders of the company,

(b) a director or an officer, or a former director or officer, of the company or any of its affiliates, or

(3) Paragraph (a) of the definition “financial institution” in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

(a) a company or a society,

(4) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“fraternal benefit society” means a body corporate

(a) that is without share capital,

(b) that has a representative form of government, and

(c) that was incorporated for fraternal, benevolent or religious purposes, including the provision of insurance benefits solely to its members or the spouses or children of its members;

166. The portion of subsection 11(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

11. (1) Subject to subsection (2), for the purposes of this Act, a security of a body corporate or an unincorporated entity

(2) La définition de « plaignant », au paragraphe 2(1) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l’alinéa a), de ce qui suit :

a.1) soit le souscripteur habile à voter aux assemblées des souscripteurs ou des actionnaires et des souscripteurs de la société;

(3) L’alinéa a) de la définition de « institution financière », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

a) une société ou une société de secours;

(4) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« société de secours mutuel » Personne morale sans capital social possédant un système représentatif de gouvernement, constituée à des fins de fraternité, de bienfaisance ou religieuses, entre autres, pour assurer exclusivement ses membres, leurs conjoints ou leurs enfants.

166. Le paragraphe 11(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

11. (1) Sous réserve du paragraphe (2), pour l’application de la présente loi, les valeurs mobilières d’une personne morale ou d’une entité non dotée de la personnalité morale font l’objet d’une souscription publique lorsqu’il a été déposé à leur égard, aux termes d’une loi fédérale, provinciale ou étrangère, un document tel qu’un prospectus, un exposé des faits importants, une déclaration d’enregistrement ou une circulaire d’offre publique d’achat; elles sont de même réputées en avoir fait

“fraternal benefit society”
« société de secours mutuel »

Distribution to the public

« société de secours mutuel »
“fraternal benefit society”

Souscription publique

167. Subsection 13(2) of the Act is replaced by the following:

Application of certain provisions

(2) This Part and Parts II to IV, sections 224, 225 and 245 to 258 and Parts X, XII and XV to XVII apply to every body corporate

(a) that is incorporated or continued as a society under this Act, or

(b) to which any of the provisions of Parts I and II, Part III, except section 77, Part IV, except sections 123 to 130 and 153 to 158, and Parts V and VII of the *Canadian and British Insurance Companies Act* applied immediately before June 1, 1992

and that is not discontinued under this Act.

168. Section 21 of the Act is replaced by the following:

Sunset provision

21. Companies and societies shall not carry on business after March 31, 2002, except that if Parliament dissolves after December 31, 2001 and before April 1, 2002, companies and societies may continue to carry on business until the day that is one hundred and eighty days after the first day of the first session of the next Parliament.

169. Subsection 23(2) of the Act is replaced by the following:

Societies

(2) Letters patent incorporating a society may not be issued if the society is to operate for profit or as a commercial enterprise or its property is not to be under the control of persons periodically elected by members of the society.

170. (1) Section 32 of the French version of the Act is replaced by the following:

1994, c. 24, par. 34(1)(f)(F)

Personnes morales fédérales

32. (1) Les personnes morales constituées aux termes de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ou d'une autre loi fédérale peuvent demander au ministre des lettres patentes les prorogant comme sociétés sous le régime de la présente loi.

l'objet lorsqu'elles ont déjà été émises et que le dépôt d'un ou de plusieurs de ces documents serait requis aux termes d'une telle loi si l'émission était en cours.

167. Le paragraphe 13(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Champ d'application

(2) La présente partie, les parties II à IV, les articles 224, 225 et 245 à 258, les parties X, XII et XV à XVII s'appliquent aux personnes morales, auxquelles elles ne mettent pas fin, qui soit sont constituées ou prorogées en société de secours sous le régime de la présente loi, soit étaient régies par une ou plusieurs dispositions des parties I et II, III — sauf l'article 77 —, IV — sauf les articles 123 à 130 et 153 à 158 —, V et VII de la *Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques* avant le 1^{er} juin 1992.

168. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Temporisation

21. Les sociétés ne peuvent exercer leurs activités après le 31 mars 2002; toutefois, si le Parlement est dissous entre le 1^{er} janvier 2002 et le 31 mars de la même année, elles peuvent exercer leurs activités jusqu'à cent quatre-vingts jours après le premier jour de la première session de la législature suivante.

169. Le paragraphe 23(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Société de secours

(2) Il ne peut y avoir de délivrance de lettres patentes dans le cas où la société de secours ainsi constituée fonctionnerait dans un but lucratif ou comme une entreprise commerciale ou ses biens ne seraient pas contrôlés par des personnes élues périodiquement par les membres de la société.

170. (1) L'article 32 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 24, al. 34(1)(f)(F)

Personnes morales fédérales

32. (1) Les personnes morales constituées aux termes de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ou d'une autre loi fédérale peuvent demander au ministre des lettres patentes les prorogant comme sociétés sous le régime de la présente loi.

Autres
personnes
morales

(2) Les personnes morales non constituées sous le régime d'une loi fédérale peuvent, si les règles de droit en vigueur sur le territoire de leur constitution les y autorisent, demander au ministre des lettres patentes les prorogeant comme sociétés sous le régime de la présente loi.

(2) Section 32 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) A fraternal benefit society incorporated otherwise than by or under an Act of Parliament may, if so authorized by the laws of the jurisdiction where it is incorporated, apply to the Minister for letters patent continuing the fraternal benefit society as a society.

171. (1) Subsection 33(1) of the Act is replaced by the following:

33. (1) Where a body corporate applies for letters patent under subsection 32(1), (2) or (3), sections 23 to 27 apply in respect of the application, with such modifications as the circumstances require.

(2) Subsection 33(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) Where a body corporate applies for letters patent under subsection 32(1), (2) or (3), the application must be duly authorized by a special resolution.

172. (1) Subsection 34(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

34. (1) Le ministre peut, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, délivrer des lettres patentes prorogeant comme société sous le régime de la présente loi la personne morale qui lui en fait la demande aux termes des paragraphes 32(1) ou (2).

(2) Subsection 34(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Les personnes morales non constituées sous le régime d'une loi fédérale peuvent, si les règles de droit en vigueur sur le territoire de leur constitution les y autorisent, demander au ministre des lettres patentes les prorogeant comme sociétés sous le régime de la présente loi.

(2) L'article 32 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Les sociétés de secours mutuel non constituées sous le régime d'une loi fédérale peuvent, si les règles de droit en vigueur sur le territoire de leur constitution les y autorisent, demander au ministre des lettres patentes les prorogeant comme sociétés de secours sous le régime de la présente loi.

171. (1) Le paragraphe 33(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

33. (1) La demande de prorogation est, dans les trois cas, assujettie aux articles 23 à 27, avec les adaptations nécessaires.

(2) Le paragraphe 33(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Where a body corporate applies for letters patent under subsection 32(1), (2) or (3), the application must be duly authorized by a special resolution.

172. (1) Le paragraphe 34(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

34. (1) Le ministre peut, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, délivrer des lettres patentes prorogeant comme société sous le régime de la présente loi la personne morale qui lui en fait la demande aux termes des paragraphes 32(1) ou (2).

(2) Le paragraphe 34(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Autres
personnes
morales

Société de
secours
mutuel

Demande de
prorogation

Special
resolution
approval

Pouvoir de
délivrance

Fraternal
benefit
societies

Application
for
continuance

Special
resolution
approval

Pouvoir de
délivrance

Power to issue letters patent to fraternal benefit society

(2) On the application of a fraternal benefit society under subsection 32(3), the Minister may, subject to this Part, issue letters patent continuing the fraternal benefit society as a society.

(2) Le ministre peut, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, délivrer des lettres patentes prorogeant comme société de secours sous le régime de la présente loi la société de secours mutuel qui lui en fait la demande aux termes du paragraphe 32(3).

Sociétés de secours

Issue of letters patent

(3) Section 28 applies in respect of the issue of letters patent under subsection (1) or (2), with such modifications as the circumstances require.

(3) L'article 28 s'applique, avec les adaptations nécessaires, lors de la délivrance de lettres patentes de prorogation.

Lettres patentes de prorogation

173. Section 35 of the Act is renumbered as subsection 35(1) and is amended by adding the following:

173. L'article 35 de la même loi devient le paragraphe 35(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Effect of letters patent — society

(2) On the day set out in the letters patent continuing a fraternal benefit society as a society under subsection 34(2),

(2) À la date indiquée dans les lettres patentes de prorogation :

Effet

(a) the fraternal benefit society becomes a society as if it had been incorporated under this Act; and

a) la société de secours mutuel devient une société de secours comme si elle avait été constituée sous le régime de la présente loi;

(b) the letters patent are deemed to be the incorporating instrument of the continued society.

b) les lettres patentes sont réputées être l'acte constitutif de la société de secours prorogée.

174. Section 36 of the English version of the Act is replaced by the following:

174. L'article 36 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Copy of letters patent

36. (1) Where a body corporate is continued as a company or society under this Part, the Superintendent shall without delay send a copy of the letters patent to the appropriate official or public body in the jurisdiction in which the body corporate was authorized to apply to be continued under this Act.

36. (1) Where a body corporate is continued as a company or society under this Part, the Superintendent shall without delay send a copy of the letters patent to the appropriate official or public body in the jurisdiction in which the body corporate was authorized to apply to be continued under this Act.

Copy of letters patent

Notice of issuance of letters patent

(2) The Superintendent shall publish in the *Canada Gazette* a notice of the issuance of letters patent continuing a body corporate as a company or society under this Act.

(2) The Superintendent shall publish in the *Canada Gazette* a notice of the issuance of letters patent continuing a body corporate as a company or society under this Act.

Notice of issuance of letters patent

175. (1) The portion of section 37 of the Act before paragraph (c) is replaced by the following:

175. (1) Le passage de l'article 37 de la même loi précédant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

Effects of continuance

37. Where a body corporate is continued as a company or society under this Part,

37. Les règles suivantes s'appliquent à toute personne morale prorogée comme société ou comme société de secours sous le régime de la présente partie :

Effets de la prorogation

(a) the property of the body corporate continues to be the property of the company or society;

a) les biens de la personne morale appartiennent à la société ou à la société de secours;

(b) the company or society continues to be liable for the obligations of the body corporate;

(2) Paragraphs 37(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

(d) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the body corporate may continue to be prosecuted by or against the company or society;

(e) a conviction against, or any ruling, order or judgment in favour of or against the body corporate may be enforced by or against the company or society;

(3) Paragraph 37(f) of the English version of the Act is replaced by the following:

(f) a person who, on the day the body corporate becomes a company or society, is the holder of a security issued by the body corporate is not deprived of any right or privilege available to the person at that time in respect of the security or relieved of any liability in respect of it, but any such right or privilege may be exercised only in accordance with this Act; and

(4) Paragraph 37(g) of the Act is replaced by the following:

(g) the by-laws of the body corporate, except those that are in conflict with this Act, continue as the by-laws of the company or society.

176. (1) The portion of subsection 38(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

38. (1) Notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, the Minister may, on the recommendation of the Superintendent, by order, grant to a company or society in respect of which letters patent were issued under subsection 34(1) or (2) permission to

(a) engage in a business activity specified in the order that the company or society would not otherwise be permitted by this Act to engage in and that the body corporate continued as the company or society was engaging in at the time the application for the letters patent was made;

b) la société ou la société de secours assume les obligations de la personne morale;

(2) Les alinéas 37d) et e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

d) les procédures civiles, criminelles ou administratives engagées par ou contre la personne morale peuvent être continuées par ou contre la société ou la société de secours;

e) toute décision judiciaire ou quasi judiciaire rendue en faveur de la personne morale ou contre elle est exécutoire à l'égard de la société ou de la société de secours;

(3) L'alinéa 37f) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(f) a person who, on the day the body corporate becomes a company or society, is the holder of a security issued by the body corporate is not deprived of any right or privilege available to the person at that time in respect of the security or relieved of any liability in respect of it, but any such right or privilege may be exercised only in accordance with this Act; and

(4) L'alinéa 37g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

g) les règlements administratifs de la personne morale deviennent, sous réserve de leur compatibilité avec la présente loi, ceux de la société ou de la société de secours.

176. (1) Le passage du paragraphe 38(1) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

38. (1) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi ou de ses règlements, le ministre peut, par arrêté pris sur recommandation du surintendant, autoriser la société ou la société de secours à laquelle ont été délivrées des lettres patentes en vertu des paragraphes 34(1) ou (2) à :

a) exercer toute activité précisée dans l'arrêté et interdite par ailleurs par la présente loi mais à laquelle la personne morale prorogée se livrait à la date du dépôt de la demande de lettres patentes;

Transitional

Disposition
transitoire

(2) Paragraphs 38(1)(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

(d) hold assets that the company or society would not otherwise be permitted by this Act to hold, if the assets were held by the body corporate continued as the company or society at the time the application for the letters patent was made;

(e) acquire and hold assets that the company or society would not otherwise be permitted by this Act to acquire or hold, if the body corporate continued as the company or society was obliged, at the time the application for the letters patent was made, to acquire those assets; and

(3) The portion of subsection 38(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) L'arrêté précise la période de validité de l'autorisation, qui ne peut excéder :

(4) Subsections 38(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(3) Subject to subsection (4), the Minister may, on the recommendation of the Superintendent, by order, renew a permission granted by order under subsection (1) with respect to any matter described in paragraphs (1)(b) to (e) for such further period or periods as the Minister considers necessary.

(4) The Minister shall not grant to a company or society any permission

(a) with respect to matters described in paragraph (1)(b), that purports to be effective more than ten years after the date of the approval for the company or society to commence and carry on business, unless the Minister is satisfied on the basis of evidence on oath provided by an officer of the company or society that the company or society will not be able at law to redeem at the end of the ten years the outstanding debt obligations to which the permission relates; and

(b) with respect to matters described in paragraphs (1)(d) and (e), that purports to be effective more than ten years after the date of the approval for the company or society to commence and carry on business.

(2) Les alinéas 38(1)d) et e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

d) détenir des éléments d'actif prohibés par la présente loi mais qui, à la date de la demande, appartenaient à la personne morale prorogée;

e) acquérir et détenir des éléments d'actif prohibés par la présente loi, dans le cas où la personne morale prorogée était obligée, à la date de la demande, de les acquérir;

(3) Le passage du paragraphe 38(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) L'arrêté précise la période de validité de l'autorisation, qui ne peut excéder :

(4) Les paragraphes 38(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le ministre peut, sur recommandation du surintendant, dans les cas visés aux alinéas (1)b) à e), accorder, par arrêté, les renouvellements d'autorisation qu'il estime nécessaires.

(4) Le ministre ne peut pas délivrer d'autorisation qui serait encore valable plus de dix ans après la date d'obtention par la société ou la société de secours de l'agrément de fonctionnement dans les cas visés aux alinéas (1)d) et e); dans les cas visés à l'alinéa (1)b), il ne peut le faire que s'il est convaincu, sur la foi de la déposition sous serment d'un dirigeant de la société ou de la société de secours, que celle-ci sera dans l'incapacité juridique de racheter les titres de créance visés par l'autorisation encore en circulation à l'expiration de ce délai.

Durée des exceptions

Durée des exceptions

Renewal

Renouvellement

Limitation

Restriction

1996, c. 6,
s. 67

177. (1) The portion of paragraph 42(1)(c) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(c) that is the same as or, in the opinion of the Superintendent, substantially the same as or confusingly similar to, any existing

1996, c. 6,
s. 67

(2) Paragraph 42(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) that is the same as or, in the opinion of the Superintendent, substantially the same as or confusingly similar to, the known name under or by which any entity carries on business or is identified; or

178. Subsections 52(3) to (5) of the Act are replaced by the following:

(3) Except in respect of a body corporate that is continued as a company or society under this Act for the purposes of amalgamating without delay with one or more bodies corporate and continuing as a company or society under this Act, where letters patent continuing a body corporate as a company or society under this Act are issued, the Superintendent shall make an order approving the commencement and carrying on of business by the company or society.

(4) Where letters patent amalgamating and continuing two or more bodies corporate as a company or society under this Act are issued, the Superintendent shall make an order approving the commencement and carrying on of business by the company or society.

(5) For greater certainty, subsection 53(2) and section 57 do not apply in respect of a company or society referred to in subsections (3) and (4).

179. Subsection 57(2) of the Act is replaced by the following:

177. (1) L'alinéa 42(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) qui est identique à la marque de commerce, au nom commercial ou à la dénomination sociale d'une personne morale existant ou qui, selon le surintendant, est à peu près identique à ceux-ci ou leur est similaire au point de prêter à confusion, sauf si, d'une part, la dénomination, la marque ou le nom est en voie d'être changé ou la personne morale est en cours de dissolution et, d'autre part, le consentement de celle-ci à cet égard est signifié au surintendant selon les modalités qu'il peut exiger;

(2) L'alinéa 42(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) qui est identique au nom sous lequel une entité exerce son activité ou est connue, ou qui, selon le surintendant, est à peu près identique à celui-ci ou lui est similaire, au point de prêter à confusion avec lui;

178. Les paragraphes 52(3) à (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Le surintendant délivre un agrément à toute personne morale prorogée comme société ou société de secours sous le régime de la présente loi, sauf dans le cas de celle qui est prorogée uniquement en vue d'une fusion immédiate avec une ou plusieurs autres.

(4) De même, il délivre un agrément à la société ou à la société de secours issue de la fusion et de la prorogation de personnes morales sous le régime de la présente loi.

(5) Il est entendu que le paragraphe 53(2) et l'article 57 ne s'appliquent pas aux sociétés ou aux sociétés de secours visées aux paragraphes (3) et (4).

179. Le paragraphe 57(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 6,
art. 67

1996, ch. 6,
art. 67

Sociétés et sociétés de secours prorogées

Société ou société de secours issue d'une fusion

Non-application du paragraphe 53(2) et de l'article 57

Continued company or society

Amalgamated company or society

Subsection 53(2) and section 57 do not apply

Restrictions re
societies

(2) No order approving the commencement and carrying on of business of a society shall be made if the society operates for profit or as a commercial or business enterprise or the property or funds of the society are under the control of persons not periodically elected by members of the society.

180. Subsections 63(2) and (3) of the Act are repealed.

181. The portion of subsection 65(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

65. (1) The by-laws of a company may provide for one or more classes of shares and, if they so provide, shall set out

182. Section 70 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) Notwithstanding subsection (2), a company may record in the appropriate stated capital account part of the amount of any consideration it receives for shares it issues

(a) in exchange for

(i) property of a person who immediately before the exchange did not deal with the company at arm's length within the meaning of the *Income Tax Act*, or

(ii) shares of a body corporate that immediately before the exchange, or because of the exchange, did not deal with the company at arm's length within the meaning of the *Income Tax Act*; or

(b) under an agreement referred to in subsection 246(1) to shareholders of an amalgamating body corporate who receive the shares in addition to or instead of securities of the amalgamated company.

(2.2) On the issuance of a share, a company shall not add to the stated capital account in respect of the share an amount greater than the amount of the consideration it receives for the share.

(2.3) Where a company that has issued any outstanding shares of more than one class or series proposes to add to a stated capital account that it maintains in respect of a class

Classes of
shares

Exception

Limit on
addition to a
stated capital
accountConstraint on
addition to a
stated capital
account

(2) L'ordonnance d'agrément ne peut être délivrée à la société de secours soit qui exerce une activité à but lucratif ou exploite une entreprise commerciale, soit dont les biens ou capitaux sont contrôlés par des personnes non élues périodiquement par les membres de la société.

180. Les paragraphes 63(2) et (3) de la même loi sont abrogés.

181. Le passage du paragraphe 65(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

65. (1) Les règlements administratifs peuvent prévoir une ou plusieurs catégories d'actions; le cas échéant, ils doivent préciser :

182. L'article 70 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) La société peut porter au compte capital déclaré correspondant une partie seulement du montant de l'apport reçu en contrepartie des actions dans les cas suivants :

a) elle émet les actions en échange :

(i) de biens d'une personne avec qui, avant l'échange, elle avait un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) d'actions d'une personne morale avec laquelle la société, avant l'échange ou à cause de l'échange, avait un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) elle émet les actions aux termes d'une convention visée au paragraphe 246(1) en faveur des actionnaires d'une personne morale fusionnante qui reçoivent les actions en plus ou à la place de valeurs mobilières de la société issue de la fusion.

(2.2) Au moment de l'émission d'une action, la société ne peut porter au compte capital déclaré correspondant à l'action un montant supérieur à celui qu'elle a reçu en contrepartie de celle-ci.

(2.3) Dans les cas où elle a en circulation plus d'une catégorie ou série d'actions, la société ne peut ajouter au compte capital déclaré pour une catégorie ou série d'actions

Restrictions :
société de
secoursCatégories
d'actions et
leurs droits

Exception

Limite

Restriction

or series of shares an amount that was not received by the company as consideration for the issue of shares, the addition must be approved by special resolution unless all the issued and outstanding shares are of not more than two classes of convertible shares referred to in subsection 81(4).

183. The Act is amended by adding the following after section 76:

76.1 A company may, with the Superintendent's approval, hold shares of the company or shares or ownership interests of an entity that controls the company, where

- (a) the shares or ownership interests are assets of a fund maintained by the company as required by paragraph 451(b); and
- (b) the assets of the fund reflect the securities upon which a generally recognized market index is based and the weighting of those securities in that index.

184. Subsections 83(5) to (8) of the Act are repealed.

185. The Act is amended by adding the following after section 83:

Restrictions Specific to Shares of Mutual Companies

83.01 The definitions in this section apply in this section and in sections 83.02 to 83.11.

“participating share” means a share issued by a mutual company that confers on the holder of the share the right to receive remaining property of the company on the dissolution of the company.

“participating shareholder” means the holder of a participating share.

“participating shareholder account” means an account that a mutual company is required by section 83.04 to maintain.

83.02 (1) Except as provided in subsections (2) and (3), a mutual company shall not issue any share that confers on its holder the right to vote at meetings of the shareholders and policyholders of the company.

donnée un montant qu'elle n'a pas reçu en contrepartie de l'émission d'actions que si cette mesure est approuvée par une résolution extraordinaire. La présente disposition ne s'applique pas si toutes les actions en circulation de la société appartiennent à au plus deux catégories d'actions convertibles visées au paragraphe 81(4).

183. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 76, de ce qui suit :

76.1 La société peut, avec l'autorisation du surintendant, détenir ses actions ou les actions ou titres de participation d'une entité qui la contrôle si ces actions ou titres sont des éléments d'actif d'une caisse séparée constituée aux termes de l'article 451 et si l'actif de la caisse est composé, dans les mêmes proportions, des valeurs mobilières sur lesquelles se fonde un indice boursier généralement reconnu.

184. Les paragraphes 83(5) à (8) de la même loi sont abrogés.

185. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 83, de ce qui suit :

Restrictions particulières aux actions de sociétés mutuelles

83.01 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 83.02 à 83.11.

« actionnaire participant » Le détenteur d'une action participante.

« action participante » Action émise par une société mutuelle et qui confère à son détenteur le droit de participer à la distribution du reliquat des biens de celle-ci lors de sa dissolution.

« compte des actionnaires participants » Compte qu'une société mutuelle doit tenir aux termes de l'article 83.04.

83.02 (1) Sauf cas prévus aux paragraphes (2) et (3), la société mutuelle ne peut émettre d'actions qui confèrent à leur détenteur le droit de voter aux assemblées des actionnaires et des souscripteurs de la société.

Holding in market-indexed segregated fund

Definitions

“participating share”
« action participante »

“participating shareholder”
« actionnaire participant »

“participating shareholder account”
« compte des actionnaires participants »

Voting rights

Caisse séparée fondée sur un indice boursier

Définitions

« actionnaire participant »
“participating shareholder”

« action participante »
“participating share”

« compte des actionnaires participants »
“participating shareholder account”

Droit de vote

Exception —
specified
events or
conditions

(2) A share may confer on its holder the right to vote where an event has occurred and is continuing or a condition is fulfilled.

(2) Une action peut conférer à son détenteur le droit de vote en raison de la survenance d'un fait qui demeure ou de la réalisation d'une condition.

Survenance
d'un fait ou
réalisation
d'une
condition

Exception —
election of
directors

(3) Subject to subsection 173(4.1), participating shares may confer on their holders the right to elect the number of directors indicated in the company's by-laws.

(3) Sous réserve du paragraphe 173(4.1), les actions participantes peuvent être assorties du droit d'élire le nombre d'administrateurs prévu par les règlements administratifs de la société mutuelle.

Élection
d'adminis-
trateurs

Participating
shares

83.03 A mutual company shall not issue participating shares unless the by-laws of the company authorize it to issue participating shares.

83.03 La société mutuelle ne peut émettre d'actions participantes que si ses règlements administratifs l'autorisent.

Actions
participantes

Participating
shareholder
accounts

83.04 A mutual company that issues participating shares shall maintain separate accounts, in the form and manner determined by the Superintendent, in respect of those shares.

83.04 La société mutuelle tient des comptes séparés, en la forme déterminée par le surintendant, à l'égard des actions participantes.

Comptes des
actionnaires
participants

Allocation of
income

83.05 There shall be credited to, or debited from, a participating shareholder account that portion of the income or losses of the company for a financial year, including accrued capital gains or losses, whether or not realized, that is determined in accordance with a method that is

83.05 Il est porté au crédit ou au débit du compte des actionnaires participants la partie des revenus ou pertes de placement de la société pour l'exercice — y compris les gains ou pertes en capital accumulés, réalisés ou non — déterminée suivant des modalités qui :

Répartition
des revenus

(a) in the written opinion of the actuary of the company, fair and equitable to the participating policyholders of the company;

a) selon l'avis écrit de l'actuaire de la société, sont équitables à l'égard des souscripteurs avec participation;

(b) approved by resolution of the directors, after considering the written opinion of the actuary; and

b) sont approuvées par résolution des administrateurs prise après étude de l'avis de l'actuaire de la société;

(c) not disallowed by the Superintendent, on the ground that it is not fair and equitable to the participating policyholders, within sixty days after receiving the resolution.

c) ne sont pas désavouées par le surintendant, dans les soixante jours qui suivent la réception de la résolution, pour des motifs d'iniquité à l'égard des souscripteurs avec participation.

Allocation of
expenses

83.06 There shall be debited from a participating shareholder account that portion of the expenses, including taxes, of the company for a financial year that is determined in accordance with a method that is

83.06 Il est porté au débit du compte des actionnaires participants la partie des frais, y compris les impositions fiscales, de la société pour l'exercice déterminée selon les mêmes modalités qu'à l'article 83.05.

Répartition
des frais

(a) in the written opinion of the actuary of the company, fair and equitable to the participating policyholders of the company;

(b) approved by resolution of the directors, after considering the written opinion of the actuary; and

(c) not disallowed by the Superintendent, on the ground that it is not fair and equitable to the participating policyholders, within sixty days after receiving the resolution.

Filing of allocation method

83.07 A mutual company the directors of which by resolution approve a method of allocating its income and losses and expenses to a participating shareholder account shall, within thirty days after the making of the resolution, file a copy of it with the Superintendent, together with a copy of the written opinion of the actuary of the company and any other information relevant to the allocation method that the Superintendent requests.

83.07 Dans les trente jours suivant la prise de la résolution dans le cadre des articles 83.05 et 83.06, la société mutuelle en dépose une copie auprès du surintendant accompagnée d'une copie de l'avis de l'actuaire de la société et de tous autres renseignements sur les modalités de répartition que le surintendant exige.

Dépôt des modalités de répartition

Review of allocation method

83.08 The actuary of a company shall annually report in writing to the directors on the fairness and equitableness of the method used by the company for allocating its income and losses and expenses to a participating shareholder account.

83.08 Chaque année, l'actuaire de la société mutuelle fait rapport par écrit aux administrateurs sur l'équité des modalités de répartition utilisées par la société à l'égard des comptes des actionnaires participants.

Rapport sur les modalités de répartition

Payment of dividends

83.09 A mutual company that pays a dividend under section 83 on participating shares shall debit from the participating shareholder account in respect of those shares

83.09 La société mutuelle qui paie un dividende conformément à l'article 83 sur des actions participantes porte au débit du compte des actionnaires participants :

Paiement de dividendes

(a) in the case of a dividend paid by issuing fully paid shares, the amount recorded as stated capital in respect of the dividend as required by subsection 83(3); and

a) le montant inscrit en vertu du paragraphe 83(3) au compte capital déclaré pour les dividendes qu'elle verse sous forme d'actions entièrement libérées;

(b) in any other case, the amount or value of the dividend.

b) pour les dividendes versés d'une autre façon, le montant ou la valeur du dividende.

Participating share redemptions, etc.

83.1 (1) On a purchase, redemption or other acquisition by a company of participating shares issued by it or fractions of participating shares issued by it, other than participating shares held under section 76 or acquired through the realization of security and sold as required by subsection 77(2), there shall be debited from the participating shareholder account for the class or series of shares so purchased, redeemed or otherwise acquired the amount determined by the formula

$$A \times B/C$$

where

A is the balance of the participating shareholder account for the shares of that class or series immediately before the purchase, redemption or other acquisition;

83.1 (1) La société mutuelle qui acquiert, notamment par achat ou rachat, des actions participantes ou fractions d'actions participantes qu'elle a émises, à l'exception d'actions participantes détenues conformément à l'article 76 ou à la suite de la réalisation d'une sûreté et vendues conformément au paragraphe 77(2), débite le compte des actionnaires participants afférent à la catégorie ou série concernée du montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times B/C$$

où :

A est le solde du compte des actionnaires participants afférent à la catégorie ou série concernée avant l'acquisition;

Achat, rachat, etc., d'actions participantes

B is the number of shares of that class or series so purchased, redeemed or otherwise acquired; and

C is the number of shares of that class or series outstanding immediately before the purchase, redemption or other acquisition.

Shares converted to another class

(2) On a conversion of outstanding participating shares of a company into shares of another class or series, or on a change of outstanding participating shares of the company into shares of another class or series

(a) there shall be deducted from the participating shareholder account maintained for the class or series of participating shares converted or changed the amount determined by the formula

$$A \times B/C$$

where

A is the balance of the participating shareholder account for the shares of that class or series immediately before the conversion or change,

B is the number of shares of that class or series converted or changed, and

C is the number of shares of that class or series outstanding immediately before the conversion or change; and

(b) if the shares of that other class or series are participating shares, the amount determined under the formula in paragraph (a) shall be credited to the participating shareholder account for those participating shares.

Participating shareholder account for convertible participating shares

(3) For the purposes of subsection (2) and subject to the company's by-laws, where a company issues two classes of participating shares and there is attached to each class a right to convert a share of one class into a share of the other class and a share is so converted, the amount in a participating shareholder account attributable to a share in either class is the amount determined by the formula

$$A/B$$

where

B le nombre d'actions acquises de cette catégorie ou série;

C le nombre d'actions de cette catégorie ou série en circulation avant l'acquisition.

Conversion d'actions

(2) La société doit, dès le passage d'actions participantes déjà en circulation à une autre catégorie ou série d'actions à la suite d'une conversion ou d'un changement :

a) débite le compte des actionnaires participants afférent à la catégorie ou série initiale d'un montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times B/C$$

où :

A est le solde du compte des actionnaires participants afférent à cette catégorie ou série avant la conversion ou le changement,

B le nombre d'actions de cette catégorie ou série ayant fait l'objet de la conversion ou du changement,

C le nombre d'actions de cette catégorie ou série en circulation avant la conversion ou le changement;

b) si les actions converties ou changées sont des actions participantes, créditer le compte des actionnaires participants afférent à ces actions le montant résultant du calcul visé à l'alinéa a).

Compte des actionnaires participants pour des actions convertibles

(3) Pour l'application du paragraphe (2) et sous réserve des règlements administratifs, lorsqu'est exercé le droit de conversion réciproque dont sont assorties deux catégories d'actions émises par la société, le montant du compte des actionnaires participants attribuable à une action de l'une ou l'autre catégorie est égal au montant calculé selon la formule suivante :

$$A/B$$

où :

A is the total of the balances of the participating shareholder accounts of both classes; and

B is the number of outstanding shares of both classes immediately before the conversion.

83.11 The remaining property of a company that a participating shareholder of the company is entitled to receive on the dissolution of the company shall not exceed the sum of all amounts each of which is the amount in respect of a class or series of participating shares of the company determined by the formula

$$A \times B/C$$

where

A is the balance in the participating shareholder account for the shares of that class or series immediately before the dissolution;

B is the number of shares of that class or series held by the participating shareholder immediately before the dissolution; and

C is the number of shares of that class or series immediately before the dissolution.

186. (1) Subsection 142(3) of the Act is replaced by the following:

(2.1) Before a meeting of policyholders, the directors may fix a date as the record date for the purpose of determining policyholders entitled to vote at the meeting. That record date must not be more than ten days before the date on which the meeting is to be held.

(3) If no record date is fixed under subsection (1) for the determination of shareholders or policyholders for any purpose for which a record date could have been fixed under that subsection, the record date for the determination of shareholders or policyholders for that purpose is the date on which the directors pass the resolution relating to that purpose.

(3.1) If no record date is fixed under subsection (2) for the determination of shareholders entitled to receive notice of a meeting, the record date for the determination of shareholders entitled to receive notice of, or to vote at, that meeting is

(a) the day immediately before the day on which the notice is given; or

A est le total des soldes du compte des actionnaires participants correspondant aux deux catégories;

B le nombre d'actions en circulation dans ces deux catégories avant la conversion.

83.11 Le reliquat des biens auquel a droit un actionnaire participant à la dissolution de la société mutuelle ne peut dépasser la somme des montants calculés, pour la catégorie ou série concernée, selon la formule suivante :

$$A \times B/C$$

où :

A est le solde du compte des actionnaires participants afférent à cette catégorie ou série avant la dissolution;

B le nombre d'actions de cette catégorie ou série détenu par l'actionnaire participant avant la dissolution;

C le nombre d'actions de cette catégorie ou série avant la dissolution.

186. (1) Le paragraphe 142(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2.1) Le conseil d'administration peut fixer la date de référence pour ce qui est de déterminer les souscripteurs habiles à voter à une assemblée de souscripteurs. Celle-ci ne peut précéder de plus de dix jours la date de l'assemblée.

(3) À défaut de fixation d'une date de référence dans le cadre du paragraphe (1), celle-ci est, pour ce qui est de déterminer les actionnaires ou souscripteurs à l'une ou l'autre des fins prévues à ce paragraphe, la date d'adoption de la résolution pertinente par les administrateurs.

(3.1) À défaut de fixation d'une date de référence dans le cadre du paragraphe (2), celle-ci est, pour ce qui est de déterminer les actionnaires qui ont le droit de recevoir l'avis de l'assemblée ou d'y voter, la date de la veille du jour où l'avis est donné ou, si aucun avis n'est donné, celle du jour de l'assemblée.

Remaining property on dissolution

Répartition du reliquat

Record date for policyholders' vote

Date de référence — souscripteurs habiles à voter

No record date fixed under subsection (1)

Absence de fixation — cas du par. (1)

No record date fixed for shareholders under subsection (2)

Absence de fixation — certains cas du par. (2)

(b) if no notice is given, the day on which the meeting is held.

No record date fixed for policyholders under subsection (2)

(3.2) If no record date is fixed under subsection (2) for the determination of policyholders entitled to receive notice of a meeting, the record date for that purpose is

(a) the day immediately before the day on which the notice is given; or

(b) if no notice is given, the day on which the meeting is held.

No record date fixed under subsection (2.1)

(3.3) If no record date is fixed under subsection (2.1) for the determination of policyholders entitled to vote at a meeting, the record date for that purpose is the day on which the meeting is held.

(2) The portion of subsection 142(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Notice of record date

(4) Subject to subsection (5), where a record date is fixed for the determination of shareholders for any purpose, notice of the record date shall, not less than seven days before the record date, be given

(3) Subsection 142(5) of the Act is replaced by the following:

Exception

(5) Notice of a record date need not be given where the requirement to give the notice is waived in writing by every holder of a share of the class or series affected by the fixing of the record date whose name is set out in the central securities register at the close of business on the day on which the directors fix the record date.

1993, c. 34, s. 78

187. (1) Paragraph 143(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) each policyholder who is determined under subsection (1.4) or (1.6) to be a policyholder entitled to notice under this paragraph, if no business referred to in any of subparagraphs (c)(i) to (iv) is to be dealt with at the meeting;

(2) Section 143 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(3.2) À défaut de fixation d'une date de référence dans le cadre du paragraphe (2), celle-ci est, pour ce qui est de déterminer les souscripteurs qui ont le droit de recevoir l'avis de l'assemblée, la date de la veille du jour où l'avis est donné ou, si aucun avis n'est donné, celle de l'assemblée.

Absence de fixation — autres cas du par. (2)

(3.3) À défaut de fixation d'une date de référence dans le cadre du paragraphe (2.1), celle-ci est, pour ce qui est de déterminer les souscripteurs habiles à voter à l'assemblée, celle de l'assemblée.

Absence de fixation — cas du par. (2.1)

(2) Le passage du paragraphe 142(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(4) Sous réserve du paragraphe (5), la date de référence étant choisie pour ce qui est de déterminer les actionnaires, avis en est donné, au plus tard sept jours avant :

Avis de la date de référence

(3) Le paragraphe 142(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Il n'est pas nécessaire de donner avis de la date de référence si est signée une renonciation écrite de tous les détenteurs d'actions de la catégorie ou série concernée dont le nom figure au registre central des valeurs mobilières à l'heure de la fermeture des bureaux le jour de la fixation.

Exception

187. (1) L'alinéa 143(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) sauf cas d'application de l'un ou l'autre des sous-alinéas c)(i) à (iv), à chaque souscripteur qui, aux termes des paragraphes (1.4) ou (1.6), a le droit de le recevoir;

1993, ch. 34, art. 78

(2) L'article 143 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Waiver of notice

(1.1) A company is not required under subsection (1) to send to a person notice of a meeting if the person waives notice of the meeting. That waiver may be in any manner.

(1.1) La société n'est pas tenue d'envoyer l'avis de convocation à la personne qui y renonce, la renonciation n'étant soumise à aucune modalité de forme.

Renonciation à l'avis

Attendance constitutes waiver

(1.2) A person who attends a meeting of shareholders or policyholders is deemed to have waived notice of the meeting, except where the person attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

(1.2) La présence à l'assemblée de l'actionnaire ou du souscripteur équivaut à une renonciation de l'avis de convocation, sauf lorsqu'il y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que l'assemblée n'est pas régulièrement convoquée.

Présomption de renonciation

Practices of policyholder notification

(1.3) A company shall adopt and follow either of the two practices set out in subsections (1.4) and (1.5) for the notification of policyholders under paragraph (1)(b).

(1.3) La société peut adopter l'une ou l'autre des deux méthodes prévues aux paragraphes (1.4) ou (1.5) pour déterminer les destinataires des avis dans le cadre de l'alinéa (1)b).

Destinataires de l'avis de convocation

First practice

(1.4) One practice requires the company to send the notice to each policyholder entitled to vote at the meeting. If that practice is adopted, each of those policyholders is entitled to notice under paragraph (1)(b).

(1.4) En vertu de la première méthode, la société doit envoyer l'avis de convocation à tous les souscripteurs habiles à voter à l'assemblée.

Avis à tous les souscripteurs

Second practice

(1.5) The other practice requires the company, at the time of the application for or issuance of a policy that gives the policyholder the right to vote at meetings of the shareholders and policyholders of the company, and after that time at least once every three years,

(1.5) En vertu de l'autre méthode, elle doit, au moment soit de la demande, soit de l'émission d'une police avec droit de vote aux assemblées des souscripteurs ou à celles des actionnaires et des souscripteurs, et au moins une fois tous les trois ans par la suite :

Avis aux personnes qui veulent recevoir l'avis

(a) to advise the policyholder of the policyholder's right to attend and to vote in person or by proxy at those meetings; and

a) aviser le souscripteur de son droit d'assister à ces assemblées et d'y voter, en personne ou par procuration;

(b) to provide the policyholder with a form on which the policyholder may indicate whether the policyholder wants to receive notices of those meetings.

b) lui remettre un formulaire à lui retourner dûment rempli s'il désire recevoir les avis des assemblées des souscripteurs ou des actionnaires et des souscripteurs.

Notice under second practice

(1.6) If a company chooses to adopt and follow the practice under subsection (1.5), each policyholder entitled to vote at a meeting of shareholders and policyholders of the company is entitled to notice under paragraph (1)(b) if

(1.6) Dans le cas de la deuxième méthode, la société doit envoyer l'avis aux souscripteurs qui lui ont remis, dans les trois ans précédant la date de référence prévue aux paragraphes 142(2) ou (3.2), le formulaire visé à l'alinéa (1.5)b), ou celui visé à l'alinéa 164(1)b), dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, indiquant le désir d'être avisés des assemblées des souscripteurs ou des actionnaires et des souscripteurs.

Obligation dans le cas de la deuxième méthode

(a) the policyholder, within three years before the record date fixed or determined under subsection 142(2) or (3.2) for the meeting, completes and returns to the company a form referred to in paragraph (1.5)(b) or a form referred to in paragraph 164(1)(b), as that paragraph read before the coming into force of this subsection; and

(b) the policyholder indicates on that form that the policyholder wants to receive notices of meetings of shareholders and policyholders of the company.

(3) Paragraph 143(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) notice of the time and place of the meeting of policyholders of the company and, where a company follows the practice under subsection (1.5), information on the means by which any policyholder can receive the notice required under subsection (1), shall be published once a week for at least four consecutive weeks before the date of the meeting in a newspaper in the place where the head office of the company is situated and in each region of Canada in which more than one per cent of the total number of policyholders entitled to vote at the meeting reside.

188. Subsection 144(2) of the Act is replaced by the following:

(2) If a meeting of shareholders or policyholders is adjourned by one or more adjournments for a total of thirty days or more, notice of the continuation of the meeting shall be given as for an original meeting but, unless the meeting is adjourned by one or more adjournments for a total of more than ninety days, subsection 164.03(1) does not apply.

189. Subsection 145(1) of the Act is replaced by the following:

145. (1) All matters dealt with at a special meeting of shareholders or policyholders or at an annual meeting of shareholders and policyholders are deemed to be special business, except that special business does not include consideration of

- (a) the financial statements;
- (b) the auditor's report;
- (c) the actuary's report;
- (d) the election of directors;
- (e) the remuneration of directors and reappointment of the incumbent auditor; or
- (f) the description of the roles of the actuary and the auditor in the preparation and audit of the financial statements.

(3) L'alinéa 143(3)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) avis des date, heure et lieu de l'assemblée des souscripteurs, accompagné, dans les cas où la méthode prévue au paragraphe (1.5) est adoptée, des modalités d'obtention de l'avis prévu au paragraphe (1), dans un journal au lieu du siège de la société et en chaque région au Canada où résident plus de un pour cent des souscripteurs habiles à y voter.

188. Le paragraphe 144(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) En cas d'ajournement, en une ou plusieurs fois, pour au moins trente jours, avis de la reprise de l'assemblée doit être donné comme pour une nouvelle assemblée; cependant le paragraphe 164.03(1) ne s'applique que lorsque l'ajournement excède quatre-vingt-dix jours.

189. Le paragraphe 145(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

145. (1) Tous les points de l'ordre du jour des assemblées extraordinaires et annuelles sont réputés être des questions particulières; font exception à cette règle :

- a) l'examen des états financiers;
- b) l'examen du rapport du vérificateur;
- c) l'examen du rapport de l'actuaire;
- d) l'élection des administrateurs;
- e) la rémunération des administrateurs et le renouvellement du mandat du vérificateur;
- f) la description des fonctions de l'actuaire et du vérificateur dans la préparation et la vérification des états financiers.

Notice after longer adjournment

Avis

Special business

Questions particulières

190. Section 146 of the Act is repealed.**191. Paragraph 147(4)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) at least two hundred and fifty policyholders who are entitled to vote at the meeting to which the proposal is to be presented, or one per cent of the total number of those policyholders, whichever is lesser, in the case of nominations for the directors to be elected by policyholders.

192. (1) Subsection 149(1) of the Act is replaced by the following:

149. (1) For each meeting of shareholders or policyholders of a company, the company shall prepare

(a) a list, which may be in electronic form, of its shareholders entitled to receive notice of a meeting under paragraph 143(1)(a), arranged in alphabetical order and showing the number of shares held by each shareholder; and

(b) a list, which may be in electronic form, of its policyholders entitled to vote at the meeting.

(1.1) If a record date is fixed under subsection 142(2), the list referred to in paragraph (1)(a) shall be prepared not later than ten days after that record date. If no record date is fixed under that subsection, the list shall be prepared

(a) at the close of business on the day before the day on which the notice of the meeting is given; or

(b) if no notice is given, on the day on which the meeting is held.

(1.2) If a record date is fixed under subsection 142(2.1), the list referred to in paragraph (1)(b) shall be prepared not later than the day on which the meeting is held. If no record date is fixed under that subsection, the list shall be prepared

(a) at the close of business on the day before the day on which the notice of the meeting is given; or

190. L'article 146 de la même loi est abrogé.**191. L'alinéa 147(4)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) dans le cas d'une élection par les souscripteurs, par un pour cent des souscripteurs — jusqu'à concurrence de deux cent cinquante — habiles à voter à l'assemblée à laquelle la proposition doit être présentée.

192. (1) Le paragraphe 149(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

149. (1) Pour chaque assemblée d'actionnaires ou de souscripteurs, la société dresse la liste — informatique ou autre — alphabétique des actionnaires devant recevoir avis des assemblées aux termes de l'alinéa 143(1)a), avec mention du nombre d'actions qu'ils détiennent, ainsi que la liste — informatique ou autre — des souscripteurs habiles à voter à l'assemblée.

(1.1) Si une date de référence a été fixée conformément au paragraphe 142(2), la liste des actionnaires est dressée au plus tard dix jours après cette date. Si aucune date de référence n'a été fixée, la liste doit être dressée à l'heure de fermeture des bureaux, la veille du jour où l'avis de l'assemblée est donné, ou, si aucun avis n'est donné, le jour de l'assemblée.

(1.2) Si une date de référence a été fixée conformément au paragraphe 142(2.1), la liste des souscripteurs est dressée au plus tard le jour de l'assemblée. Si aucune date de référence n'a été fixée, la liste est dressée à l'heure de fermeture des bureaux, la veille du jour où l'avis de l'assemblée est donné, ou, si aucun avis n'est donné, le jour de l'assemblée.

Shareholder and policyholder lists

Time to prepare shareholder list

Time to prepare policyholder list

Liste des actionnaires et des souscripteurs

Délai — actionnaires

Délai — souscripteurs

(b) if no notice is given, on the day on which the meeting is held.

(2) The portion of subsection 149(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Except as otherwise provided in this Act, at a meeting to which a list prepared under paragraph (1)(a) relates, a person named in the list is entitled to vote the shares shown on the list opposite the person's name unless

Effect of shareholder list

(3) Subsection 149(3) of the Act is replaced by the following:

(3) A person named in a list prepared under paragraph (1)(b) is entitled to vote at the meeting to which the list relates unless the person has, after the record date fixed under subsection 142(2.1) or, if no record date is fixed under that subsection, after the date on which the list was prepared, transferred the policy entitling the holder to vote, in which case the transferee is entitled to vote at the meeting.

Effect of policyholder list

193. Section 153 of the Act is replaced by the following:

153. (1) Subject to subsection 149(3), the holder of one or more participating policies issued by a company is entitled to attend a meeting of policyholders or shareholders and policyholders of the company and is entitled to one vote at that meeting.

One vote for each participating policyholder

(2) Notwithstanding subsection (1) but subject to subsection 149(3), the holder of a participating policy that was issued by a former-Act company before June 1, 1992 is entitled to more than one vote, or to a fraction of a vote, at a meeting of policyholders or shareholders and policyholders of the company in accordance with the terms of the policy or the provisions of the incorporating instrument or the by-laws of the company that had not been repealed and had not otherwise ceased to have effect before that date.

Exception

(2) Le passage du paragraphe 149(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Les personnes inscrites sur la liste des actionnaires sont, sauf disposition contraire de la présente loi, habiles à exercer les droits de vote dont sont assorties les actions figurant en regard de leur nom; cependant ces droits sont exercés par le cessionnaire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Effet de la liste des actionnaires

(3) Le paragraphe 149(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les personnes inscrites sur la liste des souscripteurs sont habiles à exercer leur droit de vote lors de l'assemblée pour laquelle la liste a été dressée; cependant ces droits sont exercés par le cessionnaire lorsque la cession de la police est postérieure à la date de référence fixée en vertu du paragraphe 142(2.1) ou, à défaut, à la date à laquelle la liste a été dressée.

Effet de la liste des souscripteurs

193. L'article 153 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

153. (1) Sous réserve du paragraphe 149(3), le souscripteur d'une ou de plusieurs polices à participation dispose d'une voix à l'assemblée des souscripteurs ou à celle des actionnaires et souscripteurs, et a droit d'y assister.

Une voix par souscripteur avec participation

(2) Par dérogation au paragraphe (1) mais sous réserve du paragraphe 149(3), le souscripteur d'une police à participation émise par une société antérieure avant le 1^{er} juin 1992 a droit, selon le cas, à plus d'une voix ou à une fraction de voix à l'assemblée des souscripteurs ou des actionnaires et souscripteurs de la société conformément aux dispositions de l'acte constitutif ou des règlements administratifs de celle-ci, ou des conditions de la police, n'ayant pas cessé d'avoir effet, notamment par abrogation, avant cette date.

Exception

194. (1) Subsections 154(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Other policyholders entitled to vote

154. (1) Subject to subsection 149(3), the holder of one or more policies, other than participating policies, issued by a company is entitled to attend a meeting of policyholders or shareholders and policyholders of the company, and is entitled to one vote at that meeting, where

(a) the terms of one or more of those policies entitle the policyholder to vote at the meeting; or

(b) the by-laws of the company entitle the policyholder to vote at the meeting.

Exception

(2) Notwithstanding subsection (1) but subject to subsection 149(3), the holder of a policy, other than a participating policy, that was issued by a former-Act company before June 1, 1992 is entitled to more than one vote, or to a fraction of a vote, at a meeting of policyholders or shareholders and policyholders of the company in accordance with the terms of the policy or the provisions of the incorporating instrument or the by-laws of the company that had not been repealed and had not otherwise ceased to have effect before that date.

(2) The portion of subsection 154(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

One policyholder — one vote

(3) Subject to subsection 149(3), the holder of one or more participating policies issued by a company and one or more policies, other than participating policies, referred to in subsection (1)

194. (1) Les paragraphes 154(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Autres souscripteurs habiles à voter

154. (1) Sous réserve du paragraphe 149(3), le souscripteur d'une ou plusieurs polices, autres qu'une police à participation, a droit d'assister à l'assemblée des souscripteurs ou des actionnaires et souscripteurs et a droit à une voix à cette assemblée si la ou les polices le prévoient ou si les règlements administratifs l'autorisent à voter à cette assemblée.

(2) Par dérogation au paragraphe (1) mais sous réserve du paragraphe 149(3), le souscripteur d'une police — autre qu'à participation — émise par une société antérieure avant le 1^{er} juin 1992 a droit, selon le cas, à plus d'une voix ou à une fraction de voix à l'assemblée des souscripteurs ou des actionnaires et souscripteurs de la société conformément aux dispositions de l'acte constitutif ou des règlements administratifs de celle-ci, ou des conditions de la police, n'ayant pas cessé d'avoir effet, notamment par abrogation, avant cette date.

Exception

(2) Le paragraphe 154(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Un vote par souscripteur

(3) Sous réserve du paragraphe 149(3), le souscripteur d'une ou de plusieurs polices à participation émises par la société et d'une ou plusieurs polices — autres qu'à participation — visées au paragraphe (1) n'a droit qu'à une voix à l'assemblée des souscripteurs ou des actionnaires et souscripteurs, mais a droit à une voix à titre de souscripteur d'une ou de plusieurs polices à participation et à une autre voix à titre de souscripteur d'une ou de plusieurs polices — autres qu'à participation — visées à ce paragraphe dans les cas où la présente loi prévoit une mise aux voix séparée pour les souscripteurs avec participation et les autres souscripteurs. À l'assemblée des actionnaires et souscripteurs, le souscripteur qui est également actionnaire est habile à exercer les droits de vote dont sont assorties ses actions.

195. Paragraph 159(4)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) the business of the meeting as stated in the requisition includes matters described in paragraphs 147(5)(b) to (e), (h) and (i).

196. Subsection 160(1) of the Act is replaced by the following:

160. (1) A court may order a meeting of shareholders or policyholders of a company to be called, held and conducted in such manner as the court directs where

(a) it is impracticable to call the meeting in the manner in which it is otherwise to be called;

(b) it is impracticable to conduct the meeting in the manner required by the by-laws and this Act; or

(c) the court thinks fit to make the order for any other reason.

(1.1) The court may make that order on the application of

(a) the Superintendent;

(b) a director; or

(c) a shareholder or policyholder entitled to vote at the meeting.

197. Section 164 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

DIVISION I.1

PROXIES

164. The definitions in this section apply in this Division.

“registrant” means a securities broker or dealer required to be registered to trade or deal in securities under the laws of any jurisdiction.

“solicit” or “solicitation” includes

(a) a request for a proxy, whether or not accompanied by or included in a form of proxy,

195. L’alinéa 159(4)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) les questions énoncées dans la requête relèvent des cas visés aux alinéas 147(5)b) à e), h) et i).

196. Le paragraphe 160(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

160. (1) S’il l’estime à propos, notamment en cas d’impossibilité de convoquer régulièrement l’assemblée des actionnaires ou des souscripteurs ou de la tenir selon les règlements administratifs et la présente loi, le tribunal peut ordonner la convocation et la tenue de l’assemblée en conformité avec ses instructions à cet effet.

(1.1) Peuvent demander l’ordonnance :

a) le surintendant;

b) un administrateur;

c) un actionnaire ou un souscripteur habile à voter à l’assemblée.

197. L’article 164 de la même loi et l’intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

SECTION I.1

PROCURATIONS

164. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente section.

« courtier agréé » Courtier de valeurs mobilières tenu d’être enregistré pour faire le commerce des valeurs mobilières sous le régime de toute loi applicable.

« sollicitation » Sont assimilés à la sollicitation :

a) la demande de procuration assortie ou non d’un formulaire de procuration;

Meeting called by court

Who may apply for the order

Definitions

“registrant”
« courtier agréé »

“solicit” or “solicitation”
« sollicitation »

Convocation de l’assemblée par le tribunal

Personnes aptes à faire la demande

Définitions

« courtier agréé »
“registrant”

« sollicitation »
“solicit” or “solicitation”

(b) a request to execute or not to execute a form of proxy or to revoke a proxy,

(c) the sending of a form of proxy or other communication to a shareholder or policyholder under circumstances reasonably calculated to result in the procurement, withholding or revocation of a proxy, and

(d) the sending of a form of proxy to a shareholder or a policyholder under section 164.03,

but does not include

(e) the sending of a form of proxy in response to an unsolicited request made by or on behalf of a shareholder or policyholder,

(f) the performance of administrative acts or professional services on behalf of a person soliciting a proxy,

(g) the sending by a registrant of the documents referred to in section 164.06, or

(h) a solicitation by a person in respect of shares of which that person is the beneficial owner.

“solicitation by or on behalf of the management of a company” means a solicitation by any person pursuant to a resolution or instruction of, or with the acquiescence of, the directors or a committee of the directors of the company.

164.01 (1) A shareholder or policyholder who is entitled to vote at a meeting of shareholders or policyholders may, by executing a form of proxy, appoint a proxyholder or one or more alternate proxyholders, who are not required to be shareholders or policyholders, to attend and act at the meeting in the manner and to the extent authorized by the proxy and with the authority conferred by the proxy.

b) la demande de signature ou de non-signature du formulaire de procuration ou de révocation de procuration;

c) l’envoi d’un formulaire de procuration ou de toute communication aux actionnaires ou aux souscripteurs, concerté en vue de l’obtention, du refus ou de la révocation d’une procuration;

d) l’envoi d’un formulaire de procuration aux actionnaires ou souscripteurs conformément à l’article 164.03.

Ne constituent pas une sollicitation :

e) l’envoi d’un formulaire de procuration en réponse à la demande spontanément faite par un actionnaire ou un souscripteur ou pour son compte;

f) l’accomplissement d’actes d’administration ou de services professionnels pour le compte d’une personne sollicitant une procuration;

g) l’envoi par un courtier agréé des documents visés à l’article 164.06;

h) la sollicitation faite par une personne pour des actions dont elle est le véritable propriétaire.

« sollicitation effectuée par la direction d’une société ou pour son compte » Sollicitation faite par toute personne, à la suite d’une résolution ou d’instructions ou avec l’approbation du conseil d’administration ou d’un comité de celui-ci.

164.01 (1) L’actionnaire ou souscripteur habile à voter lors d’une assemblée peut, en remplissant un formulaire de procuration, nommer, parmi des personnes qui peuvent ne pas être actionnaires ou souscripteurs, un fondé de pouvoir, ainsi que plusieurs suppléants, aux fins d’assister à l’assemblée et d’y agir dans les limites prévues à la procuration.

« sollicitation effectuée par la direction d’une société ou pour son compte » “solicitation by or on behalf of the management of a company”

Nomination d’un fondé de pouvoir

“solicitation by or on behalf of the management of a company” « sollicitation effectuée par la direction d’une société ou pour son compte »

Appointing proxyholder

Execution of proxy	(2) A form of proxy shall be executed by a shareholder or policyholder or by a shareholder's or policyholder's attorney authorized in writing to do so.	(2) Le formulaire de procuration doit être rempli et signé par l'actionnaire ou le souscripteur ou son mandataire autorisé par écrit à cet effet.	Signature du formulaire de procuration
Limit on authority	(3) No appointment of a proxyholder provides authority for the proxyholder to act in respect of the appointment of an auditor or the election of a director unless a nominee proposed in good faith for the appointment or election is named in the form of proxy, a management proxy circular, a dissident's proxy circular or a proposal under subsection 147(1).	(3) La nomination du fondé de pouvoir ne l'autorise pas à participer à la nomination d'un vérificateur ni à l'élection d'un administrateur, sauf si un candidat sérieux à ces postes est proposé dans le formulaire de procuration ou dans une circulaire émanant de la direction ou d'un opposant ou dans une proposition visée au paragraphe 147(1).	Limitation
Required information	(4) A form of proxy must indicate, in bold-face type, that the shareholder or policyholder by whom or on whose behalf it is executed may appoint a proxyholder, other than a person designated in the form of proxy, to attend and act on the shareholder's or policyholder's behalf at a meeting to which the proxy relates, and must contain instructions as to the manner in which the shareholder or policyholder may do so.	(4) Le formulaire de procuration doit préciser, en caractère gras, que l'actionnaire ou le souscripteur par lequel ou pour le compte duquel il est signé peut nommer un fondé de pouvoir autre que celui qui est désigné dans le formulaire pour assister et agir en son nom à l'assemblée visée par la procuration; il doit en outre préciser la façon dont cela se fait.	Renseignements à inclure
Validity of proxy	(5) A proxy is valid only at the meeting in respect of which it is given or at a continuation of the meeting after an adjournment.	(5) La procuration n'est valable que pour l'assemblée visée et toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.	Validité de la procuration
Revocation of proxy	(6) A shareholder or policyholder may revoke a proxy <i>(a)</i> by depositing an instrument in writing executed by the shareholder or policyholder or by the shareholder's or policyholder's attorney authorized in writing to do so <i>(i)</i> at the head office of the company at any time up to and including the last business day before the day of a meeting, or a continuation of a meeting after an adjournment, at which the proxy is to be used, or <i>(ii)</i> with the chairperson of the meeting on the day of the meeting or a continuation of the meeting after an adjournment; or <i>(b)</i> in any other manner permitted by law.	(6) L'actionnaire ou le souscripteur peut révoquer la procuration : <i>a)</i> en déposant un écrit signé par lui ou par son mandataire autorisé par écrit à cet effet : <i>(i)</i> soit au siège de la société au plus tard le dernier jour ouvrable précédant l'assemblée en cause ou la date de reprise en cas d'ajournement, <i>(ii)</i> soit auprès du président de l'assemblée à la date de son ouverture ou à celle de sa reprise en cas d'ajournement; <i>b)</i> de toute autre manière autorisée par la loi.	Révocation de la procuration
Deposit of proxies	164.02 (1) The directors may specify, in a notice calling a meeting of shareholders or policyholders or a continuation of a meeting of shareholders or policyholders after an adjournment, a time before which executed	164.02 (1) Le conseil d'administration peut, dans l'avis de convocation d'une assemblée ou de la reprise d'une assemblée en cas d'ajournement, préciser une date limite pour la remise des procurations à la société ou à son agent de transfert.	Remise des procurations

forms of proxy to be used at the meeting or the continued meeting must be deposited with the company or its transfer agent.

Time for deposit of proxies

(2) The time specified for the deposit of forms of proxy may not precede the meeting or the continued meeting by more than

(a) forty-eight hours, excluding Saturdays and holidays, in the case of forms of proxy executed by shareholders; and

(b) ten days, in the case of forms of proxy executed by policyholders.

Mandatory solicitation

164.03 (1) Subject to subsection 144(2) and subsection (2), the management of a company shall, at the same time as they send notice of a meeting of shareholders and policyholders, send a form of proxy in prescribed form to each shareholder entitled to receive notice of the meeting and to each policyholder entitled to receive notice of the meeting under section 143.

Exception

(2) If a company has fewer than fifteen shareholders, the management of the company is not required to send a form of proxy to the shareholders under subsection (1). For the purpose of this subsection, two or more joint shareholders are counted as one shareholder.

Optional solicitation

(3) The management of a company may send forms of proxy referred to in subsection (1) to policyholders who are entitled to vote at the meeting but not entitled to receive notice of the meeting under section 143, if the management

(a) sends forms of proxy referred to in that subsection to all policyholders who are entitled to vote at the meeting but not entitled to receive notice of the meeting under that section; and

(b) at the same time sends to each of the policyholders referred to in paragraph (a) a notice of the meeting as if those policyholders were persons entitled under that subsection to notice of the meeting.

Deeming rule for other provisions

(4) For the purposes of this Act other than this section, if notices of a meeting are sent to policyholders under paragraph (3)(b), those policyholders are deemed to have been entitled under paragraph 143(1)(b) to receive notice of the meeting.

(2) La date limite pour la remise des procurations ne peut être antérieure à la date de l'assemblée ou de la reprise de celle-ci de plus de quarante-huit heures, non compris les samedis et les jours fériés, pour les procurations remplies par les actionnaires ou de plus de dix jours pour celles remplies par les souscripteurs.

Date limite de la remise des procurations

164.03 (1) Sous réserve du paragraphe (2) et du paragraphe 144(2), la direction de la société envoie, avec l'avis de l'assemblée des actionnaires et des souscripteurs, un formulaire de procuration en la forme réglementaire aux actionnaires qui ont le droit de recevoir l'avis et aux souscripteurs qui ont le droit de recevoir l'avis dans le cadre de l'article 143.

Sollicitation obligatoire

(2) La direction de toute société de moins de quinze actionnaires n'est pas tenue d'envoyer le formulaire de procuration aux actionnaires. Pour l'application du présent paragraphe, les codétenteurs d'une action sont comptés comme un seul actionnaire.

Exception

(3) La direction de la société peut envoyer des formulaires de procuration aux souscripteurs habiles à voter à l'assemblée mais à qui l'article 143 ne donne pas le droit de recevoir l'avis. Le cas échéant, elle doit envoyer des formulaires à tous les souscripteurs habiles à voter qui ne doivent pas recevoir l'avis et leur envoyer aussi l'avis, comme s'ils avaient le droit de le recevoir dans le cadre du paragraphe (1).

Sollicitation facultative

(4) Pour l'application des autres dispositions de la présente loi que le présent article, les souscripteurs à qui est envoyé l'avis dans le cadre du paragraphe (3) sont réputés avoir le droit de le recevoir en vertu de l'alinéa 143(1)(b).

Présomption

Soliciting proxies

164.04 (1) A person shall not solicit proxies unless

(a) in the case of solicitation by or on behalf of the management of a company, a management proxy circular in prescribed form, either as an appendix to or as a separate document accompanying the notice of the meeting, is sent to the auditor of the company and to each shareholder or policyholder whose proxy is solicited; and

(b) in the case of any other solicitation, a dissident's proxy circular in prescribed form stating the purposes of the solicitation is sent to the auditor of the company, to each shareholder or policyholder whose proxy is solicited and to the company.

Copy to Superintendent

(2) A person who sends a management proxy circular or dissident's proxy circular shall at the same time file with the Superintendent

(a) in the case of a management proxy circular, a copy of it together with a copy of the notice of meeting, form of proxy and any other documents for use in connection with the meeting; and

(b) in the case of a dissident's proxy circular, a copy of it together with a copy of the form of proxy and any other documents for use in connection with the meeting.

Exemption by Superintendent

(3) On the application of an interested person, the Superintendent may, on any terms that the Superintendent thinks fit, exempt the person from any of the requirements of subsection (1) and section 164.03, and the exemption may be given retroactive effect.

Reporting exemptions

(4) The Superintendent shall set out in a periodical available to the public the particulars of each exemption granted under subsection (3) together with the reasons for the exemption.

Attendance at meeting

164.05 (1) A person who solicits a proxy and is appointed proxyholder shall attend in person or cause an alternate proxyholder to attend every meeting in respect of which the proxy is valid, and the proxyholder or alternate proxyholder shall comply with the directions of the shareholder or policyholder who executed the form of proxy.

164.04 (1) Les procurations ne peuvent être sollicitées qu'à l'aide de circulaires envoyées en la forme réglementaire :

a) sous forme d'annexe ou de document distinct de l'avis de l'assemblée, en cas de sollicitation effectuée par la direction de la société ou pour son compte;

b) dans les autres cas, par toute personne en désaccord qui doit y mentionner l'objet de la sollicitation.

Les circulaires sont adressées au vérificateur, aux actionnaires ou aux souscripteurs faisant l'objet de la sollicitation et, en cas d'application de l'alinéa b), à la société.

Sollicitation de procuration

Copie au surintendant

(2) La personne qui envoie une circulaire de sollicitation, soit par la direction, soit par un opposant, doit en même temps adresser au surintendant :

a) dans le premier cas, un exemplaire de la circulaire, accompagné du formulaire de procuration, de l'avis de l'assemblée et de tout autre document utile à l'assemblée;

b) dans le second cas, un exemplaire de la circulaire, accompagné du formulaire de procuration et de tout autre document utile à l'assemblée.

Dispense par le surintendant

(3) Le surintendant peut, selon les modalités qu'il estime utiles, dispenser, même rétroactivement, toute personne intéressée qui en fait la demande des conditions imposées par le paragraphe (1) et l'article 164.03.

Publication des dispenses

(4) Le surintendant expose dans un périodique accessible au public les motifs et les détails de chacune des dispenses accordées en vertu du paragraphe (3).

Présence à l'assemblée

164.05 (1) La personne nommée fondé de pouvoir après avoir sollicité une procuration doit assister personnellement à chaque assemblée visée, ou s'y faire représenter par son suppléant, et se conformer aux instructions de l'actionnaire ou du souscripteur qui l'a nommée.

Rights of proxyholder

(2) A proxyholder or an alternate proxyholder has the same rights as the appointing shareholder or policyholder to speak at a meeting of shareholders or policyholders in respect of any matter, to vote by way of ballot at the meeting and, except where a proxyholder or an alternate proxyholder has conflicting instructions from more than one shareholder or policyholder, to vote at the meeting in respect of any matter by way of a show of hands.

(2) Au cours d'une assemblée, le fondé de pouvoir ou son suppléant a, en ce qui concerne la participation aux délibérations et le vote par voie de scrutin, les mêmes droits que l'actionnaire ou le souscripteur qui l'a nommé; cependant, s'il a reçu des instructions contradictoires de ses mandants, il ne peut prendre part à un vote à main levée.

Droits du fondé de pouvoir

Vote by show of hands

(3) Where the chairperson of a meeting of shareholders or policyholders declares to the meeting that, if a ballot were conducted, the total number of votes represented at the meeting by proxy required to be voted against what, to the knowledge of the chairperson, would be the decision of the meeting in relation to any matter or group of matters is less than five per cent of all the votes that might be cast at the meeting on the ballot, unless a shareholder, policyholder or proxyholder demands a ballot,

(3) Lorsque le président d'une assemblée déclare qu'en cas de scrutin, le total des voix représentées par des fondés de pouvoir ayant instruction de voter contre la décision qui, à sa connaissance, sera prise par l'assemblée sur une question ou un groupe de questions sera inférieur à cinq pour cent des voix qui peuvent être exprimées au cours de ce scrutin, et sauf si un actionnaire, un souscripteur ou un fondé de pouvoir exige la tenue d'un scrutin :

Vote à main levée

(a) the chairperson may conduct the vote in respect of that matter or group of matters by way of a show of hands; and

a) le vote peut avoir lieu à main levée;

(b) a proxyholder or alternate proxyholder may vote in respect of that matter or group of matters by way of a show of hands.

b) les fondés de pouvoir et les suppléants peuvent y participer.

Duty of registrant

164.06 (1) Shares of a company that are registered in the name of a registrant or registrant's nominee and that are not beneficially owned by the registrant shall not be voted unless the registrant sends to the beneficial owner

164.06 (1) Le courtier agréé qui n'est pas le véritable propriétaire des actions inscrites à son nom, ou à celui d'une personne désignée par lui, ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties que sur envoi au véritable propriétaire :

Devoir du courtier agréé

(a) a copy of the notice of the meeting, annual statement, management proxy circular, dissident's proxy circular and any other documents, other than the form of proxy, that were sent to shareholders by or on behalf of any person for use in connection with the meeting; and

a) d'un exemplaire de l'avis de l'assemblée, du rapport annuel, des circulaires de procuration émanant de la direction ou d'un opposant et de tous autres documents, à l'exception du formulaire de procuration, envoyés par toute personne ou pour son compte, aux actionnaires aux fins de l'assemblée;

(b) a written request for voting instructions, except where the registrant has already received written voting instructions from the beneficial owner.

b) d'une demande écrite d'instructions de vote s'il n'en a pas déjà reçu du véritable propriétaire.

When documents to be sent	(2) The documents to be sent to the beneficial owner under subsection (1) shall be sent by the registrant without delay after the registrant receives the documents referred to in paragraph (1)(a).	(2) Le courtier agréé doit envoyer les documents visés au paragraphe (1) dans les meilleurs délais après avoir reçu ceux visés à l'alinéa (1)a).	Moment où les documents doivent être envoyés
Where registrant not to vote shares	(3) A registrant shall not vote or appoint a proxyholder to vote shares of a company registered in the registrant's name or in the name of the registrant's nominee that the registrant does not beneficially own unless the registrant receives voting instructions from the beneficial owner.	(3) Le courtier agréé qui n'est pas le véritable propriétaire des actions d'une société inscrites à son nom, ou à celui d'une personne désignée par lui, ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties, ni nommer un fondé de pouvoir, que s'il a reçu du véritable propriétaire des instructions relatives au vote.	Conditions d'exercice du droit de vote
Copies	(4) A person by or on behalf of whom a solicitation is made shall, at the request of a registrant, without delay provide the registrant, at that person's expense, with the necessary number of copies of the documents referred to in paragraph (1)(a).	(4) La personne qui fait ou fait faire une sollicitation doit sans délai et à ses propres frais fournir au courtier agréé, sur demande de celui-ci, le nombre nécessaire d'exemplaires des documents visés à l'alinéa (1)a).	Exemplaires
Instructions to registrant	(5) A registrant shall vote or appoint a proxyholder to vote any shares referred to in subsection (1) in accordance with any written voting instructions received from the beneficial owner.	(5) Les droits de vote doivent être exercés par le courtier agréé ou le fondé de pouvoir qu'il nomme à cette fin selon les instructions écrites du véritable propriétaire.	Instructions au courtier agréé
Beneficial owner as proxyholder	(6) If requested by a beneficial owner, a registrant shall appoint the beneficial owner or a nominee of the beneficial owner as proxyholder.	(6) Sur demande du véritable propriétaire, le courtier agréé choisit comme fondé de pouvoir le propriétaire ou la personne qu'il désigne.	Véritable propriétaire nommé fondé de pouvoir
Default of registrant — effect	(7) The failure of a registrant to comply with any of subsections (1) to (6) does not render void any meeting of shareholders or policyholders or any action taken at the meeting.	(7) L'inobservation de l'un des paragraphes (1) à (6) par le courtier agréé n'annule ni l'assemblée ni les mesures prises lors de celle-ci.	Validité
Right of registrant limited	(8) Nothing in this Division gives a registrant the right to vote shares that the registrant is otherwise prohibited from voting.	(8) La présente section ne confère nullement au courtier agréé les droits de vote qui lui sont par ailleurs refusés.	Limitation
Restraining order	164.07 (1) If a form of proxy, management proxy circular or dissident's proxy circular contains an untrue statement of a material fact or omits to state a material fact that is required to be contained in it or that is necessary to make a statement contained in it not misleading in light of the circumstances in which the statement is made, an interested person or the Superintendent may apply to a court and the court may make any order it thinks fit including	164.07 (1) En cas de faux renseignements sur un fait important — ou d'omission d'un tel fait dont la divulgation était requise ou nécessaire pour éviter que la déclaration ne soit trompeuse eu égard aux circonstances — dans un formulaire de procuration ou dans une circulaire émanant de la direction ou d'un opposant, le tribunal peut, à la demande de tout intéressé ou du surintendant, prendre par ordonnance toute mesure qu'il juge utile, notamment pour :	Ordonnance

(a) an order restraining the solicitation or the holding of the meeting, or restraining any person from implementing or acting on a resolution passed at the meeting, to which the form of proxy, management proxy circular or dissident's proxy circular relates;

(b) an order requiring correction of any form of proxy or proxy circular and a further solicitation; and

(c) an order adjourning the meeting.

(2) Where a person other than the Superintendent is an applicant under subsection (1), the applicant shall give to the Superintendent notice of the application and the Superintendent is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.

Notice of application

Transitional provision

198. A proxy given by a policyholder by executing a form of proxy sent to the policyholder under section 164 of the Act, as that section read before the coming into force of section 197, is valid for a period of three years after it is given or a lesser period specified in the proxy, and at any continuation of a meeting after an adjournment where the meeting began during that period, except that

(a) the proxy does not provide authority for the proxyholder to act in respect of business referred to in paragraph 143(1)(c) of the Act;

(b) if the form of proxy was sent after the company received a dissident's proxy circular, the proxy does not provide the proxyholder with authority to act at the meeting in respect of which the dissident's proxy circular was sent; and

(c) the proxy may be revoked under subsection 164.01(6) of the Act as enacted by section 197.

199. Paragraph 165(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) all the voting shares of the company, other than directors' qualifying shares, if any, are beneficially owned by a Canadian financial institution described by any of paragraphs (a) to (d) of the definition "financial institution" in subsection 2(1);

a) interdire la sollicitation ou la tenue de l'assemblée ou empêcher qu'il y ait de donner suite aux résolutions adoptées à l'assemblée en cause;

b) exiger la correction des documents en cause et prévoir une nouvelle sollicitation;

c) ajourner l'assemblée.

(2) L'intéressé auteur de la demande doit en aviser le surintendant; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Avis au surintendant

198. La procuration donnée en vertu de l'article 164 de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 197 de la présente loi, est valable pendant trois ans — ou la période inférieure qui y est prévue — pour les assemblées tenues au cours de cette période et toute reprise de celles-ci. Elle n'autorise toutefois pas le fondé de pouvoir à agir à l'égard des questions visées à l'alinéa 143(1)c) de la même loi ni à agir lors de l'assemblée que vise une circulaire de procuration émanant d'un opposant dans les cas où elle a été envoyée après réception par la société de la circulaire et elle peut être révoquée conformément au paragraphe 164.01(6) de la même loi, édicté par l'article 197 de la présente loi.

Disposition transitoire

199. L'alinéa 165(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) toutes les actions avec droit de vote, à l'exception des actions d'éligibilité au conseil, sont la propriété effective d'une institution financière canadienne visée à l'un ou l'autre des alinéas a) à d) de la

1994, c. 47,
s. 120**200. Paragraphs 168(1)(e) and (f) of the Act are replaced by the following:**

(e) a person who is prohibited by section 418 or 430 from exercising voting rights attached to shares of the company;

(f) a person who is an officer, director or full time employee of an entity that is prohibited by section 418 or 430 from exercising voting rights attached to shares of the company;

201. Subsection 171(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Subsection (1) does not apply in prescribed circumstances where

(a) all the voting shares of a company, other than directors' qualifying shares, if any, are beneficially owned by a prescribed type of financial institution; and

(b) there are no policyholders who are entitled to vote.

202. Subsection 173(4) of the Act is replaced by the following:

(4) If a company has common shares and policyholders who are entitled to vote at an annual meeting of shareholders and policyholders, the number of shareholders' directors and the number of policyholders' directors, whether determined by by-law or fixed by the directors, must each be at least one third of the total number of directors.

203. Subsection 176(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Subsection (2) does not apply where all the voting shares of the company that are outstanding, other than directors' qualifying shares, if any, are beneficially owned by

(a) one person;

(b) one person and one or more entities controlled by that person; or

(c) one or more entities controlled by the same person.

définition du terme « institution financière » au paragraphe 2(1);

200. Les alinéas 168(1)e) et f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

e) à qui les articles 418 ou 430 interdisent d'exercer des droits de vote attachés à des actions de la société;

f) qui sont des administrateurs, dirigeants ou employés à temps plein d'une entité à laquelle les articles 418 ou 430 interdisent d'exercer des droits de vote attachés à des actions de la société;

201. Le paragraphe 171(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas, dans les circonstances prévues par règlement, lorsqu'une catégorie réglementaire d'institutions financières détient la propriété effective de toutes les actions avec droit de vote de la société, à l'exception des actions d'éligibilité au conseil, et qu'aucun des souscripteurs n'est habile à voter.

202. Le paragraphe 173(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Qu'ils soient déterminés par règlement administratif ou par les administrateurs, le nombre des administrateurs pour les actionnaires et celui des administrateurs pour les souscripteurs d'une société avec actions ordinaires dont les souscripteurs sont habiles à voter à l'assemblée annuelle doivent représenter chacun au moins le tiers de l'ensemble des administrateurs.

203. Le paragraphe 176(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas dans les cas où toutes les actions avec droit de vote en circulation de la société sont détenues en propriété effective par :

a) une personne;

b) une personne et une ou plusieurs entités qu'elle contrôle;

c) une ou plusieurs entités contrôlées par la même personne.

1994, ch. 47,
art. 120

Exception

Nombre
minimal

Exception

Exception

Minimum

Exception

204. (1) Subsections 178(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

Void election or appointment

178. (1) If, immediately after the time of any purported election or appointment of directors, the board of directors would fail to comply with subsection 167(2) or 171(1), section 172 or subsection 173(4) or (4.1), the purported election or appointment of all persons purported to be elected or appointed at that time is void unless the directors, within forty-five days after the discovery of the non-compliance, develop a plan, approved by the Superintendent, to rectify the non-compliance.

(2) Subsection 178(4) of the Act is renumbered as subsection 178(2).

205. Subsections 179(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

Directors where elections incomplete or void

179. (1) Notwithstanding subsections 174(3) and (4) and paragraphs 176(1)(f) and 180(1)(a), where subsection 178(1) or (2) applies at the close of any meeting of shareholders or policyholders of a company, the board of directors shall, until their successors are elected or appointed, consist solely of

(a) where paragraph 178(2)(a) applies, the directors referred to in that paragraph; or

(b) where subsection 178(1) or paragraph 178(2)(b) applies, those persons who were the incumbent directors immediately before the meeting.

Where there is no approved rectification plan

(2) Notwithstanding subsections 174(3) and (4) and paragraphs 176(1)(f) and 180(1)(a), where a plan to rectify the non-compliance referred to in subsection 178(1) has not been approved by the Superintendent by the end of the forty-five day period referred to in that subsection, the board of directors shall, until their successors are elected or appointed, consist solely of the persons who were the incumbent directors immediately before the meeting at which the purported election or appointment referred to in that subsection occurred.

204. (1) Les paragraphes 178(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

178. (1) Est nulle toute élection ou nomination d'administrateurs après laquelle la composition du conseil ne satisfait pas aux exigences des paragraphes 167(2) ou 171(1), de l'article 172 ou des paragraphes 173(4) ou (4.1) sauf si, dans les quarante-cinq jours qui suivent la découverte de l'inobservation, les administrateurs présentent un plan, approuvé par le surintendant, en vue de remédier au manquement.

(2) Le paragraphe 178(4) de la même loi devient le paragraphe 178(2).

205. Les paragraphes 179(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

179. (1) Si, à la clôture d'une assemblée quelconque des actionnaires ou des souscripteurs, les paragraphes 178(1) ou (2) s'appliquent, par dérogation aux paragraphes 174(3) et (4) et aux alinéas 176(1)f) et 180(1)a), le conseil d'administration se compose, jusqu'à l'élection ou la nomination des remplaçants :

a) dans les cas d'application de l'alinéa 178(2)a), des administrateurs mentionnés à cet alinéa;

b) dans les cas d'application du paragraphe 178(1) ou de l'alinéa 178(2)b), des administrateurs qui étaient en fonction avant l'assemblée.

(2) Dans le cas où, à l'expiration du délai de quarante-cinq jours visé au paragraphe 178(1), le surintendant n'a approuvé aucun plan visant à remédier au manquement aux dispositions mentionnées à ce paragraphe, le conseil d'administration, par dérogation aux paragraphes 174(3) et (4) et aux alinéas 176(1)f) et 180(1)a), jusqu'à l'élection ou à la nomination des nouveaux administrateurs, est formé uniquement des administrateurs en fonction avant l'assemblée.

Nullité de l'élection ou de la nomination

Administrateurs en cas d'élection incomplète ou nulle

Administrateurs en cas d'élection incomplète ou nulle

Directors to call meeting

(3) Where subsection (1) or (2) applies, the board of directors referred to in that subsection shall without delay call a special meeting of shareholders or policyholders to fill the vacancies, where paragraph 178(2)(a) applies, or elect a new board of directors, where subsection 178(1) or paragraph 178(2)(b) applies.

(3) Le cas échéant, le conseil d'administration convoque sans délai une assemblée extraordinaire des actionnaires ou souscripteurs afin soit de pourvoir aux postes encore vacants, dans les cas d'application de l'alinéa 178(2)a), soit d'élire un nouveau conseil d'administration, dans les cas d'application du paragraphe 178(1) ou de l'alinéa 178(2)b).

Convocation de l'assemblée par les administrateurs

206. The Act is amended by adding the following after section 188:

206. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 188, de ce qui suit :

Additional directors

188.1 (1) Shareholders' directors may appoint one or more additional directors as shareholders' directors, and policyholders' directors may appoint one or more additional directors as policyholders' directors, where the by-laws of the company allow them to do so and the by-laws determine the minimum and maximum numbers of shareholders' directors and policyholders' directors.

188.1 (1) Les administrateurs pour les actionnaires peuvent nommer des administrateurs supplémentaires de cette catégorie et les administrateurs pour les souscripteurs peuvent nommer des administrateurs supplémentaires de cette catégorie si les règlements administratifs en prévoient la possibilité et prévoient également un nombre minimal et maximal d'administrateurs pour les actionnaires et d'administrateurs pour les souscripteurs.

Nominations entre les assemblées annuelles

Term of office

(2) A director appointed under subsection (1) holds office for a term expiring not later than the close of the next annual meeting of shareholders or policyholders of the company.

(2) Le mandat d'un administrateur ainsi nommé expire au plus tard à la clôture de l'assemblée annuelle qui suit.

Mandat

Limit on number appointed

(3) The total number of directors appointed under subsection (1) may not exceed one third of the number of directors elected at the previous annual meeting of shareholders or policyholders of the company.

(3) Le nombre total des administrateurs ainsi nommés ne peut dépasser le tiers du nombre des administrateurs élus lors de la dernière assemblée annuelle.

Limite quant au nombre

207. Section 189 of the Act is replaced by the following:

207. L'article 189 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Meetings required

189. (1) The directors shall meet at least four times during each financial year.

189. (1) Les administrateurs doivent se réunir au moins quatre fois par exercice.

Nombre minimal de réunions

Place for meetings

(2) The directors may meet at any place unless the by-laws provide otherwise.

(2) Les administrateurs peuvent, sauf disposition contraire des règlements administratifs, se réunir dans le lieu de leur choix.

Lieu

Notice for meetings

(3) The notice for the meetings must be given as required by the by-laws.

(3) L'avis de convocation se donne conformément aux règlements administratifs.

Avis

208. The Act is amended by adding the following after section 193:

208. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 193, de ce qui suit :

Resolution outside board meeting

193.1 (1) A resolution in writing signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of directors is as valid as if it had been passed at a meeting of directors.

193.1 (1) La résolution écrite, signée de tous les administrateurs habiles à voter en l'occurrence lors de la réunion, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors de la réunion.

Résolution tenant lieu de réunion

Filing directors' resolution

(2) A copy of the resolution referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the proceedings of the directors.

(2) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (1) doit être conservé avec les procès-verbaux des réunions des administrateurs.

Dépôt de la résolution

Resolution outside committee meeting

(3) A resolution in writing signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of a committee of directors, other than a resolution of the audit committee in carrying out its duties under subsection 203(3) or a resolution of the conduct review committee in carrying out its duties under subsection 204(3), is as valid as if it had been passed at a meeting of that committee.

(3) La résolution écrite, signée de tous les administrateurs habiles à voter en l'occurrence lors de la réunion d'un comité du conseil d'administration — à l'exception d'une résolution du comité de vérification ou du comité de révision dans le cadre des paragraphes 203(3) ou 204(3) —, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors de la réunion.

Résolution tenant lieu de réunion d'un comité

Filing committee resolution

(4) A copy of the resolution referred to in subsection (3) shall be kept with the minutes of the proceedings of that committee.

(4) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (3) doit être conservé avec les procès-verbaux des réunions du comité du conseil d'administration.

Dépôt de la résolution

209. Subsection 195(2) of the Act is replaced by the following:

209. Le paragraphe 195(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Statement to shareholders and policyholders

(2) A company shall attach to the notice of each annual meeting it sends to its shareholders and policyholders a statement showing, in respect of the financial year immediately preceding the meeting, the total number of directors' meetings and directors' committee meetings held during the financial year and the number of those meetings attended by each director.

(2) La société joint à l'avis d'assemblée annuelle envoyé à chaque actionnaire et souscripteur un extrait du registre indiquant le nombre total des réunions du conseil d'administration ou de ses comités et le nombre auquel chaque administrateur a assisté au cours de l'exercice précédent.

Envoi aux actionnaires et souscripteurs

210. Paragraph 203(3)(c) of the Act is replaced by the following:

210. L'alinéa 203(3)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) require the management of the company to implement and maintain appropriate internal control procedures;

c) requérir la direction de mettre en place des mécanismes appropriés de contrôle interne;

(c.1) review, evaluate and approve those procedures;

c.1) revoir, évaluer et approuver ces mécanismes;

211. (1) Paragraphs 204(3)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

211. (1) Les alinéas 204(3)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(a) require the management of the company to establish procedures for complying with Part XI;

a) requérir la direction de mettre en place des mécanismes visant à l'observation de la partie XI;

(b) review those procedures; and

b) revoir ces mécanismes;

(2) Subsections 204(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 204(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) A company shall report to the Superintendent on the mandate and responsibilities of the conduct review committee and the procedures referred to in paragraph (3)(a).

(4) La société fait rapport au surintendant du mandat et des responsabilités du comité de révision, ainsi que des mécanismes visés à l'alinéa (3)a).

Rapport au surintendant

Company report to Superintendent

Committee
report to
directors

(5) After each meeting of the conduct review committee of a company, the committee shall report to the directors of the company on matters reviewed by the committee.

(5) Après chaque réunion, le comité de révision fait rapport aux administrateurs des questions étudiées par ce dernier.

Rapport aux
administra-
teurs

Directors'
report to
Superin-
tendent

(6) Within ninety days after the end of each financial year, the directors of a company shall report to the Superintendent on what the conduct review committee did during the year in carrying out its responsibilities under subsection (3).

(6) Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de chaque exercice, les administrateurs de la société font rapport au surintendant des activités du comité de révision au cours de l'exercice dans le cadre des tâches prévues au paragraphe (3).

Rapport des
administra-
teurs au
surintendant

212. Paragraph 207(f) of the Act is replaced by the following:

(f) authorize the payment of a commission on a share issue;

212. L'alinéa 207f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) autoriser le versement d'une commission sur une émission d'actions;

213. (1) The portion of subsection 212(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

212. (1) Where subsection 211(1) applies to a director in respect of a contract, the director shall not be present at any meeting of directors while the contract is being considered at the meeting or vote on any resolution to approve the contract unless the contract is

213. (1) Le passage du paragraphe 212(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

212. (1) L'administrateur visé au paragraphe 211(1) doit s'absenter de la réunion pendant que le contrat est étudié et ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour le faire approuver, sauf s'il s'agit d'un contrat :

Abstention

Where
director must
abstain

(2) Section 212 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) An act of the board of directors of a company or of a committee of the board of directors is not invalid because a person acting as a director had ceased under subsection (2) to hold office as a director.

(2) L'article 212 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Les actes du conseil d'administration d'une société ou d'un comité de celui-ci ne sont pas nuls au seul motif que l'une des personnes agissant à titre d'administrateur a cessé, aux termes du paragraphe (2), d'occuper son poste.

Validité des
actes de la
société

Validity of
acts

214. Section 224 of the Act is replaced by the following:

224. (1) On the application of a company or society duly authorized by special resolution, the Minister may approve a proposal to

(a) change the name of the company or society; or

(b) add, change or remove any provision that is permitted by this Act to be set out in the incorporating instrument of the company or society.

214. L'article 224 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

224. (1) Le ministre peut, sur demande de la société ou de la société de secours dûment autorisée par résolution extraordinaire, approuver toute proposition visant à :

a) changer sa dénomination sociale;

b) ajouter, modifier ou supprimer, dans l'acte constitutif, toute disposition pouvant y figurer aux termes de la présente loi.

Acte
constitutif

Incorporating
instrument

Notice of
intention

(2) Before an application is made to the Minister under subsection (1) to change the name of a company or society, a notice of intention to make the application must be published by the applicant at least once a week for a period of four consecutive weeks in the *Canada Gazette* and in a newspaper in general circulation at or near the place where the head office of the company or society is situated.

(2) La société ou la société de secours doit, avant de présenter au ministre toute demande de changement de dénomination sociale, en faire publier un préavis à cet effet dans la *Gazette du Canada* au moins une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives, ainsi que dans un journal à grand tirage au lieu ou dans les environs du lieu où est situé son siège.

Préavis

215. Section 237 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

215. L'article 237 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Exemption by
Superin-
tendent

(3) A regulation made under subsection (2) may provide that the Superintendent may, by order, on such terms and conditions as the Superintendent considers appropriate, exempt a company from prescribed requirements of that regulation.

(3) Les règlements pris en application du paragraphe (2) peuvent autoriser le surintendant à exempter une société, par ordonnance et aux conditions qu'il estime indiquées, des exigences de tout ou partie de ceux-ci.

Exemption
par le
surintendant

Exemption by
Minister

(4) The Minister may, on such terms and conditions as the Minister considers appropriate, exempt a company from any requirement of this Act or the regulations if

(4) Le ministre peut, aux conditions qu'il estime indiquées, exempter des exigences de la présente loi ou de ses règlements la société mutuelle qui demande l'approbation d'une proposition visant à la transformer en société avec actions ordinaires s'il estime qu'elle éprouve ou est sur le point d'éprouver des difficultés financières et que l'exemption l'aiderait à améliorer sa situation.

Exemption
par le
ministre

(a) the company is a mutual company applying for the approval of a proposal to convert the company into a company with common shares; and

(b) the Minister is of the opinion that the company is, or is about to be, in financial difficulty and that the exemption would help to facilitate an improvement in the financial condition of the company.

216. The Act is amended by adding the following after section 237:

216. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 237, de ce qui suit :

Effect of
letters patent

237.1 Letters patent issued to effect a proposal to convert a company from a mutual company into a company with common shares become effective on the day stated in the letters patent, and on that day

237.1 Les lettres patentes délivrées à l'égard d'une proposition de transformation en société avec actions ordinaires prennent effet à la date qui y est indiquée; à cette date, la société cesse d'être une société mutuelle et les souscripteurs cessent d'avoir des droits sur la société, ou des droits dans la société, en tant que société mutuelle.

Effets des
lettres
patentes

(a) the company ceases to be a mutual company; and

(b) the policyholders of the company cease to have any rights with respect to the company as a mutual company or any interest in the company as a mutual company.

217. (1) Paragraph 238(1)(j) of the Act is replaced by the following:

217. (1) L'alinéa 238(1)(j) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(j) increase or decrease the number of directors, the minimum or maximum number of directors, the number of directors who are to be elected by the shareholders or the number of directors who are to be elected by the policyholders, subject to subsections 167(1) and 173(4) and (4.1) and section 176; or

(2) Section 238 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Right to vote

(2.1) The by-laws of a company may provide that each participating share, as defined in section 83.01, of a mutual company carries the right to vote on a proposed addition or amendment to the by-laws to do anything referred to in any of paragraphs (1)(a) to (h), (j) and (k). Where that right is provided for in the by-laws, each of those shares carries that right even if they do not otherwise carry the right to vote.

Separate vote

(2.2) The holders of shares who are entitled under subsection (2.1) to vote on a proposed addition or amendment referred to in that subsection are entitled to vote on it separately from policyholders.

218. Section 245 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Application to amalgamate societies

(3) On the joint application of two or more societies, the Minister may issue letters patent amalgamating and continuing the applicants as one society.

219. (1) The portion of subsection 246(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Contents of agreement — company

(2) Every amalgamation agreement for an amalgamation to which subsection 245(1) or (2) applies shall set out the terms and means of effecting the amalgamation and, in particular,

(2) Section 246 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

j) de modifier le nombre des administrateurs, leur nombre minimal ou maximal ainsi que ceux des administrateurs à élire respectivement par les actionnaires ou les souscripteurs, sous réserve des paragraphes 167(1) et 173(4) et (4.1) et de l'article 176;

(2) L'article 238 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Droit de vote

(2.1) Les règlements administratifs de la société peuvent prévoir que les actions participantes, au sens de l'article 83.01, confèrent le droit de voter sur des adjonctions ou modifications dans les domaines visés aux alinéas (1)a) à h), j) et k). Le cas échéant, ce droit de vote peut être exercé même si les actions ne confèrent aucun droit de vote par ailleurs.

Votes distincts

(2.2) Dans les cas d'adjonction ou de modification visés au paragraphe (2.1), les détenteurs d'actions ayant le droit de vote visé à ce paragraphe peuvent voter séparément des souscripteurs.

218. L'article 245 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Fusion de sociétés de secours

(3) Sur requête conjointe de plusieurs sociétés de secours, le ministre peut délivrer des lettres patentes les fusionnant et les prorogeant en une seule société de secours.

219. (1) Le passage du paragraphe 246(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Contenu de la convention

(2) La convention concernant la fusion visée aux paragraphes 245(1) ou (2) énonce les modalités de celle-ci et notamment :

(2) L'article 246 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Contents of
agreement —
society

(2.1) Every amalgamation agreement for an amalgamation to which subsection 245(3) applies shall set out the terms and means of effecting the amalgamation and, in particular,

- (a) the name of the amalgamated society and the place in Canada where its head office is to be situated;
- (b) the name and place of ordinary residence of each proposed director of the amalgamated society;
- (c) the proposed by-laws of the amalgamated society;
- (d) details of any other matter necessary to perfect the amalgamation and to provide for the subsequent management and operation of the amalgamated society; and
- (e) the proposed effective date of the amalgamation.

220. Subsection 247(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

247. (1) An amalgamation agreement shall be submitted to the Minister for approval. Any approval of the agreement under subsection 248(5) by the shareholders, policyholders or members of an applicant is invalid unless, before the date of the approval, the Minister approves the agreement in writing.

221. (1) Subsection 248(1) of the Act is replaced by the following:

248. (1) The directors of each applicant shall submit an amalgamation agreement for approval

- (a) to a meeting of the shareholders and policyholders entitled to vote of the applicant company of which they are directors and to the holders of each class or series of shares;
- (b) to a meeting of the shareholders of the body corporate of which they are directors and to the holders of each class or series of shares; or
- (c) to a meeting of the members of the applicant society of which they are directors.

(2) Subsections 248(5) and (6) of the Act are replaced by the following:

(2.1) La convention concernant la fusion visée au paragraphe 245(3) énonce les modalités de celle-ci et notamment :

- a) la dénomination sociale et le lieu prévu au Canada du siège de la société de secours issue de la fusion;
- b) le nom et le lieu de résidence habituelle des futurs administrateurs de cette société;
- c) ses futurs règlements administratifs;
- d) les détails des autres dispositions nécessaires pour parfaire la fusion et pour assurer la gestion et l'exploitation de la société;
- e) la date à laquelle la fusion doit prendre effet.

220. Le paragraphe 247(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

247. (1) An amalgamation agreement shall be submitted to the Minister for approval. Any approval of the agreement under subsection 248(5) by the shareholders, policyholders or members of an applicant is invalid unless, before the date of the approval, the Minister approves the agreement in writing.

221. (1) Le paragraphe 248(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

248. (1) Le conseil d'administration de chacune des sociétés, personnes morales ou sociétés de secours requérantes doit soumettre la convention de fusion, pour approbation :

- a) à l'assemblée des actionnaires et souscripteurs habiles à voter de la société requérante et aux détenteurs d'actions de chaque catégorie ou série;
- b) à l'assemblée des actionnaires de la personne morale requérante et aux détenteurs d'actions de chaque catégorie ou série;
- c) à l'assemblée des membres de la société de secours requérante.

(2) Les paragraphes 248(5) et (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Contenu de la
convention :
société de
secours

Approval of
agreement by
Minister

Approbation
des
actionnaires,
souscripteurs
et membres

Approval of
agreement by
Minister

Approval by
shareholders,
policyholders
and members

Special
resolution

(5) Subject to subsections (3) and (4), an amalgamation agreement is approved when it has been approved by special resolution by

- (a) the shareholders and the policyholders who are entitled to vote of each applicant company;
- (b) the shareholders of each applicant body corporate; and
- (c) the members of each applicant society.

(5) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), l'adoption de la convention de fusion intervient lors de l'approbation par résolution extraordinaire des actionnaires et des souscripteurs habiles à voter de chaque société requérante, des actionnaires de chaque personne morale requérante et des membres de chaque société de secours requérante.

Résolution
extraordi-
naire

Termination

(6) An amalgamation agreement may provide that, at any time before the issue of letters patent of amalgamation, the agreement may be terminated by the directors of an applicant even though the agreement has been approved by the shareholders, policyholders or members of all or any of the applicant companies, bodies corporate or societies.

(6) Le conseil d'administration de l'une des sociétés, personnes morales ou sociétés de secours requérantes peut annuler la convention de fusion, si celle-ci comporte une disposition à cet effet, avant la délivrance des lettres patentes de fusion, malgré son approbation par les actionnaires, les souscripteurs ou les membres de toutes les sociétés, personnes morales ou sociétés de secours requérantes ou de certaines d'entre elles.

Annulation

222. (1) Subsection 250(1) of the Act is replaced by the following:

250. (1) Subject to subsection (2), unless an amalgamation agreement is terminated in accordance with subsection 248(6), the applicants shall, within three months after the approval of the agreement in accordance with subsection 248(5) or the approval of the directors in accordance with subsection 249(1) or (2), jointly apply to the Minister for letters patent of amalgamation continuing the applicants as one company or society.

222. (1) Le paragraphe 250(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

250. (1) Sous réserve du paragraphe (2), sauf s'il y a annulation de la convention de fusion conformément au paragraphe 248(6), les requérants doivent, dans les trois mois suivant soit l'approbation de la convention prévue au paragraphe 248(5) soit l'approbation des conseils d'administration prévue à l'article 249, demander conjointement au ministre des lettres patentes fusionnant et prorogeant les requérants en une seule et même société ou société de secours.

Approbation
de la
convention
par le
ministreJoint
application to
Minister

(2) Subsection 250(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Where two or more bodies corporate, none of which is a company or society, apply for letters patent under subsection (1), sections 23 to 27 apply in respect of the application with such modifications as the circumstances require.

(2) Le paragraphe 250(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsque plusieurs personnes morales dont aucune n'est une société ou une société de secours demandent l'émission de lettres patentes en vertu du paragraphe (1), les articles 23 à 27 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.

Application
des articles
23 à 27Application of
sections 23 to
27

223. Subsection 251(1) of the Act is replaced by the following:

251. (1) Where an application has been made to the Minister in accordance with section 250, the Minister may issue letters patent of amalgamation continuing the applicants as one company or society.

223. Le paragraphe 251(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

251. (1) Le ministre peut, sur demande présentée conformément à l'article 250, délivrer des lettres patentes fusionnant et prorogeant les requérants en une seule et même société ou société de secours.

Lettres
patentes de
fusionIssue of letters
patent

224. (1) Paragraphs 252(1)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:

- (a) the amalgamation of the applicants and their continuance as one company or society becomes effective;
- (b) the property of each applicant continues to be the property of the amalgamated company or society;
- (c) the amalgamated company or society continues to be liable for the obligations of each applicant;

(2) Paragraphs 252(1)(e) and (f) of the Act are replaced by the following:

- (e) any civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against an applicant may be continued to be prosecuted by or against the amalgamated company or society;
- (f) any conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, an applicant may be enforced by or against the amalgamated company or society;

(3) Paragraph 252(1)(h) of the Act is replaced by the following:

- (h) the letters patent of amalgamation are the incorporating instrument of the amalgamated company or society.

225. (1) The portion of subsection 253(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

253. (1) Notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, the Minister may, by order, on the recommendation of the Superintendent, grant to a company or society in respect of which letters patent were issued under subsection 251(1) permission to

- (a) engage in a business activity specified in the order that the company or society would not otherwise be permitted by this Act to engage in and that one or more of the amalgamating bodies corporate was engaging in at the time application for the letters patent was made;

224. (1) Les alinéas 252(1)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) la fusion et prorogation des requérants en une seule et même société ou société de secours prend effet;
- b) les biens de chaque requérant appartiennent à la société ou à la société de secours issue de la fusion;
- c) la société ou la société de secours issue de la fusion est responsable des obligations de chaque requérant;

(2) Les alinéas 252(1)e) et f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- e) la société ou la société de secours issue de la fusion remplace tout requérant dans les procédures civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre celle-ci;
- f) toute décision, judiciaire ou quasi judiciaire, rendue en faveur d'un requérant ou contre lui est exécutoire à l'égard de la société ou de la société de secours issue de la fusion;

(3) L'alinéa 252(1)h) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- h) les lettres patentes de fusion deviennent l'acte constitutif de la société ou de la société de secours issue de la fusion.

225. (1) Le passage du paragraphe 253(1) de la même loi précédant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

253. (1) Malgré toute disposition contraire de la présente loi ou des règlements, le ministre peut, par arrêté pris sur recommandation du surintendant, autoriser la société ou la société de secours ayant reçu les lettres patentes à :

- a) exercer une activité commerciale précisée dans l'arrêté interdite par ailleurs par la présente loi mais qu'exerçaient à la date du dépôt de la demande de lettres patentes une ou plusieurs des personnes morales fusionnantes;
- b) maintenir en circulation les titres de créance que la présente loi n'autorise pas la société ou la société de secours à émettre, dans la mesure où ils étaient déjà en

1994, c. 47,
ss. 121(1)

Transitional

1994, ch. 47,
par. 121(1)

Disposition
transitoire

(2) Paragraph 253(1)(d) of the English version of the Act is replaced by the following:

(d) hold assets that the company or society would not otherwise be permitted by this Act to hold, if the assets were held by one or more of the amalgamating bodies corporate at the time the application for the letters patent was made;

(3) Paragraph 253(1)(e) of the Act is replaced by the following:

(e) acquire and hold assets that the company or society would not otherwise be permitted by this Act to acquire or hold, if one or more of the amalgamating bodies corporate were obliged, at the time the application for the letters patent was made, to acquire those assets; and

(4) Subsection 253(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Subject to subsection (4), the Minister, on the recommendation of the Superintendent, may by order renew a permission granted by order under subsection (1) with respect to any matter described in any of paragraphs (1)(b) to (e) for any further period or periods that the Minister considers necessary.

(5) The portion of subsection 253(4) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

(4) The Minister shall not grant to a company or society any permission

(a) with respect to matters described in paragraph (1)(b), that purports to be effective more than ten years after the date of the approval for the company or society to commence and carry on business, unless the Minister is satisfied on the basis of evidence on oath provided by an officer of the company or society that the company or society will not be able at law to redeem at the end of the ten years the outstanding debt obligations to which the permission relates; and

circulation à la date du dépôt de la demande de lettres patentes;

(2) L'alinéa 253(1)d) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) hold assets that the company or society would not otherwise be permitted by this Act to hold, if the assets were held by one or more of the amalgamating bodies corporate at the time the application for the letters patent was made;

(3) L'alinéa 253(1)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) acquérir et détenir des éléments d'actif dont l'acquisition et la détention sont interdites à une société ou à une société de secours par la présente loi, si une ou plusieurs des personnes morales fusionnantes se trouvaient dans l'obligation, à la date du dépôt de la demande de lettres patentes, de les acquérir;

(4) Le paragraphe 253(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le ministre peut, par arrêté pris sur recommandation du surintendant, accorder les renouvellements d'autorisation qu'il estime nécessaires en ce qui a trait aux questions visées aux alinéas (1)b) à e).

(5) Le passage du paragraphe 253(4) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

(4) Le ministre ne peut accorder d'autorisation qui serait encore valable plus de dix ans :

a) après la date d'obtention par la société ou la société de secours de l'agrément de fonctionnement dans les cas visés à l'alinéa (1)b), à moins qu'il n'estime, sur la foi d'une déposition sous serment d'un dirigeant de celle-ci, qu'il sera juridiquement impossible à la société ou à la société de secours de racheter les titres de créance encore en circulation à l'expiration de ce délai et qui font l'objet de l'autorisation;

Renewal

Renouvellement

Limitation

Réserve

226. (1) The portion of subsection 254(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

254. (1) Except in accordance with this section, a company or society shall not

(2) Paragraphs 254(1)(a) to (c) of the English version of the Act are replaced by the following:

(a) transfer all or any portion of its policies or cause itself to be reinsured against all or any portion of the risks undertaken by it;

(b) purchase or reinsure all or any portion of the policies of any body corporate; or

(c) sell all or substantially all of its assets.

(3) The portion of subsection 254(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) A company or society may, with the approval of the Minister,

(4) Paragraph 254(2)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) transférer tout ou partie de ses polices à une société, société de secours ou société étrangère autorisée à faire des opérations dans les branches d'assurance en cause — ou à se réassurer auprès d'une telle société, société de secours ou société étrangère contre tout ou partie des risques qu'elle garantit;

(5) Paragraph 254(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(a.1) cause itself to be reinsured, on an indemnity basis, against all or any portion of the risks undertaken by it by any body corporate incorporated under the laws of a province that is authorized to transact the classes of insurance to be reinsured;

(b) transfer all or any portion of its policies, other than its policies in Canada, to any other body corporate or cause itself to be reinsured by any other body corporate against all or any portion of the risks undertaken by it, other than risks in respect of its policies in Canada;

Restricted transactions

Approval of the Minister

226. (1) Le passage du paragraphe 254(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

254. (1) La société ou société de secours ne peut, sauf aux termes du présent article :

(2) Les alinéas 254(1)a) à c) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(a) transférer all or any portion of its policies or cause itself to be reinsured against all or any portion of the risks undertaken by it;

(b) purchase or reinsure all or any portion of the policies of any body corporate; or

(c) sell all or substantially all of its assets.

(3) Le passage du paragraphe 254(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) La société ou société de secours peut, avec l'approbation du ministre :

(4) L'alinéa 254(2)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) transférer tout ou partie de ses polices à une société, société de secours ou société étrangère autorisée à faire des opérations dans les branches d'assurance en cause — ou à se réassurer auprès d'une telle société, société de secours ou société étrangère contre tout ou partie des risques qu'elle garantit;

(5) L'alinéa 254(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a.1) se réassurer aux fins d'indemnisation auprès d'une personne morale constituée sous le régime d'une loi provinciale et autorisée à faire des opérations dans les branches d'assurance en cause contre tout ou partie des risques qu'elle garantit;

b) transférer tout ou partie de ses polices, autres que ses polices au Canada, à une autre personne morale ou à se réassurer auprès d'une autre personne morale contre tout ou partie des risques qu'elle garantit, autres que ceux qui sont afférents à ses polices au Canada;

Restrictions relatives aux opérations

Approbation du ministre

(6) Section 254 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Prescribed transactions

(2.1) The Minister's approval is not required for a transaction described in subsection (2) if it is a prescribed transaction or a transaction in a prescribed class of transactions.

(7) Subsections 254(5) and (6) of the Act are replaced by the following:

Inspection

(5) Where a company or society publishes a notice referred to in subsection (3), it must make the agreement for the transaction that the Minister is asked to approve available at its head office for the inspection of its shareholders, policyholders and members for at least thirty days after the publication of the notice and must provide a copy of the agreement to any shareholder, policyholder or member who requests one by writing to the head office of the company or society.

Superintendent may shorten periods

(6) Where the Superintendent is of the opinion that it is in the best interests of a group of policyholders affected by the transaction that the Minister is asked to approve, the Superintendent may shorten the periods of thirty days referred to in subsections (3) and (5).

227. Sections 255 to 259 of the Act are replaced by the following:

Capital to be unimpaired

255. The Minister shall not approve a transaction under subsection 254(2) if the transaction would cause any company or society that would be a party to the transaction to be in contravention of any regulation referred to in subsection 515(1) or (2) or 516(1) or (2) or of any direction made under subsection 515(3) or 516(4).

Ordinary reinsurance exempted

256. Sections 254 and 255 do not apply in respect of reinsurance transactions entered into by a company or society in the ordinary course of its business.

Shareholder and policyholder approval

257. (1) A company or society proposing to (a) transfer all or substantially all of its policies,

(6) L'article 254 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) L'approbation du ministre n'est pas nécessaire si l'opération visée au paragraphe (2) est une opération réglementaire ou fait partie d'une catégorie d'opérations prévue par règlement.

(7) Les paragraphes 254(5) et (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) Durant au moins trente jours suivant la publication de l'avis, la société ou société de secours permet l'examen de l'entente relative à l'opération soumise à l'approbation du ministre par ses actionnaires, souscripteurs et membres qui se présentent à son siège social et en fournit une copie à chacun de ceux-ci qui en font la demande par écrit.

(6) Dans le cas où il estime que cela sert au mieux les intérêts d'un groupe de souscripteurs visés par l'opération, le surintendant peut réduire les périodes de trente jours visées aux paragraphes (3) et (5).

227. Les articles 255 à 259 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

255. Le ministre ne peut approuver l'opération visée au paragraphe 254(2) lorsque celle-ci empêcherait une société ou société de secours partie à l'opération de se conformer aux règlements visés aux paragraphes 515(1) et (2) et 516(1) et (2) ou aux ordonnances visées aux paragraphes 515(3) ou 516(4).

256. Les articles 254 et 255 ne s'appliquent pas à l'opération de réassurance effectuée par la société ou société de secours dans le cours normal de son activité.

257. (1) La société ou la société de secours qui se propose de transférer ou de se réassurer contre tout ou partie substantielle des risques qu'elle garantit ou de vendre tout ou partie substantielle de son actif doit soumettre le projet d'opération, pour approbation, à l'as-

Opérations prévues par règlement

Examen

Période d'examen plus courte

Capital

Exemption de la réassurance ordinaire

Approbation des actionnaires et des souscripteurs

	<p>(b) cause itself to be reinsured against all or substantially all of the risks undertaken by it, or</p> <p>(c) sell all or substantially all of its assets</p> <p>shall submit the proposal for approval to a meeting of the shareholders and policyholders who are entitled to vote, or to a meeting of members, and, subject to subsection (3), to the holders of each class or series of shares.</p>	<p>semblée des actionnaires et des souscripteurs habiles à voter ou des membres et, sous réserve du paragraphe (3), aux détenteurs d'actions de chaque catégorie ou série.</p>	
Right to vote	<p>(2) Each share of the company carries the right to vote in respect of the proposal whether or not the share otherwise carries the right to vote.</p>	<p>(2) Chaque action de la société, assortie ou non du droit de vote, emporte droit de vote.</p>	Droit de vote
Class vote	<p>(3) The holders of shares of a class or series of shares of the company are entitled to vote separately as a class or series in respect of the proposal if the shares of the class or series are affected by the proposed transaction in a manner different from the shares of another class or series.</p>	<p>(3) Les détenteurs d'actions d'une catégorie ou d'une série ne sont habiles à voter séparément que si l'opération a un effet particulier sur la catégorie ou série.</p>	Vote par catégorie
Policyholder vote	<p>(4) Policyholders who are entitled to vote are entitled to vote separately from shareholders in respect of the proposal.</p>	<p>(4) Les souscripteurs habiles à voter ont le droit de voter séparément des actionnaires.</p>	Vote des titulaires de police
Special resolution	<p>(5) For the purpose of subsection (1), and subject to subsections (3) and (4), the proposal is not approved by the shareholders and the policyholders who are entitled to vote or the members unless they approve it by special resolution.</p>	<p>(5) Pour l'application du paragraphe (1) et sous réserve des paragraphes (3) et (4), l'opération n'est effectivement approuvée que par résolution extraordinaire des actionnaires et des souscripteurs habiles à voter ou des membres.</p>	Résolution extraordinaire
Abandoning transfer or reinsurance	<p>(6) Where a special resolution under subsection (5) approving a proposed transaction so states, the directors of a company or society may, subject to the rights of third parties, abandon the transaction without further approval of the shareholders, policyholders or members.</p>	<p>(6) Sous réserve des droits des tiers, le conseil d'administration de la société ou de la société de secours peut, après approbation de l'opération par les actionnaires, les souscripteurs ou les membres, y renoncer si ceux-ci l'y autorisent expressément dans la résolution extraordinaire visée au paragraphe (5).</p>	Annulation
Application to Minister	<p>(7) Unless a transaction is abandoned in accordance with subsection (6), the company or society shall, within three months after the approval of the transaction in accordance with subsection (5), apply to the Minister for approval of the transaction.</p>	<p>(7) La société ou la société de secours doit, dans les trois mois suivant l'adoption prévue au paragraphe (5), soumettre l'opération à l'approbation du ministre sauf en cas d'annulation prévue par le paragraphe (6).</p>	Demande au ministre
Approval by Minister	<p>258. A transaction referred to in subsection 254(2) or 257(1) has no effect until it has been approved by the Minister.</p>	<p>258. L'opération visée aux paragraphes 254(2) ou 257(1) n'a effet que sur approbation du ministre.</p>	Approbation par le ministre

228. Paragraph 261(1)(e) of the English version of the Act is replaced by the following:

(e) particulars of exceptions granted under section 38 or 253 that are from time to time applicable to the company.

229. Subsections 262(6) and (7) of the Act are replaced by the following:

(6) Every shareholder of a company is entitled, on request made not more often than once in each calendar year, to receive free of charge one copy of the by-laws of the company.

(7) Every policyholder of a company who is entitled to vote at a meeting of policyholders or shareholders and policyholders of the company is entitled, on request made not more often than once in each calendar year, to receive free of charge one copy of the by-laws of the company.

230. Division VII of Part VI of the Act is repealed.

231. Subsections 289(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

289. (1) An insider shall send to the Superintendent an insider report in prescribed form not later than ten days after the later of

(a) the end of the month in which the person became an insider, and

(b) the end of the month in which regulations prescribing the form of an insider report come into force.

232. The Act is amended by adding the following after section 290:

290.1 Under prescribed circumstances, an insider is exempt from any of the requirements of section 289 or 290.

233. Subsections 331(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

(4) The financial statements referred to in subsection (1), paragraph (3)(b) and subsection 333(1) shall, except as otherwise specified by the Superintendent, be prepared in accordance with generally accepted accounting principles, the primary source of which is

228. L'alinéa 261(1)(e) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(e) particulars of exceptions granted under section 38 or 253 that are from time to time applicable to the company.

229. Les paragraphes 262(6) et (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(6) Les actionnaires peuvent sur demande et sans frais, une fois par année civile, obtenir un exemplaire des règlements administratifs de la société.

(7) Les souscripteurs habiles à voter à l'assemblée des souscripteurs ou des actionnaires et souscripteurs peuvent sur demande et sans frais, une fois par année civile, obtenir un exemplaire des règlements administratifs de la société.

230. La section VII de la partie VI de la même loi est abrogée.

231. Les paragraphes 289(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

289. (1) L'initié doit envoyer au surintendant, en la forme réglementaire, un rapport d'initié soit dans les dix jours suivant la fin du mois où il l'est devenu, soit, si cette date est postérieure, dans les dix jours suivant la fin du mois où entrent en vigueur les règlements prévoyant la forme du rapport des initiés.

232. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 290, de ce qui suit :

290.1 L'initié qui se trouve dans les circonstances prévues par règlement peut être exempté des exigences prévues aux articles 289 ou 290.

233. Les paragraphes 331(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Sauf spécification contraire du surintendant, les rapports et états financiers visés au paragraphe (1), à l'alinéa (3)(b) et au paragraphe 333(1) sont établis selon les principes comptables généralement reconnus et principalement ceux qui sont énoncés dans le

Copies of
by-laws for
shareholders

Copies of
by-laws for
policyholders

First insider
report

Exemption by
regulation

Accounting
principles

Exemplaires

Exemplaires

Rapport
d'initié

Exemption
réglementaire

Principes
comptables

the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants. A reference in any provision of this Act to the accounting principles referred to in this subsection shall be construed as a reference to those generally accepted accounting principles with any specifications so made.

Exception

(5) Paragraph (2)(e) does not apply in respect of a mutual company that has no outstanding participating shares as defined in section 83.01.

234. Subsection 334(2) of the Act is replaced by the following:

Exception

(2) A company is not required to comply with subsection (1) with respect to shareholders or policyholders who have informed the company, in writing, that they do not wish to receive the annual statement.

Effect of default

(3) Where a company is required to comply with subsection (1) and the company does not comply with that subsection, the annual meeting at which the annual statement is to be considered shall be adjourned until that subsection has been complied with.

235. Section 335 of the Act is replaced by the following:

Copy to Superintendent

335. (1) A company shall send to the Superintendent a copy of the documents referred to in subsections 331(1) and (3) not later than twenty-one days before

(a) the date of each annual meeting of shareholders and policyholders of the company; or

(b) the signing of a resolution under paragraph 158(1)(b) in lieu of an annual meeting of shareholders and policyholders of the company.

Consent to file later

(2) The Superintendent may give a company consent in writing to comply with subsection (3) rather than subsection (1) on the condition that the company's shareholders and policyholders sign a resolution under paragraph 158(1)(b) in lieu of an annual meeting.

Later filing

(3) Where the Superintendent has given that consent to a company and has not notified the company that the consent has been withdrawn, the company shall send a copy of the

Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés. La mention, dans les autres dispositions de la présente loi, des principes comptables visés au présent paragraphe vaut mention de ces principes, compte tenu de toute spécification faite par le surintendant.

(5) L'alinéa (2)e) ne s'applique pas à une société mutuelle si elle n'a aucune action participante, au sens de l'article 83.01, en circulation.

234. Le paragraphe 334(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La société n'est pas tenue de se conformer au paragraphe (1) à l'égard d'un actionnaire ou d'un souscripteur qui l'informe par écrit qu'il ne souhaite pas recevoir le rapport annuel.

(3) En cas d'inobservation de l'obligation prévue au paragraphe (1), l'assemblée est ajournée à une date postérieure à l'exécution de cette obligation.

235. L'article 335 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

335. (1) La société fait parvenir au surintendant un exemplaire des documents visés aux paragraphes 331(1) et (3) au moins vingt et un jours avant :

a) la date de chaque assemblée annuelle;

b) la signature de la résolution visée à l'alinéa 158(1)b) et qui tient lieu d'assemblée annuelle des actionnaires et souscripteurs.

(2) Dans le cas où une résolution tient lieu d'assemblée annuelle, le surintendant peut consentir par écrit à ce que les documents lui soient envoyés conformément au paragraphe (3).

(3) Tant que le consentement donné par le surintendant n'a pas été retiré, la société envoie les documents dans les trente jours suivant la signature de la résolution.

Exception

Exception

Ajournement de l'assemblée annuelle

Envoi au surintendant

Consentement

Envoi à une date postérieure

documents referred to in subsections 331(1) and (3) to the Superintendent not later than thirty days after the signing of that resolution.

236. The heading before section 358 and sections 358 and 359 of the Act are repealed.

237. Subsection 361(1) of the Act is replaced by the following:

361. (1) A person ceases to hold office as the actuary of a company when

- (a) the person resigns as actuary of the company;
- (b) the person ceases to be an actuary;
- (c) the person dies; or
- (d) the appointment of the person as actuary of the company is revoked by the directors of the company.

238. Subsection 365.1(1) of the Act is replaced by the following:

365.1 (1) The Superintendent may appoint an actuary to value the matters referred to in paragraph 365(1)(a) or (b) in relation to a company if the Superintendent is of the opinion that the appointment is necessary. That actuary may not be an actuary of the company.

239. (1) Subsection 383(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Where the Minister is satisfied on the basis of an application made under section 382 that the circumstances warrant the voluntary liquidation and dissolution of a company, the Minister may approve the application.

(2) Subsection 383(4) of the Act is amended by adding the word “and” at the end of paragraph (c) and by repealing paragraph (d).

240. Paragraph 391(1)(d) of the Act is repealed.

241. Subsection 407(5) of the Act is replaced by the following:

236. L'intertitre précédant l'article 358 et les articles 358 et 359 de la même loi sont abrogés.

237. Le paragraphe 361(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

361. (1) Le mandat de l'actuaire prend fin lorsque l'actuaire, selon le cas :

- a) démissionne;
- b) cesse d'être un actuaire;
- c) décède;
- d) est révoqué par le conseil d'administration de la société.

238. Le paragraphe 365.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

365.1 (1) Le surintendant peut, lorsqu'il estime qu'il est nécessaire de faire évaluer les questions visées aux alinéas 365(1)a) ou b) par un actuaire autre que celui de la société, en nommer un.

239. (1) Le paragraphe 383(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le ministre peut agréer la demande s'il est convaincu que les circonstances le justifient.

(2) L'alinéa 383(4)d) de la même loi est abrogé.

240. L'alinéa 391(1)d) de la même loi est abrogé.

241. Le paragraphe 407(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ceasing to hold office

1996, c. 6, s. 77

Superintendent may appoint actuary

Conditional approval

Fin du mandat

1996, ch. 6, art. 77

Évaluation spéciale

Cas où le ministre approuve

Exception

(5) Subsection (4) does not apply in respect of a company referred to in that subsection whose total assets in Canada on a prescribed day, according to the annual return of the company, are less than a prescribed amount.

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à une société, visée à ce paragraphe, dont la valeur de l'actif total au Canada selon l'état annuel de la société à la date prévue par règlement, est inférieure au montant prévu par règlement.

Exception

242. The Act is amended by adding the following after section 407:

242. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 407, de ce qui suit :

No acquisition of control without approval

407.1 No person shall acquire control of a company within the meaning of paragraph 3(1)(d) without the prior written approval of the Minister.

407.1 Il est interdit à une personne d'acquies le contrôle d'une société, au sens de l'alinéa 3(1)d), sans obtenir au préalable l'autorisation écrite du ministre.

Interdiction d'acquies sans l'agrément du ministre

243. Subsection 408(1) of the Act is renumbered as section 408 and subsections 408(2) and (3) of the Act are repealed.

243. Le paragraphe 408(1) de la même loi devient l'article 408 et les paragraphes 408(2) et (3) sont abrogés.

244. (1) Paragraph 409(4)(a) of the Act is replaced by the following:

244. (1) L'alinéa 409(4)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) result in the acquisition of control of the company by the person referred to in that subsection;

a) aurait pour effet la prise de contrôle de la société par la personne;

(2) Paragraph 409(4)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 409(4)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) si la personne contrôle déjà la société mais que les droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la société qu'elle-même et les entités qu'elle contrôle détiennent à titre de véritable propriétaire n'excèdent pas cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation, aurait pour effet de porter les droits de vote attachés à l'ensemble de ces actions détenues par la personne et les entités à plus de cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation;

b) si la personne contrôle déjà la société mais que les droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la société qu'elle-même et les entités qu'elle contrôle détiennent à titre de véritable propriétaire n'excèdent pas cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation, aurait pour effet de porter les droits de vote attachés à l'ensemble de ces actions détenues par la personne et les entités à plus de cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation;

(3) Subsection 409(4) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(3) Le paragraphe 409(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

(c) result in the acquisition of a significant interest in a class of shares of the company by an entity controlled by the person and the acquisition of that investment is not exempted by the regulations; or

c) aurait pour effet l'acquisition d'un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions de la société par une entité contrôlée par la personne, l'acquisition de cet intérêt n'étant pas soustraite, par règlement, à l'application du présent alinéa;

(d) result in an increase in a significant interest in a class of shares of the company

by an entity controlled by the person by a percentage that is greater than the percentage referred to in subsection (2) or (3), whichever is applicable, and the increase is not exempted by the regulations.

(4) Section 409 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Regulations

(5) The Governor in Council may make regulations

(a) exempting from the application of paragraph (4)(c) the acquisition of a significant interest in a class of shares of the company by an entity controlled by the person; and

(b) exempting from the application of paragraph (4)(d) an increase in a significant interest in a class of shares of the company by an entity controlled by the person by a percentage that is greater than the percentage referred to in subsection (2) or (3), whichever applies.

245. Subsection 413(2) of the Act is repealed.

246. Section 418 of the Act is replaced by the following:

Restriction on voting rights

418. (1) Where, with respect to any company, a particular person contravenes subsection 407(1) or (4) or section 407.1 or fails to comply with an undertaking referred to in subsection 416(2), no person, and no entity controlled by the particular person, shall, in person or by proxy, exercise any voting rights

(a) that are attached to shares of the company beneficially owned by the particular person or any entity controlled by the particular person; or

(b) that are subject to an agreement entered into by the particular person, or any entity controlled by the particular person, pertaining to the exercise of the voting rights.

d) aurait pour effet l'augmentation — dans un pourcentage supérieur à celui précisé aux paragraphes (2) ou (3), selon le cas applicable — de l'intérêt substantiel d'une entité contrôlée par la personne dans une catégorie d'actions de la société, cette augmentation n'étant pas soustraite, par règlement, à l'application du présent alinéa.

(4) L'article 409 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Règlements

(5) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) soustraire à l'application de l'alinéa (4)c) l'acquisition d'un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions de la société par une entité contrôlée par la personne;

b) soustraire à l'application de l'alinéa (4)d) l'augmentation — dans un pourcentage supérieur à celui précisé aux paragraphes (2) ou (3), selon le cas applicable — de l'intérêt substantiel d'une entité contrôlée par la personne dans une catégorie d'actions de la société.

245. Le paragraphe 413(2) de la même loi est abrogé.

246. L'article 418 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Limites au droit de vote

418. (1) En cas de manquement aux paragraphes 407(1) ou (4) ou à l'article 407.1 ou à l'engagement visé au paragraphe 416(2), il est interdit à quiconque, et notamment à une entité contrôlée par l'auteur du manquement, d'exercer, personnellement ou par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoir, les droits de vote :

a) soit qui sont attachés aux actions de la société détenues à titre de véritable propriétaire par l'auteur du manquement ou par l'entité qu'il contrôle;

b) soit dont l'exercice est régi aux termes d'une entente conclue par l'auteur du manquement ou par l'entité qu'il contrôle.

Subsection (1) ceases to apply

(2) Subsection (1) ceases to apply in respect of a person

(a) where the person contravened subsection 407(1) or (4), when the shares to which the contravention relates have been disposed of;

(b) where the person contravened section 407.1, when the person ceases to control the company within the meaning of paragraph 3(1)(d); and

(c) where the person failed to comply with an undertaking referred to in subsection 416(2), when the company complies with section 411.

247. (1) Paragraph 441(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) hold, manage and otherwise deal with real property;

(2) Subsection 441(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):

(c.1) in Canada, engage in the activities in which an information services corporation, within the meaning of subsection 490(1), may engage, if before engaging in those activities the company obtains the Minister's approval in writing for it to engage in those activities;

(3) Paragraph 441(1)(h) of the Act is replaced by the following:

(h) with the consent of the Minister

(i) provide safety and risk prevention services and services respecting risk management and claims adjustment, where the provision of those services is reasonably ancillary to the business of insurance carried on by the company,

(ii) operate rehabilitation and training and development centres, where the operation of those centres is reasonably ancillary to the business of insurance carried on by the company,

(iii) provide computer systems to independent insurance brokers and agents,

(2) Le paragraphe (1) cesse de s'appliquer dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) il y a eu aliénation des actions ayant donné lieu à la contravention des paragraphes 407(1) ou (4);

b) si le manquement concerne l'article 407.1, l'auteur du manquement cesse de contrôler la société, au sens de l'alinéa 3(1)d);

c) si le manquement concerne l'engagement visé au paragraphe 416(2), la société se conforme à l'article 411.

247. (1) L'alinéa 441(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) détenir ou gérer des biens immeubles ou effectuer toutes opérations à leur égard;

(2) Le paragraphe 441(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) exercer au Canada toute activité que peut exercer une société d'information, au sens du paragraphe 490(1), à la condition d'obtenir, avant de l'exercer, l'autorisation écrite du ministre;

(3) L'alinéa 441(1)h) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) avec l'autorisation du ministre, effectuer des opérations, notamment offrir des services en matière de sécurité et prévention, de gestion des risques et d'évaluation ou de règlement des sinistres, exploiter des centres de rééducation et de perfectionnement, fournir de l'équipement informatique ou de l'aide à ses agents et courtiers d'assurances indépendants, exploiter des centres de réparation et d'évaluation, pourvu qu'elles soient raisonnablement connexes au commerce de l'assurance exercé par la société.

Cessation d'application du paragraphe (1)

1994, c. 26, s. 41(F)

1994, ch. 26, art. 41 (F)

where the provision of those systems is reasonably ancillary to the business of insurance carried on by the company,

(iv) provide support to independent insurance brokers and agents, where the provision of that support is reasonably ancillary to the business of insurance carried on by the company,

(v) operate repair and appraisal centres, where the operation of those centres is reasonably ancillary to the business of insurance carried on by the company, and

(vi) carry on any other activities that are reasonably ancillary to the business of insurance carried on by the company.

(4) Section 441 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) A life company may engage in the activities in which a specialized financing corporation, as defined in subsection 490(1), may engage, if before engaging in those activities the company obtains the Minister's written approval for it to engage in those activities.

(5) Paragraphs 441(4)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) respecting what a company may or may not do with respect to the carrying on of the activities referred to in paragraph (1)(c) and (c.1) and subsection (1.1); and

(b) imposing terms and conditions in respect of the provision of the services referred to in paragraphs (1)(a) and 440(2)(b) and the carrying on of the activities referred to in paragraph (1)(c) and (c.1) and subsection (1.1).

248. Section 445 of the Act is replaced by the following:

445. The Superintendent may not make or vary an order approving the commencement and carrying on of business by a company if the company would as a result be permitted to insure both risks falling within the class of life insurance and risks falling within any other class of insurance other than accident and sickness insurance, accident insurance, per-

(4) L'article 441 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) La société d'assurance-vie peut exercer toute activité que peut exercer une société de financement spécial, au sens du paragraphe 490(1), à la condition d'obtenir, avant de l'exercer, l'autorisation écrite du ministre.

(5) Le paragraphe 441(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir ce que la société peut ou ne peut pas faire dans le cadre de l'exercice des activités visées aux alinéas (1)c) ou c.1) ou au paragraphe (1.1) et assortir de conditions cet exercice ou la prestation des services visés aux alinéas (1)a) et 440(2)b).

248. L'article 445 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

445. Le surintendant ne peut prendre ni modifier l'ordonnance d'agrément de la société pour l'autoriser à garantir des risques à la fois dans la branche assurance-vie et dans toute branche autre que l'assurance accidents et maladie, l'assurance-accidents, l'assurance accidents corporels, l'assurance-maladie et l'assurance perte d'emploi.

Additional
power of life
company

Pouvoirs
supplémentaires de la
société
d'assurance-
vie

Règlements

No new
composite
companies

Interdiction
de
changement
d'activité

sonal accident insurance, sickness insurance and loss of employment insurance.

249. Section 447 of the Act is replaced by the following:

447. A company that is authorized to insure risks falling within the class of life insurance and risks falling within one or more other classes of insurance shall maintain separate accounts in respect of each class of insurance within which it is authorized to insure risks.

Separate accounts

1996, c. 6, par. 167(1)(h)

Claims against segregated funds

250. Section 454 of the Act is replaced by the following:

454. A claim against a segregated fund maintained as required by section 451 under a policy or for an amount in respect of which the fund is maintained has priority over any other claim against the assets of that fund, including the claims referred to in section 161 of the *Winding-up and Restructuring Act*, except to the extent that the payment of that other claim is secured by a security interest in or on a specific, identifiable asset of the segregated fund.

251. The portion of section 461 of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

461. A company that has share capital may, from a participating account maintained pursuant to section 456, make a payment to its shareholders, or transfer an amount to an account (other than a participating shareholder account as defined in section 83.01) from which a payment can be made to its shareholders, if

Payments to shareholders from participating account

(a) the aggregate of the amounts so paid or transferred in respect of a financial year does not exceed the percentage of the portion of the profits of the participating account that is determined by the directors as the portion to be distributed for the financial year to the shareholders and participating policyholders, which percentage shall not exceed the number, expressed as a percentage, that is the aggregate of

(i) 10 multiplied by the lesser of

(A) the sum of the opening balances for the financial year of all participating accounts of the company, and

249. L'article 447 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

447. La société qui garantit des risques à la fois dans la branche assurance-vie et dans d'autres branches d'assurance tient des comptes séparés à l'égard de chacune des branches d'assurance dans laquelle elle garantit des risques.

Comptes séparés

250. L'article 454 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

454. La demande de règlement adressée à une caisse séparée au titre d'une police ou d'une somme justifiant son existence a priorité sur toute autre créance sur l'actif de cette caisse, y compris celles qui sont visées à l'article 161 de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*, sauf dans la mesure où l'autre créance est garantie par une sûreté grevant un élément d'actif particulier et identifiable de la caisse.

1996, ch. 6, al. 167(1)(h)

Demandes de règlement sur l'actif de la caisse séparée

251. Le passage de l'article 461 de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

461. La société à capital-actions peut verser à ses actionnaires, ou virer à un compte — sauf un compte des actionnaires participants au sens de l'article 83.01 — sur lequel peut être prélevé un versement à ceux-ci, des sommes prélevées sur un compte de participation si, à la fois :

Versement aux actionnaires sur le compte de participation

a) la totalité des sommes en question pour l'exercice ne dépasse pas le pourcentage de la partie des bénéfices du compte de participation destinée par les administrateurs à être distribuée pour l'exercice aux actionnaires et aux souscripteurs avec participation, pourcentage qui ne peut pas dépasser le chiffre, exprimé en pourcentage, qui représente la totalité des montants suivants divisée par la somme des soldes d'ouverture pour l'exercice de tous les comptes de participation :

(i) 10 multiplié par la somme des soldes d'ouverture pour l'exercice de tous les

(B) two hundred and fifty million dollars,

(ii) 7.5 multiplied by the amount, if any, by which the lesser of

(A) the sum of the opening balances for the financial year of all participating accounts of the company, and

(B) five hundred million dollars

exceeds two hundred and fifty million dollars,

(iii) 5 multiplied by the amount, if any, by which the lesser of

(A) the sum of the opening balances for the financial year of all participating accounts of the company, and

(B) one billion dollars

exceeds five hundred million dollars, and

(iv) 2.5 multiplied by the amount, if any, by which the sum of the opening balances for the financial year of all participating accounts of the company exceeds one billion dollars,

divided by the sum of the opening balances for the financial year of all the participating accounts;

252. Section 462 of the Act is replaced by the following:

462. The only transfers that may be made from a participating account maintained pursuant to section 456 are

(a) transfers made pursuant to sections 461 and 463;

(b) transfers made in respect of transfers or reinsurance of all or any portion of the participating policies in respect of which the participating account is maintained; and

(c) transfers, with the approval of the Superintendent, of amounts that can reasonably be attributed to sources not related to the participating policies in respect of which the account is maintained.

comptes de participation de la société pour la tranche de ces comptes allant jusqu'à deux cent cinquante millions de dollars,

(ii) 7,5 multiplié par la somme des soldes d'ouverture pour l'exercice de tous les comptes de participation de la société pour la tranche de ces comptes supérieure à deux cent cinquante millions mais inférieure à cinq cent millions de dollars,

(iii) 5 multiplié par la somme des soldes d'ouverture pour l'exercice de tous les comptes de participation de la société pour la tranche de ces comptes supérieure à cinq cent millions mais inférieure à un milliard de dollars,

(iv) 2,5 multiplié par la somme des soldes d'ouverture pour l'exercice de tous les comptes de participation de la société pour la tranche de ces comptes supérieure à un milliard de dollars;

252. L'article 462 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

462. Seules peuvent être prélevées sur des comptes de participation visés à l'article 456 :

a) les sommes virées aux caisses séparées aux termes des articles 461 et 463;

b) les sommes virées à l'égard des virements ou de la réassurance de tout ou partie des polices à participation à l'égard desquelles le compte de participation est tenu;

c) avec l'agrément du surintendant, les sommes virées qu'il est raisonnable d'attribuer à des sources non liées aux polices à participation à l'égard desquelles le compte de participation est tenu.

Transfers
from
participating
account

Prélèvements
sur les
comptes de
participation

253. Subsection 469(2) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b), by adding the word “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) a loan secured by a mortgage where

(i) the mortgage is taken back by the company on a property disposed of by the company, including where the disposition is by way of a realization of a security interest, and

(ii) the mortgage secures payment of an amount payable to the company for the property.

254. Subsections 474(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Exception

(2) Paragraph (1)(a) does not apply where the person on whose behalf the company has undertaken to guarantee a payment or repayment is a subsidiary of the company.

255. Subsections 477(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Restriction on guarantees

477. (1) A property and casualty company shall not guarantee on behalf of any person other than itself the payment or repayment of any sum of money unless the person on whose behalf the company has undertaken to guarantee the payment or repayment is a subsidiary of the company and has an unqualified obligation to reimburse the company for the full amount of the payment or repayment to be guaranteed.

256. Sections 479 and 480 of the Act are replaced by the following:

Definition of “cost of borrowing”

479. For the purposes of this section and sections 479.1 to 487, “cost of borrowing” means, in respect of a loan or an advance on the security or against the cash surrender value of a policy made by a company,

(a) the interest or discount applicable to the loan or advance; and

(b) such charges in connection with the loan or advance as are payable by the borrower to the company, or to any person from whom the company receives any charges

253. Le paragraphe 469(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa c), de ce qui suit :

d) au prêt garanti par une hypothèque consentie à une société en garantie du prix de vente d’un bien qu’elle aliène, y compris par suite de l’exercice d’un droit hypothécaire.

254. Les paragraphes 474(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exception

(2) Dans les cas où le tiers visé au paragraphe (1) est une filiale de la société garante, celle-ci peut garantir une somme qui n’est pas fixe.

255. Les paragraphes 477(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Garanties

477. (1) Il est interdit à la société d’assurances multirisques de garantir au nom d’un tiers le paiement ou le remboursement d’une somme d’argent, sauf si la personne au nom de qui elle fournit la garantie est l’une de ses filiales et s’est engagée inconditionnellement envers elle à lui en remettre le plein montant.

256. Les articles 479 et 480 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Définition de « coût d’emprunt »

479. Pour l’application du présent article et des articles 479.1 à 487, « coût d’emprunt » s’entend, à l’égard d’un prêt ou d’une avance consentie par la société et garantie par une police ou par la valeur de rachat de celle-ci, des intérêts ou de l’escompte applicables, ainsi que des frais afférents payables par l’emprunteur à la société ou à toute personne de qui celle-ci reçoit des frais directement ou indirectement et qui en font partie selon les règlements. Sont toutefois exclus du coût d’emprunt les frais prévus par règlement.

directly or indirectly, and as are prescribed to be included in the cost of borrowing.

For those purposes, however, “cost of borrowing” does not include prescribed charges.

Rebate of borrowing costs

479.1 (1) Where a company makes a loan in respect of which the disclosure requirements of section 480 apply and the loan is not secured by a mortgage on real property and is required to be repaid either on a fixed future date or by instalments, the company shall, if there is a prepayment of the loan, rebate to the borrower a portion of the charges included in the cost of borrowing in respect of the loan.

Exception

(2) The charges to be rebated do not include the interest or discount applicable to the loan.

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations governing the rebate of charges under subsection (1). The rebate shall be made in accordance with those regulations.

Disclosing borrowing costs — loans

480. (1) A company shall not make a loan to a natural person that is repayable in Canada unless the cost of borrowing, as calculated and expressed in accordance with section 481, and other prescribed information have, in the prescribed manner and at the prescribed time, been disclosed by the company to the borrower.

Non-application

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a loan that is of a prescribed class of loans.

257. (1) Subparagraph 482(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) any terms and conditions relating to that right, including the particulars of the circumstances in which the borrower may exercise that right, and

(2) Subsection 482(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) and by adding the following after paragraph (b):

(c) at such time and in such manner as may be prescribed, any changes respecting the cost of borrowing or the loan agreement as may be prescribed;

(d) particulars of any other rights and obligations of the borrower; and

479.1 (1) La société qui consent un prêt à l’égard duquel l’article 480 s’applique, qui n’est pas garanti par une hypothèque immobilière et qui est remboursable à une date fixe ou en plusieurs versements doit, si le prêt est remboursé avant échéance, consentir une remise d’une partie des frais compris dans le coût d’emprunt.

Remise d’une partie du coût d’emprunt

(2) Ne sont pas compris parmi les frais qui doivent faire l’objet d’une remise les intérêts et l’escompte applicables au prêt.

Exception

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les remises prévues au paragraphe (1); le cas échéant, les remises doivent être consenties conformément aux règlements.

Règlements

480. (1) La société ne peut accorder à une personne physique de prêt remboursable au Canada sans lui faire connaître, au moment et en la forme réglementaires, le coût d’emprunt, calculé et exprimé en conformité avec l’article 481, et sans lui communiquer les autres renseignements prévus par règlement.

Divulgence du coût d’emprunt

(2) Le paragraphe (1) ne s’applique pas aux catégories de prêts prévues par règlement.

Exceptions

257. (1) Le sous-alinéa 482(1)(a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) les conditions d’exercice de ce droit, y compris des précisions sur les cas où peut se faire cet exercice,

(2) Le paragraphe 482(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :

c) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d’emprunt ou à l’accord relatif au prêt;

d) des précisions sur tous autres droits ou obligations de l’emprunteur;

(e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

(3) Subsection 482(2) of the Act is replaced by the following:

(1.1) A company shall, in accordance with the regulations, at such time and in such manner as may be prescribed, provide prescribed information in any application forms or related documents that it prepares for the issuance of credit, payment or charge cards and provide prescribed information to any person applying to it for a credit, payment or charge card.

(2) Where a company issues or has issued a credit, payment or charge card to a natural person, the company shall, in addition to disclosing the costs of borrowing in respect of any loan obtained through the use of the card, disclose to the person, in accordance with the regulations,

(a) any charges or penalties described in paragraph (1)(b);

(b) particulars of the person's rights and obligations;

(c) any charges for which the person becomes responsible by accepting or using the card;

(d) at such time and in such manner as may be prescribed, such changes respecting the cost of borrowing or the loan agreement as may be prescribed; and

(e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

(3) Where a company enters into or has entered into an arrangement, including a line of credit, for the making of a loan in respect of which the disclosure requirements of section 480 apply and the loan is not a loan in respect of which subsection (1) or (2) applies, the company shall, in addition to disclosing the costs of borrowing, disclose to the person to whom the loan is made, in accordance with the regulations,

(a) any charges or penalties described in paragraph (1)(b);

e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

(3) Le paragraphe 482(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) La société fournit, conformément aux règlements, au moment et en la forme réglementaires, les renseignements réglementaires dans les formulaires de demande et autres documents relatifs à l'émission de cartes de paiement, de crédit ou de débit et les renseignements réglementaires à toute personne qui lui demande une carte de paiement, de crédit ou de débit.

(2) La société qui délivre ou a délivré une carte de paiement, de crédit ou de débit à une personne physique doit lui communiquer, outre le coût d'emprunt en ce qui concerne tout emprunt obtenu par elle au moyen de cette carte, l'information suivante, conformément aux règlements :

a) les frais et pénalités visés à l'alinéa (1)b);

b) les droits et obligations de l'emprunteur;

c) les frais qui lui incombent pour l'acceptation ou l'utilisation de la carte;

d) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d'emprunt ou à l'accord relatif au prêt;

e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

(3) La société qui conclut ou a conclu un arrangement, y compris l'ouverture d'une ligne de crédit, pour l'octroi d'un prêt à l'égard duquel l'article 480, mais non les paragraphes (1) et (2) du présent article, s'applique, doit communiquer à l'emprunteur, outre le coût d'emprunt, l'information suivante, conformément aux règlements :

a) les frais et pénalités visés à l'alinéa (1)b);

b) les droits et obligations de l'emprunteur;

c) les frais qui incombent à l'emprunteur;

Disclosure in credit card applications

Disclosure re credit cards

Additional disclosure re other loans

Communication dans les demandes de carte de crédit

Communication concernant les cartes de crédit

Autres formes de prêts

(b) particulars of the person's rights and obligations;

(c) any charges for which the person is responsible under the arrangement;

(d) at such time and in such manner as may be prescribed, such changes respecting the cost of borrowing under the arrangement as may be prescribed; and

(e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

258. Section 483 of the Act is replaced by the following:

482.1 Where a company makes a loan in respect of which the disclosure requirements of section 480 apply and the loan is secured by a mortgage on real property, the company shall disclose to the borrower, at such time and in such manner as may be prescribed, such information as may be prescribed respecting the renewal of the loan.

483. No person shall authorize the publication, issue or appearance of any advertisement in Canada relating to arrangements referred to in subsection 482(3), loans, credit cards, payment cards or charge cards, offered to natural persons by a company, and purporting to disclose prescribed information about the cost of borrowing or about any other matter unless the advertisement contains such information as may be required by the regulations, in such form and manner as may be prescribed.

259. Section 485 of the Act is replaced by the following:

485. The Governor in Council may make regulations

(a) respecting the manner in which, and the time at which, a company is to disclose to a borrower

(i) the cost of borrowing,

(ii) any rebate of the cost of borrowing, and

(iii) any other information relating to a loan, arrangement, credit card, payment card or charge card referred to in section 482;

d) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d'emprunt;

e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

258. L'article 483 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

482.1 La société doit, dans les cas où elle consent un prêt à l'égard duquel l'article 480 s'applique et qui est garanti par une hypothèque immobilière, communiquer à l'emprunteur, au moment et dans la forme réglementaires, les renseignements réglementaires concernant le renouvellement du prêt.

483. Nul ne peut autoriser la publication, la diffusion ou la parution au Canada d'une annonce publicitaire concernant les arrangements visés au paragraphe 482(3), les prêts ou les cartes de paiement, de crédit ou de débit offerts par la société aux personnes physiques et censée donner des renseignements réglementaires sur le coût d'emprunt ou sur d'autres sujets si cette annonce ne donne pas les renseignements précisés par règlement dans la forme réglementaire.

259. L'article 485 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

485. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) régir les modalités de temps et de forme applicables à la communication que doit faire une société à l'emprunteur du coût d'emprunt, de toute remise éventuelle sur celui-ci et de tout autre renseignement relatif aux prêts, arrangements ou cartes de paiement, de crédit ou de débit visés à l'article 482;

Renewal statement

Disclosure in advertising

Regulations re borrowing costs

Renseignements concernant le renouvellement

Divulgence dans la publicité

Règlements relatifs au coût d'emprunt

(b) respecting the contents of any statement disclosing the cost of borrowing and other information required to be disclosed by a company to a borrower;

(c) respecting the manner of calculating the cost of borrowing;

(d) respecting the circumstances under which the cost of borrowing is to be expressed as an amount in dollars and cents;

(e) specifying any class of loans that are not to be subject to section 479.1 or subsection 480(1) or 482(1) or (3) or section 482.1 or 483 or the regulations or any specified provisions of the regulations;

(f) specifying any class of advances that are not to be subject to section 484 or the regulations or any specified provisions of the regulations;

(g) respecting the manner in which and the time at which any rights, obligations, charges or penalties referred to in sections 479.1 to 484 are to be disclosed;

(h) prohibiting the imposition of any charge or penalty referred to in section 482 or providing that the charge or penalty, if imposed, will not exceed a prescribed amount;

(i) respecting the nature or amount of any charge or penalty referred to in paragraph 482(1)(b), (2)(a) or (3)(a) and the costs of the company that may be included or excluded in the determination of the charge or penalty;

(j) respecting the method of calculating the amount of rebate of the cost of borrowing, or the portion of the cost of borrowing referred to in subparagraph 482(1)(a)(ii);

(k) respecting advertisements made by a company regarding arrangements referred to in subsection 482(3), loans, credit cards, payment cards or charge cards;

(l) respecting the renewal of loans; and

(m) respecting such other matters or things as are necessary to carry out the purposes of sections 479.1 to 484.

260. Paragraph 486(1)(a) of the Act is replaced by the following:

b) régir la teneur de toute déclaration destinée à communiquer le coût d'emprunt et les autres renseignements que la société est tenue de communiquer;

c) régir le mode de calcul du coût d'emprunt;

d) prévoir les cas où le coût d'emprunt doit être exprimé sous forme d'un montant en dollars et en cents;

e) prévoir les catégories de prêts soustraites à l'application de l'article 479.1, des paragraphes 480(1) ou 482(1) ou (3), des articles 482.1 ou 483 ou de tout ou partie des règlements;

f) prévoir les catégories d'avance soustraites à l'application de l'article 484 ou de tout ou partie des règlements;

g) régir les modalités de temps et de forme applicables à la communication des droits, obligations, frais ou pénalités visés aux articles 479.1 à 484;

h) interdire les frais ou pénalités visés à l'article 482 ou en fixer le plafond;

i) régir la nature ou le montant des frais ou pénalités visés aux alinéas 482(1)b), (2)a) ou (3)a) et du coût supporté par la société qui peuvent être inclus ou exclus du calcul des frais ou pénalités;

j) régir le mode de calcul de la remise mentionnée au sous-alinéa 482(1)a)(ii);

k) régir les annonces que font les banques concernant les arrangements visés au paragraphe 482(3), les prêts ou les cartes de paiement, de crédit ou de débit;

l) régir le renouvellement des prêts;

m) prévoir toute autre mesure d'application des articles 479.1 à 484.

260. Le paragraphe 486(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) establish procedures for dealing with complaints made by customers of the company about

(i) the application of charges applicable to arrangements referred to in subsection 482(3) or payment, credit or charge cards with the company, or

(ii) the disclosure of or manner of calculating the cost of borrowing in respect of a loan or an advance on the security or against the cash surrender value of a policy made by the company;

261. Subsection 487(1) of the Act is replaced by the following:

487. (1) If a customer of a company has a complaint about an arrangement referred to in subsection 482(3), a payment, credit or charge card or the disclosure of or manner of calculating the cost of borrowing in respect of a loan or an advance on the security or against the cash surrender value of a policy, the company shall, in the prescribed manner, provide the customer with prescribed information on how to contact the Office of the Superintendent of Financial Institutions.

262. Paragraph 488(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) that is made for business purposes and the principal amount of which is more than \$100,000 or such other amount as may be prescribed.

263. Section 489 of the Act is replaced by the following:

489. The Governor in Council may make regulations

(a) requiring a company or society to establish procedures regarding the collection, retention, use and disclosure of any information about its customers or members or any class of customers or members;

486. (1) En ce qui concerne les réclamations de ses clients relatives aux arrangements visés au paragraphe 482(3), aux frais à payer pour leur carte de crédit, de débit ou de paiement ou à la communication ou au mode de calcul du coût d'emprunt pour soit un prêt soit une avance garantie par une police ou par la valeur de rachat de celle-ci, consentie par elle, la société est tenue, d'une part, d'établir une procédure de règlement et, d'autre part, de désigner un préposé — dirigeant ou autre agent — à sa mise en oeuvre et, un ou plusieurs autres au traitement des réclamations.

261. Le paragraphe 487(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

487. (1) La société est tenue de remettre, conformément au règlement, à ses clients qui présentent des réclamations relativement aux arrangements visés au paragraphe 482(3), à leurs cartes de crédit, de débit ou de paiement, ou à la divulgation ou au mode de calcul du coût d'emprunt pour soit un prêt soit une avance garantie par une police ou par la valeur de rachat de celle-ci les renseignements — prévus par règlement — sur la façon de communiquer avec le Bureau du surintendant des institutions financières.

262. Le paragraphe 488(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique toutefois pas aux prêts garantis par une hypothèque immobilière, ni à ceux qui sont consentis à des fins commerciales et dont le capital excède cent mille dollars ou tout autre montant fixé par règlement.

263. L'article 489 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

489. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) obliger les sociétés ou sociétés de secours à établir des règles concernant la collecte, la conservation, l'usage et la communication des renseignements sur leurs clients ou membres ou catégories de clients ou de membres;

Procédure d'examen des réclamations

Communication avec le surintendant

Exception

1996, ch. 6, art. 80

Règlements

Contacting Superintendent

1996, c. 6, s. 80

Regulations re customer information

(b) requiring a company or society to establish procedures for dealing with complaints made by a customer or member about the collection, retention, use or disclosure of information about the customer or member;

(c) respecting the disclosure by a company or society of information relating to the procedures referred to in paragraphs (a) and (b);

(d) requiring a company or society to designate its officers and employees who are responsible for

(i) implementing the procedures referred to in paragraph (b), and

(ii) receiving and dealing with complaints made by a customer or member of the company or society about the collection, retention, use or disclosure of information about the customer or member;

(e) requiring a company or society to report information relating to

(i) complaints made by customers or members of the company or society about the collection, retention, use or disclosure of information, and

(ii) the actions taken by the company or society to deal with the complaints; and

(f) defining “information”, “collection” and “retention” for the purposes of paragraphs (a) to (e) and the regulations made under those paragraphs.

264. (1) Subparagraphs (a)(iv) and (v) of the definition “commercial loan” in subsection 490(1) of the Act are replaced by the following:

(iv) a loan that is secured by a mortgage on real property, where

(A) the mortgage is on residential property and the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, does not exceed 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired, or

b) obliger les sociétés ou sociétés de secours à établir des règles sur la façon de traiter les plaintes d’un client ou membre quant à la collecte, la conservation, l’usage et la communication des renseignements le concernant;

c) régir la communication par les sociétés ou sociétés de secours des renseignements sur les règles mentionnées aux alinéas a) et b);

d) obliger les sociétés ou sociétés de secours à désigner au sein de leur personnel les responsables de la mise en oeuvre des règles mentionnées à l’alinéa b), ainsi que de la réception et du traitement des plaintes mentionnées à cet alinéa;

e) obliger les sociétés ou sociétés de secours à faire rapport des plaintes visées à l’alinéa b) et des mesures prises à leur égard;

f) définir, pour l’application des alinéas a) à e) et de leurs règlements d’application, les termes « collecte », « conservation » et « renseignements ».

264. (1) Les sous-alinéas a)(iv) et (v) de la définition de « prêt commercial », au paragraphe 490(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

(iv) garanti par une hypothèque immobilière :

(A) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble résidentiel et que la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l’immeuble ne dépasse pas soixante-quinze

- (B) the mortgage is on real property other than residential property and
- (I) the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, does not exceed 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired, and
- (II) at the time the loan is made or acquired, the property provides an annual income sufficient to pay all annual expenses related to the property, including the payments owing under the mortgage and the mortgages having an equal or prior claim against the property,
- (v) a loan that is secured by a mortgage on real property, where
- (A) the mortgage is on residential property and
- (I) the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, exceeds 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired, and
- (II) repayment of the amount of the loan that exceeds 75% of the value of the property is guaranteed or insured by a government agency or private insurer approved by the Superintendent,
- (B) the mortgage is on real property other than residential property and
- (I) the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, exceeds 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired,
- (II) repayment of the amount of the loan that exceeds 75% of the
- pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt,
- (B) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble autre que résidentiel et que :
- (I) d'une part, la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble ne dépasse pas soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt,
- (II) d'autre part, à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt, l'immeuble rapporte des revenus suffisants pour couvrir les dépenses annuelles y afférentes, notamment les paiements relatifs à l'hypothèque ou à toute autre hypothèque de rang égal ou supérieur,
- (v) garanti par une hypothèque immobilière :
- (A) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble résidentiel et que, d'une part, la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble dépasse soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt, d'autre part, le remboursement de la portion qui excède soixante-quinze pour cent est garanti ou assuré par un organisme gouvernemental ou un assureur privé agréés par le surintendant,
- (B) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble autre que résidentiel et si les conditions suivantes sont réunies :
- (I) la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre

value of the property is guaranteed or insured by a government agency or private insurer approved by the Superintendent, and

(III) at the time the loan is made or acquired, the property provides an annual income sufficient to pay all annual expenses related to the property, including the payments owing under the mortgage and the mortgages having an equal or prior claim against the property, or

(C) the loan is one referred to in paragraph 469(2)(d).

(2) Paragraph (b) of the definition “commercial loan” in subsection 490(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of subparagraph (iii), by replacing the word “and” at the end of subparagraph (iv) with the word “or” and by adding the following after subparagraph (iv):

(v) debt obligations of an entity controlled by the company, and

(3) Subparagraphs (c)(i) and (ii) of the definition “commercial loan” in subsection 490(1) of the Act are replaced by the following:

(i) shares or ownership interests that are widely distributed, as that expression is defined by the regulations,

(ii) shares or ownership interests of an entity controlled by the company, or

(iii) participating shares;

prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble dépasse soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt,

(II) le remboursement de la portion qui excède soixante-quinze pour cent est garanti ou assuré par un organisme gouvernemental ou un assureur privé agréés par le surintendant,

(III) l'immeuble rapporte, à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt, des revenus suffisants pour couvrir les dépenses annuelles y afférentes, notamment les paiements relatifs à l'hypothèque ou à toute autre hypothèque de rang égal ou supérieur,

(C) si le prêt est visé à l'alinéa 469(2)d),

(2) L'alinéa b) de la définition de « prêt commercial », au paragraphe 490(1) de la même loi, est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (iv), de ce qui suit :

(v) des titres de créance d'une entité qu'elle contrôle;

(3) L'alinéa c) de la définition de « prêt commercial », au paragraphe 490(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

c) placement dans des actions d'une personne morale ou des titres de participation d'une entité non constituée en personne morale, à l'exception :

(i) des actions et titres qui sont largement distribués au sens des règlements,

(ii) des actions ou titres de participation d'une entité contrôlée par la société,

(iii) des actions participantes.

(4) Paragraphs (b) and (c) of the definition “information services corporation” in subsection 490(1) of the Act are replaced by the following:

(b) providing advisory or other services in the design, development or implementation of information management systems, or

(c) designing, developing or marketing computer software,

(5) The portion of the definition “special purpose computer hardware” in subsection 490(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

“special purpose computer hardware” means computer equipment that is integral to the provision of

“special purpose computer hardware”
« matériel informatique spécial »

265. (1) Subsection 493(1) of the Act is replaced by the following:

493. (1) Subject to subsections (2), (3) and (3.1), no company shall acquire or increase a substantial investment in any entity other than an entity referred to in section 495 or 496.

Restriction on substantial investments

(2) Paragraph 493(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) an acquisition of shares or ownership interests in the entity by

(i) a financial institution or specialized financing corporation that is controlled by the company, or

(ii) an entity controlled by a financial institution or specialized financing corporation that is controlled by the company.

(3) The portion of subsection 493(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) Les alinéas b) et c) de la définition de « société d’information », au paragraphe 490(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

b) soit en la prestation de services consultatifs ou autres en matière de conception, de développement ou de mise sur pied de systèmes de gestion de l’information;

c) soit en la conception, en le développement ou en la commercialisation de logiciels.

(5) Le passage de la définition de « matériel informatique spécial » précédant l’alinéa a), au paragraphe 490(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« matériel informatique spécial » Matériel informatique indispensable à la prestation :

« matériel informatique spécial »
“special purpose computer hardware”

265. (1) Le paragraphe 493(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

493. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (3.1), il est interdit à la société d’acquérir ou d’augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité, autre que celle visée aux articles 495 ou 496.

Intérêt de groupe financier

(2) L’alinéa 493(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) soit d’actions ou de titres de participation de l’entité par soit une institution financière ou une société de financement spécial que contrôle la société, soit une entité que contrôle une institution financière ou une société de financement spécial que contrôle la société.

(3) Le passage du paragraphe 493(3) de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception:
temporary
investments,
realizations
and loan
workouts

(3) A company may acquire or increase a substantial investment in an entity by way of

(4) Section 493 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) A life company may acquire or increase a substantial investment in an entity as permitted by subsection 441(1.1).

266. (1) Paragraph 495(1)(h) of the Act is replaced by the following:

(h) a financial holding corporation that does not have a substantial investment in any entity other than in

- (i) a body corporate referred to in this subsection,
- (ii) an entity referred to in subsection (2.1), or
- (iii) any other entity in which a financial institution controlled by the financial holding corporation has a substantial investment;

(2) Paragraph 495(2)(e) of the Act is replaced by the following:

(e) a financial holding corporation that does not have a substantial investment in any entity other than in

- (i) a body corporate referred to in this subsection or subsection (1),
- (ii) an entity referred to in subsection (2.2),
- (iii) a real property holding vehicle referred to in subsection (3), or
- (iv) any other entity in which a financial institution or specialized financing corporation controlled by the financial holding corporation has a substantial investment; or

(3) Section 495 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) La société peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité :

(4) L'article 493 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) La société d'assurance-vie peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité dans la mesure prévue au paragraphe 441(1.1).

266. (1) L'alinéa 495(1)(h) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) une société de portefeuille qui n'a pas d'intérêt de groupe financier dans une entité, à l'exception d'un intérêt de groupe financier :

- (i) dans une personne morale visée au présent paragraphe,
- (ii) dans une entité visée au paragraphe (2.1),
- (iii) dans toute autre entité dans laquelle une institution financière contrôlée par la société de portefeuille a un intérêt de groupe financier;

(2) L'alinéa 495(2)(e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) une société de portefeuille qui n'a pas d'intérêt de groupe financier dans une entité, à l'exception d'un intérêt de groupe financier :

- (i) dans une personne morale visée au présent paragraphe ou au paragraphe (1),
- (ii) dans une entité visée au paragraphe (2.2),
- (iii) dans une société d'opérations immobilières visée au paragraphe (3),
- (iv) dans toute autre entité dans laquelle une institution financière ou une société de financement spécial contrôlée par la société de portefeuille a un intérêt de groupe financier;

(3) L'article 495 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Exception :
placements
temporaires

Exception —
société
d'assurance-
vie

Other permitted substantial investments

(2.1) Subject to Part XI and any terms and conditions that may be imposed by the Minister, a company may, with the approval of the Minister, acquire or increase a substantial investment in an entity that is not a body corporate if the activities of the entity are the same as or substantially similar to those of a body corporate referred to in any of paragraphs (1)(b) to (j).

(2.1) Sous réserve de la partie XI et des conditions que peut imposer le ministre, la société peut, avec l'agrément de celui-ci, acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité qui n'est pas une personne morale, dans le cas où celle-ci exerce les mêmes ou à peu près les mêmes activités que celles qu'exercent les personnes morales énumérées aux alinéas (1)b) à j).

Intérêt dans une entité qui n'est pas une personne morale

Other permitted substantial investments for life companies

(2.2) Subject to Part XI and any terms and conditions that may be imposed by the Minister, a life company may, with the approval of the Minister, acquire or increase a substantial investment in an entity that is not a body corporate where the activities of the entity are the same as or substantially similar to those of a body corporate referred to in any of paragraphs (2)(a) to (f).

(2.2) Sous réserve de la partie XI et des conditions que peut imposer le ministre, la société d'assurance-vie peut, avec l'agrément de celui-ci, acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité qui n'est pas une personne morale, dans le cas où celle-ci exerce les mêmes ou à peu près les mêmes activités que celles qu'exercent les personnes morales énumérées aux alinéas (2)a) à f).

Prise d'intérêt par une société d'assurance-vie

Exception

(2.3) Subsection (2.2) does not apply to the acquisition or increase of a substantial investment in a real property holding vehicle.

(2.3) Le paragraphe (2.2) ne s'applique pas à l'acquisition ou à l'augmentation d'un intérêt de groupe financier dans une société d'opérations immobilières.

Exception

(4) Subsection 495(4) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) and by adding the following after paragraph (a):

(4) Le paragraphe 495(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

(a.1) in the case of a body corporate referred to in paragraph (1)(j) or (2)(f) that carries on one or more of the businesses or activities engaged in or carried on by bodies corporate referred to in any of paragraphs (1)(h) and (2)(a), (b), (d) and (e),

a.1) dans le cas où la personne morale est visée aux alinéas (1)j) ou (2)f) et exerce une ou plusieurs des activités exercées par les personnes morales énumérées aux alinéas (1)h) ou (2)a), b), d) ou e) :

(i) the company controls the body corporate or would thereby acquire control of the body corporate, or

(i) soit la société la contrôle ou la contrôlerait de ce fait,

(ii) the company is permitted by regulations made under paragraph 501(a) to acquire or increase the substantial investment;

(ii) soit la société est autorisée en vertu des règlements d'application de l'alinéa 501a) à acquérir ou à augmenter son intérêt de groupe financier;

(5) Subsection 495(4) of the Act is amended by adding the word “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(5) Le paragraphe 495(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

(c) in the case of a body corporate referred to in paragraph (1)(j) or (2)(f) that carries on one or more of the businesses or activities engaged in or carried on by bodies corpo-

c) dans le cas où la personne morale est visée aux alinéas (1)j) ou (2)f) et exerce une ou plusieurs des activités exercées par les personnes morales énumérées aux alinéas (1)b) ou i) ou (2)d), la société obtient

rate referred to in any of paragraphs (1)(b) and (i) and (2)(d), the company obtains the prior written approval of the Minister on the recommendation of the Superintendent.

(6) Subsections 495(5) to (7) of the Act are replaced by the following:

(5) Notwithstanding paragraphs (4)(a) and (a.1), a company need not control a foreign institution or other body corporate incorporated elsewhere than in Canada in which it has a substantial investment, and that it would otherwise be required by one of those paragraphs to control, if the laws or customary business practices of the country under the laws of which the foreign institution or body corporate was incorporated do not permit the company to control the foreign institution or body corporate.

(6) For the purposes of paragraphs (4)(b) and (c), where a company obtains the prior written approval of the Minister for the company to acquire or increase a substantial investment in a financial institution or a specialized financing corporation and through that acquisition or increase the company indirectly acquires or increases a substantial investment in another body corporate referred to in any of paragraphs (1)(b) and (i) and (2)(d), and that indirect acquisition or increase is disclosed in writing to the Minister before that approval is obtained, the company is deemed to have obtained the prior written approval of the Minister for that indirect acquisition or increase.

(6.1) A company shall not, without the prior written approval of the Minister, acquire control of a body corporate, as authorized by subparagraph (4)(a)(i), unless it also acquires control of the body corporate within the meaning of paragraph 3(1)(d).

(6.2) A company that acquires control of a body corporate, as authorized by subparagraph (4)(a)(i), shall not, without the prior written approval of the Minister, give up control of the body corporate within the meaning of paragraph 3(1)(d) while continuing to control the body corporate.

l'agrément préalable écrit du ministre, donné sur recommandation du surintendant.

(6) Les paragraphes 495(5) à (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) Par dérogation aux alinéas (4)a) et a.1), il n'est pas nécessaire que la société contrôle l'institution étrangère ou toute autre personne morale constituée à l'étranger dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier et dont ces alinéas exigent qu'elle ait le contrôle si les lois ou les pratiques commerciales du pays sous le régime des lois duquel l'institution étrangère ou la personne morale ont été constituées lui interdisent d'en détenir le contrôle.

(6) Pour l'application des alinéas (4)b) et c), la société qui reçoit l'autorisation du ministre pour l'acquisition ou l'augmentation d'un intérêt de groupe financier dans une institution financière ou une société de financement spécial est réputée avoir reçu cette autorisation pour l'acquisition ou l'augmentation d'un intérêt de groupe financier qu'elle se trouve de ce fait à faire indirectement dans une autre personne morale visée aux alinéas (1)b) ou i) ou (2)d), à la condition d'avoir informé le ministre de cette acquisition ou augmentation indirecte avant d'obtenir l'autorisation.

(6.1) La société ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, acquérir le contrôle d'une personne morale, dans le cas où l'acquisition est autorisée par le sous-alinéa (4)a)(i), sans l'acquérir également au sens de l'alinéa 3(1)d).

(6.2) La société qui acquiert le contrôle d'une personne morale, dans le cas où l'acquisition est autorisée par le sous-alinéa (4)a)(i), ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, se départir du contrôle au sens de l'alinéa 3(1)d) tout en continuant de la contrôler d'une autre façon.

Control not required

Approval for indirect investments

Acquisition of legal control without control in fact

Giving up control in fact

Contrôle non requis

Présomption d'agrément

Acquisition du contrôle sans contrôle de fait

Abandon du contrôle de fait

Giving up of control

(7) A company that controls a body corporate referred to in paragraph (4)(a) may give up control of the body corporate and keep a substantial investment in the body corporate if

(a) the company is permitted to do so by regulations made under paragraph 501(b); and

(b) the company has the prior written approval of the Superintendent.

267. (1) The portion of subsection 499(1) of the Act after paragraph (d) is replaced by the following:

but the company shall, within five years after acquiring the shares or ownership interests, do all things necessary to ensure that the company does not have a substantial investment in any entity referred to in paragraphs (a) to (d).

(2) Subsections 499(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) Notwithstanding subsection (1), where on September 27, 1990 a former-Act company had an investment in an entity that is a substantial investment within the meaning of section 10 and the company later increases that substantial investment by way of an investment made under subsection (1), the company shall, within five years after increasing the substantial investment, do all things necessary to ensure that its substantial investment in the entity is no greater than it was on September 27, 1990.

Transitional

Extension

(3) The Superintendent may, in the case of any particular company, extend the period of five years referred to in subsections (1) and (2) for any further period or periods, and on any terms and conditions, that the Superintendent considers necessary.

(3) Section 499 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Exception

(6) Where under subsection (1) a company acquires a substantial investment in an entity that it would otherwise be permitted to acquire or increase under section 495, the company may continue to hold the substantial investment if the approval in writing of the Minister

(7) La société qui contrôle une personne morale visée à l'alinéa (4)a) peut renoncer au contrôle tout en maintenant un intérêt de groupe financier si elle y est autorisée par règlement pris en vertu de l'alinéa 501b) et si le surintendant lui a donné au préalable son autorisation écrite.

Renonciation au contrôle

267. (1) Le passage du paragraphe 499(1) de la même loi suivant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

La société doit cependant prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination de tout intérêt de groupe financier dans les entités visées aux alinéas a) à d) dans les cinq ans suivant l'acquisition des actions ou des titres de participation.

(2) Les paragraphes 499(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Par dérogation au paragraphe (1), la société antérieure qui détenait le 27 septembre 1990 un intérêt dans une entité constituant un intérêt de groupe financier au sens de l'article 10 et qui augmente par la suite cet intérêt au moyen d'un placement visé au paragraphe (1) doit prendre les mesures nécessaires pour annuler l'augmentation dans les cinq ans suivant cette date.

Disposition transitoire

(3) Le surintendant peut accorder à une société une ou plusieurs prolongations du délai prévu aux paragraphes (1) et (2) de la durée et aux conditions qu'il estime indiquées.

Prolongation

(3) L'article 499 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(6) La société qui acquiert, dans le cadre du paragraphe (1), un intérêt de groupe financier dans une entité qu'elle serait par ailleurs autorisée à acquérir ou à augmenter en vertu de l'article 495 peut continuer à le détenir si elle obtient l'agrément écrit du ministre avant

Exception

is obtained before the end of the period referred to in subsection (1) or (2), including any extension of it granted under subsection (3).

268. Subsections 500(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

Disposition

(2) Subject to subsection 77(2), where a company acquires a substantial investment in an entity by way of the realization of a security interest held by the company, the company shall, within five years after the day on which the substantial investment is acquired, do all things necessary to ensure that the company no longer has a substantial investment in the entity.

Transitional

(3) Notwithstanding subsection (2), where on September 27, 1990 a former-Act company had an investment in an entity that is a substantial investment within the meaning of section 10 and the company later increases that substantial investment by way of the realization of a security interest under subsection (1), the company shall, within five years after increasing the substantial investment, do all things necessary to ensure that its substantial investment in the entity is no greater than it was on September 27, 1990.

Extension

(4) The Superintendent may, in the case of any particular company, extend the period of five years referred to in subsections (2) and (3) for any further period or periods, and on any terms and conditions, that the Superintendent considers necessary.

269. (1) Paragraph 501(a) of the English version of the Act is replaced by the following:

(a) for the purposes of subsection 495(4), permitting the acquisition or increase of substantial investments;

(2) Paragraph 501(b) of the Act is replaced by the following:

(b) for the purposes of subsection 495(7), permitting a company to give up control of a body corporate; and

270. (1) Paragraph 502(1)(b) of the Act is replaced by the following:

l'expiration du délai prévu aux paragraphes (1) ou (2) et prolongé, le cas échéant, aux termes du paragraphe (3).

268. Les paragraphes 500(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Aliénation

(2) Sous réserve du paragraphe 77(2), la société qui acquiert, du fait de la réalisation d'une sûreté, un intérêt de groupe financier dans une entité doit prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination de cet intérêt dans les cinq ans suivant son acquisition.

Disposition transitoire

(3) Par dérogation au paragraphe (2), la société antérieure qui détenait le 27 septembre 1990 un intérêt dans une entité constituant un intérêt de groupe financier au sens de l'article 10 et qui augmente par la suite cet intérêt du fait de la réalisation d'une sûreté doit prendre les mesures nécessaires pour annuler l'augmentation dans les cinq ans suivant cette date.

Prolongation

(4) Le surintendant peut accorder à une société une ou plusieurs prolongations du délai de cinq ans visé aux paragraphes (2) et (3) de la durée et aux conditions qu'il estime indiquées.

269. (1) L'alinéa 501(a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) for the purposes of subsection 495(4), permitting the acquisition or increase of substantial investments;

(2) L'alinéa 501(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) autoriser une société à renoncer au contrôle d'une personne morale pour l'application du paragraphe 495(7);

270. (1) L'alinéa 502(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) for a period of five years after the day on which the loan, investment or interest was acquired, in the case of a loan, investment or interest, other than an interest in real property.

(2) Subsection 502(3) of the Act is replaced by the following:

Exception

(3) Subsection (1) does not apply to an investment or interest described in that subsection if the investment or interest is defined by a regulation made under section 507 to be an interest in real property and

(a) the company or the subsidiary acquired the investment or interest as a result of the realization of a security interest securing a loan that was defined by a regulation made under section 507 to be an interest in real property; or

(b) the company or the subsidiary acquired the investment or interest under section 499 as a result of a default referred to in that section in respect of a loan that was defined by a regulation made under section 507 to be an interest in real property.

271. Paragraph 508(d) of the Act is replaced by the following:

(d) all ownership interests in unincorporated entities, other than ownership interests acquired under section 495 in entities in which the company has a substantial investment,

b) dans le cas d'un prêt, d'un placement ou d'un autre intérêt, pendant cinq ans suivant la date où il a été fait ou acquis.

(2) Le paragraphe 502(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exceptions

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux placements et intérêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 507, sont considérés comme des intérêts immobiliers et que la société ou filiale :

a) soit a acquis du fait de la réalisation d'une sûreté garantissant des prêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 507, sont considérés comme des intérêts immobiliers;

b) soit a acquis, dans le cadre de l'article 499, du fait de défauts visés à cet article à l'égard de prêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 507, sont considérés comme des intérêts immobiliers.

271. Le passage de l'article 508 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

508. Il est interdit à la société — et celle-ci doit l'interdire à ses filiales réglementaires — de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale des actions participantes, à l'exception des actions participantes des personnes morales visées à l'article 495 dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier, et des titres de participation dans des entités non constituées en personne morale à l'exception des titres de participation acquis en vertu de l'article 495 dans des entités dans lesquelles la société détient un intérêt de groupe financier, détenus par celle-ci et ses filiales réglementaires à titre de véritable propriétaire excède — ou excéderait de ce fait —, dans le cas de la société d'assurance-vie, le total visé à l'alinéa 506a) ou, dans le cas de la société d'assurances multirisques, la somme de vingt-cinq pour cent de l'actif total de celle-ci et du montant de l'excédent de la valeur de l'actif de celle-ci, indiquée dans son

Limites relatives à l'acquisition d'actions

272. Subparagraph 509(a)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) ownership interests in an unincorporated entity, other than ownership interests acquired under section 495 in an entity in which the company has a substantial investment, or

273. Section 511 of the Act is renumbered as subsection 511(1) and is amended by adding the following:

(2) The company may continue to hold the substantial investment after the end of the period referred to in subsection 498(1) or (2) that applies in respect of the investment, including any extension of the period granted under subsection 498(4), with the approval in writing of the Minister obtained before the end of that period or extended period.

274. Section 512 of the Act is replaced by the following:

512. (1) A company shall not at any time, without the prior written approval of the Superintendent, directly or indirectly acquire assets from a person, or directly or indirectly transfer assets to a person, if

$$A + B > C$$

where

A is the value of the assets;

B is the total value of all assets that the company directly or indirectly acquired from, or directly or indirectly transferred to, that person in the twelve months ending immediately before that time; and

C is ten per cent of the total value of the assets of the company, as shown in the last annual financial statement of the company prepared before that time.

dernier état annuel produit en vertu de l'article 665, par rapport à la valeur d'actif que cette société est tenue de maintenir en vertu de l'article 516 :

272. Le sous-alinéa 509a)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) des titres de participation dans une entité non constituée en personne morale, à l'exception des titres de participation acquis en vertu de l'article 495 dans une entité dans laquelle elle détient un intérêt de groupe financier,

273. L'article 511 de la même loi devient le paragraphe 511(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) La société peut continuer à détenir l'intérêt de groupe financier après l'expiration de la période visée aux paragraphes 498(1) ou (2), y compris de toute prolongation de celle-ci obtenue dans le cadre du paragraphe 498(4), si elle obtient l'agrément écrit du ministre avant l'expiration de la période ou de la prolongation.

274. L'article 512 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

512. (1) Il est interdit à la société, sans l'autorisation écrite du surintendant, d'acquies directement ou indirectement des éléments d'actif auprès d'une personne ou de céder directement ou indirectement des éléments d'actif à une personne si :

$$A + B > C$$

où :

A représente la valeur des éléments d'actif;

B la valeur de tous les éléments d'actif que la société a acquis auprès de cette personne ou cédés à celle-ci pendant la période de douze mois précédant la date d'acquisition ou de cession;

C dix pour cent de la valeur de l'actif total de la société figurant dans le dernier rapport annuel établi avant la date d'acquisition ou de cession.

Approved holding of investment

Assets transactions

Agrément

Opérations sur l'actif

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to

(a) an asset that is a debt obligation referred to in subparagraphs (b)(i) to (v) of the definition “commercial loan” in subsection 490(1); or

(b) a transaction or series of transactions by a company with another financial institution as a result of the company’s participation in one or more syndicated loans with that financial institution.

275. The portion of subsection 516(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

516. (1) A property and casualty company shall, in relation to its operations, maintain assets the total value of which, when determined in accordance with the accounting principles referred to in subsection 331(4), or when determined on the basis of the market value of those assets, whichever way produces the greater total value, is at least equal to the amount calculated by subtracting from the total of the following amounts an amount in respect of risks against which the company is reinsured that is determined in accordance with the prescribed formula:

276. The Act is amended by adding the following before section 518:

517.1 For the purposes of this Part, a “senior officer” of a body corporate is a person who is

- (a) a director of the body corporate who is a full-time employee of the body corporate;
- (b) the chief executive officer, chief operating officer, president, secretary, treasurer, controller, chief financial officer, chief accountant, chief auditor or chief actuary of the body corporate;
- (c) a natural person who performs functions for the body corporate similar to those performed by a person referred to in paragraph (b);
- (d) the head of the strategic planning unit of the body corporate;

Adequacy of assets — property and casualty companies

Definition of “senior officer”

(2) Cette interdiction ne s’applique toutefois pas :

- a) aux éléments d’actif qui consistent en titres de créance visés aux sous-alinéas b)(i) à (v) de la définition de « prêt commercial » au paragraphe 490(1);
- b) aux opérations ou séries d’opérations intervenues entre la société et une autre institution financière à la suite de la participation de la société et de l’institution à la syndication de prêts.

275. Le passage du paragraphe 516(1) de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

516. (1) La société d’assurances multirisques est tenue, pour son fonctionnement, de se conformer aux règlements relatifs au maintien obligatoire d’éléments d’actif d’une valeur donnée et en conséquence de maintenir des éléments d’actif dont la valeur totale la plus élevée — déterminée selon les principes comptables visés au paragraphe 331(4) ou sur la base de la valeur marchande — est au moins égale au montant obtenu en soustrayant, de la totalité des montants énumérés ci-dessous, le montant calculé selon la formule réglementaire pour les risques contre lesquels la société est réassurée :

276. La même loi est modifiée par adjonction, avant l’article 518, de ce qui suit :

517.1 Pour l’application de la présente partie, « cadre dirigeant » d’une personne morale s’entend :

- a) de l’administrateur de la personne morale qui est un employé à temps plein de celle-ci;
- b) de la personne exerçant les fonctions de premier dirigeant, de directeur de l’exploitation, de président, de secrétaire, de trésorier, de contrôleur, de directeur financier, de comptable en chef, de vérificateur en chef ou d’actuaire en chef de la personne morale;
- c) de toute personne physique exerçant pour la personne morale des fonctions semblables à celles qui sont visées à l’alinéa b);
- d) du chef du groupe de planification stratégique de la personne morale;

Exception

Sociétés d’assurances multirisques

Définition de « cadre dirigeant »

(e) the head of the unit of the body corporate that provides legal services or human resources services to the body corporate; or

(f) any other officer reporting directly to the body corporate's board of directors, chief executive officer or chief operating officer.

277. (1) Paragraph 518(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) is a director or senior officer of the company or of a body corporate that controls the company or is acting in a similar capacity in respect of an unincorporated entity that controls the company;

(2) Paragraph 518(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) is an entity that is controlled by a person referred to in any of paragraphs (a) to (c);

(3) Paragraphs 518(1)(f) to (h) of the Act are replaced by the following:

(f) is an entity in which the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a person who controls the company has a substantial investment; or

(g) is a person, or a member of a class of persons, designated under subsection (4) or (5) as, or deemed under subsection (6) to be, a related party of the company.

(4) Subsection 518(2) of the Act is replaced by the following:

(2) If an entity in which a company has a substantial investment would, but for this subsection, be a related party of the company only because a person who controls the company controls the entity or has a substantial investment in the entity, and the person does not control the entity or have a substantial investment in the entity otherwise than through the person's controlling interest in the company, the entity is not a related party of the company.

(5) Subsections 518(7) to (9) of the Act are replaced by the following:

e) du chef du service juridique ou du service des ressources humaines de la personne morale;

f) de tout autre dirigeant relevant directement du conseil d'administration, du premier dirigeant ou du directeur de l'exploitation de la personne morale.

277. (1) L'alinéa 518(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) est un administrateur ou un cadre dirigeant de la société, ou d'une personne morale qui la contrôle, ou exerce des fonctions similaires à l'égard d'une entité non constituée en personne morale qui contrôle la société;

(2) L'alinéa 518(1)(d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) est une entité contrôlée par une personne visée à l'un des alinéas a) à c);

(3) Les alinéas 518(1)(f) à (h) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

f) est une entité dans laquelle le conjoint — ou un enfant de moins de dix-huit ans — d'une personne qui contrôle la société a un intérêt de groupe financier;

g) est une personne, ou appartient à une catégorie de personnes, désignée — au titre des paragraphes (4) ou (5) — ou considérée — au titre du paragraphe (6) — comme telle.

(4) Le paragraphe 518(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'entité dans laquelle une société a un intérêt de groupe financier n'est toutefois pas apparentée à la société du seul fait qu'une personne qui contrôle la société contrôle également l'entité ou a dans l'entité un intérêt de groupe financier, pourvu que cette personne n'exerce de contrôle ou n'ait un intérêt de groupe financier que parce qu'elle contrôle la société.

(5) Les paragraphes 518(7) à (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exception —
subsidiaries
and
substantial
investments of
companies

Exception —
filiales et
sociétés avec
intérêt de
groupe
financier

Holders of exempted shares

(7) The Superintendent may, by order, designate a class of non-voting shares of a company for the purpose of this subsection. If a class of non-voting shares of a company is so designated, a person is deemed, notwithstanding paragraph (1)(a), not to be a related party of the company if the person would otherwise be a related party of the company only because the person has a significant interest in that class.

(7) Le surintendant peut, par ordonnance, désigner une catégorie d'actions sans droit de vote pour l'application du présent paragraphe. Le cas échéant, une personne est réputée, par dérogation à l'alinéa (1)a), ne pas être apparentée à la société si elle lui est par ailleurs apparentée en raison uniquement du fait qu'elle détient un intérêt substantiel dans cette catégorie d'actions.

Exemption

Determination of substantial investment

(8) For the purpose of determining whether an entity or a person has a substantial investment for the purposes of paragraph (1)(e) or (f), the references to "control" and "controlled" in section 10 shall be construed as references to "control, within the meaning of section 3, determined without regard to paragraph 3(1)(d)" and "controlled, within the meaning of section 3, determined without regard to paragraph 3(1)(d)", respectively.

(8) Lorsqu'il s'agit de déterminer si une personne ou une entité détient un intérêt de groupe financier pour l'application des alinéas (1)e) ou f), la mention de « contrôle » à l'article 10 vaut mention de « contrôle », au sens de l'article 3, abstraction faite de l'alinéa 3(1)d).

Intérêt de groupe financier

Determination of control

(9) For the purposes of paragraph (1)(d), "controlled" means "controlled, within the meaning of section 3, determined without regard to paragraph 3(1)(d)".

(9) Pour l'application de l'alinéa (1)d), « contrôlée » s'entend au sens de l'article 3, abstraction faite de l'alinéa 3(1)d).

Contrôle

1991, c. 48, par. 495(1)(b)

278. Subsections 519(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

278. Les paragraphes 519(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1991, ch. 48, al. 495(1)b)

Exception for holding body corporate

(4) A holding body corporate of a company is not a related party of the company if the holding body corporate is

(4) La société mère de la société n'est pas apparentée à celle-ci si la société mère est :

Société mère — exception

(a) a Canadian financial institution that is referred to in any of paragraphs (a) to (d) of the definition "financial institution" in subsection 2(1); or

a) une institution financière canadienne visée aux alinéas a) à d) de la définition de « institution financière » au paragraphe 2(1);

(b) a central cooperative credit society for which an order has been made under subsection 473(1) of the *Cooperative Credit Associations Act*.

b) une centrale ayant fait l'objet de l'ordonnance prévue au paragraphe 473(1) de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*.

Substantial investment — related party exception

(5) Where a holding body corporate of a company is, because of subsection (4), not a related party of the company, any entity in which the holding body corporate has a substantial investment is not a related party of the company if no related party of the company has a substantial investment in the entity otherwise than through the control of the holding body corporate.

(5) Dans les cas où, en raison du paragraphe (4), une société mère n'est pas apparentée à la société, l'entité dans laquelle la société mère a un intérêt de groupe financier n'est pas apparentée à la société si aucun apparenté de la société n'a un intérêt de groupe financier dans l'entité autrement que par l'effet du contrôle de la société mère.

Exception

279. Subsection 528(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Notwithstanding subsection 521(2), a company is deemed not to have indirectly entered into a transaction in respect of which this Part applies if the transaction is entered into by a service corporation, as defined in subsection 490(1), that is controlled by the company and the transaction is on terms and conditions at least as favourable to the company as market terms and conditions, as defined in subsection 534(2).

280. (1) Paragraphs 529(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) a natural person who is a related party of the company only because the person is

(i) a director or senior officer of the company or of an entity that controls the company, or

(ii) the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a director or senior officer of the company or of an entity that controls the company; or

(b) an entity that is a related party of the company only because the entity is controlled by

(i) a director or senior officer of the company or of an entity that controls the company, or

(ii) the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a director or senior officer referred to in subparagraph (i).

(2) Subsection 529(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A company may, with respect to a related party of the company referred to in subsection (1) who is a full-time senior officer of the company, make, take an assignment of or otherwise acquire a loan to the related party only if the aggregate principal amount of all outstanding loans to the related party that are held by the company and its subsidiaries, together with the principal amount of the proposed loan, does not exceed the greater of twice the annual salary of the related party and \$100,000.

Service corporations

Loans to full-time officers

279. Le paragraphe 528(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Par dérogation au paragraphe 521(2), la société est réputée ne pas avoir effectué indirectement une opération visée par la présente partie si l'opération est effectuée par une société de services, au sens du paragraphe 490(1), contrôlée par la société et que l'opération a été effectuée à des conditions au moins aussi favorables pour la société que les conditions du marché au sens du paragraphe 534(2).

280. (1) Les alinéas 529(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) soit la personne physique en cause est :

(i) un administrateur ou un cadre dirigeant de la société ou d'une entité qui la contrôle,

(ii) le conjoint, ou un enfant de moins de dix-huit ans, d'un administrateur ou d'un cadre dirigeant de la société ou d'une entité qui la contrôle;

b) soit l'entité en cause est contrôlée par :

(i) un administrateur ou un cadre dirigeant de la société ou d'une entité qui la contrôle,

(ii) le conjoint, ou un enfant de moins de dix-huit ans, de cet administrateur ou de ce cadre dirigeant.

(2) Le paragraphe 529(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cas où l'apparenté visé au paragraphe (1) est un cadre dirigeant à temps plein de la société, celle-ci ne peut lui consentir ou en acquérir un prêt, notamment par cession, que si le total du principal de tous les prêts qu'elle-même et ses filiales lui ont déjà consentis et du principal du prêt envisagé n'excède pas cent mille dollars ou, s'il est supérieur, le double du traitement annuel du cadre dirigeant.

Société de services

Prêt au cadre dirigeant

(3) Subsections 529(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

Preferred terms — loan to senior officer

(4) Notwithstanding section 534, a company may make a loan, other than a margin loan, to a senior officer of the company on terms and conditions more favourable to the officer than market terms and conditions, as defined in subsection 534(2), if the terms and conditions of the loan have been approved by the conduct review committee of the company.

Preferred terms — loan to spouse of senior officer

(5) Notwithstanding section 534, a company may make a loan referred to in paragraph 525(b) to the spouse of a senior officer of the company on terms and conditions more favourable to the spouse of that officer than market terms and conditions, as defined in subsection 534(2), if the terms and conditions of the loan have been approved by the conduct review committee of the company.

Preferred terms — other financial services

(6) Notwithstanding section 534, a company may offer financial services, other than loans or guarantees, to a senior officer of the company, or to the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a senior officer of the company, on terms and conditions more favourable than market terms and conditions, as defined in subsection 534(2), if

- (a) the financial services are offered by the company to employees of the company on those favourable terms and conditions; and
- (b) the conduct review committee of the company has approved the practice of making those financial services available on those favourable terms and conditions to senior officers of the company or to the spouses, or the children under eighteen years of age, of senior officers of the company.

281. Subparagraph 530(1)(d)(ii) of the Act is replaced by the following:

- (ii) if the related party is a full-time senior officer of the company, loans to the related party that are permitted by subsection 529(2),

282. Section 531 of the Act is replaced by the following:

(3) Les paragraphes 529(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Par dérogation à l'article 534, la société peut consentir un prêt — à l'exception du prêt sur marge — à un cadre dirigeant à des conditions plus favorables que les conditions du marché, au sens du paragraphe 534(2), pourvu qu'elles soient approuvées par son comité de révision.

Conditions plus favorables — prêt à un cadre dirigeant

(5) Par dérogation à l'article 534, la société peut consentir au conjoint de l'un de ses cadres dirigeants le prêt visé à l'alinéa 525b) à des conditions plus favorables que les conditions du marché, au sens du paragraphe 534(2), pourvu qu'elles soient approuvées par son comité de révision.

Conditions plus favorables — prêt au conjoint

(6) Par dérogation à l'article 534, la société peut offrir des services financiers, à l'exception de prêts ou de garanties, à l'un de ses cadres dirigeants, ou à son conjoint ou enfant de moins de dix-huit ans, à des conditions plus favorables que les conditions du marché, au sens du paragraphe 534(2), si :

Conditions plus favorables — autres services financiers

- a) d'une part, elle offre ces services à ses employés aux mêmes conditions;
- b) d'autre part, son comité de révision a approuvé, de façon générale, la prestation de ces services à des cadres dirigeants, ou à leurs conjoints ou enfants âgés de moins de dix-huit ans, à ces conditions.

281. L'alinéa 530(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- d) le principal de tous les prêts en cours qu'elle-même et ses filiales détiennent à l'égard de la personne concernée, à l'exception des prêts visés à l'alinéa 525b) et, dans le cas d'un cadre dirigeant à temps plein, au paragraphe 529(2);

282. L'article 531 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Margin loans

531. The Superintendent may establish terms and conditions with respect to the making by a company of margin loans to a director or senior officer of the company.

283. Sections 535 and 536 of the Act are repealed.

284. Section 538 of the Act is replaced by the following:

538. If a company has entered into a transaction that the company is prohibited by this Part from entering into, or a company has entered into a transaction for which approval is required under subsection 530(1) without having obtained the approval, the company shall, on becoming aware of that fact, notify the Superintendent without delay.

285. Section 542 of the Act is replaced by the following:

542. (1) Except as otherwise permitted by this Act, a society shall not carry on a business that does not relate to the business of the insuring of risks in respect of its members or the spouses or children of its members.

(2) A society may

(a) with the consent of the Minister, engage in activities that are reasonably ancillary to the society's insurance business;

(b) engage in fraternal, benevolent or religious activities;

(c) hold, manage and otherwise deal with real property;

(d) act as an agent for a person, or enter into any other arrangement with a person, in respect of the provision of a service by

(i) a financial institution that is primarily engaged in an insurance business, or

(ii) a body corporate in which a society is permitted by section 554 to have a substantial investment; and

(e) refer persons to a financial institution or body corporate described in paragraph (d).

531. Le surintendant peut fixer des conditions relativement aux prêts sur marge consentis par la société à ses administrateurs ou cadres dirigeants.

283. Les articles 535 et 536 de la même loi sont abrogés.

284. L'article 538 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

538. La société qui effectue une opération interdite aux termes de la présente partie, ou qui n'a pas obtenu l'approbation prévue aux paragraphes 530(1), est tenue, dès qu'elle prend connaissance de l'interdiction ou du défaut d'approbation, d'en aviser le surintendant.

285. L'article 542 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

542. (1) Sauf autorisation par une autre disposition de la présente loi, il est interdit à la société de secours de se livrer à quelque activité incompatible avec celle de garantir les risques de ses membres, de leurs conjoints ou de leurs enfants.

(2) La société de secours peut :

a) avec l'autorisation du ministre, se livrer à des activités raisonnablement connexes au commerce de l'assurance qu'elle exerce;

b) se livrer à des activités de fraternité, de bienfaisance ou religieuses;

c) détenir ou gérer des biens immeubles ou effectuer toutes opérations à leur égard;

d) faire fonction de mandataire pour la prestation de tout service offert par une institution financière qui exerce principalement des activités d'assurance ou par une personne morale dans laquelle la société de secours est autorisée à détenir un intérêt de groupe financier en vertu de l'article 554, et conclure une entente en vue de la prestation de ce service;

e) adresser toute personne à une telle institution financière ou personne morale.

Prêts sur marge

Avis au surintendant

1996, ch. 6, al. 167(1)h

Activités de la société de secours

Autres activités

Notice to Superintendent

1996, c. 6, par. 167(1)h

Society's business

Additional activities

By-law required	(3) A society shall not carry on the business of insuring risks unless it is authorized to do so by a by-law of the society passed on the recommendation of the society's actuary and approved by the Superintendent.	(3) La société de secours ne peut exercer le commerce de l'assurance que si elle y est habilitée par règlement administratif adopté sur recommandation de son actuaire et approuvé par le surintendant.	Règlement administratif
Classes of insurance	(4) A society shall not insure a risk that is not within a class of insurance that is specified in the order of the Superintendent approving the commencement and carrying on of business by the society. The classes that may be specified in that order are the class of life insurance, the class of accident and sickness insurance or both of those classes.	(4) Il est interdit à la société de secours de garantir des risques ne correspondant pas aux branches d'assurance précisées dans son ordonnance d'agrément. Celles-ci ne peuvent être que l'assurance-vie et l'assurance accidents et maladie, ou l'une d'elles.	Branches d'assurance
Restriction on leasing	(5) A society shall not engage in Canada in any financial leasing of personal property.	(5) Il est interdit à la société de secours d'exercer au Canada toute activité de crédit-bail mobilier.	Crédit-bail
Separate accounts	542.01 A society shall maintain a separate account in respect of each class of insurance in which it is authorized to insure risks.	542.01 La société de secours tient un compte séparé pour chaque branche d'assurance dans laquelle elle est habilitée à garantir des risques.	Comptes séparés
Actuary's certificate	542.02 A society's actuary shall certify whether the society's rates of benefit are reasonable, and whether the amounts of insurance to be issued by the society are reasonable, having regard to <i>(a)</i> the conditions and circumstances for the issuance of policies by the society; <i>(b)</i> the sufficiency of the rates of contribution to provide for those benefits and those amounts of insurance; and <i>(c)</i> the reasonableness of the loan values, cash values and other equities that may be provided under the policies.	542.02 L'actuaire de la société de secours doit attester du caractère raisonnable des taux de prestation et des montants d'assurance pouvant être souscrits, eu égard : <i>a)</i> aux conditions et circonstances de l'émission des polices; <i>b)</i> à l'adéquation des taux de cotisation correspondants; <i>c)</i> au caractère raisonnable des valeurs des prêts ou des valeurs de rachat ou des autres avantages en cause.	Certificat de l'actuaire
Segregated fund restriction	542.03 (1) Only a society that is authorized to insure risks within the class of life insurance may <i>(a)</i> issue policies where the liabilities of the society in respect of the policies vary in amount depending on the market value of a fund consisting of a specified group of assets; or <i>(b)</i> accept or retain, on the direction of a policyholder or beneficiary, policy dividends or bonuses or policy proceeds that are payable on the surrender or maturity of the policy or on the death of the person whose life is insured, where the liabilities of the	542.03 (1) Seules les sociétés de secours autorisées à garantir des risques dans la branche de l'assurance-vie peuvent émettre des polices, recevoir ou garder, à la demande du souscripteur ou du bénéficiaire d'une police, les participations ou bonis ou le capital assuré payables au rachat ou à l'échéance de la police ou au décès de la personne dont la vie est assurée, si le montant des engagements de la société liés aux polices ou à l'égard des sommes reçues ou gardées varie en fonction de la valeur marchande d'un groupe spécifié d'éléments d'actif.	Restriction quant aux caisses séparées

society in respect of the amounts accepted or retained vary in amount depending on the market value of a fund consisting of a specified group of assets.

Segregated funds required

(2) A society that issues policies described in paragraph (1)(a) or accepts or retains amounts described in paragraph (1)(b) shall

(a) maintain separate accounts in respect of those policies or amounts; and

(b) establish and maintain one or more funds consisting of assets that are segregated from the other assets of the society and that are specified as the assets on the market value of which the liabilities of the society in respect of those policies or amounts depend.

(2) La société de secours qui émet les polices ou reçoit ou garde les sommes visées au paragraphe (1) est tenue de tenir à leur égard des comptes séparés et de constituer une ou plusieurs caisses composées d'éléments d'actif séparés des autres éléments de son actif et dont la valeur marchande lui permettra de déterminer le montant de ses engagements afférents à ces polices ou sommes.

Caisses séparées obligatoires

Creation and maintenance of segregated funds

(3) For the purpose of establishing or maintaining a segregated fund required by subsection (2), a society may, subject to the regulations, transfer an amount to the separate account maintained in respect of the segregated fund.

(3) Pour la constitution des caisses séparées, la société de secours peut, sous réserve des règlements, effectuer des virements sur le compte séparé correspondant à la caisse séparée.

Établissement de caisses séparées

Transfers from segregated funds

(4) A society may, with the approval of the Superintendent, return the current value of an amount transferred under subsection (3) to the account from which the amount was transferred.

(4) La société de secours peut, avec l'approbation du surintendant, reverser sur le compte d'origine tout montant, à sa valeur actuelle, dont le virement a été effectué aux termes du paragraphe (3).

Virements des caisses séparées

Claims against segregated funds

(5) A claim against a segregated fund maintained under subsection (2) under a policy, or for an amount in respect of which the fund is maintained, has priority over any other claim against the assets of that fund, including the claims referred to in section 161 of the *Winding-up and Restructuring Act*, except to the extent that the payment of that other claim is secured by a security interest in or on a specific, identifiable asset of the segregated fund.

(5) La demande de règlement adressée à une caisse séparée au titre d'une police ou d'une somme justifiant son existence a priorité sur toute autre créance sur l'actif de cette caisse, y compris celles qui sont visées à l'article 161 de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*, sauf dans la mesure où l'autre créance est garantie par une sûreté grevant un élément d'actif particulier et identifiable de la caisse.

Demandes de règlement sur l'actif de la caisse séparée

Where fund can satisfy claim

(6) The liability of a society under a policy or for an amount in respect of which a segregated fund is maintained under subsection (2) does not, except to the extent that the assets of the fund are insufficient to satisfy a claim for any minimum amount that the society agrees to pay under the policy or in respect of the amount, give rise to a claim against any assets of the society, other than the assets of that fund.

(6) La responsabilité de la société de secours découlant de polices ou sommes à l'égard desquelles une caisse séparée est constituée aux termes du paragraphe (2) ne donne toutefois lieu à une créance que sur l'actif de celle-ci, sauf si l'actif en question ne suffit pas à régler le montant minimal que la société de secours convient de payer en vertu de la police ou à l'égard de la somme.

Actif suffisant

Where fund cannot satisfy claim

(7) To the extent that the assets of the fund are insufficient to satisfy the liability of a society under a policy or for an amount in respect of which a segregated fund is maintained under subsection (2), that liability gives rise to a claim against the assets of the society, other than the assets of that fund, and that claim has the priority referred to in subsection 161(2) of the *Winding-up and Restructuring Act*.

(7) Si l'actif en question ne suffit pas à régler le montant minimal que la société de secours convient de payer en vertu de la police ou à l'égard de la somme, la créance a, sur le reste de l'actif de la société de secours, le rang mentionné au paragraphe 161(2) de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*.

Actif insuffisant

Regulations

542.04 (1) The Governor in Council may make regulations limiting the extent to which a society may cause itself to be reinsured against risks undertaken by it.

542.04 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, limiter la réassurance par une société de secours contre des risques qu'elle garantit.

Règlements

Regulation may delegate to Superintendent

(2) A regulation made under subsection (1) may provide that the Superintendent may, by order, determine the matters or exercise the discretion that the regulation specifies.

(2) Les règlements pris aux termes du paragraphe (1) peuvent autoriser le surintendant à procéder par ordonnance pour régler les questions ou exercer les pouvoirs discrétionnaires qu'ils précisent.

Délégation de pouvoirs discrétionnaires

Annuities restriction

542.05 A society may issue annuities in Canada only if it is authorized to insure risks within the class of life insurance.

542.05 La société de secours ne peut conclure des contrats de rente au Canada que si elle est autorisée à garantir des risques dans la branche assurance-vie.

Restriction : rentes

Residential mortgages restriction

542.06 (1) A society shall not make a loan in Canada on the security of residential property in Canada for the purpose of purchasing, renovating or improving the property, if the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, would exceed seventy-five per cent of the value of the property at the time of the loan.

542.06 (1) Il est interdit à la société de secours de faire garantir par un immeuble résidentiel situé au Canada un prêt consenti au Canada pour l'achat, la rénovation ou l'amélioration de cet immeuble, ou de renouveler un tel prêt, si la somme de celui-ci et du solde impayé de toute hypothèque de rang égal ou supérieur excède soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble au moment du prêt.

Hypothèques

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

Exception

(a) a loan made or guaranteed under the *National Housing Act* or any other Act of Parliament by or under which a different limit on the value of property on the security of which the society may make a loan is established;

a) au prêt consenti ou garanti en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* ou de toute autre loi fédérale aux termes de laquelle est fixée une limite différente sur la valeur de l'immeuble qui constitue l'objet de la garantie;

(b) a loan if repayment of the amount of the loan that exceeds the maximum amount set out in subsection (1) is guaranteed or insured by a government agency or private insurer approved by the Superintendent;

b) au prêt dont le remboursement, en ce qui touche le montant excédant le plafond fixé au paragraphe (1), est garanti ou assuré par un organisme gouvernemental ou par un assureur privé agréés par le surintendant;

(c) the acquisition by the society from an entity of securities issued or guaranteed by

c) à l'acquisition par la société de secours de valeurs mobilières émises ou garanties par une entité et qui confèrent une sûreté sur un

the entity that are secured on any residential property, whether in favour of a trustee or otherwise, or the making of a loan by the society to the entity against the issue of those securities; or

(d) a loan secured by a mortgage where

(i) the mortgage is taken back by the society on a property disposed of by the society, including where the disposition is by way of the realization of a security interest, and

(ii) the mortgage secures payment of an amount payable to the society for the property.

Restriction on security interests

542.07 (1) Subject to subsection (3), a society shall not create a security interest in any property of the society as security for an obligation of the society unless

(a) the security interest is created in relation to the reinsurance by the society of risks insured by another insurer; or

(b) the Superintendent has approved in writing the creation of the security interest.

Encumbered property

(2) A society shall notify the Superintendent in writing of any beneficial interest in real and personal property acquired by the society, other than by way of realization, that is subject to a security interest.

Exceptions

(3) Subsection (1) does not apply in respect of security interests created on

(a) such classes of personal property as the Superintendent may, by order, designate; or

(b) property having a total value that is less than such amount as the Superintendent may, by order, specify.

Restriction on receivers

542.08 A society shall not grant to a person the right to appoint a receiver or a receiver and manager of the property or business of the society.

Restriction on partnerships

542.09 Except by order of the Superintendent, a society shall not be a general partner in a limited partnership or a partner in any partnership other than a limited partnership.

immeuble résidentiel soit en faveur d'un fiduciaire soit de toute autre manière, ni aux prêts consentis par la société de secours à l'entité en contrepartie de l'émission des valeurs mobilières en question;

d) au prêt garanti par une hypothèque consentie à la société de secours en garantie du prix de vente d'un bien qu'elle aliène, y compris par suite de l'exercice d'un droit hypothécaire.

542.07 (1) Sous réserve du paragraphe (3), il est interdit à la société de secours de grever ses biens pour garantir l'exécution de ses obligations, sauf avec l'autorisation écrite du surintendant ou sauf si l'obligation est contractée à l'égard de la réassurance de risques assurés par un autre assureur.

Sûretés

(2) La société de secours est tenue de notifier par écrit au surintendant tout droit de propriété effective qu'elle acquiert sur un bien meuble ou immeuble grevé d'une sûreté, sauf si ce droit découle de la réalisation d'une sûreté en sa faveur.

Bien grevé

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux sûretés grevant :

Exceptions

a) soit les catégories de biens meubles désignées par ordonnance du surintendant;

b) soit les biens dont la valeur totale est moindre que le montant fixé par ordonnance du surintendant.

542.08 La société de secours ne peut accorder à quelque personne que ce soit le droit de nommer un séquestre ou un séquestre-gérant en ce qui touche ses biens ou son activité.

Séquestres

542.09 Sauf autorisation par ordonnance du surintendant, la société de secours ne peut être ni le commandité d'une société en commandite ni l'associé d'une société de personnes autre qu'une société en commandite.

Sociétés de personnes

General
restriction

542.1 (1) A society shall not, and shall not permit its prescribed subsidiaries to, enter into any debt obligation, within the meaning assigned to that expression by the regulations, or permit its prescribed subsidiaries to issue any share, other than a common share, if as a result the aggregate of the total debt obligations of the society, determined in the prescribed manner, and the stated capital of the society would exceed the prescribed percentage of the total assets of the society.

542.1 (1) La société de secours ne peut contracter une dette au moyen d'un titre de créance — au sens accordé à cette expression par les règlements — ni autoriser ses filiales réglementaires à le faire, ni autoriser ses filiales réglementaires à émettre d'actions autres que des actions ordinaires, si par suite de ces opérations la somme de la totalité des titres de créance de la société de secours — déterminée selon les modalités réglementaires — et de son capital déclaré excède le pourcentage réglementaire de son actif total.

Restriction
générale

Exception

(2) A society need not include in the aggregate amount calculated for the purpose of subsection (1) the value of any debt obligation or the stated capital of any shares if the value of the debt obligation or the stated capital of the shares is included as part of the regulatory capital of the society.

(2) La société de secours n'est pas tenue d'inclure dans le calcul de la somme visée au paragraphe (1) la valeur d'un titre de créance ou du capital déclaré d'actions qui fait partie de son capital réglementaire.

Exception

Restriction on
guarantees

542.11 (1) A society shall not guarantee on behalf of any person other than itself the payment or repayment of any sum of money unless

542.11 (1) Il est interdit à la société de secours de garantir au nom d'un tiers le paiement ou le remboursement d'une somme d'argent, sauf si :

Garanties

(a) the sum of money is a fixed sum of money with or without interest on it; and

a) d'une part, il s'agit d'une somme fixe avec ou sans intérêts;

(b) the person on whose behalf the society has undertaken to guarantee the payment or repayment has an unqualified obligation to reimburse the society for the full amount of the payment or repayment to be guaranteed.

b) d'autre part, la personne au nom de qui elle fournit la garantie s'est engagée inconditionnellement envers elle à lui en remettre le plein montant.

Exception

(2) Paragraph (1)(a) does not apply where the person on whose behalf the society has undertaken to guarantee a payment or repayment is a subsidiary of the society.

(2) L'alinéa (1)a) ne s'applique pas si le tiers au nom de qui la société de secours fournit la garantie est sa filiale.

Exception

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations imposing terms and conditions in respect of guarantees permitted by this section.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, imposer des conditions en ce qui touche les garanties autorisées au titre du présent article.

Règlements

Prepayment
protected

542.12 (1) A society shall not make a loan to a natural person if the loan would be repayable in Canada and the terms would prohibit prepayment of the money advanced or any instalment of that money before its due date.

542.12 (1) Il est interdit à la société de secours d'assortir les prêts qu'elle consent à des personnes physiques et qui sont remboursables au Canada de l'interdiction de faire quelque versement que ce soit, régulièrement ou non, avant la date d'échéance.

Rembourse-
ment anticipé
de prêts

Non-application of subsection (1)

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a loan

(a) that is secured by a mortgage on real property; or

(b) that is made for business purposes and the principal amount of which is more than \$100,000 or such other amount as may be prescribed.

286. (1) Subsection 544(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

544. (1) La société de secours maintient en permanence un siège au Canada, au lieu indiqué dans son acte constitutif ou ses règlements administratifs.

(2) Section 544 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) The supreme governing body of a society may, by resolution passed and approved by at least two-thirds of the votes cast at a meeting, change the address of the head office within the place specified in the society's by-laws.

(2.2) If there is a change of address of the head office of a society, the society shall send a notice of the change to the Superintendent within fifteen days after the change.

287. Section 548 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) Within thirty days after a by-law of a society comes into effect or is amended, the society shall send a copy of the by-law or the amendment to the Superintendent. A society shall send to the Superintendent, within six months after the coming into force of this subsection, its by-laws that are in effect on the coming into force of this subsection.

288. The portion of subsection 549(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique toutefois pas aux prêts garantis par une hypothèque immobilière, ni à ceux qui sont consentis à des fins commerciales et dont le capital excède cent mille dollars ou tout autre montant fixé par règlement.

286. (1) Le paragraphe 544(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

544. (1) La société de secours maintient en permanence un siège au Canada, au lieu indiqué dans son acte constitutif ou ses règlements administratifs.

(2) L'article 544 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Le conseil supérieur de direction peut, par résolution adoptée et approuvée aux deux tiers au moins des voix exprimées au cours d'une assemblée, changer l'adresse du siège de la société de secours dans les limites du lieu indiqué dans les règlements administratifs.

(2.2) La société de secours envoie alors dans les quinze jours un avis du changement d'adresse au surintendant.

287. L'article 548 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) La société de secours transmet au surintendant un exemplaire de chaque règlement administratif ou de sa modification dans les trente jours de leur entrée en vigueur. Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la société de secours transmet au surintendant un exemplaire de tous ses règlements administratifs en vigueur lors de cette entrée en vigueur.

288. Le passage du paragraphe 549(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exception

Siège

Changement d'adresse

Avis au surintendant

Exemplaire des règlements administratifs

Siège

Change of head office

Notice of change of address

Copies to Superintendent

Return

549. (1) Every society shall, each year before June 30 of that year, provide the Superintendent with a return showing

289. Section 550 of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (a), by adding the word “or” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) assets of a segregated fund maintained as required by subsection 542.03(2).

290. (1) Subsection 552(1) of the Act is replaced by the following:

552. (1) Subject to subsections (1.1) and (2), no society shall acquire or increase a substantial investment in any entity, other than an entity referred to in section 554 or 555.

Restriction on substantial investments

Exception — indirect investment

(1.1) A society may acquire or increase a substantial investment in an entity, other than an entity referred to in section 554 or 555, by way of

(a) an acquisition of control of a body corporate that is engaged in the insurance business and that has a substantial investment in the entity; or

(b) an acquisition of shares of, or ownership interests in, the entity by

(i) entities controlled by the society, or

(ii) a body corporate that is engaged in the insurance business and that is controlled by the society.

(2) The portion of subsection 552(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) A society may acquire or increase a substantial investment in an entity by way of

Exception — temporary investments, realizations and loan work-outs

291. (1) Paragraph 554(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a body corporate that is engaged in the insurance business;

549. (1) Au moins une fois par année, avant le 30 juin, la société de secours fournit au surintendant un relevé indiquant :

Relevé des noms des administrateurs

289. L'article 550 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) à l'actif de la caisse séparée tenue en conformité avec le paragraphe 542.03(2).

290. (1) Le paragraphe 552(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

552. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) et (2), il est interdit à la société de secours d'acquérir ou d'augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité autre que celle visée aux articles 554 ou 555.

Intérêt de groupe financier

(1.1) La société de secours peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité, autre que celle visée aux articles 554 ou 555, par l'acquisition :

Exception : placements indirects

a) soit du contrôle d'une personne morale se livrant à des activités d'assurance et qui détient un intérêt de groupe financier dans l'entité;

b) soit d'actions ou de titres de participation de l'entité par une entité qu'elle contrôle ou par une personne morale se livrant à des activités d'assurance qu'elle contrôle.

(2) Le passage du paragraphe 552(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) La société de secours peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité :

Exceptions : placements provisoires, défauts et réalisations

291. (1) L'alinéa 554(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) une personne morale se livrant à des activités d'assurance;

(2) Subsection 554(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (e):

(e.1) a real property corporation;

(3) Subsection 554(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (g):

(g.1) a financial holding corporation that does not have a substantial investment in any entity other than in

(i) a body corporate referred to in this subsection,

(ii) an entity referred to in subsection (2.2), or

(iii) any other entity in which a body corporate that is engaged in the insurance business and that is controlled by the financial holding corporation has a substantial investment;

(4) Paragraph 554(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) in the case of a body corporate that is engaged in the insurance business or that is described by paragraph (1)(g.1), the society controls the body corporate or would acquire control of the body corporate by acquiring or increasing the substantial investment.

(5) Section 554 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) For the purpose of paragraph (2)(a), if a society obtains the prior written approval of the Minister for the society to acquire or increase a substantial investment in a body corporate that is engaged in an insurance business and through that acquisition or increase the society indirectly acquires or increases a substantial investment in another body corporate referred to in any of paragraphs (1)(b) to (i), and that indirect acquisition or increase is disclosed in writing to the Minister before that approval is obtained, the

Approval for indirect investments

(2) Le paragraphe 554(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :

e.1) une société immobilière;

(3) Le paragraphe 554(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :

g.1) une société de portefeuille qui n'a pas d'intérêt de groupe financier dans une entité autre qu'un intérêt de groupe financier :

(i) dans une personne morale visée au présent paragraphe,

(ii) dans une entité visée au paragraphe (2.2),

(iii) dans toute autre entité dans laquelle une personne morale se livrant à des activités d'assurance et qu'elle contrôle détient un intérêt de groupe financier;

(4) Le paragraphe 554(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La société de secours ne peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une personne morale aux termes du paragraphe (1) que si, d'une part, elle obtient l'agrément préalable écrit du ministre, sur recommandation du surintendant, et d'autre part, dans le cas où la personne morale se livre à des activités d'assurance ou est visée à l'alinéa (1)g.1), la société de secours contrôle la personne morale ou la contrôlerait de ce fait.

Contrôle ou agrément requis

(5) L'article 554 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Pour l'application du paragraphe (2), la société de secours qui reçoit l'agrément du ministre pour l'acquisition ou l'augmentation d'un intérêt de groupe financier dans une personne morale se livrant à des activités d'assurance est réputée avoir reçu cet agrément pour l'acquisition ou l'augmentation d'un intérêt de groupe financier qu'elle se trouve de ce fait à faire indirectement dans une autre personne morale visée aux alinéas (1)b) à i), à la condition d'avoir informé le ministre de cette acquisition ou augmentation indirecte avant d'obtenir l'agrément.

Présomption d'agrément

society is deemed to have obtained the prior written approval of the Minister for that indirect acquisition or increase.

Other permitted substantial investments

(2.2) Subject to any terms and conditions that may be imposed by the Minister, a society may, with the approval of the Minister, acquire or increase a substantial investment in an entity that is not a body corporate if the activities of the entity are the same as or substantially similar to those of a body corporate referred to in any of paragraphs (1)(b) to (i).

(6) Subsection 554(4) of the Act is repealed.

292. (1) The portion of subsection 558(1) of the Act after paragraph (d) is replaced by the following:

but the society shall, within five years after acquiring the shares or ownership interests, do all things necessary to ensure that the society does not have a substantial investment in any entity referred to in paragraphs (a) to (d).

(2) Subsections 558(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Transitional

(2) Notwithstanding subsection (1), where on September 27, 1990 a former-Act society had an investment in an entity that is a substantial investment within the meaning of section 10 and the society later increases that substantial investment by way of an investment made under subsection (1), the society shall, within five years after increasing the substantial investment, do all things necessary to ensure that its substantial investment in the entity is no greater than it was on September 27, 1990.

Extension

(3) The Superintendent may, in the case of any particular society, extend the period of five years referred to in subsections (1) and (2) for such further period or periods, and on such terms and conditions, as the Superintendent considers necessary.

Exception

(4) Where under subsection (1) a society acquires a substantial investment in an entity that it would otherwise be permitted to acquire or increase under section 554, the society may continue to hold the substantial investment if

(2.2) Sous réserve des conditions que peut imposer le ministre, la société de secours peut, avec l'agrément de celui-ci, acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité qui n'est pas une personne morale, dans le cas où celle-ci exerce les mêmes ou à peu près les mêmes activités que celles qu'exercent les personnes morales énumérées aux alinéas (1)b) à i).

(6) Le paragraphe 554(4) de la même loi est abrogé.

292. (1) Le passage du paragraphe 558(1) de la même loi suivant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

La société de secours doit cependant prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination de tout intérêt de groupe financier dans les entités visées aux alinéas a) à d) dans les cinq ans suivant l'acquisition des actions ou des titres de participation.

(2) Les paragraphes 558(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Par dérogation au paragraphe (1), la société de secours antérieure qui détenait le 27 septembre 1990 un intérêt dans une entité constituant un intérêt de groupe financier au sens de l'article 10 et qui augmente par la suite cet intérêt au moyen d'un placement visé au paragraphe (1) doit prendre les mesures nécessaires pour annuler l'augmentation dans les cinq ans suivant cette date.

(3) Le surintendant peut accorder à une société de secours une ou plusieurs prolongations du délai de cinq ans prévu aux paragraphes (1) et (2) de la durée et aux conditions qu'il estime indiquées.

(4) La société de secours qui acquiert, dans le cadre du paragraphe (1), un intérêt de groupe financier dans une entité qu'elle serait par ailleurs autorisée à acquérir ou à augmenter en vertu de l'article 554 peut continuer à le

Prise d'intérêt par la société de secours

Disposition transitoire

Prolongation

Exception

the approval in writing of the Minister is obtained before the end of the period referred to in subsection (1) or (2), including any extension of it granted under subsection (3).

293. Subsections 559(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

Disposition

(2) Where a society acquires a substantial investment in an entity through the realization of a security interest held by the society, the society shall, within five years after the day on which the substantial investment is acquired, do all things necessary to ensure that the society no longer has a substantial investment in the entity.

Transitional

(3) Notwithstanding subsection (2), where on September 27, 1990 a former-Act society had an investment in an entity that is a substantial investment within the meaning of section 10 and the society later increases that substantial investment by way of the realization of a security interest pursuant to subsection (1), the society shall, within five years after increasing the substantial investment, do all things necessary to ensure that its substantial investment in the entity is no greater than it was on September 27, 1990.

Extension

(4) The Superintendent may, in the case of any particular society, extend the period of five years referred to in subsections (2) and (3) for such further period or periods, and on such terms and conditions, as the Superintendent considers necessary.

294. Paragraph 561(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) for a period of five years after the day on which the loan, investment or interest was acquired, in the case of a loan, investment or interest, other than an interest in real property.

1993, c. 34,
s. 84(F)

295. Paragraph 565(d) of the Act is replaced by the following:

(d) all ownership interests in unincorporated entities, other than ownership interests acquired under section 554 in entities in which the society has a substantial investment,

détenir si elle obtient l'agrément écrit du ministre avant l'expiration du délai prévu aux paragraphes (1) ou (2) et prolongé, le cas échéant, aux termes du paragraphe (3).

293. Les paragraphes 559(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Aliénation

(2) La société de secours qui acquiert, à la suite de la réalisation d'une sûreté, un intérêt de groupe financier dans une entité doit prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination de cet intérêt dans les cinq ans suivant son acquisition.

Disposition
transitoire

(3) Par dérogation au paragraphe (2), la société de secours antérieure qui détenait le 27 septembre 1990 un intérêt dans une entité constituant un intérêt de groupe financier au sens de l'article 10 et qui augmente par la suite cet intérêt du fait de la réalisation d'une sûreté doit prendre les mesures nécessaires pour annuler l'augmentation dans les cinq ans suivant cette date.

Prolongation

(4) Le surintendant peut accorder à une société de secours une ou plusieurs prolongations du délai de cinq ans visé aux paragraphes (2) et (3) de la durée et aux conditions qu'il estime indiquées.

294. L'alinéa 561(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas d'un prêt, d'un placement ou d'un autre intérêt, pendant cinq ans suivant la date où il a été fait ou acquis.

1993, ch. 34,
art. 84(F)

295. Le passage de l'article 565 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

565. Il est interdit à la société de secours, et celle-ci doit interdire à ses filiales réglementaires, de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale des actions participantes, à l'exception des actions participantes des personnes morales visées à l'article 554 dans

Limites
relatives à
l'acquisition
d'actions

lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier, et des titres de participation dans des entités non constituées en personne morale à l'exception des titres de participation acquis en vertu de l'article 554 dans des entités dans lesquelles la société de secours détient un intérêt de groupe financier, détenus par celle-ci et ses filiales réglementaires à titre de véritable propriétaire excède — ou excéderait de ce fait — le pourcentage réglementaire de son actif total :

296. Subparagraph 566(a)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) ownership interests in an unincorporated entity, other than ownership interests acquired under section 554 in an entity in which the society has a substantial investment, or

297. Section 568 of the Act is renumbered as subsection 568(1) and is amended by adding the following:

(2) The society may continue to hold the substantial investment after the end of the period referred to in subsection 557(1) or (2) that applies in respect of the investment, including any extension of the period granted under subsection 557(4), with the approval in writing of the Minister obtained before the end of that period or that extended period.

298. The Act is amended by adding the following after section 570:

Liquidation and Dissolution of a Society

Interpretation

570.01 In sections 570.02 to 570.3, “court” means a court having jurisdiction in the place where the society has its head office.

296. Le sous-alinéa 566a)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) des titres de participation dans une entité non constituée en personne morale, à l'exception des titres de participation acquis en vertu de l'article 554 dans une entité dans laquelle elle détient un intérêt de groupe financier,

297. L'article 568 devient le paragraphe 568(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) La société de secours peut continuer à détenir l'intérêt de groupe financier après l'expiration du délai prévu aux paragraphes 557(1) ou (2) et prolongé, le cas échéant, aux termes du paragraphe 557(4) si elle obtient préalablement l'agrément écrit du ministre.

298. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 570, de ce qui suit :

Liquidation et dissolution d'une société de secours

Définition

570.01 Pour l'application des articles 570.02 à 570.3, le tribunal est la juridiction compétente du ressort du siège de la société de secours.

Approved holding of investment

Approbation

Definition of “court”

Définition de « tribunal »

Application

Application of sections 570.03 to 570.3

570.02 (1) Sections 570.03 to 570.3 do not apply to a society that is insolvent within the meaning of the *Winding-up and Restructuring Act*.

Staying proceedings on insolvency

(2) Any proceedings taken under sections 570.04 to 570.3 to dissolve or to liquidate and dissolve a society shall be stayed if the society is at any time found to be insolvent within the meaning of the *Winding-up and Restructuring Act*.

Duty to Provide Information

Returns to Superintendent

570.03 A liquidator appointed under this Part to wind up the business of a society shall provide the Superintendent with such information relating to the business and affairs of the society as the Superintendent requires, in such form as the Superintendent requires.

Simple Liquidation

No property and no liabilities

570.04 (1) A society that has no property and no liabilities may, if authorized by a special resolution or, if there are no members, by a resolution of the society's supreme governing body, apply to the Minister for letters patent dissolving the society.

Dissolution by letters patent

(2) Where the Minister has received an application under subsection (1) and is satisfied that all the circumstances so warrant, the Minister may issue letters patent dissolving the society.

Effect of letters patent

(3) A society in respect of which letters patent are issued under subsection (2) is dissolved and ceases to exist on the day stated in the letters patent.

Proposing liquidation

570.05 (1) The voluntary liquidation and dissolution of a society, other than a society referred to in subsection 570.04(1),

(a) may be proposed by its supreme governing body; or

(b) may be initiated by way of a proposal made in accordance with the society's by-laws by a member who is entitled to vote at a meeting of the society's members at which the proposal may be voted on.

Application

570.02 (1) Les articles 570.03 à 570.3 ne s'appliquent pas aux sociétés de secours insolubles au sens de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*.

(2) Toute procédure soit de dissolution, soit de liquidation et de dissolution engagée aux termes des articles 570.04 à 570.3, est suspendue dès la constatation de l'insolvabilité de la société de secours, au sens de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*.

Obligation de fournir des renseignements

570.03 Le liquidateur nommé conformément à la présente partie pour procéder à la liquidation des activités de la société de secours doit fournir au surintendant, en la forme requise, les renseignements pertinents que celui-ci exige.

Liquidation simple

570.04 (1) La société de secours qui n'a ni biens ni dettes peut, avec l'autorisation soit par résolution extraordinaire, soit — si elle n'a pas de membres — par résolution du conseil supérieur de direction, demander au ministre de lui délivrer des lettres patentes de dissolution.

(2) Après réception de la demande, le ministre peut délivrer des lettres patentes de dissolution, s'il est convaincu que les circonstances le justifient.

(3) La société de secours cesse d'exister à la date figurant sur les lettres patentes de dissolution.

570.05 (1) La liquidation et la dissolution volontaires d'une société de secours, autre que celle mentionnée au paragraphe 570.04(1), peuvent être proposées :

a) soit par son conseil supérieur de direction;

b) soit, conformément aux règlements administratifs de la société, par tout membre ayant droit de vote à une assemblée des membres où la proposition peut être mise aux voix.

Non-application des articles 570.03 à 570.3

Suspension des procédures

Relevés fournis au surintendant

Dissolution en l'absence de biens et de dettes

Dissolution par lettres patentes

Date de dissolution

Proposition de liquidation et dissolution

Terms must be set out	(2) A notice of any meeting of members at which the voluntary liquidation and dissolution of a society is to be proposed shall set out the terms of the proposal.	(2) L'avis de convocation de l'assemblée qui doit statuer sur la proposition de liquidation et de dissolution volontaires de la société de secours doit en exposer les modalités.	Avis d'assemblée
Members' resolution	570.06 Where the voluntary liquidation and dissolution of a society is proposed, the society may apply to the Minister for letters patent dissolving the society if authorized by a special resolution.	570.06 La société de secours peut, si elle y est autorisée par résolution extraordinaire, demander au ministre de lui délivrer des lettres patentes de dissolution.	Résolution des membres
Approval of Minister required	570.07 (1) No action directed toward the voluntary liquidation and dissolution of a society shall be taken by a society, other than as provided in sections 570.05 and 570.06, until an application made by the society under section 570.06 has been approved by the Minister.	570.07 (1) La société de secours ne peut prendre aucune mesure tendant à sa liquidation et à sa dissolution volontaires tant que la demande visée à l'article 570.06 n'a pas été agréée par le ministre.	Approbation préalable du ministre
Conditional approval	(2) If the Minister is satisfied, on the basis of an application made under section 570.06, that the circumstances warrant the voluntary liquidation and dissolution of a society, the Minister may approve the application.	(2) Le ministre peut agréer la demande s'il est convaincu, en se fondant sur sa teneur, que les circonstances le justifient.	Cas où le ministre approuve
Effect of approval	(3) If the Minister approves an application made under section 570.06 with respect to a society, the society shall not carry on business except to the extent necessary to complete its voluntary liquidation.	(3) Une fois la demande agréée, la société de secours ne peut poursuivre son activité que dans la mesure nécessaire pour mener à bonne fin sa liquidation volontaire.	Effets de l'approbation
Liquidation process	(4) If the Minister approves an application made under section 570.06 with respect to a society, the society shall <i>(a)</i> cause notice of the approval to be sent to each known claimant, except members, against the society and to each known creditor of the society; <i>(b)</i> publish notice of the approval once a week for four consecutive weeks in the <i>Canada Gazette</i> and once a week for two consecutive weeks in one or more newspapers in general circulation in each province in which the company transacted any business within the preceding twelve months; <i>(c)</i> proceed to collect its property, dispose of property that is not to be distributed in kind to its members, discharge or provide for all its obligations and do all other acts required to liquidate its business; and <i>(d)</i> after giving the notice required under paragraphs <i>(a)</i> and <i>(b)</i> and adequately	(4) La société de secours dont la demande est agréée doit : <i>a)</i> faire parvenir un avis de l'agrément à chaque réclamant, à l'exception des membres, et créancier connus; <i>b)</i> faire insérer cet avis, une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives, dans la <i>Gazette du Canada</i> et une fois par semaine pendant deux semaines consécutives dans un ou plusieurs journaux à grand tirage publiés dans chaque province où elle a exercé son activité au cours des douze derniers mois; <i>c)</i> accomplir tous actes utiles à la dissolution, notamment recouvrer ses biens, disposer des biens non destinés à être répartis en nature entre les membres et honorer ses obligations, ou constituer une provision suffisante à cette fin; <i>d)</i> après avoir accompli les formalités imposées par les alinéas <i>a)</i> et <i>b)</i> et constitué une provision suffisante pour honorer ses	Liquidation

providing for the payment or discharge of all its obligations, distribute its remaining property, either in money or in kind, among its members according to their respective rights.

Dissolution instrument

570.08 (1) Unless a court has made an order in accordance with subsection 570.09(1), the Minister may, if satisfied that the society has complied with subsection 570.07(4) and that all the circumstances so warrant, issue letters patent dissolving the society.

obligations, répartir le reliquat de l'actif, en numéraire ou en nature, entre les membres selon leurs droits respectifs.

570.08 (1) Sauf dans les cas où le tribunal a rendu l'ordonnance visée au paragraphe 570.09(1), le ministre peut, s'il estime que la société de secours satisfait à toutes les obligations énoncées au paragraphe 570.07(4) et que les circonstances le justifient, délivrer des lettres patentes de dissolution.

Lettres patentes de dissolution

Society dissolved

(2) A society in respect of which letters patent are issued under subsection (1) is dissolved and ceases to exist on the day stated in the letters patent.

(2) La société de secours est dissoute et cesse d'exister à la date figurant sur les lettres patentes.

Dissolution de la société de secours

Court-supervised Liquidation

Application for court supervision

570.09 (1) The Superintendent or any interested person may, at any time during the liquidation of a society, apply to a court for an order for the continuance of the voluntary liquidation under the supervision of the court in accordance with this section and sections 570.1 to 570.21. On that application, the court may so order and make any further order it thinks fit.

Surveillance judiciaire

570.09 (1) Sur demande présentée à cette fin au cours de la liquidation par le surintendant ou par tout intéressé, le tribunal peut, par ordonnance, décider que la liquidation sera poursuivie sous sa surveillance conformément au présent article et aux articles 570.1 à 570.21 et prendre toute autre mesure indiquée.

Surveillance judiciaire

Application to state reasons

(2) An application under subsection (1) to a court to supervise a voluntary liquidation shall state the reasons, verified by an affidavit of the applicant, why the court should supervise the liquidation.

(2) La demande de surveillance doit être motivée, avec la déclaration sous serment du demandeur à l'appui.

Motifs de la demande

Notice to Superintendent

(3) Where a person, other than the Superintendent, makes an application under subsection (1), the person shall give the Superintendent notice of the application and the Superintendent may appear and be heard in person or by counsel at the hearing of the application.

(3) Le demandeur donne avis de sa demande au surintendant, lequel peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat lors de l'audition de celle-ci.

Avis au surintendant

Court supervision

570.1 (1) If a court makes an order under subsection 570.09(1), the liquidation of the society shall continue under the supervision of the court.

570.1 (1) Une fois rendue l'ordonnance prévue au paragraphe 570.09(1), la liquidation se poursuit sous la surveillance du tribunal.

Surveillance

Beginning of liquidation

(2) The supervision of the liquidation of a society by the court under an order made under subsection 570.09(1) begins on the day the order is made.

(2) La surveillance judiciaire de la liquidation commence à la date du prononcé de l'ordonnance.

Début de la liquidation

570.11 In connection with the liquidation and dissolution of a society, if the court is satisfied that the society is able to pay or adequately provide for the discharge of all its obligations and to make satisfactory arrangements for the protection of its policyholders, the court may make any order it thinks fit, including

- (a) an order to liquidate;
- (b) an order appointing a liquidator, with or without security, fixing a liquidator's remuneration and replacing a liquidator;
- (c) an order appointing inspectors or referees, specifying their powers, fixing their remuneration and replacing inspectors or referees;
- (d) an order determining the notice to be given to any interested person, or dispensing with notice to any person;
- (e) an order determining the validity of any claims made against the society;
- (f) an order, at any stage of the proceedings, restraining the directors and officers of the society from
 - (i) exercising any of their powers, or
 - (ii) collecting or receiving any debt or other property of the society, and from paying out or transferring any property of the society, except as permitted by the court;
- (g) an order determining and enforcing the duty or liability of any present or former director, officer or member
 - (i) to the society, or
 - (ii) for an obligation of the society;
- (h) an order approving the payment, satisfaction or compromise of claims against the society and the retention of assets for that purpose, and determining the adequacy of provisions for the payment, discharge or transfer of any obligation of the society, whether liquidated, unliquidated, future or contingent;

570.11 Dans le cadre de la dissolution et de la liquidation, le tribunal peut, s'il est convaincu de la capacité de la société de secours d'acquitter ses obligations ou de constituer une provision pour les honorer et de sa capacité de conclure des ententes satisfaisantes pour assurer la protection de ses souscripteurs, prendre, par ordonnance, les mesures qu'il estime indiquées et, notamment :

- a) ordonner la liquidation;
- b) nommer un liquidateur, avec ou sans caution, fixer sa rémunération et le remplacer;
- c) nommer des inspecteurs ou des arbitres, préciser leurs pouvoirs, fixer leur rémunération et les remplacer;
- d) fixer l'avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis;
- e) juger de la validité des réclamations faites contre la société de secours;
- f) interdire, à tout stade de la procédure, aux administrateurs et aux dirigeants :
 - (i) soit d'exercer tout ou partie de leurs pouvoirs,
 - (ii) soit de recouvrer ou de recevoir toute créance ou autre bien de la société de secours ou de payer ou céder tout bien de celle-ci, sauf de la manière autorisée par lui;
- g) préciser et engager la responsabilité des administrateurs, dirigeants ou membres, ou de leurs prédécesseurs :
 - (i) soit envers la société de secours,
 - (ii) soit envers les tiers pour les obligations de la société de secours;
- h) approuver, en ce qui concerne les dettes de la société de secours, tout paiement, règlement, transaction ou rétention d'éléments d'actif, et juger si les provisions constituées suffisent à acquitter ou à céder les obligations de la société de secours, qu'elles soient ou non liquidées, futures ou éventuelles;

(i) with the concurrence of the Superintendent, an order providing for the disposal or destruction of the documents, records or registers of the society;

(j) on the application of a creditor, an inspector or the liquidator, an order giving directions on any matter arising in the liquidation;

(k) after notice has been given to all interested parties, an order relieving the liquidator from any omission or default on such terms as the court thinks fit and confirming any act of the liquidator;

(l) subject to sections 570.18 to 570.2, an order approving any proposed, interim or final distribution to members, if any, or to incorporators, in money or in kind;

(m) an order disposing of any property belonging to creditors, members and incorporators who cannot be found;

(n) on the application of any director, officer, member, incorporator or creditor or the liquidator,

(i) an order staying the liquidation proceedings on such terms and conditions as the court thinks fit,

(ii) an order continuing or discontinuing the liquidation proceedings, or

(iii) an order to the liquidator to restore to the society all of its remaining property; and

(o) after the liquidator has rendered the liquidator's final account to the court, an order directing the society to apply to the Minister for letters patent dissolving the society.

i) fixer, en accord avec le surintendant, l'usage qui sera fait des documents, livres et registres de la société de secours ou ordonner de les détruire;

j) sur demande d'un créancier, d'un inspecteur ou du liquidateur, donner des instructions sur toute question touchant à la liquidation;

k) sur avis à tous les intéressés, décharger le liquidateur de ses manquements, selon les modalités qu'il estime indiquées, et confirmer ses actes;

l) sous réserve des articles 570.18 à 570.2, approuver tout projet de répartition provisoire ou définitive entre les membres, le cas échéant, ou les fondateurs, en numéraire ou en biens;

m) fixer la destination des biens appartenant aux créanciers, membres ou fondateurs introuvables;

n) sur demande de tout administrateur, dirigeant, membre, fondateur, créancier ou liquidateur :

(i) surseoir à la liquidation, selon les modalités qu'il estime indiquées,

(ii) poursuivre ou interrompre la procédure de liquidation,

(iii) enjoindre au liquidateur de restituer à la société de secours le reliquat des biens de celle-ci;

o) après la reddition de compte définitive du liquidateur devant lui, obliger la société de secours à demander au ministre de lui délivrer des lettres patentes de dissolution.

Cessation of
business and
powers

570.12 (1) Where a court makes an order for the liquidation of a society,

(a) the society continues in existence but shall cease to carry on business, except the business that is, in the opinion of the liquidator, required for an orderly liquidation; and

(b) the powers of the directors and members, if any, are vested in the liquidator and cease to be vested in the directors or

570.12 (1) Toute ordonnance de liquidation a pour la société de secours les effets suivants :

a) tout en continuant à exister, elle cesse d'exercer son activité commerciale, à l'exception de celle que le liquidateur estime nécessaire au déroulement des opérations de la liquidation;

b) les pouvoirs de ses administrateurs et membres sont dévolus au liquidateur, sauf indication contraire et expresse du tribunal.

Cessation
d'activité et
perte de
pouvoirs

members, except as specifically authorized by the court.

Delegation by liquidator

(2) A liquidator may delegate any of the powers vested by paragraph (1)(b) to the directors or members, if any.

(2) Le liquidateur peut déléguer aux administrateurs ou aux membres la totalité ou une partie des pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de l'alinéa (1)b).

Délégation par le liquidateur

Appointment of liquidator

570.13 When making an order for the liquidation of a society or at any later time, the court may appoint any person, including a director, an officer or a member of the society or any other society, as liquidator of the society.

570.13 Le tribunal peut nommer dans l'ordonnance, ou par la suite, en qualité de liquidateur toute personne et, notamment, l'un des administrateurs, dirigeants ou membres de la société de secours ou d'une autre société de secours.

Nomination du liquidateur

Vacancy in liquidator's office

570.14 Where an order for the liquidation of a society has been made and the office of liquidator is or becomes vacant, the property of the society is under the control of the court until the office of liquidator is filled.

570.14 Les biens de la société de secours sont placés sous la garde du tribunal durant la vacance du poste de liquidateur survenant après le prononcé de l'ordonnance.

Vacance

Duties of liquidator

570.15 (1) A liquidator shall

(a) without delay after appointment, give notice of the appointment to the Superintendent and to each claimant and creditor of the society known to the liquidator;

(b) without delay after appointment, publish notice of the appointment once a week for four consecutive weeks in the *Canada Gazette* and once a week for two consecutive weeks in one or more newspapers in general circulation in each province in which the society has transacted any business within the preceding twelve months, requiring

(i) any person indebted to the society to render an account and pay to the liquidator at the time and place specified in the notice any amount owing,

(ii) any person possessing property of the society to deliver it to the liquidator at the time and place specified in the notice, and

(iii) any person having a claim against the society, whether liquidated, unliquidated, future or contingent, other than a policyholder having an unliquidated claim, to present particulars of the claim in writing to the liquidator not later than sixty days after the first publication of the notice;

570.15 (1) Les obligations à remplir par le liquidateur sont les suivantes :

a) donner avis, sans délai, de sa nomination au surintendant et aux réclamants et créanciers connus de lui;

b) insérer dès sa nomination, dans la *Gazette du Canada*, une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives et une fois par semaine pendant deux semaines consécutives, dans un ou plusieurs journaux à grand tirage publiés dans chaque province où la société de secours a exercé son activité pendant les douze mois précédents, un avis obligeant :

(i) les débiteurs de la société de secours à lui rendre compte et à lui payer leurs dettes, aux date, heure et lieu précisés,

(ii) les personnes possédant des biens de la société de secours à les lui remettre aux date, heure et lieu précisés,

(iii) les créanciers de la société de secours — autres que les souscripteurs ayant une créance non liquidée — à lui fournir par écrit un relevé détaillé de leur créance, qu'elle soit ou non liquidée, future ou éventuelle, dans les soixante jours de la première publication de l'avis;

c) prendre sous sa garde et sous son contrôle tous les biens de la société de secours;

Obligations du liquidateur

- (c) take into custody and control the property of the society;
- (d) open and maintain a trust account for the money received by the liquidator in the course of the liquidation of the society;
- (e) keep accounts of the money received and paid out by the liquidator in the course of the liquidation of the society;
- (f) maintain separate lists of each class of creditors, members and other persons having claims against the society;
- (g) if at any time the liquidator determines that the society is unable to pay or adequately provide for the discharge of its obligations, apply to the court for directions;
- (h) deliver to the court and to the Superintendent, at least once in every twelve-month period after the liquidator's appointment or more often as the court requires, the society's financial statements prepared in such manner as the liquidator thinks proper or as the court requires; and
- (i) after the final accounts are approved by the court, distribute any remaining property of the society among the members, if any, or incorporators, according to their respective rights.

- d) ouvrir un compte de fiducie pour les fonds reçus dans le cadre de la liquidation de la société de secours;
- e) tenir une comptabilité des recettes et dépenses liées à la liquidation de la société de secours;
- f) tenir des listes distinctes de chaque catégorie de créanciers, membres et autres réclamants;
- g) demander des instructions au tribunal après constatation de l'incapacité de la société de secours d'honorer ses obligations ou de constituer une provision suffisante à cette fin;
- h) remettre au tribunal ainsi qu'au surintendant, au moins une fois par douze mois à compter de sa nomination et chaque fois que le tribunal l'ordonne, l'état financier de la société de secours établi de la façon qu'il juge indiquée ou que le tribunal exige;
- i) après l'approbation par le tribunal de ses comptes définitifs, répartir le reliquat des biens de la société de secours entre les membres, ou entre les fondateurs, selon leurs droits respectifs.

Powers of liquidator

- (2) A liquidator may
- (a) retain actuaries, lawyers, notaries, accountants, appraisers and other professional advisers;
 - (b) bring, defend or take part in any civil, criminal or administrative action or proceeding in the name of, and on behalf of, the society;
 - (c) carry on the business of the society as required for an orderly liquidation;
 - (d) sell by public auction or private sale any property of the society;
 - (e) do all acts and execute documents in the name of, and on behalf of, the society;
 - (f) borrow money on the security of the property of the society;
 - (g) settle or compromise any claims by or against the society; and

(2) Le liquidateur peut exercer les pouvoirs suivants :

- a) retenir les services de conseillers professionnels, notamment d'actuares, d'avocats, de notaires, de comptables et d'experts-estimateurs;
- b) ester en justice, dans toute procédure civile, pénale ou administrative, pour le compte de la société de secours;
- c) exercer l'activité commerciale de la société de secours dans la mesure nécessaire à la liquidation;
- d) vendre aux enchères publiques ou de gré à gré tout bien de la société de secours;
- e) agir et signer des documents au nom de la société de secours;
- f) contracter des emprunts garantis par les biens de la société de secours;

Pouvoirs du liquidateur

(h) do all other things necessary for the liquidation of the society and distribution of its property.

g) transiger sur toutes réclamations mettant en cause la société de secours ou les régler;

h) prendre toute autre mesure nécessaire à la liquidation et à la répartition des biens de la société de secours.

Reliance on statements

570.16 A liquidator is not liable if the liquidator relies in good faith on

(a) financial statements of the society represented to the liquidator by an officer of the society, or on a written report of the auditor of the society, to reflect fairly the financial condition of the society; or

(b) an opinion, report or statement of an actuary, lawyer, notary, accountant, appraiser or other professional adviser retained by the liquidator.

570.16 N'est pas engagée la responsabilité du liquidateur qui s'appuie de bonne foi sur :

a) soit les états financiers de la société de secours reflétant fidèlement sa situation financière, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur;

b) soit l'avis, le rapport ou la déclaration d'un conseiller professionnel, notamment, un actuaire, un avocat, un notaire, un comptable ou un expert-estimateur, dont il a retenu les services.

Foi accordée aux déclarations

Examination of others

570.17 (1) If a liquidator has reason to believe that any property of the society is in the possession or under the control of a person or that a person has concealed, withheld or misappropriated the property, the liquidator may apply to the court for an order requiring that person to appear before the court at the time and place designated in the order and to be examined.

570.17 (1) Le liquidateur qui a de bonnes raisons de croire qu'une personne a en sa possession ou sous son contrôle ou a dissimulé, retenu ou détourné des biens de la société de secours peut demander au tribunal d'obliger celle-ci, par ordonnance, à comparaître pour interrogatoire aux date, heure et lieu précisés.

Demande d'interrogatoire

Restoration and compensation

(2) If an examination conducted under subsection (1) discloses that a person has concealed, withheld or misappropriated any property of the society, the court may order that person to restore the property or pay compensation to the liquidator.

(2) Le tribunal peut ordonner à la personne dont l'interrogatoire révèle qu'elle a dissimulé, retenu ou détourné des biens de la société de secours de les restituer au liquidateur ou de lui verser une compensation.

Pouvoirs du tribunal

Costs of liquidation

570.18 A liquidator shall pay the costs of liquidation out of the property of the society and shall pay or make adequate provision for all claims against the society.

570.18 Le liquidateur acquitte les frais de liquidation sur les biens de la société de secours; il acquitte également toutes les dettes de la société de secours ou constitue une provision suffisante à cette fin.

Frais de liquidation

Final accounts

570.19 (1) Within one year after the appointment of a liquidator and after paying or making adequate provision for all claims against the society, the liquidator shall apply to the court

(a) for approval of the final accounts of the liquidator and for an order permitting the distribution, in money or in kind, of the remaining property of the society to its members, if any, or to the incorporators, according to their respective rights; or

570.19 (1) Dans l'année de sa nomination et après avoir acquitté toutes les dettes de la société de secours ou constitué une provision suffisante à cette fin, le liquidateur demande au tribunal :

a) soit d'approuver ses comptes définitifs et de l'autoriser, par ordonnance, à répartir en numéraire ou en nature le reliquat des biens entre les membres ou entre les fondateurs selon leurs droits respectifs;

Comptes définitifs

	(b) for an extension of time, setting out the reasons for the extension.	b) soit, avec motifs à l'appui, de prolonger son mandat.	
Member application	(2) If a liquidator fails to make the application required by subsection (1), a member of the society or, if there are no members of the society, an incorporator may apply to the court for an order for the liquidator to show cause why a final accounting and distribution should not be made.	(2) Tout membre ou, à défaut, tout fondateur, peut demander au tribunal d'obliger, par ordonnance, le liquidateur qui ne présente pas la demande exigée par le paragraphe (1) à justifier pourquoi ses comptes définitifs ne peuvent être dressés et une répartition effectuée.	Demande des membres
Notification of final accounts	(3) A liquidator who intends to make an application under subsection (1) shall give notice of that intention to the Superintendent, to each inspector appointed under section 570.11, to each member of the society or, if there are no members, to each incorporator and to any person who provided a security or fidelity bond for the liquidation.	(3) Le liquidateur doit donner avis de son intention de présenter la demande prévue au paragraphe (1) au surintendant, à chaque inspecteur nommé en vertu de l'article 570.11, à chaque membre ou, à défaut, à chaque fondateur et aux personnes ayant fourni une sûreté ou une assurance détournement et vol pour les besoins de la liquidation.	Avis
Publication	(4) The liquidator shall publish the notice required under subsection (3) in the <i>Canada Gazette</i> , and once a week for two consecutive weeks in one or more newspapers in general circulation in each province in which the society has transacted any business within the preceding twelve months, or as otherwise directed by the court.	(4) Le liquidateur fait insérer l'avis visé au paragraphe (3) dans la <i>Gazette du Canada</i> et, une fois par semaine pendant deux semaines consécutives, dans un ou plusieurs journaux à grand tirage publiés dans chaque province où la société de secours a exercé son activité pendant les douze mois précédents ou le fait connaître par tout autre moyen choisi par le tribunal.	Publication
Final order	570.2 (1) If the court approves the final accounts rendered by a liquidator, the court shall make an order (a) directing the society to apply to the Minister for letters patent dissolving the society; (b) directing the custody or disposal of the documents, records and registers of the society; and (c) discharging the liquidator except in respect of the duty of a liquidator under subsection (2).	570.2 (1) Le tribunal, s'il approuve les comptes définitifs du liquidateur, doit, par ordonnance : a) obliger la société de secours à demander au ministre des lettres patentes de dissolution; b) donner des instructions quant à la garde des documents, livres et registres de la société de secours et à l'usage qui en sera fait; c) sous réserve du paragraphe (2), libérer le liquidateur.	Ordonnance définitive
Delivery of order	(2) The liquidator shall without delay send a certified copy of the order referred to in subsection (1) to the Superintendent.	(2) Le liquidateur transmet sans délai au surintendant une copie certifiée de l'ordonnance.	Copie
Right to distribution of money	570.21 (1) A member or incorporator may apply to the court for an order requiring the distribution of the remaining property of a society to be in money if, in the course of the liquidation of the society, the members resolve to, or the liquidator proposes to,	570.21 (1) Au cours de la liquidation, les membres peuvent décider, ou le liquidateur proposer : a) soit d'échanger la totalité ou la quasi-totalité du reliquat des biens de la société de secours contre des valeurs mobilières d'une	Droit à la répartition en numéraire

	<p>(a) exchange all or substantially all of the remaining property of the society for securities of another entity that are to be distributed to the members or to the incorporators; or</p> <p>(b) distribute all or part of the remaining property of the society to the members or to the incorporators in kind.</p>	<p>autre entité à répartir entre les membres ou les fondateurs;</p> <p>b) soit de répartir tout ou partie du reliquat des biens de la société de secours, en nature, entre les membres ou les fondateurs.</p>	
Powers of court	<p>(2) On an application under subsection (1), the court may order</p> <p>(a) all of the remaining property of the society to be converted into and distributed in money; or</p> <p>(b) the claim of any member or incorporator applying under this section to be satisfied by a distribution in money.</p>	<p>Le cas échéant, tout membre ou fondateur peut demander au tribunal d'imposer, par ordonnance, la répartition en numéraire du reliquat des biens de la société de secours.</p> <p>(2) Sur demande présentée en vertu du paragraphe (1), le tribunal peut ordonner :</p> <p>a) soit la réalisation du reliquat des biens de la société de secours et la répartition du produit;</p> <p>b) soit le règlement en numéraire des réclamations des membres ou des fondateurs qui en font la demande aux termes du présent article.</p>	Pouvoirs du tribunal
Order by court	<p>(3) Where an order is made by a court under paragraph (2)(b), the court</p> <p>(a) shall fix a fair value on the share of the property of the society attributable to the member or incorporator;</p> <p>(b) may in its discretion appoint one or more appraisers to assist the court in fixing a fair value in accordance with paragraph (a); and</p> <p>(c) shall render a final order against the society in favour of the member or incorporator for the amount of the share of the property of the society attributable to the member or incorporator.</p>	<p>(3) Lorsqu'il rend l'ordonnance visée à l'alinéa (2)b), le tribunal :</p> <p>a) doit fixer la juste valeur de la portion des biens de la société de secours qui revient au membre ou au fondateur;</p> <p>b) peut, à sa discrétion, charger un ou plusieurs experts-estimateurs de l'aider à calculer la juste valeur visée à l'alinéa a);</p> <p>c) doit rendre une ordonnance définitive contre la société de secours en faveur du membre ou du fondateur pour la valeur de la portion des biens de la société de secours qui revient à l'un ou l'autre.</p>	Ordonnance du tribunal
Dissolution by letters patent	<p>570.22 (1) On an application made under an order under paragraph 570.2(1)(a), the Minister may issue letters patent dissolving the society.</p>	<p>570.22 (1) Sur demande présentée en application de l'alinéa 570.2(1)a), le ministre peut délivrer des lettres patentes de dissolution.</p>	Dissolution au moyen de lettres patentes
Society dissolved	<p>(2) A society in respect of which letters patent are issued under subsection (1) is dissolved and ceases to exist on the date of the issuance of the letters patent.</p>	<p>(2) La société de secours est dissoute et cesse d'exister à la date de délivrance des lettres patentes de dissolution.</p>	Date de dissolution
Definitions	<p style="text-align: center;">General</p> <p>570.23 In sections 570.25 and 570.26, "member" and "incorporator" include the heirs and personal representatives of a member or incorporator.</p>	<p style="text-align: center;">Dispositions générales</p> <p>570.23 Pour l'application des articles 570.25 et 570.26, « fondateur » et « membre » s'entendent également des héritiers et des représentants personnels de l'un ou l'autre.</p>	Définitions de « fondateur » et « membre »
Continuation of actions	<p>570.24 (1) Even if a society has been dissolved under this Part,</p>	<p>570.24 (1) Malgré la dissolution de la société de secours prévue à la présente partie :</p>	Continuation des actions

	<p>(a) a civil, criminal or administrative action or proceeding brought by or against the society before its dissolution may be continued as if the society had not been dissolved;</p> <p>(b) a civil, criminal or administrative action or proceeding may be brought against the society within two years after its dissolution as if the society had not been dissolved; and</p> <p>(c) any property that would have been available to satisfy any judgment or order if the society had not been dissolved remains available for that purpose.</p>	<p>a) les procédures civiles, pénales ou administratives intentées pour ou contre elle avant sa dissolution peuvent être poursuivies comme si celle-ci n'avait pas eu lieu;</p> <p>b) dans les deux ans qui suivent la dissolution, des procédures civiles, pénales ou administratives peuvent être intentées contre la société de secours comme si la dissolution n'avait pas eu lieu;</p> <p>c) les biens qui auraient servi à exécuter tout jugement ou ordonnance, à défaut de la dissolution, demeurent disponibles à cette fin.</p>	
Service on society	(2) Service of a document on a society after its dissolution may be effected by serving the document on a person shown as a director in the incorporating instrument of the society or, if applicable, in the latest return sent to the Superintendent under subsection 549(1).	(2) Après la dissolution, la signification des documents peut se faire à toute personne figurant comme administrateur dans l'acte constitutif de la société de secours ou, s'il y a lieu, dans le dernier relevé envoyé au surintendant aux termes du paragraphe 549(1).	Signification
Limitations on liability	570.25 (1) Even if a society has been dissolved, a member or incorporator to whom any of its property has been distributed is liable to any person claiming under subsection 570.24(1), to the extent of the amount received by that member or incorporator on the distribution.	570.25 (1) Malgré la dissolution de la société de secours, les membres ou les fondateurs entre lesquels ont été répartis ses biens engagent leur responsabilité, à concurrence de la somme reçue, envers toute personne invoquant le paragraphe 570.24(1).	Remboursement
Limitation	(2) An action to enforce liability under subsection (1) may not be commenced more than two years after the date of the dissolution of the society.	(2) Les actions en responsabilité engagées aux termes du paragraphe (1) se prescrivent par deux ans à compter de la dissolution.	Prescription
Action against class	(3) A court may order an action referred to in subsections (1) and (2) to be brought against the persons who were members or incorporators as a class, subject to such conditions as the court thinks fit.	(3) Le tribunal peut ordonner que soit intentée collectivement, contre les anciens membres ou les fondateurs, l'action visée aux paragraphes (1) ou (2), sous réserve des conditions qu'il juge indiquées.	Action en justice collective
Reference	(4) If the plaintiff establishes a claim in an action under subsection (3), the court may refer the proceedings to a referee or other officer of the court who may	(4) Si le demandeur établit le bien-fondé de sa demande, le tribunal peut renvoyer l'affaire devant un arbitre ou un autre officier de justice qui a le pouvoir :	Renvoi
	<p>(a) add as a party to the proceedings each person found by the plaintiff to have been a member or incorporator;</p> <p>(b) determine, subject to subsection (1), the amount that each person who was a member or incorporator must contribute towards satisfaction of the plaintiff's claim; and</p>	<p>a) de mettre en cause chaque ancien membre ou fondateur retrouvé par le demandeur;</p> <p>b) de déterminer, sous réserve du paragraphe (1), la part que chaque ancien membre ou fondateur doit verser pour dédommager le demandeur;</p>	

(c) direct payment of the amounts so determined.

570.26 If a creditor, member or incorporator to whom property is to be distributed on the dissolution of a society cannot be found, the portion of the property to be distributed to that creditor, member or incorporator shall be converted into money and paid in accordance with section 570.28.

570.27 Subject to subsection 570.24(1) and sections 570.28 and 570.29, property of a society that has not been disposed of at the date of the dissolution of the society vests in Her Majesty in right of Canada.

570.28 (1) Where the business of a society is being wound up under this Part, the liquidator or the society shall pay to the Minister on demand, and in any event before the final winding-up of that business, any amount that is payable by the liquidator or the society to a creditor, member or incorporator of the society and that has not, for any reason, been paid.

(2) If a liquidator or a society makes a payment to the Minister under subsection (1) with respect to a creditor, member or incorporator, the liquidator or society shall at the same time forward to the Minister all documents, records and registers in the possession of the liquidator or society that relate to the entitlement of the creditor, member or incorporator.

(3) The Minister shall pay to the Receiver General all amounts paid to the Minister under subsection (1).

(4) Payment by a liquidator or a society to the Minister under subsection (1) discharges the liquidator and the society in respect of which the payment is made from all liability for the amount so paid, and payment by the Minister to the Receiver General under subsection (3) discharges the Minister from all liability for the amount so paid.

570.29 If at any time a person establishes an entitlement to any money paid to the Receiver General under this Part, the Receiver General shall pay an equivalent amount to that person out of the Consolidated Revenue Fund.

c) d'ordonner le versement des sommes déterminées.

570.26 La partie des biens à remettre, par suite de la dissolution, à tout créancier, membre ou fondateur introuvable doit être réalisée en numéraire, et le produit versé en application de l'article 570.28.

570.27 Sous réserve du paragraphe 570.24(1) et des articles 570.28 et 570.29, les biens dont il n'a pas été disposé à la date de la dissolution d'une société de secours sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.

570.28 (1) La société de secours en cours de liquidation aux termes de la présente partie ou le liquidateur doit payer au ministre, sur demande et en tout état de cause avant la clôture de la liquidation, toute somme qui devait être payée par l'un ou l'autre à un créancier, à un membre ou à un fondateur de la société de secours et qui, pour une raison quelconque, ne l'a pas été.

(2) Le liquidateur ou la société de secours qui effectue le paiement prévu au paragraphe (1) envoie en même temps au ministre tous les documents, livres et registres en sa possession concernant le droit au paiement du créancier, du membre ou du fondateur, selon le cas.

(3) Le ministre verse au receveur général toutes les sommes reçues en application du paragraphe (1).

(4) Le paiement fait par le liquidateur ou la société de secours aux termes du paragraphe (1), ou par le ministre aux termes du paragraphe (3), les libère respectivement de toute responsabilité quant à la somme ainsi payée.

570.29 Le receveur général doit verser, sur le Trésor, une somme égale à celle qu'il a reçue, à toute personne qui la réclame à bon droit selon la présente partie.

Créanciers
inconnus

Dévolution à
la Couronne

Fonds non
réclamés

Registres

Paiement

Libération du
liquidateur et
de la société
de secours

Recouvrement

Where
creditor
cannot be
found

Vesting in
Crown

Unclaimed
money on
winding-up

Records

Payment to
Receiver
General

Liquidator
and company
discharged

Recovery

Custody of records after dissolution

570.3 A person who has been granted custody of the documents, records and registers of a dissolved society shall keep them available for production for six years after the date of the dissolution of the society or until the end of such shorter period as may be ordered by the court when it orders the dissolution.

299. (1) The definition “fraternal benefit society” in section 571 of the Act is repealed.

(2) Section 571 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“foreign fraternal benefit society” means a fraternal benefit society incorporated outside Canada;

300. Subsections 573(1) to (3) of the French version of the Act are replaced by the following:

573. (1) La personne morale constituée ailleurs qu’au Canada, notamment une association et un groupe d’échange, ne peut, au Canada, garantir des risques sans obtenir l’agrément délivré par ordonnance du surintendant.

(2) Il est interdit à la société étrangère de garantir au Canada des risques ne correspondant pas aux branches d’assurance précisées dans son ordonnance d’agrément.

(3) Sauf autorisation de garantir au Canada des risques dans la branche assurance-vie, il est interdit à la société étrangère de conclure, au Canada, des contrats de rente.

301. (1) The portion of paragraph 575(1)(c) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(c) is the same as or, in the opinion of the Superintendent, substantially the same as or confusingly similar to, any existing trademark, trade name or corporate name of a body corporate, except where

570.3 La personne qui s’est vu confier la garde des documents, livres et registres de la société de secours dissoute doit veiller à ce qu’ils puissent être produits au besoin pendant les six années qui suivent la date de la dissolution ou jusqu’à l’expiration de la période plus courte fixée par le tribunal dans son ordonnance de dissolution.

299. (1) La définition de « société de secours », à l’article 571 de la même loi, est abrogée.

(2) L’article 571 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« société de secours étrangère » Société de secours mutuel constituée ailleurs qu’au Canada.

300. Les paragraphes 573(1) à (3) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

573. (1) La personne morale constituée ailleurs qu’au Canada, notamment une association et un groupe d’échange, ne peut, au Canada, garantir des risques sans obtenir l’agrément délivré par ordonnance du surintendant.

(2) Il est interdit à la société étrangère de garantir au Canada des risques ne correspondant pas aux branches d’assurance précisées dans son ordonnance d’agrément.

(3) Sauf autorisation de garantir au Canada des risques dans la branche assurance-vie, il est interdit à la société étrangère de conclure, au Canada, des contrats de rente.

301. (1) L’alinéa 575(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) qui est identique à la marque de commerce, au nom commercial ou à la dénomination sociale d’une personne morale existants ou qui, selon le surintendant, est à peu près identique à ceux-ci ou leur est similaire au point de prêter à confusion, sauf si, d’une part, la dénomination, la marque ou le nom est en voie d’être changé ou la personne morale est en cours de dissolution et, d’autre part, le consentement de celle-ci à

Garde des documents

“foreign fraternal benefit society”
« société de secours étrangère »

« société de secours étrangère »
“foreign fraternal benefit society”

Ordonnance d’autorisation

Ordonnance d’autorisation

Restrictions

Restrictions

Restriction : rentes

Restriction : rentes

1996, c. 6, s. 84

1996, ch. 6, art. 84

1996, c. 6,
s. 84

(2) Paragraph 575(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) is the same as or, in the opinion of the Superintendent, substantially the same as or confusingly similar to, the known name under or by which any entity carries on business or is identified; or

302. Paragraph 579(1)(e) of the Act is replaced by the following:

(e) in the case of a foreign fraternal benefit society,

(i) a report of an actuary appointed by the foreign fraternal benefit society, in such form as the Superintendent may require, on the results of an actuarial valuation made by the actuary, as of the preceding December 31 or as of any later date specified by the Superintendent, of each of the benefit funds maintained by the foreign fraternal benefit society, having regard to the prospective liabilities of and contributions to each fund, and

(ii) the opinion of the actuary that the assets of the foreign fraternal benefit society applicable to each fund, taken at the value accepted by the Superintendent, together with the premiums, dues and other contributions to be received after the date of the valuation from the members according to the scale in force at the date of the valuation, are sufficient to provide for the payment at maturity of all of the obligations of the fund without deduction or abatement; and

303. The Act is amended by adding the following after section 587:

587.1 (1) Except in accordance with this section, a foreign company shall not

(a) transfer all or any portion of its policies in Canada or cause itself to be reinsured against all or any portion of the risks undertaken by it in respect of its policies in Canada; or

(b) purchase or reinsure all or any portion of the policies in Canada of any body corporate.

Restricted
transactions

cet égard lui est signifié selon les modalités qu'il peut exiger;

(2) L'alinéa 575(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) qui est identique au nom sous lequel une entité exerce son activité ou est connue, ou qui, selon le surintendant, est à peu près identique à celui-ci ou lui est similaire au point de prêter à confusion avec ce nom;

302. Le passage de l'alinéa 579(1)e) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

e) s'il s'agit d'une société de secours étrangère :

1996, ch. 6,
art. 84

303. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 587, de ce qui suit :

587.1 (1) La société étrangère ne peut, sauf aux termes du présent article :

a) transférer tout ou partie de ses polices au Canada ou se réassurer contre tout ou partie des risques qu'elle garantit à l'égard de ses polices au Canada;

b) acheter ou réassurer tout ou partie des polices au Canada d'une personne morale.

Restrictions
relatives aux
opérations

Approval of
the Minister

(2) A foreign company may, with the approval of the Minister,

(a) transfer all or any portion of its policies in Canada to, or cause itself to be reinsured against all or any portion of the risks undertaken by it in respect of its policies in Canada by, a company, society or foreign company that is authorized to transact the classes of insurance to be transferred or reinsured;

(b) cause itself to be reinsured, on an indemnity basis, against all or any portion of the risks undertaken by it in respect of its policies in Canada by any body incorporated under the laws of a province that is authorized to transact the classes of insurance to be reinsured; or

(c) purchase or reinsure all or any portion of the policies in Canada of any body corporate.

Prescribed
transactions

(3) The Minister's approval is not required for a transaction described in subsection (2) if it is a prescribed transaction or a transaction in a prescribed class of transactions.

304. Section 589 of the Act is replaced by the following:

No new
foreign
composite
companies

589. The Superintendent may not make or vary an order approving the insuring in Canada of risks by a foreign company if the foreign company would as a result be permitted to insure both risks falling within the class of life insurance and risks falling within any other class of insurance other than accident and sickness insurance, accident insurance, personal accident insurance, sickness insurance and loss of employment insurance.

305. Paragraph 591(2)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) to a foreign company that is a foreign fraternal benefit society or a reciprocal or inter-insurance exchange.

306. Section 594 of the Act is replaced by the following:

1996, c. 6,
par. 167(1)(h)

(2) La société étrangère peut, avec l'approbation du ministre :

a) transférer tout ou partie de ses polices au Canada à une société, société de secours ou société étrangère autorisée à faire des opérations dans les branches d'assurance en cause — ou à se réassurer auprès d'une telle société, société de secours ou société étrangère contre tout ou partie des risques qu'elle garantit à l'égard de ses polices au Canada;

b) se réassurer aux fins d'indemnisation auprès d'une personne morale constituée sous le régime d'une loi provinciale et autorisée à faire des opérations dans les branches d'assurance en cause contre tout ou partie des risques qu'elle garantit à l'égard de ses polices au Canada;

c) acheter ou réassurer tout ou partie des polices au Canada d'une personne morale.

(3) L'approbation du ministre n'est pas nécessaire si l'opération visée au paragraphe (2) est une opération réglementaire ou fait partie d'une catégorie d'opérations prévue par règlement.

Approbation
du ministreOpérations
prévues par
règlement

304. L'article 589 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

589. Le surintendant ne peut prendre ni modifier l'ordonnance d'agrément de la société étrangère pour l'autoriser à garantir des risques au Canada à la fois dans la branche assurance-vie et dans toute branche autre que l'assurance accidents et maladie, l'assurance-accidents, l'assurance accidents corporels, l'assurance-maladie et l'assurance perte d'emploi.

305. L'alinéa 591(2)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) à la société étrangère qui est soit une société de secours étrangère, soit un groupe d'échange réciproque ou d'interassurance.

306. L'article 594 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Interdiction
de
changement
d'activité1996, ch. 6,
al. 167(1)(h)

Claims against segregated funds

594. A claim against a segregated fund maintained as required by section 593 under a policy in Canada or for an amount in respect of which the fund is maintained has priority over any other claim against the assets of that fund, including the claims referred to in section 161 of the *Winding-up and Restructuring Act*, except to the extent that the payment of that other claim is secured by a security interest in or on a specific, identifiable asset of the segregated fund.

307. Sections 598 and 599 of the Act are replaced by the following:

598. For the purposes of this section and sections 598.1 to 605, “cost of borrowing” means, in respect of a loan or an advance on the security or against the cash surrender value of a policy made by a foreign company,

(a) the interest or discount applicable to the loan or advance; and

(b) such charges in connection with the loan or advance as are payable by the borrower to the foreign company, or to any person from whom the foreign company receives any charges directly or indirectly, and as are prescribed to be included in the cost of borrowing.

For those purposes, however, “cost of borrowing” does not include prescribed charges.

598.1 (1) Where a foreign company makes a loan in respect of which the disclosure requirements of section 599 apply, and the loan is not secured by a mortgage on real property and is required to be repaid either on a fixed future date or by instalments, the foreign company shall, if there is a prepayment of the loan, rebate to the borrower a portion of the charges included in the cost of borrowing in respect of the loan.

(2) The charges to be rebated do not include the interest or discount applicable to the loan.

(3) The Governor in Council may make regulations governing the rebate of charges under subsection (1). The rebate shall be made in accordance with those regulations.

Definition of “cost of borrowing”

Rebate of borrowing costs

Exception

Regulations

594. La demande de règlement adressée à une caisse séparée au titre d’une police au Canada ou d’une somme justifiant son existence a priorité sur toute autre créance sur l’actif de cette caisse, y compris celles qui sont visées à l’article 161 de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*, sauf dans la mesure où l’autre créance est garantie par une sûreté grevant un élément d’actif particulier et identifiable de la caisse.

307. Les articles 598 et 599 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

598. Pour l’application du présent article et des articles 598.1 à 605, « coût d’emprunt » s’entend, à l’égard d’un prêt ou d’une avance consentie par la société étrangère et garantie par une police ou par la valeur de rachat de celle-ci, des intérêts ou de l’escompte applicables, ainsi que des frais afférents payables par l’emprunteur à la société étrangère ou à toute personne de qui celle-ci reçoit des frais directement ou indirectement et qui en font partie selon les règlements. Sont toutefois exclus du coût d’emprunt les frais prévus par règlement.

598.1 (1) La société étrangère qui consent un prêt à l’égard duquel l’article 599 s’applique, qui n’est pas garanti par une hypothèque immobilière et qui est remboursable à une date fixe ou en plusieurs versements doit, si le prêt est remboursé avant échéance, consentir une remise d’une partie des frais compris dans le coût d’emprunt.

(2) Ne sont pas compris parmi les frais qui doivent faire l’objet d’une remise les intérêts et l’escompte applicables au prêt.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les remises prévues au paragraphe (1). Le cas échéant, les remises doivent être consenties conformément aux règlements.

Demandes de règlement sur l’actif de la caisse séparée

Définition de « coût d’emprunt »

Remise d’une partie du coût d’emprunt

Exception

Règlements

Disclosing
borrowing
costs

599. (1) A foreign company shall not include in its assets in Canada any loan to a natural person that is repayable in Canada unless the cost of borrowing, as calculated and expressed in accordance with section 600, and other prescribed information have, in the prescribed manner and at the prescribed time, been disclosed by the foreign company to the borrower.

599. (1) La société étrangère ne peut inclure dans son actif au Canada un prêt consenti à une personne physique et remboursable au Canada que si elle lui a fait connaître, au moment et en la forme réglementaires, le coût d'emprunt, calculé et exprimé en conformité avec l'article 600, et lui a communiqué les autres renseignements prévus par règlement.

Divulgateion
du coût
d'emprunt

Non-
application

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a loan that is of a prescribed class of loans.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux catégories de prêts prévues par règlement.

Exceptions

308. (1) Section 601 of the Act is renumbered as subsection 601(1).

308. (1) L'article 601 de la même loi devient le paragraphe 601(1).

(2) Subparagraph 601(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(2) Le sous-alinéa 601(1)(a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) any terms and conditions relating to that right, including the particulars of the circumstances in which the borrower may exercise that right, and

(i) les conditions d'exercice de ce droit, y compris des précisions sur les cas où peut se faire cet exercice,

(3) Subsection 601(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) and by adding the following after paragraph (b):

(3) Le paragraphe 601(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

(c) at such time and in such manner as may be prescribed, any changes respecting the cost of borrowing or the loan agreement as may be prescribed;

c) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d'emprunt ou à l'accord relatif au prêt;

(d) particulars of any other rights and obligations of the borrower; and

d) des précisions sur tous autres droits ou obligations de l'emprunteur;

(e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

(4) Section 601 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(4) L'article 601 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) A foreign company shall, in accordance with the regulations, at such time and in such manner as may be prescribed, provide prescribed information in any application forms or related documents that it prepares for the issuance of credit, payment or charge cards in Canada and provide prescribed information to any person applying to it in Canada for a credit, payment or charge card.

(2) La société étrangère fournit, conformément aux règlements, au moment et en la forme réglementaires, les renseignements réglementaires dans les formulaires de demande et autres documents relatifs à l'émission au Canada de cartes de paiement, de crédit ou de débit et les renseignements réglementaires à toute personne qui lui demande au Canada une carte de paiement, de crédit ou de débit.

Communica-
tion dans les
demandes de
carte de
crédit

Disclosure in
credit card
applications

Disclosure re
credit cards

(3) Where a foreign company issues in Canada or has issued in Canada a credit, payment or charge card to a natural person, the foreign company shall, in addition to disclosing the costs of borrowing in respect of any loan that is obtained through the use of the card and that is repayable in Canada, disclose to the person, in accordance with the regulations,

- (a) any charges or penalties described in paragraph (1)(b);
- (b) particulars of the person's rights and obligations;
- (c) any charges for which the person becomes responsible by accepting or using the card;
- (d) at such time and in such manner as may be prescribed, such changes respecting the cost of borrowing or the loan agreement as may be prescribed; and
- (e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

Additional
disclosure re
other loans

(4) Where a foreign company enters into or has entered into an arrangement, including a line of credit, for the making of a loan in respect of which the disclosure requirements of section 599 apply and the loan is not one in respect of which subsection (1) or (3) applies, the foreign company shall, in addition to disclosing the costs of borrowing, disclose to the person, in accordance with the regulations,

- (a) any charges or penalties described in paragraph (1)(b);
- (b) particulars of the person's rights and obligations;
- (c) any charges for which the person is responsible under the arrangement;
- (d) at such time and in such manner as may be prescribed, such changes respecting the cost of borrowing under the arrangement as may be prescribed; and
- (e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

309. The Act is amended by adding the following after section 601:

(3) La société étrangère qui délivre, ou a délivré, au Canada une carte de paiement, de crédit ou de débit à une personne physique doit lui communiquer, outre le coût d'emprunt en ce qui concerne tout emprunt obtenu par elle au moyen de cette carte et remboursable au Canada, l'information suivante, conformément aux règlements :

- a) les frais et pénalités visés à l'alinéa (1)b);
- b) les droits et obligations de l'emprunteur;
- c) les frais qui lui incombent pour l'acceptation ou l'utilisation de la carte;
- d) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d'emprunt ou à l'accord relatif au prêt;
- e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

Communica-
tion
concernant
les cartes de
crédit

(4) La société étrangère qui conclut ou a conclu un arrangement, y compris l'ouverture d'une ligne de crédit, pour l'octroi d'un prêt à l'égard duquel l'article 599, mais non les paragraphes (1) et (3) du présent article, s'applique, doit communiquer à l'emprunteur, outre le coût d'emprunt, l'information suivante, conformément aux règlements :

- a) les frais et pénalités visés à l'alinéa (1)b);
- b) les droits et obligations de l'emprunteur;
- c) les frais qui incombent à l'emprunteur;
- d) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d'emprunt;
- e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

Autres
formes de
prêts

309. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 601, de ce qui suit :

Renewal
statement

601.1 If a foreign company makes a loan in respect of which the disclosure requirements of section 599 apply and the loan is secured by a mortgage on real property, the foreign company shall disclose to the borrower at such time and in such manner as may be prescribed, such information as may be prescribed respecting the renewal of the loan.

601.1 La société étrangère doit, dans les cas où elle consent un prêt à l'égard duquel l'article 599 s'applique et qui est garanti par une hypothèque immobilière, communiquer à l'emprunteur, au moment et dans la forme réglementaires, les renseignements réglementaires concernant le renouvellement du prêt.

Renseignements
concernant le
renouvellementDisclosure in
advertising

601.2 No person shall authorize the publication, issue or appearance of any advertisement in Canada relating to arrangements referred to in subsection 601(4), loans, credit cards, payment cards or charge cards, offered to natural persons by a foreign company, and purporting to disclose prescribed information about the cost of borrowing or about any other matter unless the advertisement contains such information as may be required by the regulations, in such form and manner as may be prescribed.

601.2 Nul ne peut autoriser la publication, la diffusion ou la parution au Canada d'une annonce publicitaire concernant les arrangements visés au paragraphe 601(4), les prêts ou les cartes de paiement, de crédit ou de débit offerts par la société étrangère aux personnes physiques et censée donner des renseignements réglementaires sur le coût d'emprunt ou sur d'autres sujets si cette annonce ne donne pas les renseignements précisés par règlement dans la forme réglementaire.

Divulguation
dans la
publicité

310. Section 603 of the Act is replaced by the following:

310. L'article 603 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Regulations re
borrowing
costs

603. The Governor in Council may make regulations

603. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements
relatifs au
coût
d'emprunt

(a) respecting the manner in which, and the time at which, a foreign company is to disclose to a borrower

a) régir les modalités de temps et de forme applicables à la communication que doit faire une société étrangère à l'emprunteur du coût d'emprunt, de toute remise éventuelle sur celui-ci et de tout autre renseignement relatif aux prêts, arrangements ou cartes de paiement, de crédit ou de débit visés à l'article 601;

(i) the cost of borrowing,
(ii) any rebate of the cost of borrowing,
and

b) régir la teneur de toute déclaration destinée à communiquer le coût d'emprunt et les autres renseignements que la société étrangère est tenue de communiquer;

(iii) any other information relating to a loan, arrangement, credit card, payment card or charge card referred to in section 601;

c) régir le mode de calcul du coût d'emprunt;

(b) respecting the contents of any statement disclosing the cost of borrowing and other information required to be disclosed by a foreign company to a borrower;

d) prévoir les cas où le coût d'emprunt doit être exprimé sous forme d'un montant en dollars et en cents;

(c) respecting the manner of calculating the cost of borrowing;

e) prévoir les catégories de prêts soustraites à l'application de l'article 598.1, des paragraphes 599(1) ou 601(1) ou (4), des articles 601.1 ou 601.2 ou de tout ou partie des règlements;

(d) respecting the circumstances under which the cost of borrowing is to be expressed as an amount in dollars and cents;

(e) specifying any class of loans that are not to be subject to section 598.1, subsection 599(1) or 601(1) or (4) or section 601.1 or 601.2 or the regulations or any specified provisions of the regulations;

(f) specifying any class of advances that are not to be subject to section 602 or the regulations or any specified provisions of the regulations;

(g) respecting the manner in which and the time at which any rights, obligations, charges or penalties referred to in sections 598.1 to 602 are to be disclosed;

(h) prohibiting the imposition of any charge or penalty referred to in section 601 or providing that the charge or penalty, if imposed, will not exceed a prescribed amount;

(i) respecting the nature or amount of any charge or penalty referred to in paragraph 601(1)(b), (3)(a) or (4)(a) and the costs of the foreign company that may be included or excluded in the determination of the charge or penalty;

(j) respecting the method of calculating the amount of rebate of the cost of borrowing, or the portion of the cost of borrowing referred to in subparagraph 601(1)(a)(ii);

(k) respecting advertisements made by a foreign company regarding arrangements referred to in subsection 601(4), loans, credit cards, payment cards or charge cards;

(l) respecting the renewal of loans; and

(m) respecting such other matters or things as are necessary to carry out the purposes of sections 598.1 to 602.

311. Paragraph 604(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) establish procedures for dealing with complaints made by customers in Canada of the foreign company about

(i) the application of charges applicable to arrangements referred to in subsection 601(3) or payment, credit or charge cards with the foreign company, or

(ii) the disclosure of or manner of calculating the cost of borrowing in respect of a loan repayable in Canada or an advance on the security or against the cash surrender value of a policy in Canada made by the foreign company;

f) prévoir les catégories d'avance soustraites à l'application de l'article 602 ou de tout ou partie des règlements;

g) régir les modalités de temps et de forme applicables à la communication des droits, obligations, frais ou pénalités visés aux articles 598.1 à 602;

h) interdire les frais ou pénalités visés à l'article 601 ou en fixer le plafond;

i) régir la nature ou le montant des frais ou pénalités visés aux alinéas 601(1)b), (3)a) ou (4)a) et du coût supporté par la société étrangère qui peuvent être inclus ou exclus du calcul des frais ou pénalités;

j) régir le mode de calcul de la remise mentionnée au sous-alinéa 601(1)a)(ii);

k) régir les annonces que font les sociétés étrangères concernant les arrangements visés au paragraphe 601(4), les prêts ou les cartes de paiement, de crédit ou de débit;

l) régir le renouvellement des prêts;

m) prévoir toute autre mesure d'application des articles 598.1 à 602.

311. Le paragraphe 604(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

604. (1) En ce qui concerne les réclamations de ses clients au Canada relatives aux arrangements visés au paragraphe 601(3), aux frais à payer pour leur carte de crédit, de débit ou de paiement ou à la communication ou au mode de calcul du coût d'emprunt pour soit un prêt remboursable au Canada soit une avance garantie par une police au Canada ou par la valeur de rachat de celle-ci, consentie par elle, la société étrangère est tenue, d'une part, d'établir une procédure de règlement et, d'autre part, de désigner un préposé — dirigeant ou autre agent — à sa mise en oeuvre et,

Procédure
d'examen des
réclamations

312. Subsection 605(1) of the Act is replaced by the following:

605. (1) If a customer of a foreign company has a complaint about an arrangement referred to in subsection 601(3), a payment, credit or charge card referred to in subsection 601(2) or the disclosure of or manner of calculating the cost of borrowing in respect of a loan repayable in Canada or an advance on the security or against the cash surrender value of a policy in Canada, the foreign company shall, in the prescribed manner, provide the customer with prescribed information on how to contact the Office of the Superintendent of Financial Institutions.

313. Paragraph 606(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) that is made for business purposes and the principal amount of which is more than \$100,000 or such other amount as may be prescribed.

314. Section 607 of the Act is replaced by the following:

607. The Governor in Council may make regulations

(a) requiring a foreign company to establish procedures regarding the collection, retention, use and disclosure of any information about its customers in Canada or any class of customers in Canada;

(b) requiring a foreign company to establish procedures for dealing with complaints made by a customer in Canada about the collection, retention, use or disclosure of information about the customer;

(c) respecting the disclosure by a foreign company of information relating to the procedures referred to in paragraphs (a) and (b);

(d) requiring a foreign company to designate the officers and employees of the company who are responsible for

un ou plusieurs autres au traitement des réclamations.

312. Le paragraphe 605(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

605. (1) La société étrangère est tenue de remettre, conformément aux règlements, à ses clients qui présentent des réclamations relativement aux arrangements visés au paragraphe 601(3), à leurs cartes de crédit, de débit ou de paiement, ou à la divulgation ou au mode de calcul du coût d'emprunt à l'égard d'un prêt remboursable au Canada ou avance garantie par une police au Canada ou par la valeur de rachat de celle-ci les renseignements prévus par règlement sur la façon de communiquer avec le Bureau du surintendant des institutions financières.

313. Le paragraphe 606(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique toutefois pas aux prêts garantis par une hypothèque immobilière, ni à ceux qui sont consentis à des fins commerciales et dont le capital excède cent mille dollars ou tout autre montant fixé par règlement.

314. L'article 607 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

607. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) obliger les sociétés étrangères à établir des règles concernant la collecte, la conservation, l'usage et la communication des renseignements sur leurs clients ou catégories de clients se trouvant au Canada;

b) obliger les sociétés étrangères à établir des règles sur la façon de traiter les plaintes d'un client se trouvant au Canada quant à la collecte, la conservation, l'usage et la communication des renseignements le concernant;

c) régir la communication par les sociétés étrangères des renseignements sur les règles mentionnées aux alinéas a) et b);

d) obliger les sociétés étrangères à désigner au sein de leur personnel les responsables de la mise en oeuvre des règles mentionnées

Contacting
Superin-
tendent

Communica-
tion avec le
surintendant

Exception

Regulations re
customer
information

Règlements

- (i) implementing the procedures referred to in paragraph (b), and
 - (ii) receiving and dealing with complaints made by a customer, in Canada, of the foreign company about the collection, retention, use or disclosure of information about the customer;
- (e) requiring a foreign company to report information relating to
- (i) complaints made by its customers in Canada about the collection, retention, use or disclosure of information, and
 - (ii) its actions taken to deal with the complaints; and
- (f) defining “information”, “collection” and “retention” for the purposes of paragraphs (a) to (e) and the regulations made under those paragraphs.

315. Subsection 612(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Notwithstanding paragraphs (1)(a) and (c), a foreign company may vest in trust a substantial investment in the shares of a real property corporation, as defined in subsection 490(1).

316. Paragraph 622(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the transaction was entered into on terms and conditions that are at least as favourable to the foreign company as market terms and conditions, as defined in subsection 534(2); and

317. Subsection 623(1) of the Act is replaced by the following:

623. (1) A foreign company that is required by this Act to provide the Superintendent with the report of an actuary shall without delay appoint a person to be the actuary of the foreign company for its insurance business in Canada.

318. Section 624 of the Act and the heading before it are repealed.

319. Subsection 626(1) of the Act is replaced by the following:

à l’alinéa b), ainsi que de la réception et du traitement des plaintes mentionnées à cet alinéa;

e) obliger les sociétés étrangères à faire rapport des plaintes visées à l’alinéa b) et des mesures prises à leur égard;

f) définir, pour l’application des alinéas a) à e) et de leurs règlements d’application, les termes « collecte », « conservation » et « renseignements ».

315. Le paragraphe 612(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Malgré les alinéas (1)a) et c), la société étrangère peut placer en fiducie un intérêt de groupe financier dans les actions d’une société immobilière, au sens du paragraphe 490(1).

316. L’alinéa 622a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) l’opération a été conclue à des conditions au moins aussi favorables pour elle que les conditions du marché, au sens du paragraphe 534(2);

317. Le paragraphe 623(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

623. (1) La société étrangère, tenue par la présente loi de fournir au surintendant le rapport d’un actuaire, nomme sans délai une personne à ce titre à l’égard de ses opérations d’assurance au Canada.

318. L’article 624 de la même loi et l’intertitre le précédant sont abrogés.

319. Le paragraphe 626(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

Exception

Appointment of actuary

Nomination de l’actuaire

Ceasing to hold office

626. (1) A person ceases to hold office as the actuary of a foreign company when

- (a) the person resigns as actuary of the foreign company;
- (b) the person ceases to be an actuary;
- (c) the person dies; or
- (d) the appointment of the person as actuary of the foreign company is revoked by the foreign company.

626. (1) Le mandat de l'actuaire prend fin, lorsque celui-ci, selon le cas :

- a) démissionne;
- b) cesse d'être un actuaire;
- c) décède;
- d) est révoqué par la société étrangère.

Fin du mandat

1996, c. 6, s. 89

320. Subsection 629.1(1) of the Act is replaced by the following:

629.1 (1) The Superintendent may appoint an actuary to value the matters referred to in paragraph 629(1)(a) or (b) in relation to a foreign company if the Superintendent is of the opinion that the appointment is necessary. That actuary may not be an actuary of the foreign company.

320. Le paragraphe 629.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

629.1 (1) Le surintendant peut, lorsqu'il estime qu'il est nécessaire de faire évaluer les questions visées aux alinéas 629(1)a) ou b) par un actuaire autre que celui de la société étrangère, en nommer un.

1996, ch. 6, art. 89

Évaluation spéciale

Superintendent may appoint actuary

321. Section 630 of the Act is replaced by the following:

630. The actuary of a foreign company shall meet with the chief agent of the foreign company at least once during each financial year in order to report, in accordance with generally accepted actuarial practice, on the financial position of the insurance business in Canada of the foreign company, and, where a direction that may be made by the Superintendent so specifies, the expected future financial condition of the foreign company as it affects its insurance business in Canada.

321. L'article 630 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

630. Au moins une fois au cours de chaque exercice, l'actuaire de la société étrangère rencontre l'agent principal de la société afin de faire rapport, conformément aux normes actuarielles généralement reconnues, sur la situation financière des opérations d'assurance de la société au Canada et, si une directive du surintendant l'exige, les prévisions quant à l'état des finances de la société pour l'avenir en ce qui concerne ses opérations d'assurance au Canada.

Rapport à l'agent principal

Report to chief agent

322. Section 665 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(4) The annual return shall be prepared in accordance with the accounting principles referred to in subsection 331(4).

322. L'article 665 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) L'état annuel est établi selon les principes comptables visés au paragraphe 331(4).

Principes comptables

Accounting principles

323. Section 666 of the Act is repealed.

323. L'article 666 de la même loi est abrogé.

324. Section 670 of the Act is replaced by the following:

670. (1) The Superintendent shall cause a register to be maintained in respect of each company or society for which an order has been made approving the commencement and carrying on of business.

324. L'article 670 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

670. (1) Le surintendant fait tenir un registre pour toute société proprement dite ou société de secours à qui a été délivré un agrément de fonctionnement.

Registres

Registers

Register for company

(2) The register in respect of a company shall contain a copy of

- (a) the incorporating instrument of the company;
- (b) the information referred to in paragraphs 668(1)(a), (c) and (e) to (h) contained in the latest return provided to the Superintendent by the company as required by section 668; and
- (c) the by-laws of the company sent to the Superintendent as required by section 669.

Register for society

(3) The register in respect of a society shall contain a copy of

- (a) the incorporating instrument of the society;
- (b) the information referred to in paragraphs 549(1)(a) and (c) to (f) contained in the latest return provided to the Superintendent by the society as required by subsection 549(1); and
- (c) the by-laws of the society sent to the Superintendent as required by subsection 548(3).

Public access to register

(4) Any person is entitled to examine the register in respect of a company or society during regular business hours and to make copies of or take extracts from the documents contained in it.

325. Paragraph 672(2)(a) of the Act is replaced by the following:

- (a) to any government agency or body that regulates or supervises financial institutions, for purposes related to that regulation or supervision,
- (a.01) to any other agency or body that regulates or supervises financial institutions, for purposes related to that regulation or supervision,

1996, c. 6, s. 96

326. (1) Paragraph 679(1)(a) of the Act is replaced by the following

- (a) take control, for a period not exceeding sixteen days, of the assets of the company, society or provincial company and the assets under its administration or, in the case of a foreign company, of its assets in Canada together with its other assets held in

(2) Le registre tenu à l'égard d'une société proprement dite contient :

- a) un exemplaire de son acte constitutif;
- b) les renseignements visés aux alinéas 668(1)a), c) et e) à h) figurant dans le dernier relevé fourni au surintendant au titre de l'article 668;
- c) un exemplaire des règlements administratifs transmis au surintendant conformément à l'article 669.

(3) Le registre tenu à l'égard d'une société de secours contient :

- a) un exemplaire de son acte constitutif;
- b) les renseignements visés aux alinéas 549(1)a) et c) à f) figurant dans le dernier relevé fourni au surintendant au titre du paragraphe 549(1);
- c) un exemplaire des règlements administratifs transmis au surintendant conformément au paragraphe 548(3).

(4) Le registre peut être consulté pendant les heures normales d'ouverture du bureau du surintendant et les documents qu'il contient peuvent être reproduits, en tout ou en partie.

325. L'alinéa 672(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- a) à une agence ou à un organisme gouvernemental qui réglemente ou supervise des institutions financières, à des fins liées à la réglementation ou à la supervision;
- a.01) à une autre agence ou à un autre organisme qui réglemente ou supervise des institutions financières, à des fins liées à la réglementation ou à la supervision;

326. (1) L'alinéa 679(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- a) prendre le contrôle pendant au plus seize jours de l'actif de la société, société de secours ou société provinciale et des éléments d'actif qu'elle administre ou, dans le cas d'une société étrangère, de son actif au Canada ainsi que de ses autres éléments

Registre de la société

Registre de la société de secours

Accès public

1996, ch. 6, art. 96

Canada under control of its chief agent, including all amounts received or receivable in respect of its insurance business in Canada; or

1996, c. 6,
s. 96

(2) Subparagraph 679(1)(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) take control, for a period exceeding sixteen days, of the assets of the company, society or provincial company and the assets under its administration or, in the case of a foreign company, of its assets in Canada together with its other assets held in Canada under the control of its chief agent, including all amounts received or receivable in respect of its insurance business in Canada,

1996, c. 6,
s. 96

(3) Paragraph 679(1.1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) in the opinion of the Superintendent, a practice or state of affairs exists in respect of the company, society or provincial company that may be materially prejudicial to the interests of its policyholders or creditors or the owners of any assets under the administration of the company, society or provincial company;

1996, c. 6,
s. 96

(4) Paragraph 679(1.1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) any asset appearing on the books or records of the company, society or provincial company or held under its administration is not, in the opinion of the Superintendent, satisfactorily accounted for;

327. Subsection 688(1) of the Act is replaced by the following:

688. (1) Subsection 23(4) and section 23.2 of the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an assessment under section 687.

Application of certain provisions of the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act*

1996, c. 6,
par. 167(1)(h)

328. Section 692 of the Act is replaced by the following:

692. Any amount paid to or recovered by Her Majesty under section 691 of this Act or paragraph 161(1)(d) or (6)(c) or subparagraph 161(8)(b)(iv) of the *Winding-up and Restruc-*

Reduction of assessments

d'actif se trouvant au Canada sous le contrôle de son agent principal, y compris les sommes reçues ou à recevoir pour ses activités d'assurances au Canada;

(2) L'alinéa 679(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) sauf avis contraire du ministre fondé sur l'intérêt public, prendre le contrôle pour plus de seize jours de l'actif de la société, la société de secours ou la société provinciale visée à l'alinéa a) et des éléments d'actif qu'elle administre, continuer d'en assumer le contrôle au-delà de ce terme ou prendre le contrôle de la société, de la société de secours ou de la société provinciale.

1996, ch. 6,
art. 96

(3) L'alinéa 679(1.1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) où, à son avis, il existe une pratique ou une situation qui risque de porter un préjudice réel aux intérêts de ses souscripteurs ou créanciers, ou aux propriétaires des éléments d'actif qu'elle administre;

1996, ch. 6,
art. 96

(4) L'alinéa 679(1.1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) dont un élément d'actif figurant dans ses livres ou qu'elle administre n'est pas, à son avis, correctement pris en compte;

1996, ch. 6,
art. 96

327. Le paragraphe 688(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

688. (1) Le paragraphe 23(4) et l'article 23.2 de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* s'appliquent avec les adaptations nécessaires, au processus de cotisation prévu par l'article 687.

Application de certaines dispositions de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*

328. L'article 692 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

692. Tout montant payé à Sa Majesté ou recouvré par elle conformément à l'article 691 de la présente loi ou à l'alinéa 161(1)d), au paragraphe 161(6) ou à l'alinéa 161(8)d) de la

1996, ch. 6,
al. 167(1)h)

Réduction de la cotisation

turing Act in respect of a company, society, foreign company or provincial company shall be applied to the extent and the manner that may be prescribed.

329. The Act is amended by adding the following after section 699:

699.1 (1) Anything that is required by a provision of this Act to be published in the *Canada Gazette* or to be published in any other way may, instead of being published in that way, be published in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

(2) Anything that is required by a provision of this Act to be summarized in a publication may instead be summarized and published in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

(3) Any condition under a provision of this Act that something be published in the *Canada Gazette* or in any other way is satisfied if that thing is published instead in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

(4) Where a provision of this Act provides for consequences to follow the publication of something in the *Canada Gazette* or in any other manner, the same consequences follow the publication of that thing in any other manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

330. Section 703 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) prescribing the way in which anything that is required or authorized by this Act to be prescribed shall be determined;

331. Subsection 706(1) of the Act is replaced by the following:

706. (1) Every person who is guilty of an offence under any of subsections 705(1) to (4) is

(a) in the case of a natural person, liable

(i) on summary conviction, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding twelve months, or to both, or

Loi sur les liquidations et les restructurations à l'égard d'une société est traité selon les modalités réglementaires.

329. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 699, de ce qui suit :

699.1 (1) Tout document dont une disposition de la présente loi prévoit la publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, peut être publié selon tout autre mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

(2) Les renseignements qui, aux termes d'une disposition de la présente loi, doivent faire l'objet de résumés à publier dans le cadre d'une publication peuvent être résumés, et le résumé publié, selon le mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

(3) Toute exigence de publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, prévue par une disposition de la présente loi est satisfaite par la publication selon le mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

(4) Toute conséquence, prévue par une disposition de la présente loi, découlant de la publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, découle de la même façon du mode de publication prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

330. L'article 703 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) préciser la façon de déterminer ce qui peut ou doit faire l'objet d'une mesure réglementaire;

331. Le paragraphe 706(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

706. (1) Quiconque commet une infraction prévue à l'un ou l'autre des paragraphes 705 (1) à (4) est passible :

a) s'il s'agit d'une personne physique :

(i) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un empri-

Alternative means of publication

Alternative means of publishing summaries

Publication conditions

Other consequences

Punishment

Autres modes de publicité

Autres modes de publication des résumés

Exigences de publication

Autres conséquences

Infractions générales à la loi

(ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both; and

(b) in the case of an entity, liable

(i) on summary conviction, to a fine not exceeding \$500,000, or

(ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$5,000,000.

332. Section 707 of the Act is replaced by the following:

707. Where an entity commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the entity who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and liable on summary conviction or on conviction on indictment to the punishment provided under paragraph 706(1)(a) for the offence, whether or not the entity has been prosecuted or convicted.

333. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“loss of employment insurance” means insurance against the involuntary loss of employment by a person where the loss of employment benefit is limited to all or part of the debt of the person;

OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS ACT

334. Subsection 6(1) of the *Office of the Superintendent of Financial Institutions Act* and the heading before that subsection are replaced by the following:

Powers, Duties and Functions of the Superintendent

6. (1) The Superintendent has the powers, duties and functions assigned to the Superintendent by the Acts or provisions referred to in the schedule to this Part and shall examine into and report to the Minister from time to time on all matters connected with the administration of those Acts or provisions.

sonnement maximal de un an, ou de l’une de ces peines,

(ii) par mise en accusation, d’une amende maximale de 500 000 \$ et d’un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l’une de ces peines;

b) s’il s’agit d’une entité :

(i) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d’une amende maximale de 500 000 \$,

(ii) par mise en accusation, d’une amende maximale de 5 000 000 \$.

332. L’article 707 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

707. En cas de perpétration par une entité d’une infraction à la présente loi, ceux de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires qui l’ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l’infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par mise en accusation, la peine prévue à l’alinéa 706(1)a), que l’entité ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

333. L’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« perte d’emploi » Assurance contre la perte involontaire d’un emploi où l’indemnisation se limite à tout ou partie d’une ou des dettes de la personne qui perd son emploi.

LOI SUR LE BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

334. Le paragraphe 6(1) de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* et l’intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Attributions du surintendant

6. (1) Le surintendant exerce les attributions que lui confèrent les lois ou parties de loi mentionnées à l’annexe de la présente partie; il étudie toutes les questions liées à leur application et en fait son rapport au ministre.

Liability of officers, directors, etc.

“loss of employment insurance”
« perte d’emploi »

R.S., c. 18
(3rd Supp.),
Part I

Duties, powers and functions of the Superintendent

Responsabilité pénale

« perte d’emploi »
“loss of employment insurance”

L.R., ch.
18(3^e suppl.),
partie I

Rôle général

335. Subsection 7(1) of the Act is replaced by the following:

Duties and functions generally

7. (1) The Superintendent shall engage exclusively in the duties and functions of the Superintendent under section 6 and the duties and functions of the Superintendent as the deputy head of the Office.

336. Section 10 of the Act is replaced by the following:

Delegation by Superintendent

10. The Superintendent may delegate any of the Superintendent's powers, duties and functions under this Act to a Deputy Superintendent.

337. Subsection 17(2) of the Act is replaced by the following:

Authority to spend assessments and revenues

(2) The Minister may spend, for the purpose mentioned in subsection (1), any assessment and interim assessment received under section 23 or 23.1 and any other revenue arising out of the operations of the Office.

338. Paragraph 22(2)(a) of the Act is replaced by the following:

1994, c. 26, s. 49(F)

(a) to any government agency or body that regulates or supervises financial institutions, for purposes related to that regulation or supervision,

(a.01) to any other agency or body that regulates or supervises financial institutions, for purposes related to that regulation or supervision,

339. Section 23 of the Act is replaced by the following:

1991, c. 46, s. 602, c. 47, s. 743(4); 1992, c. 56, s. 18(3); 1996, c. 6, s. 110, c. 21, s. 72(1)

23. (1) The Superintendent shall, before December 31 in each year, ascertain the total amount of expenses incurred during the immediately preceding fiscal year for or in connection with the administration of the *Bank Act*, the *Cooperative Credit Associations Act*, the *Green Shield Canada Act*, the *Insurance Companies Act* and the *Trust and Loan Companies Act*.

Superintendent to ascertain expenses

335. Le paragraphe 7(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

7. (1) Les attributions du surintendant prévues à l'article 6 et celles qu'il exerce à titre d'administrateur général du Bureau sont incompatibles avec toutes autres fonctions.

Incompatibilité de fonctions

336. L'article 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. Le surintendant peut déléguer les attributions que lui confère la présente loi à l'un des surintendants adjoints.

Prérogative du surintendant

337. Le paragraphe 17(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le ministre peut utiliser, aux fins prévues au paragraphe (1), les cotisations et cotisations provisoires reçues en vertu des articles 23 ou 23.1, ainsi que les autres recettes provenant des activités du Bureau.

Utilisation des cotisations et recettes

338. L'alinéa 22(2)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 26, art. 49(F)

a) à une agence ou à un organisme gouvernemental qui réglemente ou supervise des institutions financières, à des fins liées à la réglementation ou à la supervision;

a.01) à une autre agence ou à un autre organisme qui réglemente ou supervise des institutions financières, à des fins liées à la réglementation ou à la supervision;

339. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 46, art. 602, ch. 47, par. 743(4); 1992, ch. 56, par. 18(3); 1996, ch. 6, art. 110, ch. 21, par. 72(1)

23. (1) Le surintendant doit, avant le 31 décembre de chaque année, déterminer le montant total des dépenses engagées pendant l'exercice précédent dans le cadre de l'application de la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, la *Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada*, la *Loi sur les sociétés d'assurances* et la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

Détermination du surintendant

Amount conclusive	(2) The amount ascertained by the Superintendent under subsection (1) is final and conclusive for the purposes of this section.	(2) Pour l'application du présent article, la détermination du montant mentionné au paragraphe (1) est irrévocable.	Caractère définitif
Assessment	(3) As soon as possible after ascertaining the amount referred to in subsection (1), the Superintendent shall assess the amount against each financial institution to any extent and in any manner that the Governor in Council may, by regulation, prescribe.	(3) Le plus tôt possible après la détermination du montant visé au paragraphe (1), le surintendant doit imposer, sur ce montant, une cotisation à chaque institution financière, dans les limites et selon les modalités que peut prévoir, par règlement, le gouverneur en conseil.	Cotisation
Interim assessment	(4) The Superintendent may, during each fiscal year, prepare an interim assessment against any financial institution.	(4) Au cours de l'exercice, le surintendant peut établir une cotisation provisoire pour toute institution financière.	Cotisations provisoires
Meaning of "person"	23.1 (1) For the purpose of this section, "person" means a natural person, a personal representative, a body corporate, a trust, a partnership, a fund, an unincorporated association or organization, Her Majesty in right of Canada or of a province, an agency of Her Majesty in either of those rights, the government of a foreign country or of a political subdivision of a foreign country, an agency of the government of a foreign country or an agency of the government of a political subdivision of a foreign country.	23.1 (1) Au présent article, « personne » s'entend d'une personne physique, d'un représentant personnel, d'une personne morale, d'une fiducie, d'une société de personnes, d'un fonds, de toute organisation ou association non dotée de la personnalité morale, de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province et de ses organismes et du gouvernement d'un pays étranger ou de l'une de ses subdivisions politiques et de ses organismes.	Sens de « personne »
Assessment of particular expenses	(2) The Superintendent may assess against a person a prescribed charge and applicable disbursements for any service provided by or on behalf of the Superintendent for the person's benefit or for the benefit of a group of persons of which the person is a member.	(2) Le surintendant peut faire payer à une personne un droit prévu par règlement et faire rembourser les dépenses correspondantes, pour les services qu'il a fournis à son égard ou à celui d'un groupe dont elle fait partie.	Cotisation relative à certaines dépenses
Interim assessment	(3) The Superintendent may, during each fiscal year, prepare an interim assessment against any person towards the amount to be assessed against the person under subsection (2).	(3) Au cours de l'exercice, le surintendant peut établir une cotisation provisoire dans le cadre du paragraphe (2).	Cotisations provisoires
Assessment is binding	23.2 (1) Every assessment and interim assessment made under section 23 or 23.1 is final and conclusive and binding on the person against whom it is made.	23.2 (1) Toute cotisation établie en vertu des articles 23 ou 23.1 est irrévocable et lie la personne ou l'institution financière à qui elle est imposée.	Caractère obligatoire
Recovery	(2) Every assessment and interim assessment made under section 23 or 23.1 constitutes a debt due to Her Majesty and is immediately payable and may be recovered as a debt in any court of competent jurisdiction.	(2) Toute cotisation établie en vertu des articles 23 ou 23.1 constitue une créance de Sa Majesté payable sur-le-champ et peut être recouvrée à ce titre devant tout tribunal compétent.	Créance de Sa Majesté

Interest

(3) Interest may be charged on the unpaid amount of an assessment or interim assessment under section 23 or 23.1 at a rate equal to the rate prescribed under the *Income Tax Act* for amounts payable by the Minister of National Revenue as refunds of overpayments of tax under that Act in effect from time to time plus two per cent.

(3) Toute partie impayée de la cotisation peut être majorée d'un intérêt calculé à un taux supérieur de deux pour cent au taux en vigueur fixé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* sur les montants payables par le ministre du Revenu national à titre de remboursement de paiements en trop d'impôt en vertu de cette loi.

Intérêt

Regulations

Power to make regulations

23.3 The Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing anything that is required or authorized by this Act to be prescribed; and
- (b) prescribing the way in which anything that is required or authorized by this Act to be prescribed shall be determined.

Règlements

23.3 Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- b) préciser la façon de déterminer ce qui doit ou peut faire l'objet d'une mesure d'ordre réglementaire.

Pouvoir réglementaire

1991, c. 45

TRUST AND LOAN COMPANIES ACT

340. The portion of subsection 11(1) of the *Trust and Loan Companies Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

11. (1) Subject to subsection (2), for the purposes of this Act, a security of a body corporate or an unincorporated entity

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT

340. Le paragraphe 11(1) de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* est remplacé par ce qui suit :

11. (1) Sous réserve du paragraphe (2), pour l'application de la présente loi, les valeurs mobilières d'une personne morale ou d'une entité non constituée en personne morale font l'objet d'une souscription publique lorsqu'il a été déposé à leur égard, aux termes d'une loi fédérale, provinciale ou étrangère, un document tel qu'un prospectus, un exposé des faits importants, une déclaration d'enregistrement ou une circulaire d'offre publique d'achat; elles sont de même réputées en avoir fait l'objet lorsqu'elles ont déjà été émises et que le dépôt d'un ou de plusieurs de ces documents serait requis aux termes d'une telle loi si l'émission était en cours.

1991, ch. 45

Distribution to the public

Souscription publique

341. Section 20 of the Act is replaced by the following:

20. Companies shall not carry on business after March 31, 2002 except that if Parliament dissolves after December 31, 2001 and before April 1, 2002, companies may continue to carry on business until the day that is one hundred and eighty days after the first day of the first session of the next Parliament.

341. L'article 20 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

20. Les sociétés ne peuvent exercer leurs activités après le 31 mars 2002; toutefois, si le Parlement est dissous entre le 1^{er} janvier 2002 et le 31 mars de la même année, elles peuvent exercer leurs activités jusqu'à cent quatre-vingts jours après le premier jour de la première session de la législature suivante.

Sunset provision

Temporarisation

342. (1) The portion of subsection 37(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Transitional

37. (1) Notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, the Minister may, on the recommendation of the Superintendent, by order, grant to a company in respect of which letters patent were issued under subsection 33(1) permission to

(2) Subsections 37(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

Renewal

(3) Subject to subsection (4), the Minister may, on the recommendation of the Superintendent, by order, renew a permission granted by order under subsection (1) with respect to any matter described in paragraphs (1)(b) to (e) for such further period or periods as the Minister considers necessary.

Limitation

(4) The Minister shall not grant to a company any permission

(a) with respect to matters described in paragraph (1)(b), that purports to be effective more than ten years after the date of the approval for the company to commence and carry on business, unless the Minister is satisfied on the basis of evidence on oath provided by an officer of the company that the company will not be able at law to redeem at the end of the ten years the outstanding debt obligations to which the permission relates; and

(b) with respect to matters referred to in paragraphs (1)(d) and (e), that purports to be effective more than ten years after the date of the approval for the company to commence and carry on business.

343. Paragraphs 38(2)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) in the case of an application referred to in paragraph (1)(a), the company

(i) holds no deposits that are insured under the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*, and

342. (1) Le passage du paragraphe 37(1) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

Disposition transitoire

37. (1) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi ou de ses règlements, le ministre peut, par arrêté pris sur recommandation du surintendant, autoriser la société à laquelle ont été délivrées des lettres patentes en vertu du paragraphe 33(1) à :

a) exercer toute activité précisée dans l'arrêté et interdite par ailleurs par la présente loi mais à laquelle la personne morale prorogée se livrait à la date du dépôt de la demande de lettres patentes;

(2) Les paragraphes 37(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Renouvellement

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le ministre peut sur recommandation du surintendant, dans les cas visés aux alinéas (1)b) à e), accorder, par arrêté, les renouvellements d'autorisation qu'il estime nécessaires.

Restriction

(4) Le ministre ne peut pas délivrer d'autorisation qui serait encore valable plus de dix ans après la date d'obtention par la société de l'agrément de fonctionnement dans les cas visés aux alinéas (1)d) et e); dans les cas visés à l'alinéa (1)b), il ne peut le faire que s'il est convaincu, sur la foi de la déposition sous serment d'un dirigeant de la société, que celle-ci sera dans l'incapacité juridique de racheter les titres de créance visés par l'autorisation encore en circulation à l'expiration de ce délai.

343. Les alinéas 38(2)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) dans le cas visé à l'alinéa (1)a), la société, à la fois :

(i) ne détient pas de dépôts assurés en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*,

(ii) is not carrying on any of the fiduciary activities referred to in section 412; and

1996, c. 6,
s. 112

344. (1) The portion of paragraph 41(1)(c) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(c) that is the same as or, in the opinion of the Superintendent, substantially the same as or confusingly similar to, any existing

1996, c. 6,
s. 112

(2) Paragraph 41(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) that is the same as or, in the opinion of the Superintendent, substantially the same as or confusingly similar to, the known name under or by which any entity carries on business or is identified; or

345. Section 69 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) Notwithstanding subsection (2), a company may record in the appropriate stated capital account part of the amount of any consideration it receives for shares it issues

Exception

(a) in exchange for

(i) property of a person who immediately before the exchange did not deal with the company at arm's length within the meaning of the *Income Tax Act*, or

(ii) shares of a body corporate that immediately before the exchange, or because of the exchange, did not deal with the company at arm's length within the meaning of the *Income Tax Act*; or

(b) under an agreement referred to in subsection 229(1), to shareholders of an amalgamating body corporate who receive the shares in addition to or instead of securities of the amalgamated company.

(ii) n'exerce pas les activités fiduciaires visées à l'article 412;

1996, ch. 6,
art. 112

344. (1) L'alinéa 41(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) qui est identique à la marque de commerce, au nom commercial ou à la dénomination sociale d'une personne morale existant ou qui, selon le surintendant, est à peu près identique à ceux-ci ou leur est similaire au point de prêter à confusion, sauf si, d'une part, la dénomination, la marque ou le nom est en voie d'être changé ou la personne morale est en cours de dissolution et, d'autre part, le consentement de celle-ci à cet égard est signifié au surintendant selon les modalités qu'il peut exiger;

(2) L'alinéa 41(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) qui est identique au nom sous lequel une entité exerce son activité ou est connue, ou qui, selon le surintendant, est à peu près identique à celui-ci ou lui est similaire au point de prêter à confusion avec lui;

1996, ch. 6,
art. 112

345. L'article 69 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) La société peut porter au compte capital déclaré correspondant une partie seulement du montant de l'apport reçu en contrepartie des actions dans les cas suivants :

Exception

a) elle émet les actions en échange :

(i) de biens d'une personne avec qui, avant l'échange, elle avait un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) d'actions d'une personne morale avec laquelle la société, avant l'échange ou à cause de l'échange, avait un lien de dépendance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) elle émet les actions aux termes d'une convention visée au paragraphe 229(1) en faveur des actionnaires d'une personne morale fusionnante qui reçoivent les actions en plus ou à la place de valeurs mobilières de la société issue de la fusion.

Limit on addition to a stated capital account

(2.2) On the issuance of a share, a company shall not add to the stated capital account in respect of the share an amount greater than the amount of the consideration it receives for the share.

(2.2) Au moment de l'émission d'une action, la société ne peut porter au compte capital déclaré correspondant à l'action un montant supérieur à celui qu'elle a reçu en contrepartie de celle-ci.

Limite

Constraint on addition to a stated capital account

(2.3) Where a company that has issued any outstanding shares of more than one class or series proposes to add to a stated capital account that it maintains in respect of a class or series of shares an amount that was not received by the company as consideration for the issue of shares, the addition must be approved by special resolution unless all the issued and outstanding shares are of not more than two classes of convertible shares referred to in subsection 80(4).

(2.3) Dans les cas où elle a en circulation plus d'une catégorie ou série d'actions, la société ne peut ajouter au compte capital déclaré pour une catégorie ou série d'actions donnée un montant qu'elle n'a pas reçu en contrepartie de l'émission d'actions que si cette mesure est approuvée par une résolution extraordinaire. La présente disposition ne s'applique pas si toutes les actions en circulation de la société appartiennent à au plus deux catégories d'actions convertibles visées au paragraphe 80(4).

Restriction

346. Subsection 143(2) of the Act is replaced by the following:

(2) If a meeting of shareholders is adjourned by one or more adjournments for a total of thirty days or more, notice of the continuation of the meeting shall be given as for an original meeting but, unless the meeting is adjourned by one or more adjournments for a total of more than ninety days, subsection 160.04(1) does not apply.

346. Le paragraphe 143(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) En cas d'ajournement, en une ou plusieurs fois, pour au moins trente jours, avis de la reprise de l'assemblée doit être donné comme pour une nouvelle assemblée; cependant le paragraphe 160.04(1) ne s'applique que lorsque l'ajournement excède quatre-vingt-dix jours.

Avis

Notice of continuation of meeting

347. Subsection 146(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A company that solicits proxies shall, in the management proxy circular required by subsection 160.05(1), set out any proposal of a shareholder submitted for consideration at a meeting of shareholders or attach the proposal to the management proxy circular.

347. Le paragraphe 146(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La société qui sollicite des procurations doit faire figurer les propositions des actionnaires à soumettre à l'assemblée dans la circulaire de la direction exigée au paragraphe 160.05(1) ou les y annexer.

Circulaire de la direction

Management proxy

348. The Act is amended by adding the following after section 160:

Proxies

160.01 The definitions in this section apply in this section and in sections 160.02 to 160.08.

“registrant” means a securities broker or dealer required to be registered to trade or deal in securities under the laws of any jurisdiction.

348. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 160, de ce qui suit :

Procurations

160.01 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 160.02 à 160.08.

« courtier agréé » Courtier de valeurs mobilières tenu d'être enregistré pour faire le commerce des valeurs mobilières sous le régime de toute loi applicable.

Définitions

« courtier agréé »
“registrant”

Definitions

“registrant”
« courtier agréé »

“solicit” or
“solicitation”
« sollicitation »

“solicit” or “solicitation” includes

- (a) a request for a proxy, whether or not accompanied by or included in a form of proxy,
- (b) a request to execute or not to execute a form of proxy or to revoke a proxy,
- (c) the sending of a form of proxy or other communication to a shareholder under circumstances reasonably calculated to result in the procurement, withholding or revocation of a proxy, and
- (d) the sending of a form of proxy to a shareholder under section 160.04,

but does not include

- (e) the sending of a form of proxy in response to an unsolicited request made by or on behalf of a shareholder,
- (f) the performance of administrative acts or professional services on behalf of a person soliciting a proxy,
- (g) the sending by a registrant of the documents referred to in section 160.07, or
- (h) a solicitation by a person in respect of shares of which that person is the beneficial owner.

“solicitation by or on behalf of the management of a company” means a solicitation by any person pursuant to a resolution or instruction of, or with the acquiescence of, the directors or a committee of the directors of the company.

“solicitation by or on behalf of the management of a company”
« sollicitation effectuée par la direction d’une société ou pour son compte »

Appointing proxyholder

160.02 (1) A shareholder who is entitled to vote at a meeting of shareholders may, by executing a form of proxy, appoint a proxyholder or one or more alternate proxyholders, who are not required to be shareholders, to attend and act at the meeting in the manner and

« sollicitation » Sont assimilés à la sollicitation :

- a) la demande de procuration assortie ou non d’un formulaire de procuration;
- b) la demande de signature ou de non-signature du formulaire de procuration ou de révocation de procuration;
- c) l’envoi d’un formulaire de procuration ou de toute communication aux actionnaires, concerté en vue de l’obtention, du refus ou de la révocation d’une procuration;
- d) l’envoi d’un formulaire de procuration aux actionnaires conformément à l’article 160.04.

Ne constituent pas une sollicitation :

- e) l’envoi d’un formulaire de procuration en réponse à la demande spontanément faite par un actionnaire ou pour son compte;
- f) l’accomplissement d’actes d’administration ou de services professionnels pour le compte d’une personne sollicitant une procuration;
- g) l’envoi par un courtier agréé des documents visés à l’article 160.07;
- h) la sollicitation faite par une personne pour des actions dont elle est le véritable propriétaire.

« sollicitation effectuée par la direction d’une société ou pour son compte » Sollicitation faite par toute personne, à la suite d’une résolution ou d’instructions ou avec l’approbation du conseil d’administration ou d’un comité de celui-ci.

« sollicitation »
“solicit” or
“solicitation”

« sollicitation effectuée par la direction d’une société ou pour son compte »
“solicitation by or on behalf of the management of a company”

Nomination d’un fondé de pouvoir

160.02 (1) L’actionnaire habile à voter lors d’une assemblée peut, en remplissant un formulaire de procuration, nommer, parmi des personnes qui peuvent ne pas être actionnaires, un fondé de pouvoir, ainsi que plusieurs suppléants, aux fins d’assister à l’assemblée et

to the extent authorized by the proxy and with the authority conferred by the proxy.

d'y agir dans les limites prévues à la procuration.

Execution of proxy

(2) A form of proxy shall be executed by a shareholder or by a shareholder's attorney authorized in writing to do so.

(2) Le formulaire de procuration doit être rempli et signé par l'actionnaire ou son mandataire autorisé par écrit à cet effet.

Signature du formulaire de procuration

Limit on authority

(3) No appointment of a proxyholder provides authority for the proxyholder to act in respect of the appointment of an auditor or the election of a director unless a nominee proposed in good faith for the appointment or election is named in the form of proxy, a management proxy circular, a dissident's proxy circular or a proposal under subsection 146(1).

(3) La nomination du fondé de pouvoir ne l'autorise pas à participer à la nomination d'un vérificateur ni à l'élection d'un administrateur sauf si un candidat sérieux à ces postes est proposé dans le formulaire de procuration ou dans une circulaire émanant de la direction ou d'un opposant ou dans une proposition visée au paragraphe 146(1).

Limitation

Required information

(4) A form of proxy must indicate, in bold-face type, that the shareholder by whom or on whose behalf it is executed may appoint a proxyholder, other than a person designated in the form of proxy, to attend and act on the shareholder's behalf at a meeting to which the proxy relates, and must contain instructions as to the manner in which the shareholder may do so.

(4) Le formulaire de procuration doit préciser, en caractère gras, que l'actionnaire par lequel ou pour le compte duquel il est signé peut nommer un fondé de pouvoir autre que celui qui est désigné dans le formulaire pour assister et agir en son nom à l'assemblée visée par la procuration; il doit en outre préciser la façon dont cela se fait.

Renseignements à inclure

Validity of proxy

(5) A proxy is valid only at the meeting in respect of which it is given or at a continuation of the meeting after an adjournment.

(5) La procuration n'est valable que pour l'assemblée visée et toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Validité de la procuration

Revocation of proxy

(6) A shareholder may revoke a proxy
(a) by depositing an instrument in writing executed by the shareholder or by the shareholder's attorney authorized in writing to do so

(6) L'actionnaire peut révoquer la procuration :

Révocation de la procuration

(i) at the head office of the company at any time up to and including the last business day before the day of a meeting, or a continuation of the meeting after an adjournment, at which the proxy is to be used, or

a) en déposant un écrit signé par lui ou par son mandataire autorisé par écrit à cet effet :

(i) soit au siège de la société au plus tard le dernier jour ouvrable précédant l'assemblée en cause ou la date de reprise en cas d'ajournement,

(ii) with the chairperson of the meeting on the day of the meeting or a continuation of the meeting after an adjournment; or

(ii) soit auprès du président de l'assemblée à la date de son ouverture ou de sa reprise en cas d'ajournement;

b) de toute autre manière autorisée par la loi.

(b) in any other manner permitted by law.

Deposit of proxies

160.03 The directors may specify, in a notice calling a meeting of shareholders or a continuation of a meeting of shareholders after an adjournment, a time before which executed forms of proxy to be used at the

160.03 Le conseil d'administration peut, dans l'avis de convocation d'une assemblée ou de la reprise d'une assemblée en cas d'ajournement, préciser une date limite pour la remise des procurations à la société ou à son

Remise des procurations

meeting or the continued meeting must be deposited with the company or its transfer agent. The time specified must not be more than forty-eight hours, excluding Saturdays and holidays, before the meeting or the continued meeting.

Mandatory solicitation

160.04 (1) Subject to subsection 143(2) and subsection (2), the management of a company shall, concurrently with giving notice of a meeting of shareholders, send a form of proxy in prescribed form to each shareholder entitled to receive notice of the meeting.

Exception

(2) If a company has fewer than fifteen shareholders, the management of the company is not required to send a form of proxy to the shareholders under subsection (1). For the purpose of this subsection, two or more joint shareholders are counted as one shareholder.

Soliciting proxies

160.05 (1) A person shall not solicit proxies unless

(a) in the case of solicitation by or on behalf of the management of a company, a management proxy circular in prescribed form, either as an appendix to, or as a separate document accompanying, the notice of the meeting, is sent to the auditor of the company and to each shareholder whose proxy is solicited; and

(b) in the case of any other solicitation, a dissident's proxy circular in prescribed form stating the purposes of the solicitation is sent to the auditor of the company, to each shareholder whose proxy is solicited and to the company.

Copy to Superintendent

(2) A person who sends a management proxy circular or dissident's proxy circular shall at the same time file with the Superintendent

(a) in the case of a management proxy circular, a copy of it together with a copy of the notice of meeting, form of proxy and any other documents for use in connection with the meeting; and

(b) in the case of a dissident's proxy circular, a copy of it together with a copy of the form of proxy and any other documents for use in connection with the meeting.

agent de transfert. La date limite ne peut être antérieure à la date de l'assemblée ou de sa reprise de plus de quarante-huit heures, non compris les samedis et les jours fériés.

160.04 (1) Sous réserve du paragraphe (2) et du paragraphe 143(2), la direction de la société envoie, avec l'avis de l'assemblée des actionnaires, un formulaire de procuration en la forme réglementaire aux actionnaires qui ont le droit de recevoir l'avis.

Sollicitation obligatoire

(2) La direction de toute société de moins de quinze actionnaires n'est pas tenue d'envoyer le formulaire de procuration aux actionnaires. Pour l'application du présent paragraphe, les codétenteurs d'une action sont comptés comme un seul actionnaire.

Exception

160.05 (1) Les procurations ne peuvent être sollicitées qu'à l'aide de circulaires envoyées en la forme réglementaire :

Sollicitation de procuration

a) sous forme d'annexe ou de document distinct de l'avis de l'assemblée, en cas de sollicitation effectuée par la direction de la société ou pour son compte;

b) dans les autres cas, par toute personne en désaccord qui doit y mentionner l'objet de la sollicitation.

Les circulaires sont adressées au vérificateur, aux actionnaires faisant l'objet de la sollicitation et, en cas d'application de l'alinéa b), à la société.

(2) La personne qui envoie une circulaire de sollicitation, soit par la direction, soit par un opposant, doit en même temps adresser au surintendant :

Copie au surintendant

a) dans le premier cas, un exemplaire de la circulaire, accompagné du formulaire de procuration, de l'avis de l'assemblée et de tout autre document utile à l'assemblée;

b) dans le second cas, un exemplaire de la circulaire, accompagné du formulaire de procuration et de tout autre document utile à l'assemblée.

Exemption by Superintendent	<p>(3) On the application of an interested person, the Superintendent may, on any terms that the Superintendent thinks fit, exempt the person from any of the requirements of subsection (1) and section 160.04, and the exemption may be given retroactive effect.</p>	<p>(3) Le surintendant peut, selon les modalités qu'il estime utiles, dispenser, même rétroactivement, toute personne intéressée qui en fait la demande des conditions imposées par le paragraphe (1) et l'article 160.04.</p>	Dispense par le surintendant
Reporting exemptions	<p>(4) The Superintendent shall set out in a periodical available to the public the particulars of each exemption granted under subsection (3) together with the reasons for the exemption.</p>	<p>(4) Le surintendant expose dans un périodique accessible au public les motifs et les détails de chacune des dispenses accordées en vertu du paragraphe (3).</p>	Publication des dispenses
Attendance at meeting	<p>160.06 (1) A person who solicits a proxy and is appointed proxyholder shall attend in person or cause an alternate proxyholder to attend every meeting in respect of which the proxy is valid, and the proxyholder or alternate proxyholder shall comply with the directions of the shareholder who executed the form of proxy.</p>	<p>160.06 (1) La personne nommée fondé de pouvoir après avoir sollicité une procuration doit assister personnellement à chaque assemblée visée, ou s'y faire représenter par son suppléant, et se conformer aux instructions de l'actionnaire qui l'a nommée.</p>	Présence à l'assemblée
Rights of proxyholder	<p>(2) A proxyholder or an alternate proxyholder has the same rights as the appointing shareholder to speak at a meeting of shareholders in respect of any matter, to vote by way of ballot at the meeting and, except where a proxyholder or an alternate proxyholder has conflicting instructions from more than one shareholder, to vote at the meeting in respect of any matter by way of a show of hands.</p>	<p>(2) Au cours d'une assemblée, le fondé de pouvoir ou son suppléant a, en ce qui concerne la participation aux délibérations et le vote par voie de scrutin, les mêmes droits que l'actionnaire qui l'a nommé; cependant, s'il a reçu des instructions contradictoires de ses mandants, il ne peut prendre part à un vote à main levée.</p>	Droits du fondé de pouvoir
Vote by show of hands	<p>(3) Where the chairperson of a meeting of shareholders declares to the meeting that, if a ballot were conducted, the total number of votes represented at the meeting by proxy required to be voted against what, to the knowledge of the chairperson, would be the decision of the meeting in relation to any matter or group of matters is less than five per cent of all the votes that might be cast at the meeting on the ballot, unless a shareholder or proxyholder demands a ballot,</p> <p>(a) the chairperson may conduct the vote in respect of that matter or group of matters by way of a show of hands; and</p> <p>(b) a proxyholder or alternate proxyholder may vote in respect of that matter or group of matters by way of a show of hands.</p>	<p>(3) Lorsque le président d'une assemblée déclare qu'en cas de scrutin, le total des voix représentées par des fondés de pouvoir ayant instruction de voter contre la décision qui, à sa connaissance, sera prise par l'assemblée sur une question ou un groupe de questions sera inférieur à cinq pour cent des voix qui peuvent être exprimées au cours de ce scrutin, et sauf si un actionnaire ou un fondé de pouvoir exige la tenue d'un scrutin :</p> <p>a) le vote peut avoir lieu à main levée;</p> <p>b) les fondés de pouvoir et les suppléants peuvent y participer.</p>	Vote à main levée

Duty of registrant

160.07 (1) Shares of a company that are registered in the name of a registrant or registrant's nominee and that are not beneficially owned by the registrant shall not be voted unless the registrant sends to the beneficial owner

(a) a copy of the notice of the meeting, annual statement, management proxy circular, dissident's proxy circular and any other documents, other than the form of proxy, that were sent to shareholders by or on behalf of any person for use in connection with the meeting; and

(b) a written request for voting instructions, except where the registrant has already received written voting instructions from the beneficial owner.

When documents to be sent

(2) The documents to be sent to the beneficial owner under subsection (1) shall be sent by the registrant without delay after the registrant receives the documents referred to in paragraph (1)(a).

Where registrant not to vote shares

(3) A registrant shall not vote or appoint a proxyholder to vote shares of a company registered in the registrant's name or in the name of the registrant's nominee that the registrant does not beneficially own unless the registrant receives voting instructions from the beneficial owner.

Copies

(4) A person by or on behalf of whom a solicitation is made shall, at the request of a registrant, without delay provide the registrant, at that person's expense, with the necessary number of copies of the documents referred to in paragraph (1)(a).

Instructions to registrant

(5) A registrant shall vote or appoint a proxyholder to vote any shares referred to in subsection (1) in accordance with any written voting instructions received from the beneficial owner.

Beneficial owner as proxyholder

(6) If requested by a beneficial owner, a registrant shall appoint the beneficial owner or a nominee of the beneficial owner as proxyholder.

160.07 (1) Le courtier agréé qui n'est pas le véritable propriétaire des actions inscrites à son nom, ou à celui d'une personne désignée par lui, ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties que sur envoi au véritable propriétaire :

a) d'un exemplaire de l'avis de l'assemblée, du rapport annuel, des circulaires de procuration émanant de la direction ou d'un opposant et de tous autres documents, à l'exception du formulaire de procuration, envoyés par toute personne ou pour son compte, aux actionnaires aux fins de l'assemblée;

b) d'une demande écrite d'instructions de vote s'il n'en a pas déjà reçu du véritable propriétaire.

(2) Le courtier agréé doit envoyer les documents visés au paragraphe (1) dans les meilleurs délais après avoir reçu ceux visés à l'alinéa (1)a).

(3) Le courtier agréé qui n'est pas le véritable propriétaire des actions d'une société inscrites à son nom, ou à celui d'une personne désignée par lui, ne peut exercer les droits de vote dont elles sont assorties, ni nommer un fondé de pouvoir, que s'il a reçu du véritable propriétaire des instructions relatives au vote.

(4) La personne qui fait ou fait faire une sollicitation doit sans délai et à ses propres frais fournir au courtier agréé, sur demande de celui-ci, le nombre nécessaire d'exemplaires des documents visés à l'alinéa (1)a).

(5) Les droits de vote doivent être exercés par le courtier agréé ou le fondé de pouvoir qu'il nomme à cette fin selon les instructions écrites du véritable propriétaire.

(6) Sur demande du véritable propriétaire, le courtier agréé choisit comme fondé de pouvoir le propriétaire ou la personne qu'il désigne.

Devoir du courtier agréé

Moment où les documents doivent être envoyés

Conditions d'exercice du droit de vote

Exemplaires

Instructions au courtier agréé

Véritable propriétaire nommé fondé de pouvoir

Default of registrant — effect

(7) The failure of a registrant to comply with any of subsections (1) to (6) does not render void any meeting of shareholders or any action taken at the meeting.

(7) L'inobservation de l'un des paragraphes (1) à (6) par le courtier agréé n'annule ni l'assemblée ni les mesures prises lors de celle-ci.

Validité

Right of registrant limited

(8) Nothing in this Part gives a registrant the right to vote shares that the registrant is otherwise prohibited from voting.

(8) La présente partie ne confère nullement au courtier agréé les droits de vote qui lui sont par ailleurs refusés.

Limitation

Restraining order

160.08 (1) If a form of proxy, management proxy circular or dissident's proxy circular contains an untrue statement of a material fact or omits to state a material fact that is required to be contained in it or that is necessary to make a statement contained in it not misleading in light of the circumstances in which the statement is made, an interested person or the Superintendent may apply to a court and the court may make any order it thinks fit, including

160.08 (1) En cas de faux renseignements sur un fait important — ou d'omission d'un tel fait dont la divulgation était requise ou nécessaire pour éviter que la déclaration ne soit trompeuse eu égard aux circonstances — dans un formulaire de procuration ou dans une circulaire émanant de la direction ou d'un opposant, le tribunal peut, à la demande de tout intéressé ou du surintendant, prendre par ordonnance toute mesure qu'il juge utile, notamment pour :

Ordonnance

(a) an order restraining the solicitation or the holding of the meeting, or restraining any person from implementing or acting on a resolution passed at the meeting, to which the form of proxy, management proxy circular or dissident's proxy circular relates;

a) interdire la sollicitation ou la tenue de l'assemblée ou empêcher qu'il y ait de donner suite aux résolutions adoptées à l'assemblée en cause;

(b) an order requiring correction of any form of proxy or proxy circular and a further solicitation; and

b) exiger la correction des documents en cause et prévoir une nouvelle sollicitation;

(c) an order adjourning the meeting.

c) ajourner l'assemblée.

Notice of application

(2) Where a person other than the Superintendent is an applicant under subsection (1), the applicant shall give notice of the application to the Superintendent and the Superintendent is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.

(2) L'intéressé auteur de la demande doit en aviser le surintendant; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Avis au surintendant

349. Subsection 161(3) of the Act is replaced by the following:

349. Le paragraphe 161(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) Paragraphs (2)(a) and (b) do not apply to the directors of a company if

(3) Les alinéas (2)a) et b) ne s'appliquent pas aux administrateurs de la société lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Exceptions

(a) all the voting shares of the company, other than directors' qualifying shares, if any, are beneficially owned by a Canadian financial institution described by any of paragraphs (a) to (d) of the definition "financial institution" in section 2; and

a) toutes les actions avec droit de vote, à l'exception des actions d'éligibilité au conseil, sont la propriété effective d'une institution financière canadienne visée à l'un ou l'autre des alinéas a) à d) de la définition du terme « institution financière » à l'article 2;

(b) the audit committee or the conduct review committee of the Canadian financial

institution performs for and on behalf of the company all the functions that would otherwise be required to be performed by the audit committee or conduct review committee of the company under this Act.

1994, c. 47,
s. 203

350. Paragraphs 164(e) and (f) of the Act are replaced by the following:

(e) a person who is prohibited by section 386 or 399 from exercising voting rights attached to shares of the company;

(f) a person who is an officer, director or full time employee of an entity that is prohibited by section 386 or 399 from exercising voting rights attached to shares of the company;

351. Subsection 167(2) of the Act is replaced by the following:

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in prescribed circumstances where all the voting shares of a company, other than directors' qualifying shares, if any, are beneficially owned by a prescribed type of financial institution.

352. Paragraph 172(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) where all the voting shares of the company that are outstanding, other than directors' qualifying shares, if any, are beneficially owned by

- (i) one person,
- (ii) one person and one or more entities controlled by that person,
- (iii) one or more entities controlled by the same person; or

353. (1) Subsections 174(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

Void election
or
appointment

174. (1) If, immediately after the time of any purported election or appointment of directors, the board of directors would fail to comply with subsection 163(2) or 167(1) or section 168, the purported election or appointment of all persons purported to be elected or appointed at that time is void unless the directors, within forty-five days after the

b) le comité de vérification ou de révision de l'institution, selon le cas, exerce pour la société et en son nom, toutes les attributions qui incombent par ailleurs aux termes de la présente loi à celui de la société.

350. Les alinéas 164e) et f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

e) à qui les articles 386 ou 399 interdisent d'exercer des droits de vote attachés à des actions de la société;

f) qui sont des administrateurs, dirigeants ou employés à temps plein d'une entité à laquelle les articles 386 ou 399 interdisent d'exercer des droits de vote attachés à des actions de la société;

351. Le paragraphe 167(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas, dans les circonstances prévues par règlement, lorsqu'une catégorie réglementaire d'institutions financières détient la propriété effective de toutes les actions avec droit de vote de la société, à l'exception des actions d'éligibilité au conseil.

352. L'alinéa 172(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) dans les cas où toutes les actions avec droit de vote en circulation de la société, à l'exception des actions d'éligibilité au conseil, sont détenues en propriété effective par :

- (i) une personne;
- (ii) une personne et une ou plusieurs entités qu'elle contrôle;
- (iii) une ou plusieurs entités contrôlées par la même personne.

353. (1) Les paragraphes 174(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

174. (1) Est nulle toute élection ou nomination d'administrateurs après laquelle la composition du conseil ne satisfait pas aux exigences des paragraphes 163(2) ou 167(1) ou de l'article 168 sauf si, dans les quarante-cinq jours qui suivent la découverte de l'observation, les administrateurs présentent un plan, approuvé par le surintendant, en vue de remédier au manquement.

1994, ch. 47,
art. 203

Exception

Nullité de
l'élection ou
de la
nomination

discovery of the non-compliance, develop a plan, approved by the Superintendent, to rectify the non-compliance.

(2) Subsection 174(4) of the Act is renumbered as subsection 174(2).

354. Subsections 175(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

175. (1) Notwithstanding subsections 170(2) and (3) and paragraphs 172(1)(f) and 176(1)(a), where subsection 174(1) or (2) applies at the close of any meeting of shareholders of a company, the board of directors shall, until their successors are elected or appointed, consist solely of

(a) where paragraph 174(2)(a) applies, the directors referred to in that paragraph; or

(b) where subsection 174(1) or paragraph 174(2)(b) applies, the persons who were the incumbent directors immediately before the meeting.

(2) Notwithstanding subsections 170(2) and (3) and paragraphs 172(1)(f) and 176(1)(a), where a plan to rectify the non-compliance referred to in subsection 174(1) has not been approved by the Superintendent by the end of the forty-five day period referred to in that subsection, the board of directors shall, until their successors are elected or appointed, consist solely of the persons who were the incumbent directors immediately before the meeting at which the purported election or appointment referred to in that subsection occurred.

(3) Where subsection (1) or (2) applies, the board of directors referred to in that subsection shall without delay call a special meeting of shareholders to fill the vacancies, where paragraph 174(2)(a) applies, or elect a new board of directors, where subsection 174(1) or paragraph 174(2)(b) applies.

355. Subsection 179(1) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 174(4) de la même loi devient le paragraphe 174(2).

354. Les paragraphes 175(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

175. (1) Si, à la clôture d'une assemblée quelconque des actionnaires, les paragraphes 174(1) ou (2) s'appliquent, par dérogation aux paragraphes 170(2) et (3) et aux alinéas 172(1)(f) et 176(1)(a), le conseil d'administration se compose, jusqu'à l'élection ou la nomination des remplaçants :

a) dans les cas d'application de l'alinéa 174(2)a), des administrateurs mentionnés à cet alinéa;

b) dans les cas d'application du paragraphe 174(1) ou de l'alinéa 174(2)b), des administrateurs qui étaient en fonction avant l'assemblée.

(2) Dans le cas où, à l'expiration du délai de quarante-cinq jours visé au paragraphe 174(1), le surintendant n'a approuvé aucun plan visant à remédier au manquement aux dispositions mentionnées à ce paragraphe, le conseil d'administration, par dérogation aux paragraphes 170(2) et (3) et aux alinéas 172(1)(f) et 176(1)(a), jusqu'à l'élection ou à la nomination des nouveaux administrateurs, est formé uniquement des administrateurs en fonction avant l'assemblée.

(3) Le cas échéant, le conseil d'administration convoque sans délai une assemblée extraordinaire des actionnaires afin soit de pourvoir aux postes encore vacants dans les cas d'application de l'alinéa 174(2)a), soit d'élire un nouveau conseil d'administration dans les cas d'application du paragraphe 174(1) ou de l'alinéa 174(2)b).

355. Le paragraphe 179(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Directors where elections incomplete or void

Where there is no approved rectification plan

Directors to call meeting

Administrateurs en cas d'élection incomplète ou nulle

Administrateurs en cas d'élection incomplète ou nulle

Convocation de l'assemblée par les administrateurs

Circulation of statement

179. (1) A company shall without delay on receipt of a director's statement referred to in subsection 178(1) relating to a matter referred to in paragraph 178(1)(b) or (c), or a director's statement referred to in subsection 178(2), send a copy of it to each shareholder entitled to receive a notice of meetings and to the Superintendent, unless the statement is included in or attached to a management proxy circular required by subsection 160.05(1).

179. (1) La société envoie sans délai, au surintendant et aux actionnaires qui doivent recevoir avis des assemblées, copie de la déclaration visée au paragraphe 178(1) concernant une question mentionnée aux alinéas 178(1)b) ou c) ou de la déclaration visée au paragraphe 178(2), sauf si elle figure dans une circulaire de sollicitation de procurations envoyée par la direction conformément au paragraphe 160.05(1).

Diffusion de la déclaration

Additional directors

356. The Act is amended by adding the following after section 183:

183.1 (1) The directors may appoint one or more additional directors where the by-laws of the company allow them to do so and the by-laws determine the minimum and maximum numbers of directors.

356. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 183, de ce qui suit :

183.1 (1) Les administrateurs peuvent nommer des administrateurs supplémentaires si les règlements administratifs en prévoient la possibilité et prévoient également un nombre minimal et maximal d'administrateurs.

Nominations entre les assemblées annuelles

Term of office

(2) A director appointed under subsection (1) holds office for a term expiring not later than the close of the next annual meeting of shareholders of the company.

(2) Le mandat d'un administrateur ainsi nommé expire au plus tard à la clôture de l'assemblée annuelle qui suit.

Mandat

Limit on number appointed

(3) The total number of directors appointed under subsection (1) may not exceed one third of the number of directors elected at the previous annual meeting of shareholders of the company.

(3) Le nombre total des administrateurs ainsi nommés ne peut dépasser le tiers du nombre des administrateurs en fonction à la clôture de la dernière assemblée annuelle.

Limite quant au nombre

357. Section 184 of the Act is replaced by the following:

184. (1) The directors shall meet at least four times during each financial year.

357. L'article 184 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

184. (1) Les administrateurs doivent se réunir au moins quatre fois par exercice.

Meetings required

Nombre minimal de réunions

Place for meetings

(2) The directors may meet at any place unless the by-laws provide otherwise.

(2) Les administrateurs peuvent, sauf disposition contraire des règlements administratifs, se réunir dans le lieu de leur choix.

Lieu

Notice for meetings

(3) The notice for the meetings must be given as required by the by-laws.

(3) L'avis de convocation se donne conformément aux règlements administratifs.

Avis

358. The Act is amended by adding the following after section 188:

188.1 (1) A resolution in writing signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of directors is as valid as if it had been passed at a meeting of directors.

358. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 188, de ce qui suit :

188.1 (1) La résolution écrite, signée de tous les administrateurs habiles à voter en l'occurrence lors de la réunion, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors de la réunion.

Résolution tenant lieu de réunion

Resolution outside board meeting

Filing
directors'
resolution

(2) A copy of the resolution referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the proceedings of the directors.

(2) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (1) doit être conservé avec les procès-verbaux des réunions des administrateurs.

Dépôt de la
résolution

Resolution
outside
committee
meeting

(3) A resolution in writing signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of a committee of directors, other than a resolution of the audit committee in carrying out its duties under subsection 198(3) or a resolution of the conduct review committee in carrying out its duties under subsection 199(3), is as valid as if it had been passed at a meeting of that committee.

(3) La résolution écrite, signée de tous les administrateurs habiles à voter en l'occurrence lors de la réunion d'un comité du conseil d'administration — à l'exception d'une résolution du comité de vérification ou du comité de révision dans le cadre des paragraphes 198(3) ou 199(3) —, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors de la réunion.

Résolution
tenant lieu de
réunion d'un
comité

Filing
committee
resolution

(4) A copy of the resolution referred to in subsection (3) shall be kept with the minutes of the proceedings of that committee.

(4) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (3) doit être conservé avec les procès-verbaux des réunions du comité du conseil d'administration.

Dépôt de la
résolution

359. Subsection 190(2) of the Act is replaced by the following:

359. Le paragraphe 190(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Statement to
shareholders

(2) A company shall attach to the notice of each annual meeting it sends to its shareholders a statement showing, in respect of the financial year immediately preceding the meeting, the total number of directors' meetings and directors' committee meetings held during the financial year and the number of those meetings attended by each director.

(2) La société joint à l'avis d'assemblée annuelle envoyé à chaque actionnaire un extrait du registre indiquant le nombre total des réunions du conseil d'administration ou de ses comités et le nombre auquel chaque administrateur a assisté au cours de l'exercice précédent.

Envoi aux
actionnaires

360. Paragraph 198(3)(c) of the Act is replaced by the following:

360. L'alinéa 198(3)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) require the management of the company to implement and maintain appropriate internal control procedures;

c) requérir la direction de mettre en place des mécanismes appropriés de contrôle interne;

(c.1) review, evaluate and approve those procedures;

c.1) revoir, évaluer et approuver ces mécanismes;

361. (1) Paragraphs 199(3)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

361. (1) Les alinéas 199(3)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(a) require the management of the company to establish procedures for complying with Part XI;

a) requérir la direction de mettre en place des mécanismes visant à l'observation de la partie XI;

(b) review those procedures; and

b) revoir ces mécanismes;

(2) Subsections 199(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 199(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) A company shall report to the Superintendent on the mandate and responsibilities of the conduct review committee and the procedures referred to in paragraph (3)(a).

(4) La société fait rapport au surintendant du mandat et des responsabilités du comité de révision, ainsi que des mécanismes visés à l'alinéa (3)a).

Rapport au
surintendant

Company
report to
Superin-
tendent

Committee report to directors

(5) After each meeting of the conduct review committee of a company, the committee shall report to the directors of the company on matters reviewed by the committee.

(5) Après chaque réunion, le comité de révision fait rapport aux administrateurs des questions étudiées par ce dernier.

Rapport aux administrateurs

Directors' report to Superintendent

(6) Within ninety days after the end of each financial year, the directors of a company shall report to the Superintendent on what the conduct review committee did during the year in carrying out its responsibilities under subsection (3).

(6) Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de chaque exercice, les administrateurs de la société font rapport au surintendant des activités du comité de révision au cours de l'exercice dans le cadre des tâches prévues au paragraphe (3).

Rapport des administrateurs au surintendant

362. Paragraph 202(f) of the Act is replaced by the following:

(f) authorize the payment of a commission on a share issue;

362. L'alinéa 202f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) autoriser le versement d'une commission sur une émission d'actions;

363. (1) The portion of subsection 208(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

208. (1) Where subsection 207(1) applies to a director in respect of a contract, the director shall not be present at any meeting of directors while the contract is being considered at the meeting or vote on any resolution to approve the contract unless the contract is

363. (1) Le passage du paragraphe 208(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

208. (1) L'administrateur visé au paragraphe 207(1) doit s'absenter de la réunion pendant que le contrat est étudié et ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour le faire approuver, sauf s'il s'agit d'un contrat :

Abstention

Where director must abstain

(2) Section 208 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) An act of the board of directors of a company or of a committee of the board of directors is not invalid because a person acting as a director had ceased under subsection (2) to hold office as a director.

(2) L'article 208 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Les actes du conseil d'administration d'une société ou d'un comité de celui-ci ne sont pas nuls au seul motif que l'une des personnes agissant à titre d'administrateur a cessé, aux termes du paragraphe (2), d'occuper son poste.

Validité des actes de la société

Validity of acts

364. (1) The portion of subsection 236(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

236. (1) Notwithstanding any other provision of this Act or the regulations, the Minister may, by order, on the recommendation of the Superintendent, grant to a company in respect of which letters patent were issued under subsection 234(1) permission to

364. (1) Le passage du paragraphe 236(1) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

236. (1) Malgré toute disposition contraire de la présente loi ou des règlements, le ministre peut, par arrêté pris sur recommandation du surintendant, autoriser la société ayant reçu les lettres patentes à :

a) exercer une activité commerciale précisée dans l'arrêté interdite par ailleurs par la présente loi mais qu'exerçaient à la date du dépôt de la demande de lettres patentes une ou plusieurs des personnes morales fusionnantes;

Disposition transitoire

Transitional

Renewal	<p>(2) Subsection 236(3) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(3) Subject to subsection (4), the Minister may, by order, on the recommendation of the Superintendent, renew a permission granted by order under subsection (1) with respect to any matter described in any of paragraphs (1)(b) to (e) for any further period or periods that the Minister considers necessary.</p>	<p>(2) Le paragraphe 236(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>(3) Sous réserve du paragraphe (4), le ministre peut, par arrêté pris sur recommandation du surintendant, accorder les renouvellements d'autorisation qu'il estime nécessaires en ce qui a trait aux questions visées aux alinéas (1)b) à e).</p>	Renouvellement
Limitation	<p>(3) The portion of subsection 236(4) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:</p> <p>(4) The Minister shall not grant to a company any permission</p> <p>(a) with respect to matters described in paragraph (1)(b), that purports to be effective more than ten years after the date of the approval for the company to commence and carry on business, unless the Minister is satisfied on the basis of evidence on oath provided by an officer of the company that the company will not be able at law to redeem at the end of the ten years the outstanding debt obligations to which the permission relates; and</p> <p>365. Paragraph 243(1)(e) of the English version of the Act is replaced by the following:</p> <p>(e) particulars of exceptions granted under section 37 or 236 that are from time to time applicable to the company.</p> <p>366. The heading before section 262 and sections 262 to 269 of the Act are repealed.</p> <p>367. Subsections 271(1) and (2) of the Act are replaced by the following:</p> <p>271. (1) An insider shall send to the Superintendent an insider report in prescribed form not later than ten days after the later of</p> <p>(a) the end of the month in which the person became an insider, and</p> <p>(b) the end of the month in which regulations prescribing the form of an insider report come into force.</p>	<p>(3) Le passage du paragraphe 236(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</p> <p>(4) Le ministre ne peut accorder d'autorisation qui serait encore valable plus de dix ans :</p> <p>365. L'alinéa 243(1)e) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>(e) particulars of exceptions granted under section 37 or 236 that are from time to time applicable to the company.</p> <p>366. L'intertitre précédant l'article 262 et les articles 262 à 269 de la même loi sont abrogés.</p> <p>367. Les paragraphes 271(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p> <p>271. (1) L'initié doit envoyer au surintendant, en la forme réglementaire, un rapport d'initié soit dans les dix jours suivant la fin du mois où il l'est devenu, soit, si cette date est postérieure, dans les dix jours suivant la fin du mois où entrent en vigueur les règlements prévoyant la forme du rapport des initiés.</p>	Réserve
First insider report	<p>271. (1) An insider shall send to the Superintendent an insider report in prescribed form not later than ten days after the later of</p> <p>(a) the end of the month in which the person became an insider, and</p> <p>(b) the end of the month in which regulations prescribing the form of an insider report come into force.</p>	<p>271. (1) L'initié doit envoyer au surintendant, en la forme réglementaire, un rapport d'initié soit dans les dix jours suivant la fin du mois où il l'est devenu, soit, si cette date est postérieure, dans les dix jours suivant la fin du mois où entrent en vigueur les règlements prévoyant la forme du rapport des initiés.</p>	Rapport d'initié

368. The Act is amended by adding the following after section 272:

Exemption by regulation

272.1 Under prescribed circumstances, an insider is exempt from any of the requirements of section 271 or 272.

369. Subsection 313(4) of the Act is replaced by the following:

Accounting principles

(4) The financial statements referred to in subsection (1), paragraph (3)(b) and subsection 315(1) shall, except as otherwise specified by the Superintendent, be prepared in accordance with generally accepted accounting principles, the primary source of which is the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants. A reference in any provision of this Act to the accounting principles referred to in this subsection shall be construed as a reference to those generally accepted accounting principles with any specifications so made.

370. Section 316 is amended by adding the following after subsection (2):

Effect of default

(3) Where a company is required to comply with subsection (1) and the company does not comply with that subsection, the annual meeting at which the documents referred to in that subsection are to be considered shall be adjourned until that subsection has been complied with.

371. Section 317 of the Act is replaced by the following:

Copy to Superintendent

317. (1) A company shall send to the Superintendent a copy of the documents referred to in subsections 313(1) and (3) not later than twenty-one days before

- (a) the date of each annual meeting of shareholders of the company; or
- (b) the signing of a resolution under paragraph 155(1)(b) in lieu of an annual meeting of shareholders of the company.

Consent to file later

(2) The Superintendent may give a company consent in writing to comply with subsection (3) rather than subsection (1) on the condition that the company's shareholders sign a resolution under paragraph 155(1)(b) in lieu of an annual meeting.

368. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 272, de ce qui suit :

Exemption réglementaire

272.1 L'initié qui se trouve dans les circonstances prévues par règlement peut être exempté des exigences prévues aux articles 271 ou 272.

369. Le paragraphe 313(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Principes comptables

(4) Sauf spécification contraire du surintendant, les rapports et états financiers visés au paragraphe (1), à l'alinéa (3)b) et au paragraphe 315(1) sont établis selon les principes comptables généralement reconnus et principalement ceux qui sont énoncés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés. La mention, dans les autres dispositions de la présente loi, des principes comptables visés au présent paragraphe vaut mention de ces principes, compte tenu de toute spécification faite par le surintendant.

370. L'article 316 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Ajournement de l'assemblée annuelle

(3) En cas d'inobservation de l'obligation prévue au paragraphe (1), l'assemblée est ajournée à une date postérieure à l'exécution de cette obligation.

371. L'article 317 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Envoi au surintendant

317. (1) La société fait parvenir au surintendant un exemplaire des documents visés aux paragraphes 313(1) et (3) au moins vingt et un jours avant :

- a) la date de chaque assemblée annuelle;
- b) la signature de la résolution visée à l'alinéa 155(1)b) et qui tient lieu d'assemblée annuelle des actionnaires.

Consentement

(2) Dans le cas où une résolution tient lieu d'assemblée annuelle, le surintendant peut consentir par écrit à ce que les documents lui soient envoyés conformément au paragraphe (3).

Later filing

(3) Where the Superintendent has given that consent to a company and has not notified the company that the consent has been withdrawn, the company shall send a copy of the documents referred to in subsections 313(1) and (3) to the Superintendent not later than thirty days after the signing of that resolution.

372. The Act is amended by adding the following after section 375:

375.1 No person shall acquire control of a company within the meaning of paragraph 3(1)(d) without the prior written approval of the Minister.

373. (1) Paragraph 377(4)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) result in the acquisition of control of the company by the person referred to in that subsection;

(2) Paragraph 377(4)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) si la personne contrôle déjà la société mais que les droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la société qu'elle-même et les entités qu'elle contrôle détiennent à titre de véritable propriétaire n'excèdent pas cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation, aurait pour effet de porter les droits de vote attachés à l'ensemble de ces actions détenues par la personne et les entités à plus de cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation;

(3) Subsection 377(4) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(c) result in the acquisition of a significant interest in a class of shares of the company by an entity controlled by the person and the acquisition of that investment is not exempted by the regulations; or

(d) result in an increase in a significant interest in a class of shares of the company by an entity controlled by the person by a percentage that is greater than the percentage referred to in subsection (2) or (3),

(3) Tant que le consentement donné par le surintendant n'a pas été retiré, la société envoie les documents dans les trente jours suivant la signature de la résolution.

372. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 375, de ce qui suit :

375.1 Il est interdit à une personne d'acquiesrir le contrôle d'une société, au sens de l'alinéa 3(1)d), sans l'agrément préalable, donné par écrit, du ministre.

373. (1) L'alinéa 377(4)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) aurait pour effet la prise de contrôle de la société par la personne;

(2) L'alinéa 377(4)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) si la personne contrôle déjà la société mais que les droits de vote attachés à l'ensemble des actions de la société qu'elle-même et les entités qu'elle contrôle détiennent à titre de véritable propriétaire n'excèdent pas cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation, aurait pour effet de porter les droits de vote attachés à l'ensemble de ces actions détenues par la personne et les entités à plus de cinquante pour cent des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation;

(3) Le paragraphe 377(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) aurait pour effet l'acquisition d'un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions de la société par une entité contrôlée par la personne et que l'acquisition de cet intérêt n'est pas soustraite, par règlement, à l'application du présent alinéa;

d) aurait pour effet l'augmentation — dans un pourcentage supérieur à celui précisé aux paragraphes (2) ou (3), selon le cas applicable — de l'intérêt substantiel d'une

Envoi à une date postérieure

Interdiction d'acquiesrir sans l'agrément du ministre

No acquisition of control without approval

whichever applies, and the increase is not exempted by the regulations.

(4) Section 377 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Regulations

(5) The Governor in Council may make regulations

(a) exempting from the application of paragraph (4)(c) the acquisition of a significant interest in a class of shares of the company by an entity controlled by the person; and

(b) exempting from the application of paragraph (4)(d) an increase in a significant interest in a class of shares of the company by an entity controlled by the person by a percentage that is greater than the percentage referred to in subsection (2) or (3), whichever applies.

374. Section 386 of the Act is replaced by the following:

Restriction on voting rights

386. (1) Where, with respect to any company, a particular person contravenes subsection 375(1) or section 375.1 or fails to comply with an undertaking referred to in subsection 384(2), no person, and no entity controlled by the particular person, shall, in person or by proxy, exercise any voting rights

(a) that are attached to shares of the company beneficially owned by the particular person or any entity controlled by the particular person; or

(b) that are subject to an agreement entered into by the particular person, or any entity controlled by the particular person, pertaining to the exercise of the voting rights.

Subsection (1) ceases to apply

(2) Subsection (1) ceases to apply in respect of a person

(a) where the person contravened subsection 375(1), when the shares to which the contravention relates have been disposed of;

(b) where the person contravened section 375.1, when the person ceases to control the company within the meaning of paragraph 3(1)(d); and

entité contrôlée par la personne dans une catégorie d'actions de la société et que cette augmentation n'est pas soustraite, par règlement, à l'application du présent alinéa.

(4) L'article 377 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(5) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) soustraire à l'application de l'alinéa (4)c) l'acquisition d'un intérêt substantiel d'une catégorie d'actions de la société par une entité contrôlée par la personne;

b) soustraire à l'application de l'alinéa (4)d) l'augmentation — dans un pourcentage supérieur à celui précisé aux paragraphes (2) ou (3), selon le cas applicable — de l'intérêt substantiel d'une entité contrôlée par la personne dans une catégorie d'actions de la société.

374. L'article 386 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

386. (1) En cas de manquement au paragraphe 375(1) ou à l'article 375.1 ou à l'engagement visé au paragraphe 384(2), il est interdit à quiconque, et notamment à une entité contrôlée par l'auteur du manquement, d'exercer, personnellement ou par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoir, les droits de vote :

a) soit qui sont attachés aux actions de la société détenues à titre de véritable propriétaire par l'auteur du manquement ou par l'entité qu'il contrôle;

b) soit dont l'exercice est régi aux termes d'une entente conclue par l'auteur du manquement ou par l'entité qu'il contrôle.

(2) Le paragraphe (1) cesse de s'appliquer dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) il y a eu aliénation des actions ayant donné lieu à la contravention du paragraphe 375(1);

b) si le manquement concerne l'article 375.1, l'auteur du manquement cesse de

Règlements

Limites au droit de vote

Cessation d'application du paragraphe (1)

(c) where the person failed to comply with an undertaking referred to in subsection 384(2), when the company complies with section 379.

375. (1) Paragraph 410(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) hold, manage and otherwise deal with real property;

(2) Subsection 410(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):

(c.1) in Canada, engage in the activities in which an information services corporation, within the meaning of subsection 449(1), may engage, if before engaging in those activities the company obtains the Minister's written approval for it to engage in those activities;

(3) Subsection 410(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d):

(d.1) engage in the activities in which a specialized financing corporation, as defined in subsection 449(1), may engage, if before engaging in those activities the company obtains the Minister's written approval for it to engage in those activities;

(4) Paragraphs 410(3)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) respecting what a company may or may not do with respect to the carrying on of the activities referred to in paragraphs (1)(c), (c.1) and (d.1); and

(b) imposing terms and conditions in respect of the provision of the services referred to in paragraphs (1)(a) and 409(2)(c) and the carrying on of the activities referred to in paragraphs (1)(c), (c.1) and (d.1).

376. Subsection 414(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Paragraph (1)(a) does not apply where the person on whose behalf the company has undertaken to guarantee a payment or repayment is a subsidiary of the company.

Exception

contrôler, au sens de l'alinéa 3(1)d), la société;

c) si le manquement concerne l'engagement visé au paragraphe 384(2), la société se conforme à l'article 379.

375. (1) L'alinéa 410(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) détenir ou gérer des biens immeubles ou effectuer toutes opérations à leur égard;

(2) Le paragraphe 410(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) exercer au Canada toute activité que peut exercer une société d'information, au sens du paragraphe 449(1), à la condition d'obtenir, avant de l'exercer, l'autorisation écrite du ministre;

(3) Le paragraphe 410(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

d.1) exercer toute activité que peut exercer une société de financement spécial, au sens du paragraphe 449(1), à la condition d'obtenir, avant de l'exercer, l'autorisation écrite du ministre.

(4) Le paragraphe 410(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir ce que la société peut ou ne peut pas faire dans le cadre de l'exercice des activités visées aux alinéas (1)c), c.1) ou d.1) et assortir de conditions cet exercice ou la prestation des services visés aux alinéas (1)a) et 409(2)c).

Règlements

376. Le paragraphe 414(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans les cas où le tiers visé au paragraphe (1) est une filiale de la société garante, celle-ci peut garantir une somme qui n'est pas fixe.

Exception

377. Subsection 418(2) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b), by adding the word “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) a loan secured by a mortgage where

(i) the mortgage is taken back by the company on a property disposed of by the company, including where the disposition is by way of a realization of a security interest, and

(ii) the mortgage secures payment of an amount payable to the company for the property.

378. Section 431 of the Act is replaced by the following:

431. (1) Subject to subsection (2), a company shall not open a deposit account in the name of a customer unless, at or before the time the account is opened, the company provides the individual who requests the opening of the account with

(a) a copy of the account agreement with the company;

(b) information about all charges applicable to the account;

(c) information about how the customer will be notified of any increase in those charges and of any new charges applicable to the account;

(d) information about the company’s procedures relating to complaints about the application of any charge applicable to the account; and

(e) such other information as may be prescribed.

(2) Where a deposit account is not a personal deposit account and the amount of a charge applicable to the account cannot be established at or before the time the account is opened, the company shall, as soon as is practicable after the amount is established, provide the customer in whose name the account is kept with a notice of the amount of the charge.

377. Le paragraphe 418(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa c), de ce qui suit :

d) au prêt garanti par une hypothèque consentie à la société en garantie du paiement du prix de vente d’un bien qu’elle aliène, y compris par suite de l’exercice d’un droit hypothécaire.

378. L’article 431 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

431. (1) La société ne peut ouvrir un compte de dépôt au nom d’un client sauf si, avant l’ouverture du compte ou lors de celle-ci, elle fournit à la personne qui en demande l’ouverture :

a) une copie de l’entente relative au compte;

b) les renseignements sur tous les frais liés au compte;

c) les renseignements sur la notification de l’augmentation des frais ou de l’introduction de nouveaux frais;

d) les renseignements sur la procédure d’examen des réclamations relatives au traitement des frais à payer pour le compte;

e) tous autres renseignements prévus par règlement.

(2) Si le montant des frais liés à un compte de dépôt, autre qu’un compte de dépôt personnel, ne peut être déterminé avant son ouverture ou lors de celle-ci, la société avise le titulaire du compte dès que possible après que ce montant a été déterminé.

Disclosure required on opening a deposit account

Déclaration à l’ouverture d’un compte de dépôt

Exception

Exception

Manner of providing information

(3) The agreement or information to be provided under subsection (1) or (2) shall be provided in writing or in such manner as may be prescribed.

(3) L'entente et les renseignements visés aux paragraphes (1) ou (2) doivent être fournis par écrit ou selon les modalités fixées par règlement.

Modalités de fourniture

Information can be obtained in writing

(4) Whether or not the manner of providing the agreement or information is prescribed under subsection (3), the manner of providing the agreement or information to the individual shall be to provide it in writing if, at or before the time the account is opened, the individual requests the company to provide it in writing.

(4) Indépendamment de l'existence des modalités réglementaires, l'entente et les renseignements sont fournis par écrit si la personne le demande avant l'ouverture du compte ou lors de celle-ci.

Fourniture par écrit

Individual to be informed

(5) At or before the time the account is opened, the company shall inform the individual that the agreement and the information will be provided in writing at the individual's request.

(5) La société est tenue, avant l'ouverture du compte ou lors de celle-ci, d'informer la personne du fait qu'elle peut exiger que l'entente et les renseignements lui soient fournis par écrit.

Avis à la personne qui fait la demande

379. Sections 435 and 436 of the Act are replaced by the following:

379. Les articles 435 et 436 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Definition of "cost of borrowing"

435. For the purposes of this section and sections 435.1 to 442, "cost of borrowing" means, in respect of a loan made by a company,

435. Pour l'application du présent article et des articles 435.1 à 442, « coût d'emprunt » s'entend, à l'égard d'un prêt consenti par la société, des intérêts ou de l'escompte applicables, ainsi que des frais afférents payables par l'emprunteur à la société ou à toute personne de qui celle-ci reçoit des frais directement ou indirectement et qui en font partie selon les règlements. Sont toutefois exclus du coût d'emprunt les frais prévus par règlement.

Définition de « coût d'emprunt »

(a) the interest or discount applicable to the loan; and

(b) such charges in connection with the loan as are payable by the borrower to the company, or to any person from whom the company receives any charges directly or indirectly, and as are prescribed to be included in the cost of borrowing.

For those purposes, however, "cost of borrowing" does not include prescribed charges.

Rebate of borrowing costs

435.1 (1) Where a company makes a loan in respect of which the disclosure requirements of section 436 apply and the loan is not secured by a mortgage on real property and is required to be repaid either on a fixed future date or by instalments, the company shall, if there is a prepayment of the loan, rebate to the borrower a portion of the charges included in the cost of borrowing in respect of the loan.

435.1 (1) La société qui consent un prêt à l'égard duquel l'article 436 s'applique, qui n'est pas garanti par une hypothèque immobilière et qui est remboursable à une date fixe ou en plusieurs versements doit, si le prêt est remboursé avant échéance, consentir une remise d'une partie des frais compris dans le coût d'emprunt.

Diminution d'une partie du coût d'emprunt

Exception

(2) The charges to be rebated do not include the interest or discount applicable to the loan.

(2) Ne sont pas compris parmi les frais qui doivent faire l'objet d'une remise les intérêts et l'escompte applicables au prêt.

Exception

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations governing the rebate of charges under subsection (1). The rebate shall be made in accordance with those regulations.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les remises prévues au paragraphe (1). Le cas échéant, les remises doivent être consenties conformément aux règlements.

Règlements

Disclosing borrowing costs

436. (1) A company shall not make a loan to a natural person that is repayable in Canada unless the cost of borrowing, as calculated and expressed in accordance with section 437, and other prescribed information have in the prescribed manner and at the prescribed time been disclosed by the company to the borrower.

436. (1) La société ne peut accorder à une personne physique de prêt remboursable au Canada sans lui faire connaître, au moment et en la forme réglementaires, le coût d'emprunt, calculé et exprimé en conformité avec l'article 437, et sans lui communiquer les autres renseignements prévus par règlement.

Divulgence du coût d'emprunt

Non-application

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a loan that is of a prescribed class of loans.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux catégories de prêts prévues par règlement.

Exceptions

380. (1) Subparagraph 438(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

380. (1) Le sous-alinéa 438(1)(a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) any terms and conditions relating to that right, including the particulars of the circumstances in which the borrower may exercise that right, and

(i) les conditions d'exercice de ce droit, y compris des précisions sur les cas où peut se faire cet exercice,

(2) Subsection 438(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) and by adding the following after paragraph (b):

(2) Le paragraphe 438(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

(c) at such time and in such manner as may be prescribed, any changes respecting the cost of borrowing or the loan agreement as may be prescribed;

c) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d'emprunt ou à l'accord relatif au prêt;

(d) particulars of any other rights and obligations of the borrower; and

d) des précisions sur tous autres droits ou obligations de l'emprunteur;

(e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

(3) Subsection 438(2) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 438(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) A company shall, in accordance with the regulations, at such time and in such manner as may be prescribed, provide prescribed information in any application forms or related documents that it prepares for the issuance of credit, payment or charge cards and provide prescribed information to any person applying to it for a credit, payment or charge card.

(1.1) La société fournit, conformément aux règlements, au moment et en la forme réglementaires, les renseignements réglementaires dans les formulaires de demande et autres documents relatifs à l'émission de cartes de paiement, de crédit ou de débit et les renseignements réglementaires à toute personne qui lui demande une carte de paiement, de crédit ou de débit.

Communication dans les demandes de carte de crédit

Disclosure in credit card applications

Disclosure re
credit cards

(2) Where a company issues or has issued a credit, payment or charge card to a natural person, the company shall, in addition to disclosing the costs of borrowing in respect of any loan obtained through the use of the card, disclose to the person, in accordance with the regulations,

- (a) any charges or penalties described in paragraph (1)(b);
- (b) particulars of the person's rights and obligations;
- (c) any charges for which the person becomes responsible by accepting or using the card;
- (d) at such time and in such manner as may be prescribed, any changes respecting the cost of borrowing or the loan agreement as may be prescribed; and
- (e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

Additional
disclosure re
other loans

(3) Where a company enters into or has entered into an arrangement, including a line of credit, for the making of a loan in respect of which the disclosure requirements of section 436 apply and the loan is not a loan in respect of which subsection (1) or (2) applies, the company shall, in addition to disclosing the costs of borrowing, disclose to the person to whom the loan is made, in accordance with the regulations,

- (a) any charges or penalties described in paragraph (1)(b);
- (b) particulars of the person's rights and obligations;
- (c) any charges for which the person is responsible under the arrangement;
- (d) at such time and in such manner as may be prescribed, any changes respecting the cost of borrowing under the arrangement as may be prescribed; and
- (e) any other prescribed information, at such time and in such form and manner as may be prescribed.

381. Sections 439 and 440 of the Act are replaced by the following:

(2) La société qui délivre ou a délivré une carte de paiement, de crédit ou de débit à une personne physique doit lui communiquer, outre le coût d'emprunt en ce qui concerne tout emprunt obtenu par elle au moyen de cette carte, l'information suivante, conformément aux règlements :

- a) les frais et pénalités visés à l'alinéa (1)b);
- b) les droits et obligations de l'emprunteur;
- c) les frais qui lui incombent pour l'acceptation ou l'utilisation de la carte;
- d) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d'emprunt ou à l'accord relatif au prêt;
- e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

Communica-
tion
concernant
les cartes de
crédit

(3) La société qui conclut ou a conclu un arrangement, y compris l'ouverture d'une ligne de crédit, pour l'octroi d'un prêt à l'égard duquel l'article 436, mais non les paragraphes (1) et (2) du présent article, s'applique, doit communiquer à l'emprunteur, outre le coût d'emprunt, l'information suivante, conformément aux règlements :

- a) les frais ou pénalités visés à l'alinéa (1)b);
- b) les droits et obligations de l'emprunteur;
- c) les frais qui incombent à l'emprunteur;
- d) au moment et en la forme réglementaires, les changements — dont la nature est prévue par règlement — apportés au coût d'emprunt;
- e) au moment et en la forme réglementaires, les autres renseignements prévus par règlement.

Autres
formes de
prêts

381. Les articles 439 et 440 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Renewal
statement

438.1 If a company makes a loan in respect of which the disclosure requirements of section 436 apply and the loan is secured by a mortgage on real property, the company shall disclose to the borrower, at such time and in such manner as may be prescribed, such information as may be prescribed respecting the renewal of the loan.

438.1 La société doit, dans les cas où elle consent un prêt à l'égard duquel l'article 436 s'applique et qui est garanti par une hypothèque immobilière, communiquer à l'emprunteur, au moment et dans la forme réglementaires, les renseignements réglementaires concernant le renouvellement du prêt.

Renseignements
concernant le
renouvellementDisclosure in
advertising

439. No person shall authorize the publication, issue or appearance of any advertisement in Canada relating to arrangements referred to in subsection 438(3), loans, credit cards, payment cards or charge cards, offered to natural persons by a company, and purporting to disclose prescribed information about the cost of borrowing or about any other matter unless the advertisement contains such information as may be required by the regulations, in such form and manner as may be prescribed.

439. Nul ne peut autoriser la publication, la diffusion ou la parution au Canada d'une annonce publicitaire concernant les arrangements visés au paragraphe 438(3), les prêts ou les cartes de paiement, de crédit ou de débit offerts par la société aux personnes physiques et censée donner des renseignements réglementaires sur le coût d'emprunt ou sur d'autres sujets si cette annonce ne donne pas les renseignements précisés par règlements dans la forme réglementaire.

Divulgateion
dans la
publicitéRegulations re
borrowing
costs

440. The Governor in Council may make regulations

440. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements
relatifs au
coût
d'emprunt

(a) respecting the manner in which, and the time at which, a company is to disclose to a borrower

- (i) the cost of borrowing,
- (ii) any rebate of the cost of borrowing, and
- (iii) any other information relating to a loan, arrangement, credit card, payment card or charge card referred to in section 438;

(b) respecting the contents of any statement disclosing the cost of borrowing and other information required to be disclosed by a company to a borrower;

(c) respecting the manner of calculating the cost of borrowing;

(d) respecting the circumstances under which the cost of borrowing is to be expressed as an amount in dollars and cents;

(e) specifying any class of loans that are not to be subject to section 435.1, subsection 436(1) or 438(1) or (3) or section 438.1 or 439 or the regulations or any specified provisions of the regulations;

a) régir les modalités de temps et de forme applicables à la communication que doit faire une société à l'emprunteur du coût d'emprunt, de toute remise éventuelle sur celui-ci et de tout autre renseignement relatif aux prêts, arrangements ou cartes de paiement, de crédit ou de débit visés à l'article 438;

b) régir la teneur de toute déclaration destinée à communiquer le coût d'emprunt et les autres renseignements que la société est tenue de communiquer;

c) régir le mode de calcul du coût d'emprunt;

d) prévoir les cas où le coût d'emprunt doit être exprimé sous forme d'un montant en dollars et en cents;

e) prévoir les catégories de prêts soustraites à l'application de l'article 435.1, des paragraphes 436(1) ou 438(1) ou (3), des articles 438.1 ou 439 ou de tout ou partie des règlements;

f) régir les modalités de temps et de forme applicables à la communication des droits,

(f) respecting the manner in which and the time at which any rights, obligations, charges or penalties referred to in sections 435.1 to 439 are to be disclosed;

(g) prohibiting the imposition of any charge or penalty referred to in section 438 or providing that the charge or penalty, if imposed, will not exceed a prescribed amount;

(h) respecting the nature or amount of any charge or penalty referred to in paragraph 438(1)(b), (2)(a) or (3)(a) and the costs of the company that may be included or excluded in the determination of the charge or penalty;

(i) respecting the method of calculating the amount of rebate of the cost of borrowing, or the portion of the cost of borrowing referred to in subparagraph 438(1)(a)(ii);

(j) respecting advertisements made by a company regarding arrangements referred to in subsection 438(3), loans, credit cards, payment cards or charge cards;

(k) respecting the renewal of loans; and

(l) respecting such other matters or things as are necessary to carry out the purposes of sections 435.1 to 439.

382. Paragraph 441(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) establish procedures for dealing with complaints made by customers of the company about

(i) the application of charges applicable to deposit accounts, arrangements referred to in subsection 438(3) or payment, credit or charge cards with the company, or

(ii) the disclosure of or manner of calculating the cost of borrowing in respect of a loan made by the company;

383. Subsection 442(1) of the Act is replaced by the following:

442. (1) If a customer of a company has a complaint about a deposit account, an arrangement referred to in subsection 438(3), a payment, credit or charge card or the disclo-

obligations, frais ou pénalités visés aux articles 435.1 à 439;

g) interdire les frais ou pénalités visés à l'article 438 ou en fixer le plafond;

h) régir la nature ou le montant des frais ou pénalités visés aux alinéas 438(1)b), (2)a) ou (3)a) et du coût supporté par la société qui peuvent être inclus ou exclus du calcul des frais ou pénalités;

i) régir le mode de calcul de la remise mentionnée au sous-alinéa 438(1)a)(ii);

j) régir les annonces que font les sociétés concernant les arrangements visés au paragraphe 438(3), les prêts ou les cartes de paiement, de crédit ou de débit;

k) régir le renouvellement des prêts;

l) prévoir toute autre mesure d'application des articles 435.1 à 439.

382. L'alinéa 441(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) d'établir une procédure d'examen des réclamations de ses clients relatives :

(i) au traitement des frais à payer pour leur compte de dépôt, pour les arrangements visés au paragraphe 438(3) ou pour leur carte de crédit, de débit ou de paiement,

(ii) à la divulgation ou au mode de calcul des coûts d'emprunt à l'égard d'un prêt consenti par elle;

383. Le paragraphe 442(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

442. (1) La société est tenue de remettre, conformément au règlement, à ses clients qui présentent des réclamations relativement aux arrangements visés au paragraphe 438(3), à

sure of or manner of calculating the cost of borrowing in respect of a loan, the company shall, in the prescribed manner, provide the customer with prescribed information on how to contact the Office of the Superintendent of Financial Institutions.

384. Paragraph 443(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) that is made for business purposes and the principal amount of which is more than \$100,000 or such other amount as may be prescribed.

385. Section 444 of the Act is replaced by the following:

444. The Governor in Council may make regulations

(a) requiring a company to establish procedures regarding the collection, retention, use and disclosure of any information about its customers or any class of customers;

(b) requiring a company to establish procedures for dealing with complaints made by a customer about the collection, retention, use or disclosure of information about the customer;

(c) respecting the disclosure by a company of information relating to the procedures referred to in paragraphs (a) and (b);

(d) requiring a company to designate the officers and employees of the company who are responsible for

(i) implementing the procedures referred to in paragraph (b), and

(ii) receiving and dealing with complaints made by a customer of the company about the collection, retention, use or disclosure of information about the customer;

(e) requiring a company to report information relating to

(i) complaints made by customers of the company about the collection, retention, use or disclosure of information, and

(ii) the actions taken by the company to deal with the complaints; and

leurs comptes de dépôt, à leurs cartes de crédit, de débit ou de paiement, ou à la divulgation ou au mode de calcul du coût d'emprunt à l'égard d'un prêt les renseignements — fixés par règlement — sur la façon de communiquer avec le Bureau du surintendant des institutions financières.

384. L'alinéa 443(3)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) consentis à des fins commerciales et dont le capital excède cent mille dollars ou tout autre montant fixé par règlement.

385. L'article 444 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

444. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) obliger les sociétés à établir des règles concernant la collecte, la conservation, l'usage et la communication des renseignements sur leurs clients ou catégories de clients;

b) obliger les sociétés à établir des règles sur la façon de traiter les plaintes d'un client quant à la collecte, la conservation, l'usage et la communication des renseignements le concernant;

c) régir la communication par les sociétés des renseignements sur les règles mentionnées aux alinéas a) et b);

d) obliger les sociétés à désigner au sein de son personnel les responsables de la mise en oeuvre des règles mentionnées à l'alinéa b), ainsi que de la réception et du traitement des plaintes mentionnées à cet alinéa;

e) obliger les sociétés à faire rapport des plaintes visées à l'alinéa b) et des mesures prises à leur égard;

f) définir, pour l'application des alinéas a) à e) et de leurs règlements d'application, les termes « collecte », « conservation » et « renseignements ».

(f) defining “information”, “collection” and “retention” for the purposes of paragraphs (a) to (e) and the regulations made under those paragraphs.

386. (1) Subparagraphs (a)(iv) and (v) of the definition “commercial loan” in subsection 449(1) of the Act are replaced by the following:

(iv) a loan that is secured by a mortgage on real property, where

(A) the mortgage is on residential property and the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, does not exceed 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired, or

(B) the mortgage is on real property other than residential property and

(I) the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, does not exceed 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired, and

(II) at the time the loan is made or acquired, the property provides an annual income sufficient to pay all annual expenses related to the property, including the payments owing under the mortgage and the mortgages having an equal or prior claim against the property,

(v) a loan that is secured by a mortgage on real property, where

(A) the mortgage is on residential property and

(I) the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, exceeds 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired, and

386. (1) Les sous-alinéas a)(iv) et (v) de la définition de « prêt commercial », au paragraphe 449(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

(iv) garanti par une hypothèque immobilière :

(A) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble résidentiel et que la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble ne dépasse pas soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt,

(B) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble autre que résidentiel et que :

(I) d'une part, la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble ne dépasse pas soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt,

(II) d'autre part, à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt, l'immeuble rapporte des revenus suffisants pour couvrir les dépenses annuelles y afférentes, notamment les paiements relatifs à l'hypothèque ou à toute autre hypothèque de rang égal ou supérieur,

(v) garanti par une hypothèque immobilière :

(A) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble résidentiel et que, d'une part, la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par

(II) repayment of the amount of the loan that exceeds 75% of the value of the property is guaranteed or insured by a government agency or private insurer approved by the Superintendent,

(B) the mortgage is on real property other than residential property and

(I) the amount of the loan, together with the amount then outstanding of any mortgage having an equal or prior claim against the property, exceeds 75% of the value of the property at the time the loan is made or acquired,

(II) repayment of the amount of the loan that exceeds 75% of the value of the property is guaranteed or insured by a government agency or private insurer approved by the Superintendent, and

(III) at the time the loan is made or acquired, the property provides an annual income sufficient to pay all annual expenses related to the property, including the payments owing under the mortgage and the mortgages having an equal or prior claim against the property, or

(C) the loan is one referred to in paragraph 418(2)(d), or

hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble dépasse soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou l'acquisition du prêt, d'autre part, le remboursement de la portion qui excède soixante-quinze pour cent est garanti ou assuré par un organisme gouvernemental ou un assureur privé agréés par le surintendant,

(B) si la garantie consiste en une hypothèque sur un immeuble autre que résidentiel et si les conditions suivantes sont réunies :

(I) la somme du montant du prêt et du solde à payer de tout autre prêt garanti par hypothèque de rang égal ou supérieur sur l'immeuble dépasse soixante-quinze pour cent de la valeur de l'immeuble à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt,

(II) le remboursement de la portion qui excède soixante-quinze pour cent est garanti ou assuré par un organisme gouvernemental ou un assureur privé agréés par le surintendant,

(III) l'immeuble rapporte à la date de l'octroi ou de l'acquisition du prêt, des revenus suffisants pour couvrir les dépenses annuelles y afférentes, notamment les paiements relatifs à l'hypothèque ou à toute autre hypothèque de rang égal ou supérieur,

(C) le prêt est visé à l'alinéa 418(2)d),

(2) Paragraph (b) of the definition “commercial loan” in subsection 449(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of subparagraph (iii), by replacing the word “and” at the end of subparagraph (iv) with the word “or” and by adding the following after subparagraph (iv):

(2) L'alinéa b) de la définition de « prêt commercial », au paragraphe 449(1) de la même loi, est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (iv), de ce qui suit :

(v) des titres de créance d'une entité qu'elle contrôle;

(v) debt obligations of an entity controlled by the company, and

(3) Paragraph (c) of the definition “commercial loan” in subsection 449(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of subparagraph (i) and by replacing subparagraph (ii) with the following:

- (ii) shares or ownership interests of an entity controlled by the company, or
- (iii) participating shares;

(4) Paragraphs (b) and (c) of the definition “information services corporation” in subsection 449(1) of the Act are replaced by the following:

- (b) providing advisory or other services in the design, development or implementation of information management systems, or
- (c) designing, developing or marketing computer software,

(5) The portion of the definition “special purpose computer hardware” in subsection 449(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

“special purpose computer hardware” means computer equipment that is integral to the provision of

“special purpose computer hardware”
« matériel informatique spécial »

387. (1) Subsection 451(1) of the Act is replaced by the following:

451. (1) Subject to subsections (2) to (3.1), no company shall acquire or increase a substantial investment in any entity, other than an entity referred to in section 453 or 454.

Restriction on substantial investments

(2) Paragraph 451(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(3) L’alinéa c) de la définition de « prêt commercial », au paragraphe 449(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

- c) placement dans des actions d’une personne morale ou des titres de participation d’une entité non constituée en personne morale, à l’exception :
 - (i) des actions et titres qui sont largement distribués au sens des règlements,
 - (ii) des actions ou titres de participation d’une entité contrôlée par la société,
 - (iii) des actions participantes.

(4) Les alinéas b) et c) de la définition de « société d’information », au paragraphe 449(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

- b) soit en la prestation de services consultatifs ou autres en matière de conception, de développement ou de mise sur pied de systèmes de gestion de l’information;
- c) soit en la conception, en le développement ou en la commercialisation de logiciels.

(5) Le passage de la définition de « matériel informatique spécial » précédant l’alinéa a), au paragraphe 449(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« matériel informatique spécial » Matériel informatique indispensable à la prestation :

« matériel informatique spécial »
“special purpose computer hardware”

387. (1) Le paragraphe 451(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

451. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (3.1), il est interdit à la société d’acquérir ou d’augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité, autre que celle visée aux articles 453 ou 454.

Intérêt de groupe financier

(2) L’alinéa 451(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) an acquisition of shares or ownership interests in the entity by

(i) a financial institution or specialized financing corporation that is controlled by the company, or

(ii) an entity controlled by a financial institution or specialized financing corporation that is controlled by the company.

(3) The portion of subsection 451(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) A company may acquire or increase a substantial investment in an entity by way of

(4) Section 451 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) A company may acquire or increase a substantial investment in an entity as permitted by paragraph 410(1)(d.1).

388. (1) Paragraph 453(1)(l) of the Act is replaced by the following:

(l) a financial holding corporation that does not have a substantial investment in any entity other than in

(i) a body corporate referred to in this subsection,

(ii) an entity referred to in subsection (1.1),

(iii) a real property holding vehicle referred to in subsection (2), or

(iv) any other entity in which a financial institution or specialized financing corporation controlled by the financial holding corporation has a substantial investment;

(2) Section 453 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

b) soit d'actions ou de titres de participation de l'entité par soit une institution financière ou une société de financement spécial que contrôle la société, soit une entité que contrôle une institution financière ou une société de financement spécial que contrôle la société.

(3) Le passage du paragraphe 451(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) La société peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité :

(4) L'article 451 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) La société peut acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité dans la mesure prévue à l'alinéa 410(1)d.1).

388. (1) L'alinéa 453(1)l) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

l) une société de portefeuille qui n'a pas d'intérêt de groupe financier dans une entité, à l'exception d'un intérêt de groupe financier :

(i) dans une personne morale visée au présent paragraphe,

(ii) dans une entité visée au paragraphe (1.1),

(iii) dans une société d'opérations immobilières visée au paragraphe (2),

(iv) dans toute autre entité dans laquelle une institution financière ou une société de financement spécial contrôlée par la société de portefeuille a un intérêt de groupe financier;

(2) L'article 453 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Exception: temporary investments, realizations and loan workouts

Exception: specialized financing corporation type investments

Exception : placements temporaires

Exception — société de financement spécial

Other permitted substantial investments

(1.1) Subject to Part XI and any terms and conditions that may be imposed by the Minister, a company may, with the approval of the Minister, acquire or increase a substantial investment in an entity that is not a body corporate if the activities of the entity are the same as or substantially similar to those of a body corporate referred to in any of paragraphs (1)(b) to (n).

Exception

(1.2) Subsection (1.1) does not apply to the acquisition or increase of a substantial investment in a real property holding vehicle.

(3) Subsection 453(3) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) and by adding the following after paragraph (a):

(a.1) in the case of a body corporate referred to in paragraph (1)(n) that carries on one or more of the businesses or activities engaged in or carried on by bodies corporate referred to in any of paragraphs (1)(b), (c), (k) and (l),

(i) the company controls the body corporate or would thereby acquire control of the body corporate, or

(ii) the company is permitted by regulations made under paragraph 459(a) to acquire or increase the substantial investment;

(4) Subsection 453(3) of the Act is amended by adding the word “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) in the case of a body corporate referred to in paragraph (1)(n) that carries on one or more of the businesses or activities engaged in or carried on by bodies corporate referred to in any of paragraphs (1)(d), (k) and (m), the company obtains the prior written approval of the Minister on the recommendation of the Superintendent.

(5) Subsections 453(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

(4) Notwithstanding paragraphs (3)(a) and (a.1), a company need not control a foreign institution or other body corporate incorporated elsewhere than in Canada in which it has

Control not required

(1.1) Sous réserve de la partie XI et des conditions que peut imposer le ministre, la société peut, avec l'agrément de celui-ci, acquérir ou augmenter un intérêt de groupe financier dans une entité qui n'est pas une personne morale, dans le cas où celle-ci exerce les mêmes ou à peu près les mêmes activités que celles qu'exercent les personnes morales énumérées aux alinéas (1)b) à n).

Intérêt dans une entité qui n'est pas une personne morale

(1.2) Le paragraphe (1.1) ne s'applique pas à l'acquisition ou à l'augmentation d'un intérêt de groupe financier dans une société d'opérations immobilières.

Exception

(3) Le paragraphe 453(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) dans le cas où la personne morale est visée à l'alinéa (1)n) et exerce une ou plusieurs des activités exercées par les personnes morales énumérées aux alinéas (1)b), c), k) et l) :

(i) soit la société la contrôle ou la contrôlerait de ce fait,

(ii) soit la société est autorisée en vertu des règlements d'application de l'alinéa 459a) à acquérir ou à augmenter son intérêt de groupe financier;

(4) Le paragraphe 453(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) dans le cas où la personne morale est visée à l'alinéa (1)n) et exerce une ou plusieurs des activités exercées par les personnes morales énumérées aux alinéas (1)d), k) et m), la société obtient l'agrément préalable écrit du ministre, donné sur recommandation du surintendant.

(5) Les paragraphes 453(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Par dérogation aux alinéas (3)a) et a.1), il n'est pas nécessaire que la société contrôle l'institution étrangère ou toute autre personne morale constituée à l'étranger dans lesquelles

Contrôle non requis

a substantial investment, and that it would otherwise be required by one of those paragraphs to control, if the laws or customary business practices of the country under the laws of which the foreign institution or body corporate was incorporated do not permit the company to control the foreign institution or body corporate.

Approval for indirect investments

(5) For the purposes of paragraphs (3)(b) and (c), if a company obtains the prior written approval of the Minister for the company to acquire or increase a substantial investment in a financial institution or a specialized financing corporation and through that acquisition or increase the company indirectly acquires or increases a substantial investment in another body corporate referred to in any of paragraphs (1)(d), (k) and (m), and that indirect acquisition or increase is disclosed in writing to the Minister before that approval is obtained, the company is deemed to have obtained the prior written approval of the Minister for that indirect acquisition or increase.

Acquisition of legal control without control in fact

(6) A company shall not, without the prior written approval of the Minister, acquire control of a body corporate, as authorized by subparagraph (3)(a)(i), unless it also acquires control of the body corporate within the meaning of paragraph 3(1)(d).

Giving up control in fact

(7) A company that acquires control of a body corporate, as authorized by subparagraph (3)(a)(i), shall not, without the prior written approval of the Minister, give up control of the body corporate within the meaning of paragraph 3(1)(d) while continuing to control the body corporate.

Giving up of control

(8) A company that controls a body corporate referred to in paragraph (3)(a) may give up control of the body corporate and keep a substantial investment in the body corporate if

(a) the company is permitted to do so by regulations made under paragraph 459(b); and

(b) the company has the prior written approval of the Superintendent.

elle détient un intérêt de groupe financier et dont ces alinéas exigent qu'elle ait le contrôle si les lois ou les pratiques commerciales du pays sous le régime des lois duquel l'institution étrangère ou la personne morale ont été constituées lui interdisent d'en détenir le contrôle.

(5) Pour l'application des alinéas (3)(b) et (c), la société qui reçoit l'agrément du ministre pour l'acquisition ou l'augmentation d'un intérêt de groupe financier dans une institution financière ou une société de financement spécial est réputée avoir reçu cet agrément pour l'acquisition ou l'augmentation d'un intérêt de groupe financier qu'elle se trouve de ce fait à faire indirectement dans une autre personne morale visée aux alinéas (1)(d), (k) ou (m), à la condition d'avoir informé le ministre de cette acquisition ou augmentation indirecte avant d'obtenir l'autorisation.

Présomption d'agrément

(6) La société ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, acquérir le contrôle d'une personne morale, dans le cas où l'acquisition est autorisée par le sous-alinéa (3)(a)(i), sans l'acquérir également au sens de l'alinéa 3(1)(d).

Acquisition du contrôle sans contrôle de fait

(7) La société qui acquiert le contrôle d'une personne morale, dans le cas où l'acquisition est autorisée par le sous-alinéa (3)(a)(i), ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, se départir du contrôle au sens de l'alinéa 3(1)(d) tout en continuant de la contrôler d'une autre façon.

Abandon du contrôle de fait

(8) La société qui contrôle une personne morale visée à l'alinéa (3)(a) peut renoncer au contrôle tout en maintenant un intérêt de groupe financier si elle y est autorisée par règlement pris en vertu de l'alinéa 459(b) et si le surintendant lui a donné au préalable son autorisation écrite.

Aliénation d'actions

389. (1) The portion of subsection 457(1) of the Act after paragraph (d) is replaced by the following:

but the company shall, within five years after acquiring the shares or ownership interests, do all things necessary to ensure that the company does not have a substantial investment in any entity referred to in paragraphs (a) to (d).

(2) Subsections 457(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) Notwithstanding subsection (1), where on September 27, 1990 a former-Act company had an investment in an entity that is a substantial investment within the meaning of section 10 and the company later increases that substantial investment by way of an investment made under subsection (1), the company shall, within five years after increasing the substantial investment, do all things necessary to ensure that its substantial investment in the entity is no greater than it was on September 27, 1990.

(3) The Superintendent may, in the case of any particular company, extend the period of five years referred to in subsections (1) and (2) for any further period or periods, and on any terms and conditions, that the Superintendent considers necessary.

(3) Section 457 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

(6) Where under subsection (1) a company acquires a substantial investment in an entity that it would otherwise be permitted to acquire or increase under section 453, the company may continue to hold the substantial investment if the approval in writing of the Minister is obtained before the end of the period referred to in subsection (1) or (2), including any extension of it granted under subsection (3).

390. Subsections 458(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

(2) Subject to subsection 76(2), where a company acquires a substantial investment in an entity by way of the realization of a security interest held by the company, the company

389. (1) Le passage du paragraphe 457(1) de la même loi suivant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

La société doit cependant prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination de tout intérêt de groupe financier dans les entités visées aux alinéas a) à d) dans les cinq ans suivant l'acquisition des actions ou des titres de participation.

(2) Les paragraphes 457(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Par dérogation au paragraphe (1), la société antérieure qui détenait le 27 septembre 1990 un intérêt dans une entité constituant un intérêt de groupe financier au sens de l'article 10 et qui augmente par la suite cet intérêt au moyen d'un placement visé au paragraphe (1) doit prendre les mesures nécessaires pour annuler l'augmentation dans les cinq ans suivant cette date.

(3) Le surintendant peut accorder à une société une ou plusieurs prolongations du délai prévu aux paragraphes (1) et (2) de la durée et aux conditions qu'il estime indiquées.

(3) L'article 457 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(6) La société qui acquiert un intérêt de groupe financier dans une entité qu'elle serait par ailleurs autorisée à acquérir ou à augmenter en vertu de l'article 453 peut continuer à le détenir si elle obtient l'agrément écrit du ministre avant l'expiration du délai prévu aux paragraphes (1) ou (2) et prolongé, le cas échéant, aux termes du paragraphe (3).

390. Les paragraphes 458(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe 76(2), la société qui acquiert, du fait de la réalisation d'une sûreté, un intérêt de groupe financier dans une entité doit prendre les mesures

Transitional

Extension

Exception

Disposition

Disposition
transitoire

Prolongation

Exception

Aliénation

shall, within five years after the day on which the substantial investment is acquired, do all things necessary to ensure that the company no longer has a substantial investment in the entity.

Transitional

(3) Notwithstanding subsection (2), where on September 27, 1990 a former-Act company had an investment in an entity that is a substantial investment within the meaning of section 10 and the company later increases that substantial investment by way of the realization of a security interest under subsection (1), the company shall, within five years after increasing the substantial investment, do all things necessary to ensure that its substantial investment in the entity is no greater than it was on September 27, 1990.

Extension

(4) The Superintendent may, in the case of any particular company, extend the period of five years referred to in subsections (2) and (3) for any further period or periods, and on any terms and conditions, that the Superintendent considers necessary.

391. (1) Paragraph 459(a) of the English version of the Act is replaced by the following:

(a) for the purposes of subsection 453(3), permitting the acquisition or increase of substantial investments;

(2) Paragraph 459(b) of the Act is replaced by the following:

(b) for the purposes of subsection 453(8), permitting a company to give up control of a body corporate; and

392. (1) Paragraph 460(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) for a period of five years after the day on which the loan, investment or interest was acquired, in the case of a loan, investment or interest, other than an interest in real property.

(2) Subsection 460(3) of the Act is replaced by the following:

Exception

(3) Subsection (1) does not apply to an investment or interest described in that subsection if the investment or interest is defined by a regulation made under section 465 to be an interest in real property and

nécessaires pour assurer l'élimination de cet intérêt dans les cinq ans suivant son acquisition.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), la société antérieure qui détenait le 27 septembre 1990 un intérêt dans une entité constituant un intérêt de groupe financier au sens de l'article 10 et qui augmente par la suite cet intérêt du fait de la réalisation d'une sûreté doit prendre les mesures nécessaires pour annuler l'augmentation dans les cinq ans suivant cette date.

Disposition transitoire

(4) Le surintendant peut accorder à une société une ou plusieurs prolongations du délai de cinq ans visé aux paragraphes (2) et (3) de la durée et aux conditions qu'il estime indiquées.

Prolongation

391. (1) L'alinéa 459a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) for the purposes of subsection 453(3), permitting the acquisition or increase of substantial investments;

(2) L'alinéa 459b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) autoriser une société à renoncer au contrôle d'une personne morale pour l'application du paragraphe 453(8);

392. (1) L'alinéa 460(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) dans le cas d'un prêt, d'un placement ou d'un autre intérêt, pendant cinq ans suivant la date où il a été fait ou acquis.

(2) Le paragraphe 460(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux placements et intérêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 465, sont considérés comme des intérêts immobiliers et que la société ou filiale :

Exceptions

(a) the company or the subsidiary acquired the investment or interest as a result of the realization of a security interest securing a loan that was defined by a regulation made under section 465 to be an interest in real property; or

(b) the company or the subsidiary acquired the investment or interest under section 457 as a result of a default referred to in that section in respect of a loan that was defined by a regulation made under section 465 to be an interest in real property.

393. Paragraph 466(d) of the Act is replaced by the following:

(d) all ownership interests in unincorporated entities, other than ownership interests acquired under section 453 in entities in which the company has a substantial investment,

394. Subparagraph 467(a)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) ownership interests in an unincorporated entity other than ownership interests acquired under section 453 in an entity in which the company has a substantial investment, or

395. Section 469 of the Act is renumbered as subsection 469(1) and is amended by adding the following:

(2) The company may continue to hold the substantial investment after the end of the period referred to in subsection 456(1) or (2) that applies in respect of the investment, including any extension of the period granted

a) soit a acquis du fait de la réalisation d'une sûreté garantissant des prêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 465, sont considérés comme des intérêts immobiliers;

b) soit a acquis, dans le cadre de l'article 457, du fait de défauts visés à cet article à l'égard de prêts qui, aux termes des règlements d'application de l'article 465, sont considérés comme des intérêts immobiliers.

393. Le passage de l'article 466 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

466. Il est interdit à la société — et celle-ci doit l'interdire à ses filiales réglementaires — de procéder aux opérations suivantes si la valeur globale des actions participantes, à l'exception des actions participantes des personnes morales visées à l'article 453 dans lesquelles elle détient un intérêt de groupe financier, et des titres de participation dans des entités non constituées en personne morale à l'exception des titres de participation qui ont été acquis en vertu de l'article 453 dans des entités dans lesquelles la société détient un intérêt de groupe financier, détenus par celle-ci et ses filiales réglementaires à titre de véritable propriétaire excède — ou excéderait de ce fait —, soixante-dix pour cent de son capital réglementaire :

394. Le sous-alinéa 467a)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) des titres de participation dans une entité non constituée en personne morale, à l'exception des titres de participation acquis en vertu de l'article 453 dans une entité dans laquelle elle détient un intérêt de groupe financier,

395. L'article 469 de la même loi devient le paragraphe 469(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) La société peut continuer à détenir l'intérêt de groupe financier après l'expiration de la période visée aux paragraphes 456(1) ou (2), y compris de toute prolongation de celle-ci obtenue dans le cadre du paragraphe

Limites
relatives à
l'acquisition
d'actions

Agrément

under subsection 456(4), with the approval in writing of the Minister obtained before the end of that period or extended period.

396. Section 470 of the Act is replaced by the following:

470. (1) A company shall not at any time, without the prior written approval of the Superintendent, directly or indirectly acquire assets from a person, or directly or indirectly transfer assets to a person, if

$$A + B > C$$

where

A is the value of the assets;

B is the total value of all assets that the company directly or indirectly acquired from, or directly or indirectly transferred to, that person in the twelve months ending immediately before that time; and

C is ten per cent of the total value of the assets of the company, as shown in the last annual financial statement of the company prepared before that time.

Assets transactions

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to

(a) an asset that is a debt obligation referred to in subparagraphs (b)(i) to (v) of the definition “commercial loan” in subsection 449(1); or

(b) a transaction or series of transactions by a company with another financial institution as a result of the company’s participation in one or more syndicated loans with that financial institution.

397. The Act is amended by adding the following before section 474:

473.1 For the purposes of this Part, a “senior officer” of a body corporate is a person who is

(a) a director of the body corporate who is a full-time employee of the body corporate;

(b) the chief executive officer, chief operating officer, president, secretary, treasurer, controller, chief financial officer, chief accountant, chief auditor or chief actuary of the body corporate;

Definition of “senior officer”

456(4), si elle obtient l’agrément écrit du ministre avant l’expiration de la période ou de la prolongation.

396. L’article 470 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

470. (1) Il est interdit à la société, sans l’autorisation écrite du surintendant, d’acquérir directement ou indirectement des éléments d’actif auprès d’une personne ou de céder directement ou indirectement des éléments d’actif à une personne si :

$$A + B > C$$

où :

A représente la valeur des éléments d’actif;

B la valeur de tous les éléments d’actif que la société a acquis auprès de cette personne ou cédés à celle-ci pendant la période de douze mois précédant la date d’acquisition ou de cession;

C dix pour cent de la valeur de l’actif total de la société figurant dans le dernier rapport annuel établi avant la date d’acquisition ou de cession.

Opérations sur l’actif

Exception

(2) Cette interdiction ne s’applique toutefois pas :

a) aux éléments d’actif qui consistent en titres de créance visés aux sous-alinéas b)(i) à (v) de la définition de « prêt commercial » au paragraphe 449(1);

b) aux opérations ou séries d’opérations intervenues entre la société et une autre institution financière à la suite de la participation de la société et de l’institution à la syndication de prêts.

397. La même loi est modifiée par adjonction, avant l’article 474, de ce qui suit :

473.1 Pour l’application de la présente partie, « cadre dirigeant » d’une personne morale s’entend :

a) de l’administrateur de la personne morale qui est un employé de celle-ci;

b) de la personne exerçant les fonctions de premier dirigeant, de directeur de l’exploitation, de président, de secrétaire, de trésorier, de contrôleur, de directeur financier, de comptable en chef, de vérificateur en chef ou d’actuaire en chef de la personne morale;

Définition de « cadre dirigeant »

(c) a natural person who performs functions for the body corporate similar to those performed by a person referred to in paragraph (b);

(d) the head of the strategic planning unit of the body corporate;

(e) the head of the unit of the body corporate that provides legal services or human resources services to the body corporate; or

(f) any other officer reporting directly to the body corporate's board of directors, chief executive officer or chief operating officer.

398. (1) Paragraph 474(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) is a director or senior officer of the company or of a body corporate that controls the company or is acting in a similar capacity in respect of an unincorporated entity that controls the company;

(2) Paragraph 474(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) is an entity that is controlled by a person referred to in any of paragraphs (a) to (c);

(3) Paragraphs 474(1)(f) to (h) of the Act are replaced by the following:

(f) is an entity in which the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a person who controls the company has a substantial investment; or

(g) is a person, or a member of a class of persons, designated under subsection (3) or (4) as, or deemed under subsection (5) to be, a related party of the company.

(4) Subsection 474(2) of the Act is replaced by the following:

(2) If an entity in which a company has a substantial investment would, but for this subsection, be a related party of the company only because a person who controls the company controls the entity or has a substantial investment in the entity, and the person does not control the entity or have a substantial investment in the entity otherwise than through the person's controlling interest in the company, the entity is not a related party of the company.

c) de toute personne physique exerçant pour la personne morale des fonctions semblables à celles qui sont visées à l'alinéa b);

d) du chef du groupe de planification stratégique de la personne morale;

e) du chef du service juridique ou du service des ressources humaines de la personne morale;

f) de tout autre dirigeant relevant directement du conseil d'administration, du premier dirigeant ou du directeur de l'exploitation de la personne morale.

398. (1) L'alinéa 474(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) est un administrateur ou un cadre dirigeant de la société, ou d'une personne morale qui la contrôle, ou exerce des fonctions similaires à l'égard d'une entité non constituée en personne morale qui contrôle la société;

(2) L'alinéa 474(1)(d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) est une entité contrôlée par une personne visée à l'un des alinéas a) à c);

(3) Les alinéas 474(1)(f) à (h) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

f) est une entité dans laquelle le conjoint — ou un enfant de moins de dix-huit ans — d'une personne qui contrôle la société a un intérêt de groupe financier;

g) est une personne, ou appartient à une catégorie de personnes, désignée — au titre des paragraphes (3) ou (4) — ou considérée — au titre du paragraphe (5) — comme telle.

(4) Le paragraphe 474(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'entité dans laquelle une société a un intérêt de groupe financier n'est toutefois pas apparentée à la société du seul fait qu'une personne qui contrôle la société contrôle également l'entité ou a dans l'entité un intérêt de groupe financier, pourvu que cette personne n'exerce de contrôle ou n'ait un intérêt de groupe financier que parce qu'elle contrôle la société.

Exception — subsidiaries and substantial investments of companies

Exception — filiales et sociétés avec intérêt de groupe financier

(5) Subsections 474(6) to (8) of the Act are replaced by the following:

Holders of exempted shares

(6) The Superintendent may, by order, designate a class of non-voting shares of a company for the purpose of this subsection. If a class of non-voting shares of a company is so designated, a person is deemed, notwithstanding paragraph (1)(a), not to be a related party of the company if the person would otherwise be a related party of the company only because the person has a significant interest in that class.

Determination of substantial investment

(7) For the purpose of determining whether an entity or a person has a substantial investment for the purposes of paragraph (1)(e) or (f), the references to “control” and “controlled” in section 10 shall be construed as references to “control, within the meaning of section 3, determined without regard to paragraph 3(1)(d)” and “controlled, within the meaning of section 3, determined without regard to paragraph 3(1)(d)”, respectively.

Determination for holding body control

(8) For the purposes of paragraph (1)(d), “controlled” means “controlled, within the meaning of section 3, determined without regard to paragraph 3(1)(d)”.

1991, c. 48, par. 493(b)

399. Subsections 475(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

Exception for holding body corporate

(4) A holding body corporate of a company is not a related party of a company where the holding body corporate is

(a) a Canadian financial institution that is referred to in any of paragraphs (a) to (d) of the definition “financial institution” in section 2; or

(b) a central cooperative credit society for which an order has been made under subsection 473(1) of the *Cooperative Credit Associations Act*.

Substantial investment — related party exception

(5) Where a holding body corporate of a company is, because of subsection (4), not a related party of the company, any entity in which the holding body corporate has a substantial investment is not a related party of the company if no related party of the company has a substantial investment in the entity otherwise than through the control of the holding body corporate.

(5) Les paragraphes 474(6) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exemption

(6) Le surintendant peut, par ordonnance, désigner une catégorie d'actions sans droit de vote pour l'application du présent paragraphe. Le cas échéant, une personne est réputée, par dérogation à l'alinéa (1)a), ne pas être apparentée à la société si elle lui est par ailleurs apparentée en raison uniquement du fait qu'elle détient un intérêt substantiel dans cette catégorie d'actions.

Intérêt de groupe financier

(7) Lorsqu'il s'agit de déterminer si une personne ou une entité détient un intérêt de groupe financier pour l'application des alinéas (1)e) ou f), la mention de « contrôle » à l'article 10 vaut mention de « contrôle », au sens de l'article 3, abstraction faite de l'alinéa 3(1)d).

Contrôle

(8) Pour l'application de l'alinéa (1)d), « contrôlée » s'entend au sens de l'article 3, abstraction faite de l'alinéa 3(1)d).

1991, ch. 48, al. 493(b)

399. Les paragraphes 475(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Société mère — exception

(4) La société mère de la société n'est pas apparentée à celle-ci si la société mère est :

a) une institution financière canadienne visée aux alinéas a) à d) de la définition de « institution financière » à l'article 2;

b) une centrale ayant fait l'objet de l'ordonnance prévue au paragraphe 473(1) de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*.

Exception

(5) Dans les cas où, en raison du paragraphe (4), une société mère n'est pas apparentée à la société, l'entité dans laquelle une société mère a un intérêt de groupe financier n'est pas apparentée à la société si aucun apparenté de la société n'a un intérêt de groupe financier dans l'entité autrement que par l'effet du contrôle de la société mère.

400. Subsection 483(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Notwithstanding subsection 477(2), a company is deemed not to have indirectly entered into a transaction in respect of which this Part applies if the transaction is entered into by a service corporation, as defined in subsection 449(1), that is controlled by the company and the transaction is on terms and conditions at least as favourable to the company as market terms and conditions, as defined in subsection 489(2).

401. (1) Paragraphs 484(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) a natural person who is a related party of the company only because the person is

(i) a director or senior officer of the company or of an entity that controls the company, or

(ii) the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a director or senior officer of the company or of an entity that controls the company; or

(b) an entity that is a related party of the company only because the entity is controlled by

(i) a director or senior officer of the company or of an entity that controls the company, or

(ii) the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a director or senior officer referred to in subparagraph (i).

(2) Subsection 484(2) of the Act is replaced by the following:

(2) A company may, with respect to a related party of the company referred to in subsection (1) who is a full-time senior officer of the company, make, take an assignment of or otherwise acquire a loan to the related party only if the aggregate principal amount of all outstanding loans to the related party that are held by the company and its subsidiaries, together with the principal amount of the proposed loan, does not exceed the greater of twice the annual salary of the related party and \$100,000.

400. Le paragraphe 483(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Par dérogation au paragraphe 477(2), la société est réputée ne pas avoir effectué indirectement une opération visée par la présente partie si l'opération est effectuée par une société de services, au sens du paragraphe 449(1), contrôlée par la société et que l'opération a été effectuée à des conditions au moins aussi favorables pour la société que les conditions du marché, au sens du paragraphe 489(2).

401. (1) Les alinéas 484(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) soit la personne physique en cause est :

(i) un administrateur ou un cadre dirigeant de la société ou d'une entité qui la contrôle,

(ii) le conjoint, ou un enfant de moins de dix-huit ans, d'un administrateur ou d'un cadre dirigeant de la société ou d'une entité qui la contrôle;

b) soit l'entité en cause est contrôlée par :

(i) un administrateur ou un cadre dirigeant de la société ou d'une entité qui la contrôle,

(ii) le conjoint, ou un enfant de moins de dix-huit ans, de cet administrateur ou de ce cadre dirigeant.

(2) Le paragraphe 484(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cas où l'apparenté visé au paragraphe (1) est un cadre dirigeant à temps plein de la société, celle-ci ne peut lui consentir ou en acquérir un prêt, notamment par cession, que si le total du principal de tous les prêts qu'elle-même et ses filiales lui ont déjà consentis et du principal du prêt envisagé n'excède pas cent mille dollars ou, s'il est supérieur, le double du traitement annuel du cadre dirigeant.

Service corporations

Société de services

Loans to full-time senior officers

Prêt au cadre dirigeant

(3) Subsections 484(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

Preferred terms — loan to senior officer

(4) Notwithstanding section 489, a company may make a loan, other than a margin loan, to a senior officer of the company on terms and conditions more favourable to the officer than those offered to the public by the company if those terms and conditions have been approved by the conduct review committee of the company.

Preferred terms — loan to spouse of senior officer

(5) Notwithstanding section 489, a company may make a loan referred to in paragraph 479(b) to the spouse of a senior officer of the company on terms and conditions more favourable to the spouse of that officer than those offered to the public by the company if those terms and conditions have been approved by the conduct review committee of the company.

Preferred terms — other financial services

(6) Notwithstanding section 489, a company may offer financial services, other than loans or guarantees, to a senior officer of the company, or to the spouse, or a child who is less than eighteen years of age, of a senior officer of the company, on terms and conditions more favourable than those offered to the public by the company if

(a) the financial services are offered by the company to employees of the company on those favourable terms and conditions; and

(b) the conduct review committee of the company has approved the practice of making those financial services available on those favourable terms and conditions to senior officers of the company or to the spouses, or the children under eighteen years of age, of senior officers of the company.

402. Subparagraph 485(1)(d)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) if the related party is a full-time senior officer of the company, loans to the related party that are permitted by subsection 484(2),

403. Section 486 of the Act is replaced by the following:

(3) Les paragraphes 484(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Par dérogation à l'article 489, la société peut consentir un prêt — à l'exception du prêt sur marge — à un cadre dirigeant à des conditions plus favorables que celles du marché, pourvu qu'elles soient approuvées par son comité de révision.

Conditions plus favorables — prêt à un cadre dirigeant

(5) Par dérogation à l'article 489, la société peut consentir au conjoint de l'un de ses cadres dirigeants le prêt visé à l'alinéa 479b) à des conditions plus favorables que celles du marché, pourvu qu'elles soient approuvées par son comité de révision.

Conditions plus favorables — prêt au conjoint

(6) Par dérogation à l'article 489, la société peut offrir des services financiers, à l'exception de prêts ou de garanties, à l'un de ses cadres dirigeants, ou à son conjoint ou enfant de moins de dix-huit ans, à des conditions plus favorables que celles du marché si :

Conditions plus favorables — autres services financiers

a) d'une part, elle offre ces services à ses employés aux mêmes conditions;

b) d'autre part, son comité de révision a approuvé, de façon générale, la prestation de ces services à des cadres dirigeants, ou à leurs conjoints ou enfants âgés de moins de dix-huit ans, à ces conditions.

402. L'alinéa 485(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) le principal de tous les prêts en cours qu'elle-même et ses filiales détiennent à l'égard de la personne concernée, à l'exception des prêts visés à l'alinéa 479b) et, dans le cas d'un cadre dirigeant à temps plein, au paragraphe 484(2);

403. L'article 486 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Margin loans

486. The Superintendent may establish terms and conditions with respect to the making by a company of margin loans to a director or senior officer of the company.

404. Sections 490 and 491 of the Act are repealed.

405. Section 493 of the Act is replaced by the following:

493. Where a company has entered into a transaction that the company is prohibited by this Part from entering into, or where a company has entered into a transaction for which approval is required under subsection 485(1) without having obtained the approval, the company shall, on becoming aware of that fact, notify the Superintendent without delay.

406. Paragraph 503(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to any government agency or body that regulates or supervises financial institutions, for purposes related to that regulation or supervision,

(a.01) to any other agency or body that regulates or supervises financial institutions, for purposes related to that regulation or supervision,

407. The Act is amended by adding the following after section 527:

527.1 (1) Anything that is required by a provision of this Act to be published in the *Canada Gazette* or to be published in any other way may, instead of being published in that way, be published in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

(2) Anything that is required by a provision of this Act to be summarized in a publication may instead be summarized and published in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

(3) Any condition under a provision of this Act that something be published in the *Canada Gazette* or in any other way is satisfied if that thing is published instead in any manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

Notice to Superintendent

Alternative means of publication

Alternative means of publishing summaries

Publication conditions

486. Le surintendant peut fixer des conditions relativement aux prêts sur marge consentis par la société à ses administrateurs ou cadres dirigeants.

404. Les articles 490 et 491 de la même loi sont abrogés.

405. L'article 493 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

493. La société qui effectue une opération interdite aux termes de la présente partie, ou qui n'a pas obtenu l'approbation prévue au paragraphe 485(1), est tenue, dès qu'elle prend connaissance de l'interdiction ou du défaut d'approbation, d'en aviser le surintendant.

406. L'alinéa 503(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) à une agence ou à un organisme gouvernemental qui réglemente ou supervise des institutions financières, à des fins liées à la réglementation ou à la supervision;

a.01) à une autre agence ou à un autre organisme qui réglemente ou supervise des institutions financières, à des fins liées à la réglementation ou à la supervision;

407. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 527, de ce qui suit :

527.1 (1) Tout document dont une disposition de la présente loi prévoit la publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, peut être publié selon tout autre mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

(2) Les renseignements qui, aux termes d'une disposition de la présente loi, doivent faire l'objet de résumés à publier dans le cadre d'une publication peuvent être résumés, et le résumé publié, selon le mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

(3) Toute exigence de publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, prévue par une disposition de la présente loi est satisfaite par la publication selon le mode prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

Prêts sur marge

Avis au surintendant

Autres modes de publicité

Autres modes de publication des résumés

Exigences de publication

Other
consequences

(4) Where a provision of this Act provides for consequences to follow the publication of something in the *Canada Gazette* or in any other manner, the same consequences follow the publication of that thing in any other manner that may be prescribed for the purpose of that provision.

408. Section 531 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) prescribing the way in which anything that is required or authorized by this Act to be prescribed shall be determined;

409. Paragraphs 534(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) in the case of a natural person, liable

(i) on summary conviction, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding twelve months, or to both, or

(ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both; and

(b) in the case of an entity, liable

(i) on summary conviction, to a fine not exceeding \$500,000, or

(ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$5,000,000.

410. Section 535 of the Act is replaced by the following:

535. Where an entity commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the entity who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and liable on summary conviction or on conviction on indictment to the punishment provided under paragraph 534(1)(a) for the offence whether or not the entity has been prosecuted or convicted.

Liability of
officers,
directors, etc.

(4) Toute conséquence, prévue par une disposition de la présente loi, découlant de la publication, notamment dans la *Gazette du Canada*, découle de la même façon du mode de publication prévu par règlement pour l'application de cette disposition.

408. L'article 531 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) préciser la façon de déterminer ce qui peut ou doit l'objet d'une mesure réglementaire;

409. Le paragraphe 534(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

534. (1) Quiconque commet une infraction prévue à l'article 533 est passible :

a) s'il s'agit d'une personne physique :

(i) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de un an, ou de l'une de ces peines,

(ii) par mise en accusation, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines;

b) s'il s'agit d'une entité :

(i) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 500 000 \$,

(ii) par mise en accusation, d'une amende maximale de 5 000 000 \$.

410. L'article 535 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

535. En cas de perpétration par une entité d'une infraction à la présente loi, ceux de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par mise en accusation, la peine prévue à l'alinéa 534(1)a), que l'entité ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Autres
conséquencesInfractions
générales à la
loiResponsabi-
lité pénale

R.S., c. W-11;
1996, c. 6,
s. 134

1996, c. 6,
s. 161

WINDING-UP AND RESTRUCTURING ACT

411. Paragraph 161(2)(b) of the *Winding-up and Restructuring Act* is replaced by the following:

(b) a policyholder of the company claiming a minimum amount that the company has agreed to pay under a policy or in respect of an amount for which a segregated fund is maintained under section 451, subsection 542.03(2) or section 593 of the *Insurance Companies Act* for a deficiency if the assets of the fund are insufficient to satisfy such a claim

COMING INTO FORCE

412. Except for sections 2, 116, 168 and 341, this Act or any of its provisions or any provision of any other Act enacted or amended by this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council. The day fixed for the coming into force of section 45 must be the same as the day fixed for the coming into force of section 459.1 of the *Bank Act*, as enacted by section 55.

Coming into
force

LOI SUR LES LIQUIDATIONS ET LES
RESTRUCTURATIONS

411. Le paragraphe 161(2) de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* est remplacé par ce qui suit :

(2) Il ne peut être satisfait à la réclamation d'un créancier d'une société qui assure des risques en vertu des polices visées au sous-alinéa 161(1)c)(i) ou du porteur de police dont la réclamation représente le montant minimal qu'une société d'assurance-vie a consenti à payer aux termes d'une police et par celui ayant une réclamation à l'égard d'une caisse séparée maintenue aux termes de l'article 451, du paragraphe 542.03(2) ou de l'article 593 de la *Loi sur les sociétés d'assurances* en cas d'insuffisance, si l'actif de la caisse est insuffisant, à moins que l'actif de la société soit plus que suffisant pour couvrir les réclamations spécifiées au paragraphe (1) et pour respecter les termes des polices visées à ce paragraphe, y compris l'intérêt afférent à la date du paiement de la réclamation.

L.R., ch. W-11;
1996, ch. 6,
art. 134

1996, ch. 6,
art. 161

Autres
créanciers

ENTRÉE EN VIGUEUR

412. Sauf pour les articles 2, 116, 168 et 341, la présente loi ou telle de ses dispositions, ou des dispositions de toute loi édictée par elle, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret; la date d'entrée en vigueur de l'article 45 doit être la même que celle de l'article 459.1 de la *Loi sur les banques*, édicté par l'article 55.

Entrée en
vigueur